



Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 28 novembre 1970

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le *mardi*. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Québec, Saturday, November 28, 1970

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than *Wednesday*, noon; if *Wednesday* is a holiday, the deadline is *Tuesday* noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 35 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 15 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: \$1 chacun.

Feuilles volantes: \$3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre, \$20; du 1er avril au 31 décembre, \$15 et du 1er juillet au 31 décembre, \$10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

33015 — 1-52-0

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 35 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 15 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$4 per 100 words.

Single copies: \$1 each.

Slips: \$3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st, \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

33015 — 1-52-0

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis No 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107).

Lettres patentes**A P A Jonquière limitée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 15^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Léonard Riverin, commerçant, 40, rang Ste-Anne, Philippe Guay, voyageur de commerce, 157B, St-Simon, tous deux de Jonquière, et Martin Girard, comptable, 254, Vaudreuil, Arvida, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes les parties et accessoires d'automobiles, de même que toutes espèces de machines, instruments, outils, appareils et accessoires, sous le nom de « A P A Jonquière limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391-o

436-1970

A.R. Cafétéria inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 24^e jour d'août 1970, constituant en corporation: André Rivest, restaurateur, 14, Se Rue, Crabtree, Julien Fauteux, comptable, 75, St-Charles nord, et Monique Fréchette, secrétaire, fille majeure, 274, St-Marc, ces deux derniers de Joliette, pour les objets suivants:

Letters Patent**A P A Jonquière limitée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léonard Riverin, merchant, 40 Ste-Anne range, Philippe Guay, commercial salesman, 157B St-Simon, both of Jonquière, and Martin Girard, accountant, 254 Vaudreuil, Arvida, for the following purposes:

To deal in all kinds of automobile parts and accessories, as well as all kinds of machines, instruments, tools, appliances and accessories, under the name of "A P A Jonquière limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391

436-1970

A.R. Cafétéria inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Rivest, restaurateur, 14, 8th Street, Crabtree, Julien Fauteux, accountant, 75 St-Charles North, and Monique Fréchette, secretary, spinster of the full age of majority, 274 St-Marc, the latter two of Joliette, for the following purposes:

Exploiter des cafétérias, restaurants, tavernes, auberges, hôtels, salles à repas et salles à manger, sous le nom de « A.R. Cafétéria inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est C.P. 500, 1ère Avenue, Crabtree, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391-0 3611-1970

To operate cafeterias, restaurants, taverns, inns, hotels, lunch-rooms and dining-rooms, under the name of "A.R. Cafétéria inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 5,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at P.O. Box 500, 1st Avenue, Crabtree, judicial district of Joliette.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 3611-1970

L'Académie Normand Hudon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 28e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Normand Hudon, artiste, rang des Trente, Beloeil, Jean Yale, annonceur, 7710, Des Vendéens, Anjou, et André Bergevin, administrateur, 8715, Barbeau, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme exposants et vendeurs de tableaux, sous le nom de « L'Académie Normand Hudon inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391-0 4224-1970

L'Académie Normand Hudon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Normand Hudon, artist, de Trente Range, Beloeil, Jean Yale, announcer, 7710 Des Vendéens, Anjou, and André Bergevin, administrator, 8715 Barbeau, Saint-Léonard, for the following purposes:

To carry on business as painting exhibitors and sellers, under the name of "L'Académie Normand Hudon inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$10 each and into 3,900 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 4224-1970

**Aéroport du comté de Lévis Itée
Lévis County Airport Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Claude-A. Blanchard, avocat, 1187, boulevard Saint-Cyrille ouest, Sillery, Danielle Chaput, 840, Casot, et Diane Beaupré, 1440, Bardy, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des aéroports et lignes aériennes, sous le nom de « Aéroport du comté de Lévis Itée — Lévis County Airport Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean-Chrysostome, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-0 4698-1970

**Aéroport du comté de Lévis Itée
Lévis County Airport Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude-A. Blanchard, advocate, 1187 Saint-Cyrille Boulevard West, Sillery, Danielle Chaput, 840 Casot, and Diane Beaupré, 1440 Bardy, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority of Québec, for the following purposes:

To operate airports and air-lines, under the name of "Aéroport du comté de Lévis Itée — Lévis County Airport Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Jean-Chrysostome, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 4698-1970

**Alma Varieties Inc.
Variétés Alma inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Armando Capello, agent, 8560, avenue Brown, André Boucher, technicien, 1470, rue Thierry, et Amerigo Capello, commis, 1574, rue Rancourt, tous les trois de LaSalle, pour les objets suivants:

**Alma Varieties Inc.
Variétés Alma inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Armando Capello, agent, 8560 Brown Avenue, André Boucher, technician, 1470 Thierry Street, and Amerigo Capello, clerk, 1574 Rancourt Street, all three of LaSalle, for the following purposes:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Alma Varieties Inc. — Variétés Alma inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391

4104-1970

Les appartements Plein Ciel Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Camille Antaki, avocat, Alberto Salim Nadir, et Samira Koussa De Salim, ces deux derniers administrateurs, tous trois de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les appartements Plein Ciel Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1000, rue Lawlor, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-0

4336-1970

Arsene's Service Stations Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Arsene Ohanian, garagiste, Rita Tamzarian, ménagère, épouse dudit Arsene Ohanian, tous deux de 5546, rue Earle, et Allan Clayman, comptable, 7448, chemin Kingsley, app. 505, tous trois de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter des stations-service, bâtiments et garages et faire le commerce de véhicules, accessoires et pièces, sous le nom de « Arsene's Service Stations Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6710, chemin de la Côte Saint-Luc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

37391

3928-1970

Association d'entraide de Ste-Anne de Beauré inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Luce Sicotte, Jacqueline Duguet, toutes deux de 8, Côte Ste-Anne, Sainte-Anne-de-Beauré, et Marie-Paule Lan-

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Alma Varieties Inc. — Variétés Alma inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391-0

4104-1970

Les appartements Plein Ciel Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Camille Antaki, advocate, Alberto Salim Nadir, and Samira Koussa De Salim, the latter two administrators, all three of Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les appartements Plein Ciel Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of \$10 each and 3,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 1000, Lawlor Street, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391

4336-1970

Arsene's Service Stations Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arsene Ohanian, garage owner, Rita Tamzarian, housewife, wife of the said Arsene Ohanian, both of 5546 Earle Street, and Allan Clayman, accountant, 7448 Kingsley Road, Apt. 505, all three of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To operate service stations, buildings and garages and deal in vehicles, and the accessories and parts, under the name of "Arsene's Service Stations Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company is at 6710 Côte St. Luc Road, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391-0

3928-1970

Association d'entraide de Ste-Anne de Beauré inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Luce Sicotte, Jacqueline Duguet, both of 8 Côte Ste-Anne, Sainte-Anne-de-Beauré, and Marie-Paule Langlois, 60

glois, 60, avenue Laurier, app. 6, Québec, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Aider à assurer le bon fonctionnement de toute oeuvre sociale, éducative et de formation morale, sous le nom de « Association d'entraide de Ste-Anne de Beupré inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Anne-de-Beupré, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37391-o

3571-1970

L'association des marchands de la place Levasseur inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Yves-J. Demers, avocat, 55, de la Station, Delson, Fernand Gagnon, marchand, 7749, Place Arundel, Jean-Claude Gratton, 8425, Châteauneuf, tous deux d'Anjou, Raymond Rochon, 9093, 13e Avenue, Montréal, Roger St-Laurent, 6715, Henri Bourassa, Jacques Levasseur, 5980, boulevard Léger, app. 4, tous deux de Montréal-Nord, tous quatre commerçants, et Michel Monastesse, fleuriste, 7590, Bonn, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « L'Association des marchands de la place Levasseur inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 5600, Henri Bourassa est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37391-o

4169-1970

**Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Central Park
Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Central Park School**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Panagiotis Natos, 2911, avenue Rathwell, Themistoklis Stellatos, 809, avenue Provost, et Dimosthenis Chrysmelis, 781, 30e Avenue, tous trois employés, de Lachine, pour les objets suivants:

Promouvoir la coopération entre parents, élèves et professeurs de l'école Central Park, sous le nom de « Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Central Park — Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Central Park School ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder et détenir la corporation est de \$40,000.

Laurier Avenue, Apt. 6, Québec, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To foster the smooth operation of works of a social, educational and moral nature, under the name of "Association d'entraide de Ste-Anne de Beupré inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is \$500,000.

The head office of the corporation is at Sainte-Anne-de-Beupré, judicial district of Québec.

J.-ALBERT BOUCHARD, Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391

3571-1970

L'association des marchands de la place Levasseur inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Yves-J. Demers, advocate, 55 de la Station, Delson, Fernand Gagnon, merchant, 7749 Place Arundel, Jean-Claude Gratton, 8425 Châteauneuf, both of Anjou, Raymond Rochon, 9093, 13th Avenue, Montreal, Roger St-Laurent, 6715 Henri Bourassa, Jacques Levasseur, 5980 Léger boulevard, Apt. 4, both of Montreal-North, all four merchants, and Michel Monastesse, florist, 7590 Bonn, Saint-Léonard, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way the economic, social and professional interests of its members, under the name of "L'Association des marchands de la place Levasseur inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is \$100,000.

The head office of the corporation is at 5600 Henri Bourassa east, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON, Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391

4169-1970

**Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Central Park
Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Central Park School**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Panagiotis Natos, 2911 Rathwell Avenue, Themistoklis Stellatos, 809 Provost Avenue, and Dimosthenis Chrysmelis, 781, 30th Avenue, all three employees, of Lachine, for the following purposes:

To promote cooperation between the parents, the pupils and the teachers, under the name of "Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Central Park — Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Central Park School".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited is \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.

37391 4192-1970

**Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Lachine Rapids
Greek Orthodox (Hellenic) Association
of Parents of Lachine Rapids School**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: George Tachiatis, graphiste, 555, 40^e Avenue, Spiros Voutos, restaurateur, 515, 37^e Avenue, tous deux de LaSalle, et Argirios Hliaras, cuisinier, 2845, avenue Jacques-Hertel, Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir la coopération entre parents, élèves et professeurs de l'école Lachine Rapids, sous le nom de « Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Lachine Rapids — Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Lachine Rapids School ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.

37391 4352-1970

**Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Russell
Greek Orthodox (Hellenic) Association
of Parents of Russell School**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Constantinos Hountalas, tricoteur, 8601, rue Champagneur, app. 2, Minas Cafedjis, mécanicien, 653, rue d'Anvers, et George Apostolopoulos, presseur, 8605, rue Champagneur, app. 7, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir la coopération entre parents, élèves et professeurs de l'école Russell, sous le nom de « Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Russell — Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Russell School ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.

37391 4193-1970

**Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Sinclair Laird
Greek Orthodox (Hellenic) Association
of Parents of Sinclair Laird**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391-o 4192-1970

**Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Lachine Rapids
Greek Orthodox (Hellenic) Association
of Parents of Lachine Rapids School**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperative to incorporate a corporation without share capital: George Tachiatis, commercial artist, 555, 40th Avenue, Spiros Voutos, restaurateur, 515, 37th Avenue, both of LaSalle, and Argirios Hliaras, cook, 2845 Jacques Hertel Avenue, Montreal, for the following purposes:

To promote cooperation between the parents, the pupils and the teachers, under the name of "Association (Hellenic) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Lachine Rapids — Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Lachine Rapids School".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited is \$40,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391-o 4352-1970

**Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Russell
Greek Orthodox (Hellenic) Association
of Parents of Russell School**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Constantinos Hountalas, knitter, 8601 Champagneur Street, Apt. 2, Minas Cafedjis, mechanic, 653 d'Anvers Street, and George Apostolopoulos, presser, 8605 Champagneur Street, Apt. 7, all three of Montreal for the following purposes:

To promote cooperation between the parents, the pupils and the teachers, under the name of "Association (Hellenic) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Russell — Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Russell School".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited is \$40,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391-o 4193-1970

**Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Sinclair Laird
Greek Orthodox (Hellenic) Association
of Parents of Sinclair Laird**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the

de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: John Floros, barbier, 8531, avenue Wiseman, app. 2, Peter Voyatzakis, entrepreneur, 930, d'Anvers, et Andreas Kefallinos, opérateur de buanderie, 8518, Wiseman, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir la coopération entre parents, élèves et professeurs de l'école Sinclair Laird, sous le nom de « Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Sinclair Laird — Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Sinclair Laird School ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37391 4195-1970

Association des Psychotechniciens du Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Frappier, Pierre Salvail, tous deux avocats, et Cécile Peloquin, secrétaire, fille majeure, tous trois de 70, du Roi, Sorel, pour les objets suivants:

Promouvoir la formation professionnelle des membres, sous le nom de « Association des Psychotechniciens du Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 230, rue Henri-Bourassa est, suite 5, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37391-o 4030-1970

**Association (Hellénique) des parents Grecs Orthodoxes de l'école Bedford
Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Bedford School**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Constantina Lambadas, opérateur de machine, 3285, rue Barclay, app. 11, George Constantinidis, nettoyeur, 2655, rue Barclay, app. 10, et Charalabos Xenox, opérateur, 3355, rue Barclay, app. 10, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Favoriser la coopération entre les parents, les élèves et les professeurs, sous le nom de « Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Bedford — Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Bedford School ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de \$40,000.

28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: John Floros, barber, 8531 Wiseman Avenue, Apt. 2, Peter Voyatzakis, contractor, 930 d'Anvers, and Andreas Kefallinos, laundry operator, 8518 Wiseman, all three of Montreal, for the following purposes:

To promote cooperation between the parents, the pupils and the teachers, under the name of "Association (Hellenic) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Sinclair Laird — Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Sinclair Laird School".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited is \$40,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391-o 4195-1970

Association des Psychotechniciens du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean Frappier, Pierre Salvail, both advocates, and Cécile Peloquin, secretary, spinster of the full age of majority, all three of 70 du Roi, Sorel, for the following purposes:

To promote the professional formation of its members, under the name of "Association des Psychotechniciens du Québec".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 230 Henri-Bourassa Street East, Suite 5, Montreal, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391 4030-1970

**Association (Hellénique) des parents Grecs Orthodoxes de l'école Bedford
Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Bedford School**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Constantina Lambadas, machine operator, 3285 Barclay Street, Apt. 11, George Constantinidis, cleaner, 2655 Barclay Street, Apt. 10, and Charalabos Xenox, operator, 3355 Barclay Street, Apt. 10, all three of Montreal, for the following purposes:

To promote cooperation between the parents, the pupils and the teachers, under the name of "Association (Hellenic) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Bedford — Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Bedford School".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or possess, is to be limited, is \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391 4202-1970

L'Association des scouts de l'Immaculée-Conception de Granby inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel St-Martin, comptable, 687, Denison ouest, Aurélius Laroche, dessinateur, 512, Denison ouest, et Richard Goulet, assureur-vie, 301, Dufferin, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Venir en aide aux membres et aux mouvements scouts de la paroisse Immaculée-Conception de Granby, sous le nom de « L'Association des scouts de l'Immaculée-Conception de Granby inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391-o 4083-1970

Auteuil sport inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Robert Trépanier, jardinier, Denise Paradis, ménagère, épouse dudit Robert Trépanier, tous deux de 33, boulevard Bellerose, Marc Desjardins, garagiste, et Céline Gauthier, ménagère, épouse dudit Marc Desjardins, ces deux derniers de 115, rue Scaron, tous quatre de Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'articles de sports motorisés ou non, de moteurs, machines de sports, leurs parties et accessoires, sous le nom de « Auteuil sport inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 6,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5685, boulevard des Laurentides, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-o 3161-1970

Autos Paul Audet Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jean-Paul Audet, mécanicien, Jacqueline Chabot, ménagère, épouse dudit Jean-Paul Audet, tous deux de 7745, Paul Comtois, Charlesbourg, et Thérèse Abran, secrétaire-comptable, épouse

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o 4202-1970

L'Association des scouts de l'Immaculée-Conception de Granby inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marcel St-Martin, accountant, 687 Denison west, Aurélius Laroche, draughtsman, 512 Denison west, and Richard Goulet, life insurance agent, 301 Dufferin, all three of Granby, for the following purposes:

To help the members and encourage the activities of the boy-scouts of the parish of the Immaculate Conception of Granby, under the name of "L'Association des scouts de l'Immaculée-Conception de Granby inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is \$100,000.

The head office of the corporation is at Granby, judicial district of Bedford.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 4083-1970

Auteuil sport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Trépanier, gardener, Denise Paradis, housewife, wife of said Robert Trépanier, both of 33 Bellerose Boulevard, Marc Desjardins, garage keeper, and Céline Gauthier, housewife, wife of said Marc Desjardins, the latter two of 115 Scaron Street, all four of Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in sports articles, motorized or otherwise, motors, sports cars, their parts and accessories, under the name of "Auteuil sport inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each and into 6,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5685 Laurentide Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 3161-1970

Autos Paul Audet Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Audet, mechanic, Jacqueline Chabot, housewife, wife of said Jean-Paul Audet, both of 7745 Paul Comtois, Charlesbourg, and Thérèse Abran, accountant-secretary, wife of Gerry Loranger, 819

de Gerry Loranger, 819, des Saules est, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce, la réparation et l'entretien de véhicules automobiles de toutes espèces, sous le nom de « Autos Paul Audet ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-Santé, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37391-o 4220-1970

**Les Auxiliaires de l'hôpital
du Haut-Richelieu inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Charlotte Desranleau, épouse de Réal Désourdy, 432, Latour, Pierrette Deland, épouse de Georges-A. LeSieur, 340, Lebeau, toutes deux ménagères, Suzanne Gaudreau, institutrice, fille majeure, 83, St-Charles, Françoise Comeau, infirmière, épouse de Eugène Lasnier, 196, boulevard Gouin, et Josée Rainville, secrétaire, épouse de Norman F. Ménard, 364, St-Laurent, toutes de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Servir les objectifs généraux de l'hôpital du Haut-Richelieu inc., soit plus particulièrement, l'enseignement des sciences médicales et paramédicales, la recherche et le soin des malades, sous le nom de « Les Auxiliaires de l'hôpital du Haut-Richelieu inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est Hôpital du Haut-Richelieu inc., Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37391-o 1039-1970

Bargelletti Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Bruno Bargelletti, dessinateur, 10430, avenue Laurentide, Montréal-Nord, Moses H. Myerson, avocat, 5235, chemin Côte Saint-Luc, et Bessie Solomon, secrétaire, veuve d'Alex Solomon, 5550, avenue Trent, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Passer des contrats de charpenterie, transformation et amélioration dans les structures existantes, sous le nom de « Bargelletti Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10430, avenue Laurentide, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37391 4118-1970

des Saules East, Québec, for the following purposes:

To deal in, repair and maintain motor vehicles of all kinds, under the name of "Autos Paul Audet ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Cap-Santé, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391 4220-1970

**Les Auxiliaires de l'hôpital
du Haut-Richelieu inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation: without share capital: Charlotte Desranleau, wife of Réal Désourdy, 432 Latour, Pierrette Deland, wife of Georges-A. LeSieur, 340 Lebeau, both housewives, Suzanne Gaudreau, teacher, spinster of the full age of majority, 83 St-Charles, Françoise Comeau, nurse, wife of Eugène Lasnier, 196 Gouin Boulevard, and Josée Rainville, secretary, wife of Norman F. Ménard, 364 St-Laurent, all of Saint-John's, for the following purposes:

To serve general purposes of the hospital of Haut-Richelieu inc., namely and more particularly, the teaching of medical and para-medical sciences, the research and the care of sick persons, under the name of "Les Auxiliaires de l'hôpital du Haut-Richelieu inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is \$100,000.

The head office of the corporation is at Hospital of Haut-Richelieu inc., Saint-John's, judicial district of Iberville.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391 1039-1970

Bargelletti Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bruno Bargelletti, draftsman, 10430 Laurentide Avenue, Montreal North, Moses H. Myerson, attorney, 5235 Cote St. Luc Road, and Bessie Solomon, secretary, widow of Alex Solomon, 5550 Trent Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To operate a contracting business for carpentry, and for modification and improvements in existing structures, under the name of "Bargelletti Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 10430 Laurentide Avenue, Montreal North, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391-o 4118-1970

J. C. Béliveau ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 17^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Richard Béliveau, professeur, 11, rue Piché, Jacques Béliveau, technicien, 300, rue Olivier, tous deux de Victoriaville, et Huguette Gardner, coiffeuse, épouse de Jean-Claude Béliveau, 65, rue Landry, Norbertville, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la livraison d'huile à chauffage, gazoline, huile diésel, huile à moteur et tous autres produits dérivés du pétrole, sous le nom de « J. C. Béliveau ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 65, rue Landry, Norbertville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391-o

4044-1970

Michael Berk Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Louis Berecovitch, 366, rue Vivian, Mont-Royal, Michael Berecovitch, tous deux hommes d'affaires, et Maxine Neiditz, ménagère, épouse dudit Michael Berecovitch, ces deux derniers du 413, Davignon Drive, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

S'établir conseillers et experts auprès de l'administration et des directeurs d'entreprises commerciales ou d'établissements industriels, sous le nom de « Michael Berk Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 413, Davignon Drive, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391

4000-1970

Ernest Bernier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Ernest Bernier, voyageur, Elizabeth Bernier, secrétaire, épouse dudit Ernest Bernier, tous deux de 20, Rogers Lane, et Gisèle Adam, ménagère, épouse de Jacques Adam, 30, Rogers Lane, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tricots, textiles, ainsi que leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Ernest Bernier inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune, 100 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 4,900 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune.

J. C. Béliveau ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Béliveau, professor, 11 Piché street, Jacques Béliveau, technician, 300 Olivier Street, both of Victoriaville, and Huguette Gardner, hairdresser, wife of Jean-Claude Béliveau, 65 Landry Street, Norbertville, for the following purposes:

To carry on a business in and to deliver heating oil, gasoline, diesel oil, motor oil and all the other by products of petroleum, under the name of "J. C. Béliveau ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 65 Landry Street, Norbertville, judicial district of Arthabaska.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391

4044-1970

Michael Berk Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Berecovitch, 366 Vivian Street, Mount Royal, Michael Berecovitch, both businessmen, and Maxine Neiditz, housewife, wife of the said Michael Berecovitch, the latter two of 413 Davignon Drive, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To act as consultants and advisers in general to the management and executives of any commercial enterprise or industrial organization, under the name of "Michael Berk Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 413 Davignon Drive, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o

4000-1970

Ernest Bernier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ernest Bernier, traveller, Elizabeth Bernier, secretary, wife of said Ernest Bernier, both of 20 Rogers Lane, and Gisèle Adam, housewife, wife of Jacques Adam, 30 Rogers Lane, all three of Drummondville, for the following purposes:

To manufacture and deal in knitted fabrics, woven material, as well as their products and by-products, under the name of "Ernest Bernier inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$10 each, 100 class "A" preferred shares of a nominal value of \$10 each and into 4,900 class "B" preferred shares of a nominal value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37391-0 2364-1970

Édouard Bolduc inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Édouard Bolduc, entrepreneur, André Bolduc, et Michel Bolduc, ces deux derniers apprentis-plombiers, tous trois de 1365, Logan, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme couvreurs, ferblantiers, entrepreneurs en plomberie et chauffage, sous le nom de « Édouard Bolduc inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37391-0 4240-1970

La boulangerie d'Asbestos inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 18e jour d'août 1970, constituant en corporation: Bernadette Ducharme, commerçante, veuve de Philémon Corbeil, Gisèle Corbeil, épouse de Grégoire Provencher, toutes deux de 113, Lafrance, Fernande Corbeil, épouse de Omer Lavigne, 316, 4e Avenue, toutes deux ménagères, et Léo Daigle, avocat, 246, St-Edmond, tous quatre d'Asbestos, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « La boulangerie d'Asbestos inc. », avec un capital divisé en 500 actions ordinaires sans valeur nominale, 5,000 actions privilégiées classe « A » de \$25 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Asbestos, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.
 37391-0 3578-1970

Boutique V-21-S inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 10e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Carol Desbiens, professeur, Diane Desbiens, commerçante, épouse dudit Carol Desbiens, et André L'Espérance, comptable, tous trois de 889, rue Bertrand, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Boutique V-21-S inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 37391 2364-1970

Édouard Bolduc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Édouard Bolduc, contractor, André Bolduc, and Michel Bolduc, the latter two plumbers' apprentices, all three of 1365 Logan, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as roofers, tinsmiths and plumbing and heating contractors, under the name of "Édouard Bolduc inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 37391 4240-1970

La boulangerie d'Asbestos inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernadette Ducharme, tradeswoman, widow of Philémon Corbeil, Gisèle Corbeil, wife of Grégoire Provencher, both of 113 Lafrance, Fernande Corbeil, wife of Omer Lavigne, 316, 4th Avenue, both housewives, and Léo Daigle, advocate, 246 St-Edmond, all four of Asbestos, for the following purposes:

To do business as bakers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "La boulangerie d'Asbestos inc.", with a capital stock divided into 500 common shares of no nominal value, 5,000 preferred shares class "A" of \$25 each and 1,000 preferred shares class "B" of \$5 each.

The head office of the company is at Asbestos, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 37391 3578-1970

Boutique V-21-S inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Carol Desbiens, professor, Diane Desbiens, trader, wife of said Carol Desbiens, and André L'Espérance, accountant, all three of 889 Bertrand Street, Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of garments, under the name of "Boutique V-21-S inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions

financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391-o

3039-1970

Braebrook Cleaners (Kirkland) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Sylviane Borenstein, épouse de C. Joshua Borenstein, 454, Ellerton, Mont-Royal, Roy Calvin Amaron, 1815, avenue Denton, tous deux avocats, et Christine Coghlan, secrétaire, fille majeure, 327, avenue Dorval, app. 23, ces deux derniers de Dorval, pour les objets suivants:

S'établir nettoyeurs, presseurs, teinturiers, blanchisseurs, et faire la réparation de vêtements, tissus, chaussures, articles et accessoires pour la maison, sous le nom de « Braebrook Cleaners (Kirkland) Inc. », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou valeur au pair et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions

financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391

3818-1970

C.A.I., Comité d'accueil aux Immigrants inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'août 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Carmen Bernier, directrice, fille majeure, 5262, 12e Avenue, Monique Trudelle, infirmière, épouse de Fernand Léonard, 12160, chemin Somerset, Louis Patoprsty, industriel, 2586, de La Salle, tous trois de Montréal, Thérèse Spénard, épouse de Alfred Pilon, 1849, Gérard, Laval, Madeleine Marchand, épouse de John Hall, 199, boulevard St-François, Châteauguay, et Jocelyne Bradley, épouse de Jacques Foucher, 403, Pierre-Boissier, Boucherville, ces trois dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Favoriser l'adaptation des immigrants au milieu Québécois, sous le nom de « C.A.I., Comité d'accueil aux Immigrants inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions

financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391-o

3696-1970

Canadian Tiron Chemical Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Ivan E. Phillips, 47, Forden Crescent, Westmount, Mitchell Klein, 188, chemin Wexford, Hampstead, Edward W. Rubin, 4962, Lacombe, tous trois avocats, Eleanor Johnson, 5327A,

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON.

Associate Deputy Minister of Financial

Institutions, Companies and Cooperatives.

37391

3039-1970

Braebrook Cleaners (Kirkland) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sylviane Borenstein, wife of C. Joshua Borenstein, 454 Ellerton, Mount Royal, Roy Calvin Amaron, 1815 Denton Avenue, both advocates, and Christine Coghlan, secretary, spinster, 327 Dorval Avenue, Apt. 23, the latter two of Dorval, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, dyers, launderers and repairers of clothing, fabrics, shoes, goods and household furnishings, under the name of "Braebrook Cleaners (Kirkland) Inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal or par value and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON.

Associate Deputy Minister of Financial

Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o

3818-1970

C.A.I., Comité d'accueil aux Immigrants inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation: without share capital: Carmen Bernier, director, spinster of the full age of majority, 5262, 12th Avenue, Monique Trudelle, nurse, wife of Fernand Léonard, 12160 Somerset road, Louis Patoprsty, industrialist, 2586 de La Salle, all three of Montreal, Thérèse Spénard, wife of Alfred Pilon, 1849 Gérard, Laval, Madeleine Marchand, wife of John Hall, 199 St-François boulevard, Châteauguay, and Jocelyne Bradley, wife of Jacques Foucher, 403 Pierre-Boissier, Boucherville, the last three secretaries, for the following purposes:

To facilitate the adaptation of immigrants among Quebecers, under the name of "C.A.I., Comité d'accueil aux Immigrants inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON.

Associate Deputy Minister of Financial

Institutions, Companies and Cooperatives.

37391

3696-1970

Canadian Tiron Chemical Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ivan E. Phillips, 47 Forden Crescent, Westmount, Mitchell Klein, 188 Wexford Road, Hampstead, Edward W. Rubin, 4962 Lacombe, all three advocates, Eleanor Johnson, 5327A Prince of Wales

Prince of Wales, Nessie Borland, 1850, Lincoln, Lise Rozon, 6405, Laurendeau, et Lucie Trudeau, 7175, Christophe-Colomb, ces quatre dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de minerai, minéraux et produits chimiques de toutes sortes, sous le nom de « Canadian Tiron Chemical Corporation », avec un capital divisé en 40,000 actions sans valeur nominale ou valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391 3899-1970

Centre de gestion polyvalent du Québec (C.G.P.Q.) Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1970, constituant en corporation: René Myrand, 1572, Cardinal-Villeneuve, Québec, André Hamel, 2, 42e Rue, Val Saint-Michel, Yves Tremblay, 7025, 7e Avenue est, tous trois techniciens, André Bélanger, représentant, 880, 71e Rue est, tous deux de Charlesbourg, Gilles-T. Tremblay, 3355, chemin de la Reine-Marie, Montréal, et Paul Gendron, 630, Mélézes, Trois-Rivières, ces deux derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Centre de gestion polyvalent du Québec (C.G.P.Q.) Itée », avec un capital total de \$200,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$5 chacune, 1,400 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-o 4207-1970

Centre des loisirs de Scotstown Scotstown Recreation Center

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Réal Boulanger, mécanicien, Alfred Lizotte, maître de poste, Fernand Pelletier, technicien, et Lionel Langlois, soudeur, tous quatre de Scotstown, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Centre des loisirs de Scotstown — Scotstown Recreation Center ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$16,000.

Le siège social de la corporation est à Scotstown, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37391-o 5631-1968

Léo Chauret construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

Nessie Borland, 1850 Lincoln, Lise Rozon, 6405 Laurendeau, and Lucie Trudeau, 7175 Christophe Colomb, the latter four secretaries, spinsters, the latter five of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in ores, minerals and chemicals of any kind, under the name of "Canadian Tiron Chemical Corporation", with a capital stock divided into 40,000 shares without nominal or par value.

The head office of the company is at Montréal, judicial district of Montréal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37391-o 3899-1970

Centre de gestion polyvalent du Québec (C.G.P.Q.) Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Myrand, 1572 Cardinal-Villeneuve, Québec, André Hamel, 2, 42nd Street, Val Saint-Michel, Yves Tremblay, 7025, 7th Avenue East, all three technicians, André Bélanger, representative, 880, 71st Street East, both of Charlesbourg, Gilles-T. Tremblay, 3355 Queen Mary Road, Montreal, and Paul Gendron, 630 Mélézes, Trois-Rivières, the latter two administrators, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Centre de gestion polyvalent du Québec (C.G.P.Q.) Itée", with a total capital stock of \$200,000, divided into 2,000 common shares of \$5 each, 1,400 class "A" preferred shares of \$100 each and into 2,000 class "B" preferred shares of \$25 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37391 4207-1970

Centre des loisirs de Scotstown Scotstown Recreation Center

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Réal Boulanger, mechanic, Alfred Lizotte, postmaster, Fernand Pelletier, technician, and Lionel Langlois, welder, all four of Scotstown, for the following purposes:

To organize leisure activities, under the name of "Centre des loisirs de Scotstown — Scotstown Recreation Center".

The amount to which is limited the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is \$16,000.

The head office of the corporation is at Scotstown, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 5631-1968

Léo Chauret construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date

de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: J.-René Paiement, avocat, 112, 9^e Rue, Roxboro, Léo Chauret, homme d'affaires, 4534, chemin des Sources, Dollard-des-Ormeaux, et Céline Contant, secrétaire, fille majeure, 5060, Pie IX, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Léo Chauret construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4534, Chemin des Sources, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37391-o 3792-1970

La chiffonnerie L.G. Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Salomon G. Dahan, Levy Ohmana, tous deux administrateurs, du 3842, avenue Kent, et David I. Schatia, avocat, 7025, chemin Clover, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Tenir un ou des ateliers et boutiques de robes, sous le nom de « La chiffonnerie L.G. Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.*
37391 3965-1970

Ciné-parc des 4 Chemins inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 23^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Mireille Levesque, épouse de Michel Martineau, 31, 33^e Rue, Val Saint-Michel, Micheline Lapointe, épouse de André Plante, 130, avenue Lamontagne, Québec, et Lisette Beaulieu, fille majeure, 3, rue St-Maurice, Loretteville, toutes trois secrétaires, pour les objets suivants:

Exploiter un ou plusieurs ciné-parcs, sous le nom de « Ciné-parc des 4 Chemins inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 771, St-Joseph est, suite 309, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.*
37391-o 4164-1970

Club d'aviation Vénus inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

the 15th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-René Paiement, advocate, 112, 9th Street, Roxboro, Léo Chauret, businessman, 4534 des Sources Road, Dollard-des-Ormeaux, and Céline Contant, secretary, spinster of the full age of majority, 5060 Pie IX, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Léo Chauret construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 4534 des Sources Road, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37391 3792-1970

La chiffonnerie L.G. Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Salomon G. Dahan, Levy Ohmana, both executives, of 3842 Kent Avenue, and David I. Schatia, advocate, 7025 Clover Road, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a dress shop or shops and boutiques, under the name of "La chiffonnerie L.G. Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*
37391-o 3965-1970

Ciné-parc des 4 Chemins inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mireille Levesque, wife of Michel Martineau, 31, 33rd Street, Val Saint-Michel, Micheline Lapointe, wife of André Plante, 130 Lamontagne avenue, and Lisette Beaulieu, spinster of the full age of majority, 3 St-Maurice Street, Loretteville, all three secretaries, for the following purposes:

To operate one or more outdoor cinemas, under the name of "Ciné-parc des 4 Chemins inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 1,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 771 St. Joseph East, suite 309, Québec, judicial district of Québec.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*
37391 4164-1970

Club d'aviation Vénus inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the

de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Roland Lavigne, électricien, Sainte-Gertrude, Gaétan Grenier, gérant, 3250, rue De Calais, Trois-Rivières-Ouest, Armand Martin, rentier, 1040, rue Ste-Geneviève, et Paul Bouchard, électricien, 3314, rue Provencher, ces deux derniers de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Promouvoir l'aviation, sous le nom de « Club d'aviation Vénus inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Trois-Rivières-Ouest, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37391-o 4042-1970

**Club de golf de Murdochville inc.
Murdochville Golf Club Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour d'août 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Boudreault, Gilbert Sauriol, tous deux ingénieurs, et Ovide Le Boutillier, planificateur, tous trois de Murdochville, pour les objets suivants:

Promouvoir la pratique du golf, sous le nom de « Club de golf de Murdochville inc.— Murdochville Golf Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$80,000.

Le siège social de la corporation est à Murdochville, district judiciaire de Gaspé.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37391-o 3653-1970

Club Moto-Neige Franquelin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Viens, commis, Harold Pelletier, cuviste, Benoit Charest, bûcheron, Jacques Légaré, Jean Huard, Jean-Marc Gagnon, et Serge Légaré, ces quatre derniers journaliers, tous de Franquelin, pour les objets suivants:

Exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club Moto-Neige Franquelin inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation est à Franquelin, district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37391-o 4214-1970

16th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roland Lavigne, electrician, Sainte-Gertrude, Gaétan Grenier, manager, 3250 De Calais Street, Trois-Rivières-West, Armand Martin, annuitant, 1040 Ste-Geneviève and Paul Bouchard, electrician, 3314 Provencher Street, the latter two of Trois-Rivières, for the following purposes:

To promote aviation, under the name of "Club d'aviation Vénus inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is \$100,000.

The head office of the corporation is at Trois-Rivières-West, judicial district of Trois-Rivières.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37391 4042-1970

**Club de golf de Murdochville inc.
Murdochville Golf Club Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Pierre Boudreault, Gilbert Sauriol, both engineers, and Ovide Le Boutillier, planner, all three of Murdochville, for the following purposes:

To promote golf sport, under the name of "Club de Golf de Murdochville inc.— Murdochville Golf Club Inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is \$80,000.

The head office of the corporation is at Murdochville, judicial district of Gaspé.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37391 3653-1970

Club Moto-Neige Franquelin inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Guy Viens, clerk, Harold Pelletier, pot-man, Benoit Charest, lumberer, Jacques Légaré, Jean Huard, Jean-Marc Gagnon, and Serge Légaré, the latter four labourers, all of Franquelin, for the following purposes:

To operate a sport club and particularly promote snowmobile sport, under the name of "Club Moto-Neige Franquelin inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is \$20,000.

The head office of the corporation is at Franquelin, judicial district of Hauterive.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37391 4214-1970

**Le club moto-neige les Multicolores
de St-Césaire inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Denicourt, opérateur, Jean-Denis Côté, gérant, et Joseph Boucher, éboueur, tous trois de Saint-Césaire, pour les objets suivants:

Promouvoir les sports en général et, en particulier, le sport de l'auto-neige, sous le nom de « Le club moto-neige les Multicolores de St-Césaire inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Césaire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

37391-o

2835-1970

**Le club moto-neige les Multicolores
de St-Césaire inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gérard Denicourt, operator, Jean-Denis Côté, manager, and Joseph Boucher, road-sweeper, all three of Saint-Césaire, for the following purposes:

To promote sports in general and, in particular, the sport of snowmobiling, under the name of "Le club moto-neige les Multicolores de St-Césaire inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is \$20,000.

The head office of the corporation is at Saint-Césaire, judicial district of Saint-Hyacinthe.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391

2835-1970

**Club social de Richmond
Richmond Social Club**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de juillet 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Delaney, courtier d'assurance, André Grégoire, notaire, tous deux de 148, rue Principale nord, et Claude Brouillette, gérant d'usine, 479, Brouillette, tous trois de Richmond, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social, sous le nom de « Club social de Richmond — Richmond Social Club ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Richmond, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-o

2913-1970

**Club social de Richmond
Richmond Social Club**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Paul Delaney, insurance broker, André Grégoire, notary, both of 148 Main Street, North, and Claude Brouillette, factory manager, 479 Brouillette, all three of Richmond, for the following purposes:

To establish and operate a social club, under the name of "Club social de Richmond — Richmond Social Club".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is \$50,000.

The head office of the corporation is at Richmond, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391

2913-1970

Club social de Ste-Marie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Claude St-Onge, mécanicien, Conrad Boivin, journalier, et Lise Martel, professeur, épouse dudit Conrad Boivin, tous trois de Sainte-Marie-de-Blandford, pour les objets suivants:

Établir et administrer un club social, sous le nom de « Club social de Ste-Marie inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Marie-de-Blandford, district judiciaire de Nicolet.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

37391-o

3940-1970

Club social de Ste-Marie inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Claude St-Onge, mechanic, Conrad Boivin, labourer, and Lise Martel, teacher, wife of the said Conrad Boivin, all three of Sainte-Marie-de-Blandford, for the following purposes:

To set up and manage a social club, under the name of "Club social de Ste-Marie inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is \$200,000.

The head office of the corporation is at Sainte-Marie-de-Blandford, judicial district of Nicolet.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391

3940-1970

La compagnie de gestion de la Matapédia Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 17e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Clément Richard, avocat, 3255, de la Paix, Sainte-Foy, Jean-Claude Simard, étudiant, 489, chemin Ste-Foy, Québec, et Monique Gagnon, secrétaire, fille majeure, 2590, Plaza, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « La compagnie de gestion de la Matapédia Itée », avec un capital total de \$300,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Causapscal, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37391-o 4094-1970

La compagnie de gestion de la Matapédia Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Clément Richard, advocate, 3255 de la Paix, St. Foy, Jean-Claude Simard, student, 489 St. Foy road, Québec, and Monique Gagnon, secretary, spinster of the full age of majority, 2590 Plaza, Sillery, for the following purposes:

To do business as a holding company, under the name of "La compagnie de gestion de la Matapédia Itée", with a total capital stock of \$300,000, divided into 3,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Causapscal, judicial district of Rimouski.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 4094-1970

Complex Chemicals (Eastern) Ltd. Les produits chimiques Complexes (de l'Est) Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1970, constituant en corporation: David H. Solmer, 5501, Adalbert, Côte Saint-Luc, Jacob Woloshen, 2165, Lincoln, tous deux avocats, Brenda Mulvihill, épouse de Larry Mulvihill, 11955, Lachapelle, et Antonina Cucchiara, fille majeure, 9150, 7e Avenue, ces deux dernières secrétaires, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de produits chimiques de toutes sortes, sous le nom de « Complex Chemicals (Eastern) Ltd.— Les produits chimiques Complexes (de l'Est) Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 500 ouest, rue Sauvé, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391 4076-1970

Complex Chemicals (Eastern) Ltd. Les produits chimiques Complexes (de l'Est) Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David H. Solmer, 5501 Adalbert, Côte Saint-Luc, Jacob, Woloshen, 2165 Lincoln, both advocates, Brenda Mulvihill, wife of Larry Mulvihill, 11955 Lachapelle, and Antonina Cucchiara, spinster, 9150, 7th Avenue, the latter two secretaries, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in chemicals products of all kinds, under the name of "Complex Chemicals (Eastern) Ltd.— Les produits chimiques Complexes (de l'Est) Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 500 Sauvé Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o 4076-1970

La conciergerie Paul inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 23e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Paul de Repentigny, entrepreneur, Claire Thibert, ménagère, épouse dudit Paul de Repentigny, tous deux de 63, McLaren, et Roger Demeule, comptable, 50, Jacques-Cartier, tous trois de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en conciergerie, sous le nom de « La conciergerie Paul inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

La conciergerie Paul inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul de Repentigny, contractor, Claire Thibert, housewife wife of the said Paul de Repentigny, both of 63 McLaren, and Roger Demeule, accountant, 50 Jacques-Cartier, all three of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in apartment buildings, under the name of "La conciergerie Paul inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37391-o 4143-1910

**Conseil d'habitation économique
Beauport ltée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 30e jour d'août 1970, constituant en corporation: Albert Beaupré, 12128, Dorchester, Laurent Brault, 6075, Houel, Jean-Paul René, 12370, E.-Robitaille, tous trois de Montréal, Gérard Bonicalzi, 69, Surprenant, tous quatre hommes d'affaires, et Lucien Fortin, fonctionnaire, 200, Marie-Victorin, ces deux derniers de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Conseil d'habitation économique Beauport ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37391-o 4053-1970

**Conseil Québécois de l'Environnement inc.
Québec Council on Environment Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Louis-Zéphirin Rousseau, 1105, Belvédère, app. 224, Québec, Michel Maldague, 1641, des Roes, Sainte-Foy, tous deux ingénieurs-forestiers, Ronald Landry, prêtre, 10542, L'Acadie, Jean-Paul Thibault, 10755, Sacré-Coeur, tous deux de Montréal, Jean-Guy Pilon, 799, des Mille Iles est, Sainte-Thérèse, tous deux biologistes, Maurice Blain, administrateur, 3800, Lévesque, Laval, J.-Alphonse Lapointe, agronome, 296, Desmarchais, Verdun, et Guy Pagé, journaliste, 50, Crépeau, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Recueillir, analyser, interpréter et diffuser toutes informations relatives à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et à l'amélioration de l'environnement, sous le nom « Conseil Québécois de l'Environnement inc.— Québec Council on Environment Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-o 4266-1970

Construction Val des Arbres ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

The head office of the company is at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 4143-1970

**Conseil d'habitation économique
Beauport ltée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Albert Beaupré, 12128 Dorchester, Laurent Brault, 6075 Houel, Jean-Paul René, 12370 E.-Robitaille, all three of Montreal, Gérard Bonicalzi, 69 Surprenant, all four businessmen, and Lucien Fortin, civil servant, 200 Marie-Victorin, the latter two of Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Conseil d'habitation économique Beauport ltée", with a total capital of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 4053-1970

**Conseil Québécois de l'Environnement inc.
Québec Council on Environment Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Louis-Zéphirin Rousseau, 1105 Belvédère, Apt. 224, Québec, Michel Maldague, 1641 des Roes, St. Foy, both forestry engineers, Ronald Landry, priest, 10542 L'Acadie, Jean-Paul Thibault, 10755 Sacré-Coeur, both of Montreal, Jean-Guy Pilon, 799 des Mille Iles East, Sainte-Thérèse, both biologists, Maurice Blain, administrator, 3800 Lévesque, Laval, J.-Alphonse Lapointe, agronomist, 296 Desmarchais, Verdun, and Guy Pagé, journalist, 50 Crépeau, Saint-Laurent, for the following purposes:

To gather, analyse, interpret and diffuse all information relating to the rational use of natural resources and the improvement of environment, under the name of "Conseil Québécois de l'Environnement inc.— Québec Council on Environment Inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$200,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 4266-1970

Construction Val des Arbres ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Mel Burger, administrateur, Shirley Bercovitch, épouse dudit Mel Burger, tous deux du 2380, Nantel, Saint-Laurent, et Marion Simon, épouse de Maxwell Gordon, 406, avenue Lethbridge, Mont-Royal, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

S'établir entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de « Construction Val des Arbres ltée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Place du Canada, bureau 995, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391

3217-1970

La corporation des maîtres-démolisseurs du Québec inc.
Québec Corporation of Master-Demolishers Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Bernard Lortie, 160, Finchley Road, David Metrick, 4555, Bonavista, et Henri Panzini, 2479, Jetté, tous trois industriels, de Montréal, pour les objets suivants:

Défendre, protéger, promouvoir par tous les moyens possibles les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « La corporation des maîtres-démolisseurs du Québec inc. — Québec Corporation of Master-Demolishers Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391-o

3984-1970

La Corporation du Festival d'automne de Rimouski inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Marc Allard, représentant d'affaires, Gabriel Dionne, contrôleur, Christian Girard, Claude Picard, tous deux gérants de service, Guy Hins, homme d'affaires, Lucien Labrecque, gérant-adjoint, Thomas-Louis Simard, Jean Thisdel, tous deux fonctionnaires, et J.-André Bellavance, industriel, tous de Rimouski, pour les objets suivants:

Promouvoir et développer tous genres d'activités touristiques, récréatives, sportives, culturelles et sociales, sous le nom de « La Corporation du Festival d'automne de Rimouski inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$250,000.

23rd day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mel Burger, executive, Shirley Bercovitch, wife of the said Mel Burger, both of 2380 Nantel, Saint-Laurent, and Marion Simon, wife of Maxwell Gordon, 406 Lethbridge Avenue, Mount Royal, the latter two housewives, for the following purposes:

To carry on business as contractors and builders, under the name of "Construction Val des Arbres ltée", with a total capital stock of \$100,000 divided into 400 common shares of \$100 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Place du Canada, Room 995, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o

3217-1970

La corporation des maîtres-démolisseurs du Québec inc.
Québec Corporation of Master-Demolishers Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Bernard Lortie, 160 Finchley Road, David Metrick, 4555 Bonavista, and Henri Panzini, 2479 Jetté, all three industrialists, of Montreal, for the following purposes:

To uphold, protect and promote in every way possible the economic, social and professional interests of the members, under the name of "La corporation des maîtres-démolisseurs du Québec inc. — Québec Corporation of Master-Demolishers Inc."

The amount to which is to be limited the value of the real estate which the corporation can acquire or possess is \$50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37291

3984-1970

La Corporation du Festival d'automne de Rimouski inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marc Allard, business representative, Gabriel Dionne, supervisor, Christian Girard, Claude Picard, both branch managers, Guy Hins, businessman, Lucien Labrecque, assistant manager, Thomas-Louis Simard, Jean Thisdel, both civil servants, and J.-André Bellavance, industrialist, all of Rimouski, for the following purposes:

To promote and develop all kinds of tourist, recreational, athletic, cultural and social activities, under the name of "La Corporation du Festival d'automne de Rimouski inc."

The amount to which the value of the real estate which the corporation can acquire or possess is \$250,000.

Le siège social de la corporation est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37391-o 4075-1970

L. G. Corriveau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Pierre Lalonde, avocat, 1, Place Laval, Laval, Denise Valiquette, épouse de Jean-Georges Girard, 1681, Sauvé est, et Ginette Humeault, fille majeure, 7283, Berri, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tous articles pharmaceutiques et médicaux, sous le nom de « L. G. Corriveau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 213A, rue Sud, Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-o 3981-1970

Crofton Realities Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: John Ciaccia, 110, Beaconsfield, Beaconsfield, David Katznelson, 5526, avenue Ashdale, Côte Saint-Luc, Robert Litvack, 590, avenue Stanstead, Mont-Royal, et Bernard Reis, 213, chemin Finchley, Hampstead, tous les quatre avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Crofton Realities Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, place Ville-Marie, bureau 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391 4147-1970

D.T.S. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 9^e jour de juin 1970, constituant en corporation: Jacynthe Bayard, 3230, Cap à l'Aigle, Laval, Monique Charron, 6847, de la Roche, toutes deux filles majeures, et Lise Carignan, épouse de Yvon Robert, 9717, Iberville, ces deux dernières de Montréal, toutes trois secrétaires, pour les objets suivants:

Établir et maintenir un laboratoire et un bureau pour opérations de recherches scientifiques et d'études dans le domaine de l'électro-

The head office of the corporation is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 4075-1970

L. G. Corriveau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Lalonde, advocate, 1 Place Laval, Laval, Denise Valiquette, wife of Jean-Georges Girard, 1681 Sauvé East, and Ginette Humeault, spinster of the full age of majority, 7283 Berri, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all pharmaceutical and medical articles, under the name of "L. G. Corriveau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 213A Sud Street, Cowansville, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 3981-1970

Crofton Realities Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Ciaccia, 110 Beaconsfield, Beaconsfield, David Katznelson, 5526 Ashdale Avenue, Côte Saint-Luc, Robert Litvack, 590 Stanstead Avenue, Mount Royal, and Bernard Reis, 213 Finchley Road, Hampstead, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Crofton Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and 36,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON.

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o 4147-1970

D.T.S. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacynthe Bayard, 3230 Cap à l'Aigle, Laval, Monique Charron, 6847 de La Roche, both spinsters of the full age of majority, and Lise Carignan, wife of Yvon Robert, 9717 Iberville, the latter two of Montreal, all three secretaries, for the following purposes:

To establish and maintain a laboratory and an office for scientific research and study operations in the field of electronic and electricity,

nième et de l'électricité, sous le nom de « D.T.S. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37391-o 2536-1970

David-Florence Holdings Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Max Bernard, 5360, Macdonald, David Katznelson, 5526, avenue Ashdale, tous deux de Côte Saint-Luc, et Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « David-Florence Holdings Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, place Longueuil, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37391 4144-1970

Deb-Jay Importers Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Louis Orenstein, 5654, avenue Macdonald, Hampstead, Jason Ruby, 47 Du Bois Place, Dollard-des-Ormeaux, tous deux avocats, et Avrum Orenstein, étudiant, 4725, Bourret, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de produits, articles et marchandises en faire le commerce, sous le nom de « Deb-Jay Importers Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37391 4085-1970

Lilly Dee Creations Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Walter Berenhaut, vendeur, Lilly Berenhaut, dessinateur, épouse dudit Walter Berenhaut, et Peter Dvorsky, étudiant, tous trois du 31, Westland Drive, Montréal-Ouest, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de vêtements et accessoires de toutes sortes, sous le nom de « Lilly Dee Creations Ltd. », avec un capital

under the name of "D.T.S. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT BOUCHARD,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 2536-1970

David-Florence Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max Bernard, 5360 Macdonald, David Katznelson, 5526 Ashdale Avenue, both of Côte Saint-Luc, and Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "David-Florence Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1 each and 39,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1 Place Longueuil, Longueuil, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o 4144-1970

Deb-Jay Importers Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Orenstein, 5654 Macdonald Avenue, Hampstead, Jason Ruby, 57 Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, both advocates, and Avrum Orenstein, student, 4725 Bourret, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Deb-Jay Importers Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Assistant Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o 4085-1970

Lilly Dee Creations Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Walter Berenhaut, salesman, Lilly Berenhaut, designer, wife of the said Walter Berenhaut, and Peter Dvorsky, student, all three of 31 Westland Drive, Montreal West, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and accessories of all kinds, under the name of "Lilly Dee Creations Ltd.", with a total capital

total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391

4131-1970

**Delag Trading Limited
Commerce Delag limitée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Paul Agoston, conseiller en administration, 3445, rue Drummond, George Demjen, ingénieur, et Livia Pajor, dessinateur industriel, épouse dudit George Demjen, ces deux derniers du 4875, chemin Dufferin, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir exportateurs, importateurs, agents manufacturiers, courtiers et marchands de gros pour toutes sortes de marchandises, sous le nom de « Delag Trading Limited — Commerce Delag limitée », avec un capital total de \$5,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2075, rue Mountain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391

3819-1970

Delux Gold Jewelry Mfg. Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Samson Braun, manufacturier, Szeren Braun, secrétaire, épouse dudit Samson Braun, tous deux du 2442, Ekers, et Israel S. Mass, avocat, 3445, Drummond, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir bijoutiers, orfèvres, diamantaires, sertisseurs de pierres précieuses, horlogers et artisans de l'or, sous le nom « Delux Gold Jewelry Mfg. Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2442, Ekers, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391

4088-1970

**Les distributions de disques Dallaire Itée
Dallaire Records Distributions Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 22^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Gabriel Dallaire, estimateur, 176, Jean-Baptiste, Boucherville, Bernard Dallaire, 7360, des Ormeaux, Anjou, et Raymond Desbiens, 664, rue Clairette, Laval, ces deux derniers vendeurs, pour les objets suivants:

stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT BOUCHARD,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o

4131-1970

**Delag Trading Limited
Commerce Delag limitée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Agoston, management consultant, 3445 Drummond Street, George Demjen, engineer, and Livia Pajor, draftsman, wife of the said George Demjen, the latter two of 4875 Dufferin Road, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as exporters, importers, manufacturers' agents, brokers and wholesalers of any kind of merchandise, under the name of "Delag Trading Limited — Commerce Delag limitée", with a total capital stock of \$5,000, divided into 100 common shares of \$50 each.

The head office of the company is at 2075 Mountain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o

3819-1970

Delux Gold Jewelry Mfg. Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Samson Braun, manufacturer, Szeren Braun, secretary, wife of the said Samson Braun, both of 2442 Ekers, and Israel S. Mass, advocate, 3445 Drummond, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, silversmiths, diamond merchants, stone setters, watchmakers and gold craftsmen, under the name of "Delux Gold Jewelry Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2442 Ekers, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o

4088-1970

**Les distributions de disques Dallaire Itée
Dallaire Records Distributions Ltd.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gabriel Dallaire, estimator, 176 Jean-Baptiste, Boucherville, Bernard Dallaire, 7360 des Ormeaux, Anjou, and Raymond Desbiens, 664 Clairette street, Laval the latter two salesmen, for the following purposes:

Faire le commerce de disques, enregistrements sur bandes magnétiques ou magnétoscopiques, sous le nom de « Les distributions de disques Dallaire ltée — Dallaire Records Distributions Ltd. », avec un capital de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7360, rue des Ormeaux, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391-o 4139-1970

Duvernay Iron Works Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1970, constituant en corporation: Silvio Del Giacco, marchand, Angela Del Giacco, ménagère, épouse dudit Silvio Del Giacco, et Giuseppe Del Giacco, serrurier, tous trois du 8140, D'Aunis, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de marchandises, articles ou objets pour lesquels on utilise du fer, de l'acier ou tout autre métal, ou dans la composition desquels entrent ces métaux, sous le nom de « Duvernay Iron Works Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 100, Montée Masson, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391 3519-1970

Edstar Textiles Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, avocat, 5872, Ferncroft, Hampstead, Sheila Raymond, 89, Roxton Crescent, et Grace Blackett, 5622 ouest, rue Sherbrooke, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes d'articles, produits et marchandises, sous le nom de « Edstar Textiles Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391 4105-1970

Jane Elizabeth Fashion Advertising Agency Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, 64, Belvédère, Westmount, Charles E. Flam, 5782, Trinity, Côte

To deal in records, tape or magnetoscopic records, under the name of "Les distributions de disques Dallaire ltée — Dallaire Records Distributions Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the corporation is at 7360 des Ormeaux street, Anjou, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 4139-1970

Duvernay Iron Works Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Silvio Del Giacco, merchant, Angela Del Giacco, housewife, wife of the said Silvio Del Giacco, and Giuseppe Del Giacco, iron worker, all three of 8140 D'Aunis, Saint-Léonard, for the following purposes:

To manufacture and deal in all goods, wares and merchandise in which iron or steel or any other metal is or may be used, under the name of "Duvernay Iron Works Inc.", with a total stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 100 Montée Masson, Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o 3519-1970

Edstar Textiles Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Yanofsky, advocate, 5872 Ferncroft, Hampstead, Sheila Raymond, 89 Roxton Crescent, and Grace Blackett, 5622 Sherbrooke Street West, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares, products and merchandise of any kind, under the name of "Edstar Textiles Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o 4105-1970

Jane Elizabeth Fashion Advertising Agency Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jonathan J. Robinson, 64 Belvedere, Westmount, Charles E. Flam, 5782 Trinity, Côte Saint-Luc, both advo-

Saint-Luc, tous deux avocats, et Joyce Ferley, secrétaire, célibataire, 7360, Lacordaire, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'une agence de publicité sous toutes ses formes, sous le nom de « Jane Elizabeth Fashion Advertising Agency Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 800, carré Victoria, bureau 612, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37391 4112-1970

Elsona Realities Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, Montréal, David Katznelson, 5526, avenue Ashdale, Côte Saint-Luc, et Robert Litvack, 590, avenue Stanstead, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Elsona Realities Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, place Ville-Marie, bureau 3635, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
 J.-ALBERT GAGNON.
 37391 4149-1970

Les entreprises Éloi inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 28^e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Charles-Omer Hardy, Joseph-Éloi Hardy et Daniel Leblanc, tous trois cultivateurs, de La Présentation, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les entreprises Éloi inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie à La Présentation, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
 J.-ALBERT GAGNON.
 37391-o 3357-1970

Les entreprises Paul Leblanc inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 4^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Gilles Desjardins, avocat, Hélène Hallée, épouse de Jules Perreault, et Michèle Lavigne, épouse de Germain Desrochers, ces deux der-

rières, et Joyce Farley, secretary, spinster, 7360 Lacordaire, Saint-Léonard, for the following purposes:

To carry on the business of advertising agency in all of its aspects, under the name of "Jane Elizabeth Fashion Advertising Agency Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 800 Victoria Square, Suite 612, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
 37391-o 4112-1970

Elsona Realities Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, Montreal, David Katznelson, 5526 Ashdale Avenue, Côte Saint-Luc, and Robert Litvack, 590 Stanstead Avenue, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Elsona Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and 36,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 37391-o 4149-1970

Les entreprises Éloi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles-Omer Hardy, Joseph-Éloi Hardy and Daniel Leblanc, all three farmers, of La Présentation, for the following purposes:

To do business as general contractors in construction and to carry on a business in all kinds of materials, under the name of "Les entreprises Éloi inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at La Présentation, judicial district of Saint-Hyacinthe.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 37391 3357-1970

Les entreprises Paul Leblanc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Desjardins, advocate, Hélène Hallée, wife of Jules Perreault, and Michèle Lavigne, wife of Germain Desrochers, the latter two secretaries,

nières secrétaires, tous trois de Ville-Marie, pour les objets suivants:

Faire le commerce du bois et de matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de « Les entreprises Paul Leblanc inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Notre-Dame-du-Nord, district judiciaire de Témiscamingue.

Le sous-ministre associé des institutions, financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37391-0 3893-1970

Les entreprises Rodrigue Baillargeon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Rodrigue Baillargeon, entrepreneur, Marcel Baillargeon, menuisier, et Benoît Ferland, notaire, tous trois de Saint-Anselme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les entreprises Rodrigue Baillargeon inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Anselme, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-0 3852-1970

**Fédération sportive et culturelle du Bâton Rouge inc.
The Red Flare Sport and Cultural Federation Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Gariépy, directeur de police, 937, 9e Avenue, Michel Coutu, journaliste, 50, des Tilleuls, Georges Gagnon, comptable, 388, des Bouleaux, Louis Germain, distributeur, 11884, Ste-Catherine est, Pierre Grégoire, gérant, 1087, 14e Avenue, Bernard Léonard, vendeur, 38, des Bouleaux, et André Sansfaçon, prêtre, 556, 14e Avenue, tous de Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social, sous le nom de « Fédération sportive et culturelle du Bâton Rouge inc. — The Red Flare Sport and Cultural Federation Inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est 388, rue des Bouleaux, Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-0 3995-1970

Ferme Mathieu inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

all three of Ville-Marie, for the following purposes:

To deal in the lumber trade and in building materials of all kinds, under the name of "Les entreprises Paul Leblanc inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Notre-Dame-du-Nord, judicial district of Témiscamingue.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391 3893-1970

Les entreprises Rodrigue Baillargeon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rodrigue Baillargeon, contractor, Marcel Baillargeon, joiner, and Benoît Ferland, notary, all three of Saint-Anselme, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Les entreprises Rodrigue Baillargeon inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Anselme, judicial district of Beauce.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391 3852-1970

**Fédération sportive et culturelle du Bâton Rouge inc.
The Red Flare Sport and Cultural Federation Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate without share capital: Pierre Gariépy, police chief, 937, 9th Avenue, Michel Coutu, journalist, 50 des Tilleuls, Georges Gagnon, accountant, 388 des Bouleaux, Louis Germain, distributor, 11884 Ste-Catherine East, Pierre Grégoire, manager, 1087, 14th Avenue, Bernard Léonard, salesman, 38 des Bouleaux, and André Sansfaçon, priest, 556, 14th Avenue, all of Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To establish and operate a social club, under the name of "Fédération sportive et culturelle du Bâton Rouge inc. — The Red Flare Sport and Cultural Federation Inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is \$10,000.

The head office of the corporation is at 388 des Bouleaux Street, Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391 3995-1970

Ferme Mathieu inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 23e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Laurent Mathieu, André Mathieu et Denis Mathieu, tous trois cultivateurs, de Grand-Saint-Esprit, pour les objets suivants:

Exploiter une ou des fermes, sous le nom de « Ferme Mathieu inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 900 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,910 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Grand-Saint-Esprit, district judiciaire de Nicolet.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37391-o

3179-1970

23rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laurent Mathieu, André Mathieu and Denis Mathieu, all three farmers of Grand-Saint-Esprit, for the following purposes:

To operate one or several farms, under the name of "Ferme Mathieu inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 900 common shares of a nominal value of \$1 each and into 3,910 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Grand-Saint-Esprit, judicial district of Nicolet.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391

3179-1970

Ferminox inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 15e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Michel Saint-Aubin, 360, Victoria, app. 311, Greenfield Park, Jacques Pilon, 3554, avenue Grey, Montréal, tous deux avocats, Gérard Boyer, notaire, 94, Longueuil, Longueuil, et Lucille Thifault, commis, fille majeure, 465, Querbes, Outremont, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits chimiques de toutes sortes, de fournitures et accessoires de ferme, sous le nom de « Ferminox inc. », avec un capital divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 4,800 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 630, boulevard Dorchester ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37391-o

3828-1970

Ferminox inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Saint-Aubin, 360 Victoria, Apt. 311, Greenfield Park, Jacques Pilon, 3554 Grey avenue, Montreal, both advocates, Gérard Boyer, notary, 94 Longueuil, Longueuil, and Lucille Thifault, clerk, spinster of the full age of majority, 465 Querbes, Outremont, for the following purposes:

To manufacture and to deal in chemical products of all kinds, farm supplies and accessories, under the name of "Ferminox inc.", with a capital stock of 2,000 common shares of no nominal value and 4,800 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 630 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391

3828-1970

Fibre de verre T.M. (1970) inc. Fiber Glass T.M. (1970) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1970, constituant en corporation: Stanley H. Hartt, Avocat, 5526, avenue Ashdale, app. 114, Côte Saint-Luc, Marie Nassa, célibataire, 6653, Louis-Hémon, Montréal, et Huguette Desrosiers, veuve d'Émile Lamy, 408, De Rouville, Belœil, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Manufacturer des marchandises, produits et articles entièrement ou partiellement fabriqués de fibre de verre, plastique, métal ou bois, en faire le commerce, sous le nom de « Fibre de verre T.M. (1970) inc. — Fiber Glass T.M. (1970) Inc. » avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391

3765-1970

Fibre de verre T.M. (1970) inc. Fiber Glass T.M. (1970) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley H. Hartt, advocate, 5526 Ashdale Avenue, Apt. 114, Côte Saint-Luc, Marie Nassa, spinster, 6653 Louis-Hémon, Montréal, and Huguette Desrosiers, widow of Émile Lamy, 408 De Rouville, Belœil, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, merchandise and articles manufactured wholly or partly of fiber glass, plastic, metal or wood, under the name of "Fibre de verre T.M. (1970) inc. — Fiber Glass T.M. (1970) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o

3765-1970

Forest Auto Body Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Ginette Gravel, secrétaire, fille majeure, 1225, Gilford, app. 25, Montréal, Bernard Gratton, 1740, rue Boucherville, Saint-Bruno-de-Montarville, et William G. Morris, 115, avenue Westcliffe, Pointe Claire, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Forest Auto Body Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37391-0 3997-1970

G.H.P. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Léo-Paul Therrien, vendeur, Jérôme Girard, médecin vétérinaire, et Jérôme Lampron, marchand, tous trois de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « G.H.P. inc. », avec un capital total de \$750,000, divisé en 50,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 250,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Notre-Dame-du-Bon-Conseil, district judiciaire de Drummond.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37391-0 4263-1970

Garage B. Turgeon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Bernude Turgeon, garagiste, 51, 41e Avenue, Jean-Guy Lacombe, mécanicien, 421, Goineau, tous deux de Laval, Jacques Desjardins, administrateur, 2115, Lepailleur, et Louis-Paul Nolet, comptable agréé, 3471 Hingston, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage B. Turgeon inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Forest Auto Body Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ginette Gravel, secretary, spinster of the full age of majority, 1225 Gilford, Apt. 25, Montreal, Bernard Gratton, 1740 Boucherville Street, Saint-Bruno-de-Montarville, and William G. Morris, 115 Westcliffe Avenue, Pointe Claire, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their parts and accessories, under the name of "Forest Auto Body Inc.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal-North, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391 3997-1970

G.H.P. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léo-Paul Therrien, salesman, Jérôme Girard, veterinary surgeon, and Jérôme Lampron, trader, all three of Notre-Dame-du-Bon-Conseil, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "G.H.P. inc.", with a total capital stock of \$750,000, divided into 50,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 250,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Notre-Dame-du-Bon-Conseil, judicial district of Drummond.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391 4263-1970

Garage B. Turgeon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernude Turgeon, garage-keeper, 51, 41st Avenue, Jean-Guy Lacombe, mechanic, 421 Goineau, both of Laval, Jacques Desjardins, administrator, 2115 Lepailleur, and Louis-Paul Nolet, chartered accountant, 3471 Hingston, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Garage B. Turgeon inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37391-o

4032-1970

Gestion Lafaille Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31^e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, route rurale 1, Lennoxville, Françoise Fouquet, 1011, McManamy, Sherbrooke, et Solange Crête, 202, Monseigneur Durand, Coaticook, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous genres de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Gestion Lafaille Itée », avec un capital total de \$300,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 297,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 512, rue Principale ouest, Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37391-o

3299-1970

Globensky Sports Marine Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Gérard Globensky, électricien, 9900, Waverley, Montréal, Roger Globensky, commerçant, et Rose-Marie Globensky, ménagère, épouse dudit Roger Globensky, ces deux derniers de 472, Branly, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce des articles de sports, bateaux ou yachts de tous genres, sous le nom de « Globensky Sports Marine Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37391-o

3905-1970

Grafilmax inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 4^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Max Bauer, administrateur, 17, Croissant d'Avaugour, Laval, Yvon Goulet, avocat, 4903, boulevard Rosemont, et André Sarrazin, courtier, 5990, boulevard Léger, app. 7, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Grafilmax inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391

4032-1970

Gestion Lafaille Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, Rural Route 1, Lennoxville, Françoise Fouquet, 1011 McManamy, Sherbrooke, and Solange Crête, 202 Monseigneur Durand, Coaticook, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and goods, under the name of "Gestion Lafaille Itée", with a total capital stock of \$300,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each, 297,000 class "A" preferred shares of a nominal value of \$1 each and 2,000 class "B" preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 512 Main Street West, Coaticook, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391

3299-1970

Globensky Sports Marine Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Globensky, electrician, 9900 Waverley, Montreal, Roger Globensky, trader and Rose-Marie Globensky, housewife, wife of daid Roger Globensky, the latter two of 472 Branly, Laval, for the following purposes:

To deal in sport articles, ships or yachts of all kinds, under the name of "Globensky Sports Marine Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391

3905-1970

Grafilmax inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max Bauer, administrator, 17 d'Avaugour Crescent, Laval, Yvon Goulet, advocate, 4903 Rosemont Boulevard, and André Sarrazin, broker, 5990 Léger Boulevard, Apt. 7, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To do business as contractors and advisors in publicity, under the name of "Grafilmax inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided

en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 17, Croissant d'Avagour, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391-o 3862-1970

Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Barclay School
Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Barclay

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Efthimios Hadjis, électricien, 444, avenue Ball, app. 5, Dimitrios Toubanakis, opérateur, 7740, rue Birnam, app. 2, et George Soulis, boulanger, 895 avenue Ball, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Favoriser la coopération entre les parents, les élèves et les professeurs, sous le nom de « Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Barclay School — Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Barclay ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut acquérir ou détenir est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391 4204-1970

J. Y. Grimard & associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 10e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Paul-Auray Grimard, courtier en assurances, Germaine Garneau, ménagère, épouse dudit Paul-Auray Grimard, tous deux de 965, 2e Avenue, Jean-Yves Grimard, courtier en assurances, et Carmen Gervais, ménagère, épouse dudit Jean-Yves Grimard, ces deux derniers de 71, rue Dorion, tous quatre de Sainte-Anne-de-la-Pérade, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « J. Y. Grimard & associés inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 361, boulevard de Lanaudière, Sainte-Anne-de-la-Pérade, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391-o 3041-1970

Hallmark Knits Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Mitchell Klein, avocat, 188, Wexford Crescent, Hampstead, Janet Brovender, 5778, Napieridge, Côte Saint-Luc, Maureen Montgo-

into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 17 d'Avagour Crescent, Laval, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,
 Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391 3862-1970

Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Barclay School
Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Barclay

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Efthimios Hadjis, electrician, 444 Ball Avenue, Apt. 5, Dimitrios Toubanakis, operator, 7740 Birnam Street, Apt. 2, and George Soulis, baker, 895 Ball Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To promote cooperation between the parents, the pupils and the teachers, under the name of "Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Barclay School — Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Barclay".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess, is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,
 Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391-o 4204-1970

J. Y. Grimard & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul-Auray Grimard, insurance broker, Germaine Garneau, housewife, wife of the said Paul-Auray Grimard, both of 965, 2nd Avenue, Jean-Yves Grimard, insurance broker, and Carmen Gervais, housewife, wife of the said Jean-Yves Grimard, the latter two of 71 Dorion Street, all four of Sainte-Anne-de-la-Pérade, for the following purposes:

To do business as insurance agents and brokers, under the name of "J. Y. Grimard & associés inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 361 de Lanaudière boulevard, Sainte-Anne-de-la-Pérade, judicial district of Three Rivers.

*J.-ALBERT GAGNON,
 Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391 3041-1970

Hallmark Knits Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mitchell Klein, advocate, 188 Wexford Crescent, Hampstead, Janet Brovender, 5778 Mapleridge, Côte Saint-Luc, Maureen Montgomery, 30 Côte

mery, 30, Côte Vertu, Saint-Laurent, et Francine Thomson, 5266, boulevard St-Joseph, Lachine, ces trois dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Confectionner, produire et vendre tous genres de vêtements de nuit pour dames et enfants et autres articles vestimentaires, sous le nom de « Hallmark Knits Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37391

3927-1970

Hébert & Légaré inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Gérard Légaré, 1165, Bégin, Sillery, Claude Légaré, 1285, Place-de-Méridi, et Adrien Hébert, 820, Joffre, ces deux derniers de Québec, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Hébert & Légaré inc. », avec un capital total de \$250,000, divisé en 5,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune, 10,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 10,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 755, Marguerite Bourgeois, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37391-o

4393-1970

Hellenic Social Development Corp. (Montreal)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Maria Geracimo, fille majeure, 30, Strathcona, Mont-Royal, Barbara Katadotis, épouse divorcée de John Xenos, 3465, rue Hutchison, app. 102, Christos Syros, 8132, rue Birnam, tous trois travailleurs sociaux, et Kerry Jonston, éducateur, 4867, rue Melrose, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Instaurer et encourager de nouvelles attitudes envers les problèmes contemporains de la vie des immigrants, sous le nom de « Hellenic Social Development Corp. (Montreal) ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.*

37391

3061-1970

Hôtel Motel Amico inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

Vertu, Saint-Laurent, and Francine Thomson, 5266 St. Joseph Boulevard, Lachine, the latter three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture, produce and sell all manner of childrens and ladies sleepwear and other apparel, under the name of "Hallmark Knits Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391-o

3927-1970

Hébert & Légaré inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Légaré, 1165 Bégin, Sillery, Claude Légaré, 1285 Place-de-Méridi, and Adrien Hébert, 820 Joffre, the latter two of Québec, all three industrialists, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Hébert & Légaré inc.", with a total capital stock of \$250,000, divided into 5,000 class "A" shares of a nominal value of \$10 each, 10,000 class "B" shares of a nominal value of \$10 each and into 10,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 755 Marguerite Bourgeois, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391

4393-1970

Hellenic Social Development Corp. (Montreal)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Mario Geracimo, spinster, 30 Strathcona, Mount Royal, Barbara Katadotis, wife divorced of John Xenos, 3465 Hutchison Street, Apt. 102, Christos Syros, 8132 Birnam Street, all three community workers, and Kerry Jonston, educator, 4867 Melrose Street, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To develop and undertake new approaches to contemporary problems of immigrant life, under the name of "Hellenic Social Development Corp. (Montreal)".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391-o

3061-1970

Hôtel Motel Amico inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Herman Roy, commerçant, boulevard Talbot, Laterrière, Basile Savard, gérant, 57, Gaudreault, et Adjutor Duchesne, journalier, 42, Parent, ces deux derniers de Mistassini, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Hôtel Motel Amico inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laterrière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-0 4008-1970

Hôtel-Motel La Brinde, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Françoise Côté, épouse de Gérard-J. Delage, 605, Royale, Beauport, Gabrielle Côté, veuve de Paul-Armand Fiset, toutes deux ménagères, et Robert Fiset, homme d'affaires, ces deux derniers de rue St-Jean-Baptiste, Baie-Saint-Paul, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges, restaurants et piscines, sous le nom de « Hôtel-Motel La Brinde, inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie-Saint-Paul, district judiciaire de Saguenay.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-0 3923-1970

Pierre Huard Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 29e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Michel Tessier, avocat, 167, Hudon, Rimouski, Pierre Huard, vendeur, et Sylvette Leblanc, ménagère, épouse dudit Pierre Huard, ces deux derniers de Sainte-Adélaïde-de-Pabos, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Pierre Huard Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Grande-Rivière, district judiciaire de Gaspé.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37391-0 3939-1970

**Huiles Budget inc.
 Budget Fuels Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1970, constituant en corporation: Michel Cogger, 376, Redfern, Peter C. Casey, 453, avenue Grosvenor, tous deux de Westmount,

5th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Herman Roy, trader, Talbot Boulevard, Laterrière, Basile Savard, manager, 57 Gaudreault, and Adjutor Duchesne, labourer, 42 Parent, the latter two of Mistassini, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtel Motel Amico inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Laterrière, judicial district of Chicoutimi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
 Deputy Minister of Financial Institutions,
 Companies and Cooperatives.*

37391 4008-1970

Hôtel-Motel La Brinde, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Françoise Côté, wife of Gérard-J. Delage, 605 Royale, Beauport, Gabrielle Côté, widow of Paul-Armand Fiset, both housewives, and Robert Fiset, businessman, the latter two of St-Jean-Baptiste Street, Baie-Saint-Paul, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns, restaurants and swimming pools, under the name of "Hotel-Motel La Brinde, inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Baie-Saint-Paul, judicial district of Saguenay.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
 Deputy Minister of Financial Institutions,
 Companies and Cooperatives.*

37391 3923-1970

Pierre Huard Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Tessier, advocate, 167 Hudon, Rimouski, Pierre Huard, salesman, and Sylvette Leblanc, housewife, wife of said Pierre Huard, the latter two of Sainte-Adélaïde-de-Pabos, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Pierre Huard Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Grande-Rivière, judicial district of Gaspé.

*J.-ALBERT GAGNON,
 Associate Deputy Minister of Financial
 Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391 3939-1970

**Huiles Budget inc.
 Budget Fuels Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Cogger, 376 Redfern, Peter C. Casey, 453 Grosvenor Avenue, both of Westmount, Raymonde Ver-

Raymonde Verreault, 5412, Coolbrook, tous trois avocats, Mariette Dupré, 6550, 19^e Avenue, et Desneiges Lanthier, 300, Côte Vertu, ces deux dernières secrétaires, ces trois dernières célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'huiles à combustion pour fournaies, poêles et engins diesel, sous le nom de « Huiles Budget inc.— Budget Fuels Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5480, rue Paré, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391 3663-1970

Les immeubles G.G.B. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Bertrand Brassard, assureur, 116, rue Victoria, Ovide Gagné, entrepreneur, et Yolande Gendron, secrétaire, épouse dudit Ovide Gagné, ces deux derniers de 189, rue Percy, tous trois de Magog, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les immeubles G.G.B. inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 189, rue Percy, Magog, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-o 4095-1970

Les immeubles Hudon Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 29^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Armand Hudon, gérant, Carmen B. Hudon, ménagère, épouse dudit Armand Hudon, Normand Hudon, commis, tous trois de 69, St-Roch, et Jean-Guy Hudon, vendeur, 186, St-Denis, tous quatre de Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « Les immeubles Hudon Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 222, Saint-Éphrem, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.

37391-o 4245-1970

Les immeubles Otis inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies,

reault, 5412 Coolbrook, all three advocates, Mariette Dupré, 6550, 19th Avenue, and Desneiges Lanthier, 300 Côte Vertu, the latter two secretaries, the latter three spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To deal in fuel oil for furnaces, stoves and diesel engines, under the name of "Huiles Budget inc.— Budget Fuels Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 5480 Paré Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391-o 3663-1970

Les immeubles G.G.B. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bertrand Brassard, insurer, 116 Victoria Street, Ovide Gagné, contractor, and Yolande Gendron, secretary, wife of said Ovide Gagné, the latter two of 189 Percy Street, all three of Magog, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Les immeubles G.G.B. inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 9,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 189 Percy Street, Magog, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391 4095-1970

Les immeubles Hudon Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Armand Hudon, manager, Carmen B. Hudon, housewife, wife of the said Armand Hudon, Normand Hudon, clerk, all three of 69 St-Roch, and Jean-Guy Hudon, salesman, 186 St-Denis, all four of Chicoutimi-North, for the following purposes:

To do business as a real estate company, under the name of "Les immeubles Hudon Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 222 Saint-Éphrem, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391 4245-1970

Les immeubles Otis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of October, 1970, have been issued by

il a accordé des lettres patentes en date du 5e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Pierrette Cyr, secrétaire, épouse de Léonard Cyr, 39, avenue Berneval, Baie-Comeau, Roger Otis, entrepreneur, et Pierrette Otis, ménagère, épouse dudit Roger Otis, ces deux derniers de 2721, Piuze, Hauterive, pour les objets suivants:

Agir comme courtier en valeurs mobilières et en placement, sous le nom de « Les immeubles Otis inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391-o 2600-1970

Importations Narbonne inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Chantal Sévigny, 683, Charles Lussier, Boucherville, Ginette Gauthier, 7496, Papineau, et Mariel Desmarteau, 4225, Duquesne, ces deux dernières de Montréal, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Importations Narbonne inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-o 3877-1970

**Imprimerie Lasalle inc.
Lasalle Printing Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 13e jour d'août 1970, constituant en corporation: Gilles Aubin, imprimeur, 226, Stinson, Lasalle, Jeanne Le Sieur, 3555, Côte des Neiges, Montréal, et Monique Corby, 5005, Coursol, Pierrefonds, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographes et autres commerces connexes, sous le nom de « Imprimerie Lasalle inc.—Lasalle Printing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7577a, rue Édouard, Lasalle, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391-o 3533-1970

Industrial Gear Mfg. Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies,

the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierrette Cyr, secretary, wife of Léonard Cyr, 39 Berneval Avenue, Baie-Comeau, Roger Otis, contractor, and Pierrette Otis, housewife, wife of said Roger Otis, the latter two of 2721 Piuze, Hauterive, for the following purposes:

To act as investment and transferable securities brokers, under the name of "Les immeubles Otis inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Hauterive, judicial district of Hauterive.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 2600-1970

Importations Narbonne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Chantal Sévigny, 683 Charles Lussier, Boucherville, Ginette Gauthier, 7496 Papineau, and Mariel Desmarteau, 4225 Duquesne, the latter two of Montreal, the latter three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To deal in products, articles and goods of all kinds, under the name of "Importations Narbonne inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 3877-1970

**Imprimerie Lasalle inc.
Lasalle Printing Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Aubin, printer, 226 Stinson, Lasalle, Jeanne Le Sieur, 3555 Côte des Neiges, Montreal, and Monique Corby, 5005 Coursol, Pierrefonds, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To do business as printers, publishers, stationers, lithographers, engravers, binders, owners of book-shops, type-founders and to do business in other related businesses, under the name of "Imprimerie Lasalle inc.—Lasalle Printing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 7577a Édouard Street, Lasalle, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 3533-1970

Industrial Gear Mfg. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1970, have been issued

il a accordé des lettres patentes en date du 22e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Réal Dion, avocat, 2740, Marquette, Laval, Ghislaine Galarneau, fille majeure, 10260, Meilleur, Montréal, et Colette Gauvin, épouse de Jean Gauvin, 4352A, René Goupil, Saint-Léonard, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exploiter un atelier de mécanique de précision, sous le nom de « Industrial Gear Mfg. Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 445, boulevard Guimond, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

37391-o 4130-1970

**Les industries Aubertin inc.
Aubertin Industries Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Émilien Aubertin, industriel, Bérangère Gagnon, ménagère, épouse dudit Émilien Aubertin, tous deux de 15160, Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles, et Julienne Naud, secrétaire, épouse de Jacques Léveillé, 4051, rue Emery, #4, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme maîtres de forge, fondeurs et ouvriers en métaux sous le nom de « Les industries Aubertin inc.—Aubertin Industries Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1320, rue Valleyfield, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-o 4069-1970

Institut des jambes du Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Paul Morand, pharmacien, Laval, Guy Colpron, médecin, 430, Sherbrooke, Montréal, et Marcel Paquette, avocat, 2020, Melba, Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Opérer des instituts de beauté pour les jambes, sous le nom de « Institut des jambes du Québec inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 990 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-o 4273-1970

Les investissements Monte Carlo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies,

by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Dion, advocate, 2740 Marquette, Laval, Ghislaine Galarneau, spinster of the full age of majority, 10260 Meilleur, Montreal, and Colette Gauvin, wife of Jean Gauvin, 4352A René Goupil, Saint-Léonard, the latter two secretaries, for the following purposes:

To operate a workshop specialized in precision mechanics, under the name of "Industrial Gear Mfg. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 445 Guimond Boulevard, Longueuil, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391 4130-1970

**Les industries Aubertin inc.
Aubertin Industries Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Émilien Aubertin, industrialist, Bérangère Gagnon, housewife, wife of said Émilien Aubertin, both of 15160 Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles, and Julienne Naud, secretary, wife of Jacques Léveillé, 4051 Emery Street, #4, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as blacksmiths, smelters and metal workers, under the name of "Les industries Aubertin inc.—Aubertin Industries Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of \$10 each and into 3,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 1320 Valleyfield Street, Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391 4069-1970

Institut des jambes du Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Morand, pharmacist, Laval, Guy Colpron, physician, 430 Sherbrooke, Montreal, and Marcel Paquette, advocate, 2020 Melba, Saint-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To operate beauty institutes for legs, under the name of "Institut des jambes du Québec inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 990 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391 4273-1970

Les investissements Monte Carlo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1970, have been

il a accordé des lettres patentes en date du 23e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Guy Fortier, notaire, 240, Lazard, Mont-Royal, Marie Groulx, secrétaire, épouse de François Groulx, 192 Jean, Rosemère, et André Patry, étudiant, 451, Tiffin, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les investissements Monte Carlo inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 900, boulevard Vanier, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391-0

4141-1970

Investisso inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Guy Longpré, étudiant, 432, boulevard Boivin, Roch Gélinau, représentant, 177, boulevard Montcalm, app. 5, Marcel Beauregard, vendeur, 31, rue Dollard, Roger Bélanger, dessinateur, 306, boulevard Boivin, Jacques-D. Charbonneau, travailleur social, 521, Notre-Dame, tous cinq de Granby, et Jean Longpré, machiniste, 1104, Kingston, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Investisso inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-0

4064-1970

**J.K. Maintenance Co. Ltd.
La Cie d'entretien J.K. Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Stayros Kirimkiroglou, Iordanis Kirimkiroglou, tous deux hommes d'affaires, et Theodora Voziki, ménagère, épouse dudit Iordanis Kirimkiroglou, tous trois du 5170, Westhill, app. 3, Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'entretien, le ménage et les réparations nécessaires pour rendre utilisables et habitables toutes sortes de propriétés mobilières et immobilières, sous le nom de « J.K. Maintenance Co. Ltd.—La Cie d'entretien J.K. Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391

2735-1970

issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Fortier, notary, 240 Lazard, Mount Royal, Marie Groulx, secretary, wife of François Groulx, 192 Jean, Rosemère, and André Patry, student, 451 Tiffin, Saint-Lambert, for the following purposes:

To do business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Les investissements Monte Carlo inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 900 Vanier Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391

4141-1970

Investisso inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Longpré, student, 432 Boivin Boulevard, Roch Gélinau, representative, 177 Montcalm Boulevard, Apt. 5, Marcel Beauregard, salesman, 31 Dollard Street, Roger Bélanger, draftsman, 306 Boivin Boulevard, Jacques-D. Charbonneau, social worker, 521 Notre-Dame, all five of Granby, and Jean Longpré, machinist, 1104 Kingston, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Investisso inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Granby, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391

4064-1970

**J.K. Maintenance Co. Ltd.
La Cie d'entretien J.K. Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stayros Kirimkiroglou, Iordanis Kirimkiroglou, both businessmen, and Theodora Voziki, housewife, wife of the said Iordanis Kirimkiroglou, all three of 5170 Westhill, Apt. 3, Montreal, for the following purposes:

To maintain, clean and render fit and usable any and all kinds and types of moveable and immovable properties, under the name of "J.K. Maintenance Co. Ltd.—La Cie d'entretien J.K. Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-0

2735-1970

James — Alton's Industries Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Harold Phillip Gordon, avocat, 414, avenue Wood, Westmount, Helen Xenos, 6636, rue Bordeaux, et Claire Fisher, 4705, avenue Prince de Galles, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir à titre général de consultants et conseillers en matière de gestion et administration de toutes entreprises commerciales ou organisations industrielles, sous le nom de « James — Alton's Industries Limited », avec un capital-actions divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6545 est, rue Jarry, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391 4168-1970

Jeunac inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Gaston Côté, 484, Dolbeau, Léonard Côté, 476, Dolbeau, tous deux commerçants, Serge Gingras, professeur, 332, Kennedy sud, Renald Rousseau, électricien, 378, Kennedy sud, tous quatre de Sherbrooke, et Jean-Paul Gauthier, administrateur, Waterville, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Jeunac inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$5,000,000.

Le siège social de la corporation est 484, rue Dolbeau, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-o 3838-1970

Lachine Rapids Junior (1970) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour d'août 1970, constituant en corporation sans capital-actions: André Boyer, chauffeur, 3165, Notre-Dame, Robert Cloutney, 224, 9^e Avenue, Marcel Tremblay, 1755, St-Antoine, Roger Champagne, 375, 10^e Avenue, et Jack Dabbs, 675, St-Antoine, ces quatre derniers commis, tous de Lachine, pour les objets suivants:

Former et maintenir un club sportif et promouvoir en particulier le sport du hockey, sous le nom de « Lachine Rapids Junior (1970) Ltd. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

James — Alton's Industries Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harold Phillip Gordon, advocate, 414 Wood Avenue, Westmount, Helen Xenos, 6636 Bordeaux Street, and Claire Fisher, 4705 Prince of Wales Avenue, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To act as consultants and advisors in general to the management and executives of any commercial enterprises or industrial organizations, under the name of "James — Alton's Industries Limited", with a capital stock divided into 20,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 6545 Jarry Street East, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391-o 4168-1970

Jeunac inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gaston Côté, 484 Dolbeau, Léonard Côté, 476 Dolbeau, both traders, Serge Gingras, professor, 332 Kennedy South, Renald Rousseau, electrician, 378 Kennedy South, all four of Sherbrooke, and Jean-Paul Gauthier, administrator, Waterville, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Jeunac inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$5,000,000.

The head office of the corporation is at 484 Dolbeau Street, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391 3838-1970

Lachine Rapids Junior (1970) Ltd.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: André Boyer, driver, 3165 Notre-Dame, Robert Cloutney, 224, 9th Avenue, Marcel Tremblay, 1755 St-Antoine, Roger Champagne, 375, 10th Avenue, and Jack Dabbs, 675 St-Antoine, the latter four clerks, all of Lachine, for the following purposes:

To form and maintain a sport club and promote particularly hockey sport, under the name of "Lachine Rapids Junior (1970) Ltd."

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is \$100,000.

Le siège social de la corporation est 224, 9e Avenue, Lachine, district judiciaire de Montréal.
Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-o 3623-1970

J. R. Lapointe et fils inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 15e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jean-Pierre Lapointe, Julien-R. Lapointe, tous deux électriciens, et Liliane Bourgeois, ménagère, épouse dudit Julien-R. Lapointe, tous trois de 719, A. Corbeil, Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « J. R. Lapointe et fils inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 719, rue Armand Corbeil, Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391-o 3977-1970

Lefebvre & Mercure inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, Claude Lefebvre, 1535, Auteuil, tous deux de Laval, et Jacques Mochon, 9129, Louisiane, Saint-Léonard, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir comme conseiller en administration, adviseur industriel et conseiller dans la marche de toutes sortes d'entreprises, de commerces, d'exploitations, d'institutions publiques, privées, ou gouvernementales, sous le nom de « Lefebvre & Mercure inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-o 3209-1970

Léger, Collin & associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 28e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jean-Louis Collin, 648, 18e Avenue, Lachine, Jacques-F. Léger, tous deux représentants, et Thérèse Descoteaux, secrétaire, épouse judiciairement séparée de corps de Maurice Croteau, ces deux derniers de 3825, Fleury est, app. 2, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de jouets, nouveautés, ameublements, quincaillerie, du bois, et de toutes sortes de spécialités connexes, sous le nom de « Léger, Collin & associés inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

The head office of the corporation is at 224, 9th Avenue, Lachine, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 3623-1970

J. R. Lapointe et fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Pierre Lapointe, Julien-R. Lapointe, both electricians, and Liliane Bourgeois, housewife, wife of said Julien-R. Lapointe, all three of 719 A. Corbeil, Terrebonne, for the following purposes:

To carry on business as electricians; to manufacture and deal in all kinds of electric appliances and electrical accessories, under the name of "J. R. Lapointe et fils inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 719 Armand Corbeil Street, Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 3977-1970

Lefebvre & Mercure inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, Claude Lefebvre, 1535 Auteuil, both of Laval, and Jacques Mochon, 9129 Louisiane, Saint-Léonard, all three advocates, for the following purposes:

To act as management counsellors, industrial advisers and counsellors in the running of all kinds of enterprises, businesses, companies, public, private or governmental institutions, under the name of "Lefebvre & Mercure inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 3209-1970

Léger, Collin & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Louis Collin, 648, 18th Avenue, Lachine, Jacques-F. Léger, both representatives, and Thérèse Descoteaux, secretary, wife legally separate as to bed and board of Maurice Croteau, the latter two of 3825 Fleury east, Apt. 2, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and to deal in toys, novelties, furniture, hardware, wood and all kinds of related specialities, under the name of "Léger, Collin & associés inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 3825, rue Fleury est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391-o

4215-1970

Lemieux Automotive & Hardware Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Theodore H. Polisuk, avocat, 71, chemin Hampstead, Hampstead, Elaine Engelberg, 5774, avenue Léger, Côte Saint-Luc, et Joyce Larivière, 10731, Henault, Montréal-Nord, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'accessoires d'automobiles, quincaillerie, accessoires électriques, articles et équipement de sport, matériaux de construction, porcelaine et verrerie, jouets et articles ménagers, sous le nom de « Lemieux Automotive & Hardware Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391

3211-1970

Leonard Laboratories Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Julius Briskin, avocat, 134, chemin Finchley, Hampstead, Anne De Groot, épouse de John De Groot, 5000, avenue Clanranald, et Thérèse Perreault, fille majeure, 11986, Jubinville, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'huiles essentielles, produits botaniques, produits chimiques, concentrés, chocolat, cacao, sucre, amidon, essences, huiles, noix, aliments, pâtisseries et produits laitiers, et fournitures de toutes sortes, sous le nom de « Leonard Laboratories Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391

3991-1970

Linmar Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Lewis A. Gomberg, marchand, Janet Gomberg, ménagère, épouse dudit Lewis A. Gomberg, and Linda Gomberg, secrétaire, célibataire, tous trois de 5320, Macdonald, Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 3825 Fleury street east, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391

4215-1970

Lemieux Automotive & Hardware Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Theodore H. Polisuk, advocate, 71 Hampstead Road, Hampstead, Elaine Engelberg, 5774 Léger Avenue, Côte Saint-Luc, and Joyce Larivière, 10731 Henault, Montreal North, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To deal in automotive supplies, hardware electrical supplies, sporting goods and equipment, building supplies, china and glassware, toys and houseware, under the name of "Lemieux Automotive & Hardware Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Sainte-François.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o

3211-1970

Leonard Laboratories Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Julius Briskin, advocate, 134 Finchley Road, Hampstead, Anne De Groot, wife of John De Groot, 5000 Clanranald Avenue, and Thérèse Perreault, spinster, 11986 Jubinville, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in essential oils, botanicals, chemicals, extracts, chocolate, cocoa, sugar, starches, flavourings, oils, nuts, food, bakery and dairy produce and supplies in all forms, under the name of "Leonard Laboratories Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o

3991-1970

Linmar Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lewis A. Gomberg, merchant, Janet Gomberg, housewife, wife of the said Lewis A. Gomberg, and Linda Gomberg, secretary, spinster, all three of 5320 Macdonald, Montreal, for the following purposes:

Exploiter des postes d'essence, lave-autos, et terrains de stationnement, sous le nom de « Linmar Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9150, rue Meilleur, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37391 3935-1970

To operate gas stations, car wash stands and public parking lots, under the name of "Linmar Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 9150 Meilleur Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 37391-o 3935-1970

Lobd Investments Inc.
Les placements Lobd inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Gilles Labarre, médecin, 15, rue Beauchamp, Châteauguay, Jacques Bisson, homme d'affaires, 4, Croissant Caron, Louise Barrette, secrétaire, épouse de Gilles Brian, 136, Primeau, app. 207, Georges Lawrence Diamond, 159, Viau, et James B. O'Connor, 128, Salaberry sud, ces deux derniers administrateurs, ces quatre derniers de Châteauguay-Centre, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Lobd Investments Inc. — Les placements Lobd inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Châteauguay-Centre, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.
 37391-o 4045-1970

Lobd Investments Inc.
Les placements Lobd inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Labarre, physician, 15 Beauchamp Street, Châteauguay, Jacques Bisson, businessman, 4 Croissant Caron, Louise Barrette, secretary, wife of Gilles Brian, 136 Primeau, Apt. 207, Georges Lawrence Diamond, 159 Viau, and James B. O'Connor, 128 Salaberry South, the latter two administrators, the latter four of Châteauguay-Centre, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Lobd Investments Inc. — Les placements Lobd inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and into 1,600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Châteauguay-Centre, judicial district of Beauharnois.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 37391 4045-1970

Lorjan Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Henry Martens, gérant général, Loretta Brown, ménagère, épouse dudit Henry Martens, tous deux de 377, Hyman Drive, Dollard-des-Ormeaux, Peter Schinkelshoek, organisateur de ravitaillement, et Jeannette Heinhuis, ménagère, épouse dudit Peter Schinkelshoek, ces deux derniers de 13248, Maple Wood, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de produits alimentaires, sous le nom de « Lorjan Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 13248, Maple Wood, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37391 4155-1970

Lorjan Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henry Martens, general manager, Loretta Brown, housewife, wife of the said Henry Martens, both of 377 Hyman Drive, Dollard-des-Ormeaux, Peter Schinkelshoek, food supervisor, and Jeannette Heinhuis, housewife, wife of the said Peter Schinkelshoek, the latter two of 13248 Maple Wood, Pierrefonds, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of foods, under the name of "Lorjan Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 13248 Maple Wood, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 37391-o 4155-1970

Marc-Orel Joaillier Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e

Marc-Orel Joaillier Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Com-

jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jacques Akian, 2, Alexis Nihon, app. 1007, Montréal, Jacques Ifrah, 155, boulevard Deguire, app. 406, Marc Ifrah, 155, boulevard Deguire, app. 407, tous deux de Saint-Laurent, tous trois bijoutiers, et Josua Ifrah, homme d'affaires, 4, rue Carcel, Casablanca, Maroc, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de bijoux, garnitures, articles décoratifs, accessoires vestimentaires et objets d'art de toutes sortes, sous le nom de « Marc-Orel Joaillier Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2015, rue Drummond, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391

4182-1970

A. Marsan inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Anita Gendreau, professeur, veuve de Rodolphe Marsan, 5636, rue Mignault, Montréal, Yvon Boucher, agent d'assurances, 26, 86e Avenue, et Pierre Lachapelle, commerçant, 15783, rue Bellerive, ces deux derniers de Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance-vie, sous le nom de « A. Marsan inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 15795, rue Bellerive, Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-o

4024-1970

Mercerie du Juste Milieu inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 24e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Pierre Ruelland, instituteur, Denise Roy, tous deux de La Sarre, et Lucienne Ayotte, Macamic, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter des ateliers et magasins de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Mercerie du Juste Milieu inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391-o

4151-1970

Metro Trucking Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies,

incorporating: Jacques Akian, 2 Alexis Nihon, Apt. 1007, Montreal, Jacques Ifrah, 155 Deguire Boulevard, Apt. 406, Marc Ifrah, 155 Deguire Boulevard, Apt. 407, both of Saint-Laurent, all three jewellers, and Josua Ifrah, businessman, 4 Carcel Street, Casablanca, Morocco, for the following purposes:

To manufacture and deal in jewelry, ornaments, decorative items, wearing apparel and objets d'art of every description, under the name of "Marc-Orel Joaillier Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 2015 Drummond Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o

4182-1970

A. Marsan inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Anita Gendreau, professor, widow of Rodolphe Marsan, 5636 Mignault Street, Montreal, Yvon Boucher, insurance agent, 26, 86th Avenue, and Pierre Lachapelle, trader, 15783 Bellerive Street, the latter two of Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To carry on business as life insurance agents and brokers, under the name of "A. Marsan inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 15795 Bellerive Street, Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391

4024-1970

Mercerie du Juste Milieu inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Ruelland, teacher, Denise Roy, both of La Sarre, and Lucienne Ayotte, Macamic, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To operate workshops and clothing shops of all kinds, under the name of "Mercerie du Juste Milieu inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at La Sarre, judicial district of Abitibi.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391

4151-1970

Metro Trucking Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of August, 1970, have been issued by

il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'août 1970, constituant en corporation: Ernest Varga, camionneur, Anna Varga, dessinatrice, épouse dudit Ernest Varga, tous deux de 572, Canterbury, Laval, Andrea Morena, camionneur, et Angela Morena commis de bureau, épouse dudit Andrea Morena, ces deux derniers de 10749, Francis, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Metro Trucking Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8855, avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD,
 37391 3421-1970

La meunerie Laurier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 24e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Michel St-Hilaire, avocat, 1225, Forget, Sillery, Colette Samson, 73, St-Louis, et Nicole Joannette, 2615, des Cerisiers, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des éleveurs, hangars, magasins et entrepôts pour la réception et l'entreposage du blé, grains, et autres produits, marchandises et articles, sous le nom de « La meunerie Laurier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laurier-Station, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON,
 37391-o 4206-1970

Montreal Analytical Services Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de septembre 1960, constituant en corporation: Joseph P. Miller, 120, 90e Avenue, LaSalle, Isidore Buller, 8530, Champagneur, Montréal, tous deux avocats, et Yvon Ostiguy, commis, 55, rue Ostiguy, Lavaltrie, pour les objets suivants:

S'établir conseillers et agents auprès de toutes entreprises commerciales ou établissements industriels, en matière d'examen, d'analyse et de recherche, sous le nom de « Montreal Analytical Services Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON,
 37391 4074-1970

**Montreal Courier Service Inc.
 Service de courrier Montréal inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies,

the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ernest Varga, trucker, Anna Varga, designer, wife of the said Ernest Varga, both of 572 Canterbury, Laval, Andrea Morena, trucker, and Angela Morena, office clerk, wife of the said Andrea Morena, the latter two of 10749 Francis, Montreal North, for the following purposes:

To carry on the business of a transport company, under the name of "Metro Trucking Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 8855 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 37391-o 3421-1970

La meunerie Laurier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel St-Hilaire, advocate, 1225 Forget, Sillery, Colette Samson, 73 St-Louis, and Nicole Joannette, 2615 des Cerisiers, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, of Québec, for the following purposes:

To operate elevators, hangars, stores and warehouses for receiving and storing wheat, grain and other products, merchandise and articles, under the name of "La meunerie Laurier inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laurier-Station, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 37391 4206-1970

Montreal Analytical Services Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph P. Miller, 120, 90th Avenue, LaSalle, Isidore Buller, 8530 Champagneur, Montreal, both advocates, and Yvon Ostiguy, clerk, 55 Ostiguy Street, Lavaltrie, for the following purposes:

To act as consultants and agents for any commercial enterprise or for any industrial organization in testing, analysis and research, under the name of "Montreal Analytical Services Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Lachine, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 37391-o 4074-1970

**Montreal Courier Service Inc.
 Service de courrier Montréal inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1970, have been issued

il a accordé des lettres patentes en date du 18^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, Benoit Rivet, 3485, Papineau, tous deux avocats, et Gisèle Tourville, secrétaire, fille majeure, 3241, Forest Hill, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Montréal Courier Service Inc. — Service de courrier Montréal inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1315, Latontaine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

37391-o

3689-1970

Montreal Furniture Showroom Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Yvon Deschamps, 1125, Galt, app. 3, Verdun, George Bouchard, 6197, rue Albany, Brossard, et Serge Deschamps, 4019, Saint-Antoine, Montréal, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de meubles, accessoires et appareils ménagers de toutes descriptions, sous le nom de « Montreal Furniture Showroom Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

37391

4125-1970

Montreal Furniture Traders Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Rhoda Levine, administrateur, veuve de Samuel Brownstein, 2290, Valade, Saint-Laurent, Judith Lecker, secrétaire, épouse de Kenneth Dollinger, 5615, Emerald, Côte Saint-Luc, et Abraham Slawner, avocat, 159, Braeside, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de meubles, accessoires, et appareils, carpettes, tapis, moquettes et machinerie, sous le nom de « Montreal Furniture Traders Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391

4120-1970

by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, Benoit Rivet, 3485 Papineau, both advocates, and Gisèle Tourville, secretary, spinster of the full age of majority, 3241 Forest Hill, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To do business as a transport company, under the name of "Montreal Courier Service Inc. — Service de courrier Montréal inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1315 Lafontaine, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391

3689-1970

Montreal Furniture Showroom Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Deschamps, 1125 Galt, Apt. 3, Verdun, George Bouchard, 6197 Albany Street, Brossard, and Serge Deschamps, 4019 St. Antoine, Montreal, all three executives, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, fixtures and household appliances of every description, under the name of "Montreal Furniture Showroom Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of the par value of \$100 each and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391-o

4125-1970

Montreal Furniture Traders Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rhoda Levine, executive, widow of Samuel Brownstein, 2290 Valade, Saint-Laurent, Judith Lecker, secretary, wife of Kenneth Dollinger, 5615 Emerald, Côte Saint-Luc, and Abraham Slawner, advocate, 159 Braeside, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of furniture, fixtures and appliances, mats, rugs, carpets and machinery, under the name of "Montreal Furniture Traders Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391-o

4120-1970

Nadon & frère inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 10e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jacques Nadon, 1435, rue Fernand, René Nadon, tous deux entrepreneurs, et Francine Nadon, ménagère, épouse dudit René Nadon, ces deux derniers de 1443, Bord de l'Eau, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Nadon & frère inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1443, Bord de l'Eau, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37391-0 3914-1970

Yves Normandin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Claude-P. Fortin, gérant, 3155, Marsolet, Yves Normandin, 2839, Toussaint-Dussault, et Guy Bergeron, 3463, du Gué, ces deux derniers vendeurs, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers, agents ou représentants pour toutes compagnies, associations et syndicats, sous le nom de « Yves Normandin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 640, St-Jean, suite 316, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-0 965-1970

O.F.I. limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 8e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Gérard Germain, 69, Place Fiset, Repentigny, Jacques Synnott, 1245, Croissant Deauville, Laval, et Normand Gauthier, 1465, boulevard Lebel, Chambly, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et agir comme prêteurs d'argent dans toutes ses spécialités, sous le nom de « O.F.I. limitée », avec un capital total de \$80,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6200, rue Casgrain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37391-0 4059-1970

Nadon & frère inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Nadon, 1435 Fernand Street, René Nadon, both contractors, and Francine Nadon, housewife, wife of the said René Nadon, the latter two of 1443 Bord de l'Eau, all three of Laval, for the following purposes:

To do business as builders and general contractors in building and to deal in all kinds of materials, under the name of "Nadon & frère inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 1443 Bord de l'Eau, Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 3914-1970

Yves Normandin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude-P. Fortin, manager, 3155 Marsolet, Yves Normandin, 2839 Toussaint-Dussault, et Guy Bergeron, 3463 du Gué, the latter two salesmen, all three of Sainte-Foy, for the following purposes:

To carry on business as brokers, agents or any company representatives, associations and syndicates, under the name of "Yves Normandin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 640 St-Jean, Suite 316, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 965-1970

O.F.I. limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Germain, 69 Fiset Place, Repentigny, Jacques Synnott, 1245 Deauville Crescent, Laval, and Normand Gauthier, 1465 Lebel Boulevard, Chambly, all three businessmen, for the following purposes:

To do business as a placing company and to act as money-lenders in all its branches, under the name of "O.F.I. limitée", with a total capital stock of \$80,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 6200 Gasgrain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 4059-1970

Oré Imports Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 14^e jour de septembre 1970, constituant en corporation Gary Moscowitz, 260, St-Aubin, Saint-Laurent, Paul Nadler, 800 Rockland, #405, Outremont, Philip Shaposnick, 6870, Chester avenue, et David Goldenblatt, 3500, de la Montagne, #67, ces deux derniers de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Oré Imports Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2015, rue Drummond, suite 710, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391-o

4002-1970

Oré Imports Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gary Moscowitz, 260 St-Aubin, Saint-Laurent, Paul Nadler, 900 Rockland, #405, Outremont, Philip Shaposnick, 6870 Chester Avenue, and David Goldenblatt, 3500 Mountain street, #67, the latter two of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To do business in merchandise of all kinds, under the name of "Oré Imports Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 2015 Drummond street, suite 710, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391

4002-1970

Pacific Construction Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de septembre 1970, constituant en corporation Giacomo Giorgio Sand, 211, Dresden, Mont-Royal, Brahm L. Campbell, 43, Aldred Crescent, Hampstead, et William Schwartz, 7452, Ostell Crescent, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, sous le nom de « Pacific Construction Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 497, Alexis Nihon, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives.

J.-ALBERT GAGNON.

37391

4046-1970

Pacific Construction Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Giacomo Giorgio Sand, 211 Dresden, Mount Royal, Brahm L. Campbell, 43 Aldred Crescent, Hampstead, and William Schwartz, 7452 Ostell Crescent, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Pacific Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 497 Alexis Nihon, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o

4046-1970

Papeterie Rapide limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jean Bazin, 218 Berlioz, Guy Allain, 5267, Byron, tous deux de Montréal, et Vincent-F. Lefebvre, 120 de Flandre, Saint-Lambert, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'imprimeurs, sous le nom de « Papeterie Rapide limitée », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauteville.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391

3866-1970

Papeterie Rapide limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Bazin, 218 Berlioz, Guy Allain, 5267 Byron, both of Montreal, and Vincent-F. Lefebvre, 120 de Flandre, Saint-Lambert, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as printers, under the name of "Papeterie Rapide limitée", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal or par value and 400 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at Sept-Iles, judicial district of Hauteville.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o

3866-1970

Gaudias Parent inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

Gaudias Parent inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jacques Parent, industriel, Réjeanne Ellefsen, épouse dudit Jacques Parent, tous deux de 118, Matte, et Marie-Ange Parent, veuve de Gaudias Parent, 7, St-Jules, ces deux dernières ménagères, tous trois de Beauport, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de chaussures, sous le nom de « Gaudias Parent inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 815, St-Joseph est, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
37391-0 4189-1970

Les perrons Métropolitains inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 14e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Claude Bernier, 345, des Saules, Québec, René Routhier, 116, Monseigneur Dumas, Loretteville, tous deux industriels, et Louise Bouchard, secrétaire, fille majeure, 1296, Chanoine Morel, Sillery, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du ciment (et du béton préfabriqué) et de ses sous-produits, sous le nom de « Les perrons Métropolitains inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 116, Monseigneur Dumas, Loretteville, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.
37391-0 3988-1970

Phoenix Trading Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de septembre 1970, constituant en corporation: David Weiss, 6300, avenue Lennox, Anthony Binek, 625, avenue Milton, tous deux ingénieurs, de Montréal, et Irving I. Finkelberg, avocat, 35, Merton Crescent, Hampstead, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'automobiles, camions, autobus, avions, motocyclettes et véhicules motorisés de toutes sortes, sous le nom de « Phoenix Trading Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.
37391 4092-1970

25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Parent, industrialist, Réjeanne Ellefsen, wife of said Jacques Parent, both of 118 Matte, and Marie-Ange Parent, widow of Gaudias Parent, 7 St-Jules, the latter two housewives, all three of Beauport, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of shoes, under the name of "Gaudias Parent inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 815 St. Joseph East, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37391 4189-1970

Les perrons Métropolitains inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Bernier, 345 des Saules, Québec, René Routhier, 116 Monseigneur Dumas, Loretteville, both industrialists, and Louise Bouchard, secretary, spinster of the full age of majority, 1296 Chanoine Morel, Sillery, for the following purposes:

To manufacture and to deal in the cement business (and of prefabricated concrete) and its sub-products under the name of "Les perrons Métropolitains inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 116 Monseigneur Dumas, Loretteville, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*
37391 3988-1970

Phoenix Trading Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: David Weiss, 6300 Lennox Avenue, Anthony Binek, 625 Milton Avenue, both engineers, of Montreal, and Irving I. Finkelberg, advocate, 35 Merton Crescent, Hampstead, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles, trucks, autobuses, aeroplanes, motorcycles and motor vehicles of all kinds, under the name of "Phoenix Trading Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*
37391-0 4092-1970

Photothèque des Cantons de l'Est inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Châteauneuf, photographe, 382, rue Alexandre, Guy Charbonnier, commis, 664, rue Gariépy, Roger Dion, électricien, 528, rue Dollard, Richard Blais, acheteur, 2895, rue Maricourt, et G.-Hertel Beaulieu, représentant, 570, rue Argyle, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire la promotion de photos publicitaires, sous le nom de « Photothèque des Cantons de l'Est inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391-o

3734-1970

Placements J.-C. Milot inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jean-Claude Milot, gérant, Fabienne Lévesque, ménagère, épouse dudit Jean-Claude Milot, tous deux de 630, boulevard St-Joseph, Drummondville, et Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Placements J.-C. Milot inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 4 actions ordinaires de \$10 chacune, 9,994 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 20 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 630, boulevard St-Joseph, Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-o

4186-1970

**Les placements R.Y.P.Y.N inc.
R.Y.P.Y.N. Investments Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1970, constituant en corporation: Richard Goulet, agent d'assurances, 301, Dufferin, Yvan-M. St-Onge, avocat, 82, Principale, app. 2, Yvan Lamoureux, électricien, 443, Leclerc, Normand Lacoste, commerçant, 188, Dufferin, tous quatre de Granby, et Pierre Vincent, journaliste, 8592, Reims, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Les placements R.Y.P.Y.N. inc. — R.Y.P.Y.N. Investments Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Photothèque des Cantons de l'Est inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marcel Châteauneuf, photographer, 382 Alexandre Street, Guy Charbonnier, clerk, 664 Gariépy Street, Roger Dion, electrician, 528 Dollard Street, Richard Blais, purchaser, 2895 Maricourt Street, and G.-Hertel Beaulieu, representative, 570 Argyle, all of Sherbrooke, for the following purposes:

The promotion of publicity pictures, under the name of "Photothèque des Cantons de l'Est inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$40,000.

The head office of the corporation is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391

3734-1970

Placements J.-C. Milot inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Milot, manager, Fabienne Lévesque, housewife, wife of said Jean-Claude Milot, both of 630 St. Joseph Boulevard, Drummondville, and Maurice Martel, advocate, 1301 St-Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Placements J.-C. Milot inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 4 common shares of \$10 each, 9,994 class "A" preferred shares of \$10 each and into 20 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 630 St. Joseph Boulevard, Drummondville, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391

4186-1970

**Les placements R.Y.P.Y.N inc.
R.Y.P.Y.N. Investments Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Goulet, insurance agent, 301 Dufferin, Yvan-M. St-Onge, advocate, 82 Main, Apt. 2, Yvan Lamoureux, electrician, 443 Leclerc, Normand Lacoste, trader, 188 Dufferin, all four of Granby, and Pierre Vincent, journalist, 8592 Reims, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Les placements R.Y.P.Y.N. inc. — R.Y.P.Y.N. Investments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37391-0 3675-1970

Placements St-Malachie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: James Quigley, gérant, Gérard Fauchon, commerçant, Réal Dion, épiciier, Marcel Larochelle, chef de gare, Gérard Ruel, marchand, Miville Caron, garagiste, et Louis-H. Lafontaine, gérant de banque, tous de Saint-Malachie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Placements St-Malachie inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$50 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Malachie, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37391-0 4264-1970

Les placements S.G.R. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 30^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Georges-Henri Fortin, représentant, 792, Ste-Marie, Serge Bessette, 1916, Bourgogne, tous deux de Chambly, et Raymond Fortin, 2045, Ostiguy, Marieville, ces deux derniers vendeurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme prêteurs d'argent dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Les placements S.G.R. inc. », avec un capital de \$200,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chambly, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.
 37391-0 3761-1970

Pierre Poeti inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 18^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Alain Côté, avocat, Suzanne Beauchamp, institutrice, épouse dudit Alain Côté, tous deux de 177, Carignan, et Claude Beauchamp, commis, 196, Tournelle, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Pierre Poeti inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

The head office of the company is at Granby, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 37391 3675-1970

Placements St-Malachie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: James Quigley, manager, Gérard Fauchon, trader, Réal Dion, grocer, Marcel Larochelle, station-master, Gérard Ruel, trader, Miville Caron, garage keeper, and Louis-H. Lafontaine, bank manager, all of Saint-Malachie, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Placements St-Malachie inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,500 common shares of a nominal value of \$50 each and into 250 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Malachie, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 37391 4264-1970

Les placements S.G.R. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges-Henri Fortin, representative, 792 Ste-Marie, Serge Bessette, 1916 Bourgogne, both of Chambly, and Raymond Fortin, 2045 Ostiguy, Marieville, the latter two salesmen, for the following purposes:

To do business as money-lenders in all its branches, under the name of "Les placements S.G.R. inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 1,600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Chambly, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 37391 3761-1970

Pierre Poeti inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alain Côté, advocate, Suzanne Beauchamp, teacher, wife of the said Alain Côté, both of 177 Carignan, and Claude Beauchamp, clerk, 196 Tournelle, all three of Laval, for the following purposes:

To do business as electricians; to manufacture and to deal in all kinds of appliances and electric accessories, under the name of "Pierre Poeti inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 2745, Hector, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391-o

4065-1970

Poliplastic Granby Itée
Poliplastic Granby Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 22e jour de septembre 1970, constituant en corporation: André Nadeau, industriel, Micheline Nadeau, ménagère, épouse dudit André Nadeau, tous deux de 246, rue Mullin, et Gilles Fausse, comptable, 251, Mullin, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous produits quelconques d'emballage que ce soit ou non en plastique, sous le nom de « Poliplastic Granby Itée — Poliplastic Granby Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 415, rue St-Vallier, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391-o

4184-1970

Polly Prim Cleaners & Shirt Launderers Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Wolfe M. Friedman, 5750, avenue Smart, Sydney Phillips, 5616, avenue Palmer, tous deux avocats, de Côte Saint-Luc, et Gladys Kobalenko, secrétaire, fille majeure, 315, avenue Rielle, Verdun, pour les objets suivants:

S'établir nettoyeurs à sec, presseurs, teinturiers, et faire la réparation de vêtements, tissus, articles et fournitures de maison, sous le nom de « Polly Prim Cleaners & Shirt Launderers Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6801, avenue Fielding, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391

3396-1970

Pont Viau Employment Services Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Farid A. Cheftechi, 135, place Côte Vertu, app. 303, John Hamilton, fils, 5820, de Louisbourg, app. 26, tous deux de Montréal, et Thomas H. Buck, 571, avenue Patricia, Greenfield Park, tous trois commis juridiques, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 2745 Hector, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391

4065-1970

Poliplastic Granby Itée
Poliplastic Granby Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Nadeau, industrialist, Micheline Nadeau, housewife, wife of said André Nadeau, both of 246 Mullin Street, and Gilles Fausse, accountant, 251 Mullin, all three of Granby, for the following purposes:

To manufacture and to deal in all kinds of wrapping materials either in plastic or not, under the name of "Poliplastic Granby Itée — Poliplastic Granby Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 415 St-Vallier Street, Granby, judicial district of Bedford.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391

4184-1970

Polly Prim Cleaners & Shirt Launderers Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Wolfe M. Friedman, 5750 Smart Avenue, Sydney Phillips, 5616 Palmer Avenue, both advocates, of Côte Saint-Luc, and Gladys Kobalenko, secretary, spinster, 315 Rielle Avenue, Verdun, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, dyers, and repairs of clothing, fabrics, goods and household furnishings, under the name of "Polly Prim Cleaners & Shirt Launderers Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares having a par value of \$1 each and 3,000 preferred shares having a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 6801 Fielding Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o

3996-1970

Pont Viau Employment Services Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Farid A. Cheftechi, 135 Place Côte Vertu, Apt. 303, John Hamilton, junior, 5820 de Louisbourg, Apt. 26, both of Montreal, and Thomas H. Buck, 571 Patricia Avenue, Greenfield Park, all three law clerks, for the following purposes:

S'établir conseillers et agents auprès de toutes entreprises privées ou commerciales ou auprès d'établissements industriels en matière de recherche et/ou de sélection du personnel, sous le nom de « Pont Viau Employment Services Ltd. », avec un capital actions divisé en 40,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37391 4319-1970

Pranx Pants Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Gary Moscovitz, 260, St-Aubin, Saint-Laurent, David Goldenblatt, 3500, Mountain, #67, Montréal, et Paul Nadler, 900, Rockland, #405, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements, articles vestimentaires, fournitures, accessoires et habillements de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Pranx Pants Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1199, rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37391 4089-1970

Preski inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Rolland Fleurant, commerçant, Reina Perreault, ménagère, épouse dudit Rolland Fleurant, tous deux de Saint-Jovite, Jacques Bohémier, commerçant, et Jeannine Roy, ménagère, épouse dudit Jacques Bohémier, ces deux derniers de 707, 9e Rue, Saint-Antoine-des-Laurentides, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'un appareil pour briser la glace sur les pentes de ski et en faire de la neige douce, sous le nom de « Preski inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, rue Dumoulin, Saint-Jovite, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37391-0 3455-1970

Prêts Dico inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 25e jour de septembre 1970, constituant en corporation: René Landry, chauffeur de taxi, Guy Crête,

To act as consultants and agents for any personal or commercial enterprise or for any industrial organization in the search and/or selection of personnel, under the name of "Pont Viau Employment Services Ltd.", with a capital stock divided into 40,000 shares without par value.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391-o 4319-1970

Pranx Pants Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gary Moscovitz, 260 St. Aubin, Saint-Laurent, David Goldenblatt, 3500 Mountain, #67, Montreal, and Paul Nadler, 900 Rockland, #405, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, wearing apparel, furnishings, accessories and garments of every description, under the name of "Pranx Pants Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1199 Bleury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391-o 4089-1970

Preski inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rolland Fleurant, trader, Reina Perreault, housewife, wife of said Rolland Fleurant, both of Saint-Jovite, Jacques Bohémier, trader, and Jeannine Roy, housewife, wife of said Jacques Bohémier, the latter two of 707, 9th Street, Saint-Antoine-des-Laurentides, for the following purposes:

To manufacture and deal in an apparatus for breaking ice on the ski slopes and turn it into soft snow, under the name of "Preski inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 20,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 1 Dumoulin Street, Saint-Jovite, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391 3455-1970

Prêts Dico inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Landry, taxi chauffeur, Guy Crête, broker, and

courtier, et Raymond Drouin, voyageur de commerce, tous trois de Sainte-Marie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme prêteurs d'argent dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Prêts Dico inc. », avec un capital total de \$300,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Marie, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37391-o 2090-1970

Process Piping Specialties Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Egerton Bakelmun, 8407, du Chardonnet, Louis Brian Bakelmun, tous deux marchands, et Maureen Bakelmun, ménagère, épouse dudit Louis Brian Bakelmun, ces deux derniers de 8590, D'Allonnes, tous trois d'Anjou, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce des tuyaux et tuyauterie de matériel varié et accessoires connexes, sous le nom de « Process Piping Specialties Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8590, rue D'Allonnes, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37391 4041-1970

Les produits alimentaires La Belle Frite inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jean-Jacques Pilon, industriel, 217, Brière, Jean-Pierre Pilon, opérateur, 353, boulevard Ste-Marcelle, tous deux de Saint-Jérôme, et René Lafortune, agent, 705, 8^e Avenue, Saint-Antoine, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Les produits alimentaires La Belle Frite inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 10,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Antoine, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-o 4035-1970

Publicité & photos couleurs Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour d'août 1970, constituant en corporation: Edward J. Druker, 5763, McMurray, Morden Lazarus, 5554, Chemin Earle, tous deux de Côte Saint-Luc, et Robert G. Wolfe, 2050, De Mai-

Raymond Drouin, commercial traveller, all three of Sainte-Marie, for the following purposes:

To do business as money-lenders in all its branches, under the name of "Prêts Dico inc.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 25,000 common shares of \$10 each and 5,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sainte-Marie, judicial district of Beauce.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 2090-1970

Process Piping Specialties Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Egerton Bakelmun, 8407 du Chardonnet, Louis Brian Bakelmun, both merchants, and Maureen Bakelmun, housewife, wife of the said Louis Brian Bakelmun, the latter two of 8590 D'Allonnes, all three of Anjou, for the following purposes:

To manufacture and deal in pipes and piping of various materials, and accessories thereto, under the name of "Process Piping Specialties Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 8590 D'Allonnes Street, Anjou, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o 4041-1970

Les produits alimentaires La Belle Frite inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Jacques Pilon, industrialist, 217 Brière, Jean-Pierre Pilon, operator, 353 Ste-Marcelle Boulevard, both of Saint-Jérôme, and René Lafortune, agent, 705, 8th Avenue, Saint-Antoine, for the following purposes:

To deal in food products of all kinds, under the name of "Les produits alimentaires La Belle Frite inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 10,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Saint-Antoine, judicial district of Terrebonne.

Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 4035-1970

Publicité & photos couleurs Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edward J. Druker, 5763 McMurray, Morden Lazarus, 5554 Earle Road, both of Côte Saint-Luc, and Robert G. Wolfe, 2050 De Maisonneuve, Apt. #1204,

sonneuve, app. #1204, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, photographes et publicistes, sous le nom de « Publicité & photos couleurs Montréal inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 140, rue Fleury ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37391-o 3446-1970

Q.A.N. Investments Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Alexander S. Konigsberg, 2378, Frenette, Saint-Laurent, Mark Rosenstein, 5003, Lacombe, et Jacques Lemaitre-Auger, 8462, Drolet, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Q.A.N. Investments Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5611, Chamberland Crescent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37391 4048-1970

R.P.B. Holdings Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Morton Bell, 701, Bertrand Drive, Saint-Laurent, Stanley Cytrynbaum, 234, Sheraton Drive, Montréal-Ouest, tous deux avocats, et Audrey Melanson, secrétaire, épouse de Édouard Melanson, 3576, rue Durocher, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « R.P.B. Holdings Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7645, Lemans, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37391 3950-1970

Réseau de développement d'organisations (RDO) inc.
Network for Developing Organizations (RDO) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du

Montréal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as printers, editors, photographers and publicists, under the name of "Publicité & photos couleurs Montréal inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 140 Fleury Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 37391 3446-1970

Q.A.N. Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alexander S. Konigsberg, 2378 Frenette, Saint-Laurent, Mark Rosenstein, 5003 Lacombe, and Jacques Lemaitre-Auger, 8462 Drolet, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Q.A.N. Investments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5611 Chamberland Crescent, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 37391-o 4048-1970

R.P.B. Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Morton Bell, 701 Bertrand Drive, Saint-Laurent, Stanley Cytrynbaum, 234 Sheraton Drive, Montreal West, both advocates, and Audrey Melanson, secretary, wife of Édouard Melanson, 3576 Durocher Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "R.P.B. Holdings Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 7645 Lemans, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 37391-o 3950-1970

Réseau de développement d'organisations (RDO) inc.
Network for Developing Organizations (RDO) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Compa-

5e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Jean-H. Gagné, 1640, des Rocs, Henri LaRue, 2660, des Forges, tous deux de Sainte-Foy, et Paule Gauthier, fille majeure, 635, Père Marquette, Québec, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Offrir des services de consultation et de formation aux organisations industrielles, gouvernementales, communautaires et autres, sous le nom de « Réseau de développement d'organisations (RDO) inc. — Network for Developing Organizations (RDO) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 47, rue Alexandra, Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-o

4337-1970

**Restaurant Bar Salon Le Verseau inc.
Aquarius Restaurant Bar Salon Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Jacques Morand, notaire, 4894, Valéry, Saint-Léonard, Mariette Henry, épouse de Réjean Jobin, 6180, Roi René, Anjou, et Gisèle Desrochers, épouse de Jean-Marie Langlois, 624, Taillon, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Bar Salon Le Verseau inc. — Aquarius Restaurant Bar Salon Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions classe « A » de \$1 chacune, 15,000 actions classe « B » de \$1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 247, boulevard Labelle, Rosemère, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-o

3080-1970

Restaurant Château du Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Stavros Carlis, 6135, Esplanade, Montréal, Pelias Carlis, tous deux restaurateurs, et Angelici Kasimioupou, ménagère, épouse dudit Pelias Carlis, ces deux derniers de 100 Biron, Drummondville, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurateur, sous le nom de « Restaurant Château du Québec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 330, rue Lindsay, Drummondville, district judiciaire de Drummond.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391

4167-1970

nies and Cooperatives, incorporating: Jean-H. Gagné, 1640 des Rocs, Henri LaRue, 2660 des Forges, both of Sainte-Foy, and Paule Gauthier, spinster of the full age of majority, 635 Père Marquette, Québec, all three advocates, for the following purposes:

To offer consultation and training services to industrial, governmental, communal and other organizations, under the name of "Réseau de développement d'organisations (RDO) inc. — Network for Developing Organizations (RDO) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 47 Alexandra Street, Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391

4337-1970

**Restaurant Bar Salon Le Verseau inc.
Aquarius Restaurant Bar Salon Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Morand, notary, 4894 Valéry, Saint-Léonard, Mariette Henry, wife of Réjean Jobin, 6180 Roi René, Anjou, and Gisèle Desrochers, wife of Jean-Marie Langlois, 624 Taillon, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as restaurants, under the name of "Restaurant Bar Salon Le Verseau inc. — Aquarius Restaurant Bar Salon Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 class "A" shares of \$1 each, 15,000 class "B" shares of \$1 each and into 10,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 247 Labelle Boulevard, Rosemère, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391

3080-1970

Restaurant Château du Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stavros Carlis, 6135 Esplanade, Montreal, Pelias Carlis, both restaurateurs, and Angelici Kasimioupou, homemaker, wife of the said Pelias Carlis, the latter two of 100 Biron, Drummondville, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "Restaurant Château du Québec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 330 Lindsay Street, Drummondville, judicial district of Drummond.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391-o

4167-1970

Ro Blo (St-Sulpice) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 10e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Paul Bleau, vendeur, 36, 15e Rue, Laval, Bernard Robillard, industriel, 8835, Basile Routhier, Montréal, et Bernard-E. Blanchard, avocat, 105, 3e Avenue sud, Roxboro, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes les parties et accessoires d'automobiles, sous le nom de « Ro Blo (St-Sulpice) inc », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Sulpice, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON,

37391-o

3945-1970

The Ronlin Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Robert Skelly, 295, 49e Rue, Lachine, Jacques Gilbert, 200, du Dauphiné, Saint-Lambert, et Richard Martel, 8272, rue Viau, Saint-Léonard, tous trois avocats, pour les objets suivants:

S'établir entrepreneur général en construction, sous le nom de « The Ronlin Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 25,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

37391

4103-1970

G. Ruscito Painting Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 21e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Giovanni Ruscito, entrepreneur, Luigina Ruscito, ménagère, épouse dudit Giovanni Ruscito, et Réal Bélanger, commerçant, tous trois de 1989, Duvernay, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « G. Ruscito Painting Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1989, Duvernay, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON,

37391-o

4093-1970

Ryter Enterprises Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

Ro Blo (St-Sulpice) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Bleau, salesman, 36, 15th Street, Laval, Bernard Robillard, industrialist, 8835 Basile Routhier, Montreal, and Bernard-E. Blanchard, advocate, 105, 3rd Avenue South, Roxboro, for the following purposes:

To manufacture and deal in all automobile parts and accessories, under the name of "Ro Blo (St-Sulpice) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Sulpice, judicial district of Joliette.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391

3945-1970

The Ronlin Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Skelly, 295, 49th Street, Lachine, Jacques Gilbert, 200 du Dauphiné, Saint-Lambert, and Richard Martel, 8272 Viau Street, Saint-Léonard, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as general building contractor, under the name of "The Ronlin Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of the par value of \$1 each and 25,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Lachine, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o

4103-1970

G. Ruscito Painting Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Giovanni Ruscito, contractor, Luigina Ruscito, housewife, wife of said Giovanni Ruscito, and Réal Bélanger, trader, all three of 1989 Duvernay, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and builders and to deal in all kinds of materials, under the name of "G. Ruscito Painting Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1989 Duvernay, Longueuil, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391

4093-1970

Ryter Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 8e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Hans Ryter, constructeur, 4444, Kingston, Pierrefonds, Roland A. Diamond, notaire, 666, rue Sherbrooke ouest, suite 1801, Montréal, et Pierrette de Jonghe, secrétaire, épouse de Fernand Montigny, 220, avenue Champlain, Pincourt, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs, entrepreneurs généraux et sous-entrepreneurs, sous le nom de « Ryter Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4444, Kingston, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.

37391-o 3909-1970

S.T.P.A. Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Thérèse Isabelle, secrétaire, fille majeure, 2327, Chapleau, Jean-Guy Isabelle, mécanicien de machines fixes, Fernand Isabelle, tous deux du 243, rue Saint-François, tous trois de Salaberry-de-Valleyfield, Marcel St-Onge, 1501, Route 9, Castleton, New York, tous deux entrepreneurs, et Robert Pons, conseiller, 4302, rue Dudemaine, Montréal, pour les objets suivants:

S'établir entrepreneurs généraux, constructeurs et faire le commerce de matériaux et d'équipement pour la construction, sous le nom de « S.T.P.A. Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 240 actions ordinaires de \$50 chacune et 280 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.

37391 75-1970

St-Gelais & fils Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 16e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Raymond St-Gelais, contremaître, Claude St-Gelais, technicien, tous deux de 264, Davy, Germain St-Gelais, concierge, 543, Hunt, Clarence Greene, opérateur, 384A, Villeneuve, Yves St-Gelais, professeur, 320, Racine, et Mario St-Gelais, gérant, 225, Taschereau, tous d'Arvida, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « St-Gelais & fils Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.

37391-o 3077-1970

8th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hans Ryter, builder, 4444 Kingston, Pierrefonds, Roland A. Diamond, notary, 666 Sherbrooke Street West, Suite 1801, Montreal, and Pierrette de Jonghe, secretary, wife of Fernand Montigny, 220 Champlain Avenue, Pincourt, for the following purposes:

To carry on business as constructors, general contractors and subcontractors, under the name of "Ryter Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 30,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 4444 Kingston, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391 3909-1970

S.T.P.A. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Thérèse Isabelle, secretary, spinster, 2327 Chapleau, Jean-Guy Isabelle, stationary engineer, Fernand Isabelle, both of 243 St. François Street, all three of Salaberry-de-Valleyfield, Marcel St-Onge, 1501 Route 9, Castleton, New York, both contractors, and Robert Pons, consultant, 4302 Dudemaine Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, builders and suppliers of building materials and construction equipment, under the name of "S.T.P.A. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 240 common shares of \$50 each and 280 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT BOUCHARD,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391-o 75-1970

St-Gelais & fils Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond St-Gelais, foreman, Claude St-Gelais, technician, both of 264 Davy, Germain St-Gelais, janitor, 543 Hunt, Clarence Greene, operator, 384A Villeneuve, Yves St-Gelais, professor, 320 Racine, and Mario St-Gelais, manager, 225 Taschereau, all of Arvida, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "St-Gelais & fils Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

*J.-ALBERT BOUCHARD,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391 3077-1970

Salons de barbier Ferraro inc.
Ferraro Barber Shops Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Benito Ferraro, barbier, Yvette Demers, professeur, épouse dudit Benito Ferraro, tous deux de 3561, Lagarde, Laval, et Ernest Strolovitch, comptable, 4883, Cumberland, Montréal, pour les objets suivants:

Établir, acquérir et vendre des salons de barbier, sous le nom de « Salons de barbier Ferraro inc.—Ferraro Barber Shops Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
37391-o 4210-1970

Sampson Investments Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'août 1970, constituant en corporation: G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, tous deux avocats, et Denyse Marcoux, secrétaire, fille majeure, 1488, Galt, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de portefeuille et de placement, sous le nom de « Sampson Investments Limited », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.
37391 3937-1970

Santa Helena Mining Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1970, constituant en corporation: I. David Fleming, 65, chemin Belvédère, Westmount, Joseph Di Clementi, 4300 ouest, de Maisonneuve, Jean-Paul Gagnon, 656, Filiatrault, tous trois avocats, Huguette Blais, réceptionniste, 2615, d'Iberville, et Micheline Tedeschi, secrétaire, 9e avenue, ces deux dernières, filles majeures, les quatre derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie minière, sous le nom de « Santa Helena Mining Limited », avec un capital divisé en 3,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.
37391 4142-1970

Roland Schwab inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

Salons de barbier Ferraro inc.
Ferraro Barber Shops Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benito Ferraro, barber, Yvette Demers, professor, wife of said Benito Ferraro, both of 3561 Lagarde, Laval, and Ernest Strolovitch, accountant, 4883 Cumberland, Montreal, for the following purposes:

To establish, acquire and sell barber shops, under the name of "Salons de Barbier Ferraro inc.—Ferraro Barber Shops Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37391 4210-1970

Sampson Investments Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, both advocates, and Denyse Marcoux, secretary, spinster, 1488 Galt, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Sampson Investments Limited", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*
37391-o 3937-1970

Santa Helena Mining Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: I. David Fleming, 65 Belvedere Road, Westmount, Joseph Di Clementi, 4300 de Maisonneuve West, Jean-Paul Gagnon, 656 Filiatrault, all three advocates, Huguette Blais, receptionist, 2615 d'Iberville, and Micheline Tedeschi, secretary, 9th Avenue, the latter two spinsters, the latter four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a mining company, under the name of "Santa Helena Mining Limited", with a capital stock divided into 3,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*
37391-o 4142-1970

Roland Schwab inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 21^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jacqueline Simoneau, secrétaire, fille majeure, 347, rue St-Georges, Roland Schwab, importateur, et Denyse Langlois, ménagère, épouse dudit Roland Schwab, ces deux derniers de 600, Grande-Allée, tous trois de Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de montres, horloges, pendulettes et accessoires connexes, sous le nom de « Roland Schwab inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 700 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 434, rue Labelle, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391-o

4097-1970

Senneterre Fly-In Camps Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 17^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Guy Bilodeau, directeur d'écoles, 870, 6^e Rue, André Bilodeau, pilote commercial, et Bertrand Bilodeau, journaliste, ces deux derniers de route rurale #6, tous trois de Senneterre, pour les objets suivants:

Faire affaires comme pourvoyeurs, sous le nom de « Senneterre Fly-In Camps Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 870, 6^e Avenue, Senneterre, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391-o

3903-1970

Service central de distribution (Montréal) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 22^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Bernard Evraire, 27, Duverger, Outremont, Paul Giguère, tous deux industriels, et Suzanne Dussault, ménagère, épouse dudit Paul Giguère, ces deux derniers de 67, Courtney Drive, Montréal-Ouest, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la distribution de brochures, périodiques, livres d'école et autres et toutes espèces de matière imprimée, sous le nom de « Service central de distribution (Montréal) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT BOUCHARD.

37391-o

3427-1970

Service de soins à domicile de Rimouski inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

21st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacqueline Simoneau, secretary, spinster of the full age of majority, 347 St-Georges Street, Roland Schwab, importer, and Denyse Langlois, housewife, wife of said Roland Schwab, the latter two of 600 Grande-Allée, all three of Saint-Jérôme, for the following purposes:

To manufacture and deal in watches, clocks, travelling-clocks and accessories related thereto under the name of "Roland Schwab inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 700 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 434 Labelle Street, Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON.

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391

4097-1970

Senneterre Fly-In Camps Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Bilodeau, school principal, 870, 6th Street, André Bilodeau, commercial pilot, and Bertrand Bilodeau, labourer, the latter two of rural route No. 6, all three of Senneterre, for the following purposes:

To do business as outfitters, under the name of "Senneterre Fly-In Camps Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 870, 6th Avenue, Senneterre, judicial district of Abitibi.

J.-ALBERT GAGNON.

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391

3903-1970

Service central de distribution (Montréal) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Evraire, 27 Duverger, Outremont, Paul Giguère, both industrialists, and Suzanne Dussault, housewife, wife of the said Paul Giguère, the latter two of 67 Courtney Drive, Montreal-West, for the following purposes:

To deal in and distribute pamphlets, periodicals, school books and other and all kinds of printed matter, under the name of "Service central de distribution (Montréal) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON.

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391

3427-1970

Service de soins à domicile de Rimouski inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the

de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Gaëtan Bérubé, 263, Notre-Dame, Jean Desrochers, 446, Place Monseigneur Langis, tous deux de Rimouski, et Lucien Gendreau, Luceville, tous trois médecins, pour les objets suivants:

Créer un service de soins à domicile, sous le nom de « Service de soins à domicile de Rimouski inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37391-o 3289-1970

Sherbrooke excavation inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Jean-Louis Ouellet, 2920, Delorme, Gino Morin, tous deux opérateurs, et Aimé Morin, entrepreneur, ces deux derniers de 2935, Delorme, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de « Sherbrooke excavation inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-o 1209-1970

**Silcan Mines Ltd.
(No personal liability)**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1970, constituant en corporation: James Brian McMullan, 4014, Marcell, Jean-Charles Hamelin, 5369, de Lorimier, tous deux de Montréal, Arnold Beaumont Sharp, 1000, Moncrieff, Paul A. R. Townsend, 72, Hudson, tous deux de Mont-Royal, et Daniel Harper Tingley, 16, Thornhill, Westmount, tous avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie minière, sous le nom de « Silcan Mines Ltd. » (No personal liability), avec un capital divisé en 5,000,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37391 3659-1970

Simply Pants Knits Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1970, constituant en cor-

1st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gaëtan Bérubé, 263 Notre-Dame, Jean Desrochers, 446 Place Monseigneur Langis, both of Rimouski, and Lucien Gendreau, Luceville, all three physicians, for the following purposes:

To create a home-care service, under the name of "Service de soins à domicile de Rimouski inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 3289-1970

Sherbrooke excavation inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Louis Ouellet, 2920 Delorme, Gino Morin, both operators, and Aimé Morin, contractor, the latter two of 2935 Delorme, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Sherbrooke excavation inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391 1209-1970

**Silcan Mines Ltd.
(No personal liability)**

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: James Brian McMullan, 4014 Marcell, Jean-Charles Hamelin, 5369 de Lorimier, both of Montreal, Arnold Beaumont Sharp, 1000 Moncrieff, Paul A. R. Townsend, 72 Hudson, both of Mount Royal, and Daniel Harper Tingley, 16 Thornhill, Westmount, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a mining company, under the name of "Silcan Mines Ltd." (No personal liability), with a capital stock divided into 5,000,000 common shares without nominal or par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o 3659-1970

Simply Pants Knits Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving

poration: Irving Halperin, 5609, chemin de la Reine Marie, Hampstead, Daniel Morris, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, tous deux avocats, et Georgette Lavoie, secrétaire, fille majeure, 2860, Granby, ces deux dernières de Montréal, pour les objets suivants:

La confection et le commerce de vêtements, tissus, produits et sous-produits du textile, sous le nom de « Simply Pants Knits Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 357, place Louvain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391

4134-1970

Simulec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Danielle Trudel, secrétaire, fille majeure, 7125, Louis-Hémon, Montréal, Morido Inagaki, professeur, et Elvire Crestaz, ménagère, épouse dudit Morido Inagaki, ces deux derniers de Saint-Adolphe-d'Howard, pour les objets suivants:

Agir comme analystes et conseillers en administration, sous le nom de « Simulec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-o

3987-1970

Sofiad inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 31^e jour d'août 1970, constituant en corporation: Jean Legault, 8151, Yves Prévost, Anjou, Pierre Verdy, 546, Bloomfield, Outremont, Serge Desrochers, 4635, Clanranald, et John K. Archambault, 5724, Deom, ces deux derniers de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Sofiad inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 65, Rabastalière ouest, Saint-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391-o

3767-1970

Somonin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 3^e

Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, Daniel Morris, 6165 Notre Dame de Grâce, both advocates, and Georgette Lavoie, secretary, spinster, 2860 Granby, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in garments, textiles and textile products and by-products of all kinds, under the name of "Simply Pants Knits Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 357 Place Louvain, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o

4134-1970

Simulec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Danielle Trudel, secretary, spinster of the full age of majority, 7125 Louis-Hémon, Montreal, Morido Inagaki, professor, and Elvire Crestaz, housewife, wife of said Morido Inagaki, the latter two of Saint-Adolphe-d'Howard, for the following purposes:

To act as management counsellors and analysts, under the name of "Simulec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391

3987-1970

Sofiad inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Legault, 8151 Yves Prévost, Anjou, Pierre Verdy, 546 Bloomfield, Outremont, Serge Desrochers, 4635 Clanranald, and John K. Archambault, 5724 Deom, the latter two of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Sofiad inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 65 Rabastalière West, Saint-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391

3767-1970

Somonin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies

jour de septembre 1970, constituant en corporation: Jean-Charles Chabot, 675, Coursol, Laval, Jacques Deschênes, 8890, Belcourt, Saint-Léonard, tous deux industriels, Julien Demers, entrepreneur, 5905, boulevard Gouin est, Marc Beaudoin, avocat, 6692, boulevard Pie IX, et André Quenneville, commerçant, 10756, Place Moisan, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de «Somonin inc.», avec un capital total de \$1,000,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 50,000 actions privilégiées classe «A» de \$10 chacune et en 45,000 actions privilégiées classe «B» de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37391-o 3853-1970

Source St-Hilaire inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 14e jour d'août 1970, constituant en corporation: René Lemaitre, 136, 3e Avenue, Saint-Constant, Marcelle Mielle, 6351, boulevard St-Joseph, tous deux industriels, et Louise Desjardins, secrétaire, 500, Place d'Armes, ces deux dernières filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Recueillir, entreposer, faire le commerce et le transport des eaux minérales et sulfureuses, sous le nom de «Source St-Hilaire inc.», avec un capital total de \$100,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6351, boulevard Joseph Renaud, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37391-o 3673-1970

Speedee-Snak Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1970, constituant en corporation: Sidney Cutler, 5767, Glenarden, Côte Saint-Luc, Moe Ackman, 26, Aldred Crescent, Hampstead, et Jack Boidman, 4875, Dufferin, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Accorder des exclusivités pour la vente, la location et l'exploitation d'équipement de restaurants pour repas légers et rapides, y compris et sans restriction, snack-bars, «drive-ins», et concessions pour nourriture et boissons, sous le nom de «Speedee-Snak Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 870, rue McGill, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37391 3655-1970

and Cooperatives, incorporating: Jean-Charles Chabot, 675 Coursol, Laval, Jacques Deschênes, 8890 Belcourt, Saint-Léonard, both industrialists, Julien Demers, contractor, 5905 Gouin boulevard east, Marc Beaudoin, advocate, 6692 Pie IX boulevard, and André Quenneville, merchant, 10756 Moisan place, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise of all kinds, under the name of "Somonin inc.", with a total capital stock of \$1,000,000 divided into 50,000 common shares of \$1 each, 50,000 preferred shares class "A" of \$10 each and 45,000 preferred shares class "B" of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391 3853-1970

Source St-Hilaire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Lemaitre, 136, 3rd Avenue, Saint-Constant, Marcelle Mielle, 6351 St-Joseph boulevard, both industrialists, and Louise Desjardins, secretary, 500 Place d'Armes, the latter two spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To collect, store, deal in and transport mineral and sulfurous water, under the name of "Source St-Hilaire inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 25,000 common shares of \$1 each and 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 6351 Joseph Renaud boulevard, Anjou, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391 3673-1970

Speedee-Snak Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sidney Cutler, 5767 Glenarden, Côte Saint-Luc, Moe Ackman, 26 Aldred Crescent, Hampstead, and Jack Boidman, 4875 Dufferin, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To grant franchises for the sale, lease and operation of equipment for fast-food restaurant operations, including without limitation, snack-bars, drive-ins, concessions, for the sale of food and beverages to the public, under the name of "Speedee-Snak Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,600 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 870 McGill Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391-o 3655-1970

Stackpool Enterprises Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, Claude Boisvert, 1505, Moore, Laval, Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, tous trois avocats, Denyse Marcoux, 1488, Galt, et Monique Groulx, 1739, Woodland, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement et de portefeuille, sous le nom de « Stackpool Enterprises Limited », avec un capital divisé en 2,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 500,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$0.25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37391

4114-1970

**Summit Litho Ltd.
Litho Sommet Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: James Taylor, imprimeur, 96, Louis Lacoste, Boucherville, Joyce Larivière, 10731, Henault, Montréal-Nord, Elaine Engelbert, 5774, avenue Léger, Côte Saint-Luc, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Edward D. Desaulniers, administrateur, 310, rue Logan, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

S'établir imprimeurs, éditeurs, propriétaires de journaux, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographiques et agents publicitaires, sous le nom de « Summit Litho Ltd. — Litho Sommet Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.*

37391

3857-1970

Talva inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Gérard Savard, commerçant, 581, Meilleur, Gaston Savard, notaire, 105, rue Lomas, H.-Paul Gobeil, comptable, 176, Bryant, et Édouard Chassé, gérant, 1484, Bowen sud, tous quatre de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Talva inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 19,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Stackpool Enterprises Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Claude Boisvert, 1505 Moore, Laval, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, all three advocates, Denyse Marcoux, 1488 Galt, and Monique Groulx, 1739 Woodland, the latter two secretaries, spinsters, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Stackpool Enterprises Limited", with a capital stock divided into 2,000,000 common shares without par value and 500,000 preferred shares of a par value of \$0.25 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391-o

4114-1970

**Summit Litho Ltd.
Litho Sommet Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: James Taylor, printer, 96 Louis Lacoste, Boucherville, Joyce Larivière, 10731 Henault, Montreal North, Elaine Engelberg, 5774 Léger Avenue, Côte Saint-Luc, both secretaries, spinsters, and Edward D. Desaulniers, executive, 310 Logan Street, Saint-Lambert, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, newspaper publishers, lithographers, engravers, bookbinders, booksellers, type founders and advertising agents, under the name of "Summit Litho Ltd. — Litho Sommet Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

37391-o

3857-1970

Talva inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Savard, trader, 581 Meilleur, Gaston Savard, notary, 105 Lomas Street, H.-Paul Gobeil, accountant, 176 Bryant, and Édouard Chassé, manager, 1484 Bowen South, all four of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Talva inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 19,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o 2535-1970

37391 2535-1970

Tapis Québécois inc.

Tapis Québécois inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 25e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Gilles Lamontagne, gérant, 6965, 8e Avenue est, Charlesbourg, Jean-Paul Gariépy, 395, des Peupliers ouest, et Roland Laverdière, 142, des Chênes ouest, ces deux derniers commerçants, de Québec, pour les objets suivants:

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Lamontagne, manager, 6965, 8th Avenue East, Charlesbourg, Jean-Paul Gariépy, 395 des Peupliers West, and Roland Laverdière, 142 des Chênes West, the latter two traders of Québec, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce de tapis et couvre-planchers, sous le nom de « Tapis Québécois inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

To manufacture and deal in carpets and oil-cloths, under se name of "Tapis Québécois inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 895, rue St-Vallier ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

The head office of the company is at 895 St-Vallier Street West, Québec, judicial district of Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o 2740-1970

37391 2740-1970

Trivil inc.

Trivil inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Pierre Villeneuve, homme d'affaires, 470, boulevard St-Cyrille ouest, Pierre Martin, avocat, 265, des Lilas ouest, tous deux de Québec, et Bernard Paré, avocat stagiaire, 4300, 4e Avenue est, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Villeneuve, businessman, 470 St-Cyrille Boulevard West, Pierre Martin, advocate, 265 des Lilas West, both of Québec, and Bernard Paré, articulated lawyer, 4300, 4th Avenue East, Charlesbourg, for the following purposes:

Agir comme agence de personnel dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Trivil inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

To act as a personnel agency in all its specialties, under the name of "Trivil inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 764, St-Joseph est, Québec, district judiciaire de Québec.

The head office of the company is at 764 St-Joseph East, Québec, judicial district of Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o 3830-1970

37391 3830-1970

Turf Master Corporation Inc.

Turf Master Corporation Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Marcel Turgeon, avocat, 42, de l'Hôpital, Loretteville, Élisabeth Poulin, secrétaire, fille majeure, 580, St-Cyrille ouest, Québec, et Jean Côté, journaliste, 31, Cavanagh, Repentigny, pour les objets suivants:

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Turgeon, advocate, 42 de l'Hôpital, Loretteville, Élisabeth Poulin, secretary, spinster of the full age of majority, 580 St-Cyrille West, Québec, and Jean Côté, journalist, 31 Cavanagh, Repentigny, for the following purposes:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Turf Master Corporation Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

To carry on business as publishers, printers, engravers, bookbinders and other similar businesses, under the name of "Turf Master Corporation Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 580, St-Cyrille ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-o 3986-1970

Bernard Turgeon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Irwin Miller, 3050, Brighton, Montréal, Abraham Gurman, 80, Holtham Road, Hampstead, et Stephen Marcovitch, 260, Alexis-Nihon, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de systèmes contre la poussière, pour la purification et l'assainissement de l'air, sous le nom de « Bernard Turgeon inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391-o 4071-1970

Tynevale Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de juin 1970, constituant en corporation: Irving Halperin, 5609, chemin de la Reine-Marie, Hampstead, Daniel Morris, 6165, avenue Notre-Dame-de-Grâce, tous deux avocats, Georgette Lavoie, fille majeure, 2860, avenue Granby, tous deux de Montréal, et Madeleine Mueller, épouse de Julian Huyen, 2345, Bord-du-Lac, Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Tynevale Construction Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6201, avenue de la Côte Saint-Luc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391 2946-1970

Unitronics Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Kenneth Harris, spécialiste en électronique, Barbara Powell, ménagère, épouse dudit Kenneth Harris, tous deux de 539, Patricia, Greenfield Park, et Lawrence Diner, avocat, 4085 Harvard, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des tubes, dispositifs et tous accessoires électroniques, en faire le commerce, sous le nom de « Unitronics Limited », avec un

The head office of the company is at 580 St-Cyrille West, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

37391 3986-1970

Bernard Turgeon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irwin Miller, 3050 Brighton, Montreal, Abraham Gurman, 80 Holtham Road, Hampstead, and Stephen Marcovitch, 260 Alexis-Nihon, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in dust prevention, air-purifying and cleansing systems, under the name of "Bernard Turgeon inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

37391 4071-1970

Tynevale Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, Daniel Morris, 6165 Notre-Dame-de-Grâce Avenue, both advocates, Georgette Lavoie, fille majeure, 2860 Granby Avenue, both of Montreal, and Madeleine Mueller, wife of Julian Huyen, 2345 Bord-du-Lac, Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Tynevale Construction Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 6201 Côte St-Luc Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

37391-o 2946-1970

Unitronics Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Kenneth Harris, electronics specialist, Barbara Powell, housewife, wife of the said Kenneth Harris, both of 539 Patricia, Greenfield Park, and Lawrence Diner, advocate, 4085 Harvard, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in electronic tubes, devices and all accessories, under the name of "Unitronics Limited", with a total capital stock

capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391 4132-1970

Von Glasow Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Peter R.D. MacKell, 3470, Stanley, James G. Wright, 3164, The Boulevard, tous deux de Montréal, et Michael P. Carroll, 254, avenue Metcalfe, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de construction, sous le nom de « Von Glasow Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sutton, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391 2976-1970

M. Yamada Enterprises Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Moe Moscovitch, 6077, Wilderton, J. Roy Hoffman, 5615, Pinedale, tous deux de Montréal, et Michael Marchand, 5791, Melling, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires dans la construction, l'entretien, l'amélioration ou la réparation d'édifices et de maisons, sous le nom de « M. Yamada Enterprises Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8937, rue Saint-Urbain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391 3019-1970

**Zercam Productions Limited
Les productions Zercam limitée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Donald Newton Byers, 604 avenue Clarke, Paul Frederick Dingle, 528, avenue Mount Pleasant, tous deux de Westmount, et Frederick William Benn, 3300, Glencoe, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

S'établir photographes et faire la reproduction de photos; s'établir artistes et graphistes, sous le nom de « Zercam Productions Limited — Les productions Zercam limitée », avec un capital

of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o 4132-1970

Von Glasow Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Peter R.D. MacKell, 3470 Stanley, James G. Wright, 3164 The Boulevard, both of Montreal, and Michael P. Carroll, 254 Metcalfe Avenue, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Von Glasow Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Sutton, judicial district of Bedford.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o 2976-1970

M. Yamada Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Moe Moscovitch, 6077 Wilderton, J. Roy Hoffman, 5615 Pinedale, both of Montreal, and Michael Marchand, 5791 Melling, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

Building or household construction, maintenance, improvement or repair, under the name of "M. Yamada Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 8937 St. Urbain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o 3019-1970

**Zercam Productions Limited
Les productions Zercam limitée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Donald Newton Byers, 604 Clarke Avenue, Paul Frederick Dingle, 528 Mount Pleasant Avenue, both of Westmount, and Frederick William Benn, 3300 Glencoe, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of photographers and reproducers of pictures and to act as artists and commercial artists, under the name of "Zercam Productions Limited — Les productions Zercam

divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

37391

3998-1970

limited", with a capital stock divided into 4,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37391-o

3998-1970

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Centre Paroissial Ste-Jeanne d'Arc

Avis est donné qu'en vertu de l'article 19 du chapitre 304 des Statuts refondus de Québec, 1964, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 19 octobre 1970, à la corporation « Centre Paroissial Ste-Jeanne d'Arc », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37411-o

9-63

Centre Paroissial Ste-Jeanne d'Arc

Notice is given that in accordance with section 19 of Chapter 304 of the Revised Statutes of Québec, 1964, the Lieutenant-Governor of the Province granted supplementary letters patent on October 19, 1970 to the corporation "Centre Paroissial Ste-Jeanne d'Arc", modifying the provisions of its letters patent.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37411

9-63

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 4217

Québec, le 11 novembre 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au règlement adopté en vertu de la Loi de l'Habitation familiale (1964 S.R.Q., chapitre 110 et amendements).

ATTENDU qu'en vertu de l'article 75 de sa Loi, la Société d'habitation du Québec est chargée de l'exécution de la Loi de l'Habitation familiale;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 12 de la Loi de l'Habitation familiale, la Société peut faire des règlements pour déterminer les conditions auxquelles les avantages de cette loi sont accordés;

ATTENDU que ces règlements doivent recevoir l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et être publiés dans la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU que la Société a, par son règlement numéro 7, modifié le règlement concernant l'application de la Loi de l'Habitation familiale pour prévoir que les conditions d'éligibilité doivent être acceptables à la Société et pour prévoir que les projets d'habitation en copropriété approuvés par ladite Société rendent ses propriétaires éligibles aux avantages de ladite Loi de l'Habitation familiale;

ATTENDU qu'il y a lieu d'approuver ce règlement numéro 7 de la Société d'habitation du Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre des Affaires municipales, ce qui suit:

Le règlement numéro 7 de la Société d'habitation du Québec, modifiant le règlement concernant l'application de la Loi de l'Habitation familiale, est approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Order in Council Executive Council Chamber

Number 4217

Québec, November 11, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the regulation adopted pursuant to the Family Housing Act (1964, R.S.Q., Chapter 110 and amendments).

WHEREAS pursuant to article 75 of its Act, the Québec Housing Corporation is entrusted with the carrying out of the Family Housing Act;

WHEREAS pursuant to article 12 of the Family Housing Act, the Corporation may make regulations to determine the conditions upon which the advantages of this Act are granted;

WHEREAS these regulations must be approved by the Lieutenant-Governor in Council and be published in the *Québec Official Gazette*.

WHEREAS the Corporation has, by its regulation number 7, amended the regulation concerning the application of the Family Housing Act in order that the conditions of admissibility be acceptable to the Corporation and in order that the joint ownership housing projects approved by the said Corporation render its proprietors admissible for the advantages of the said Family Housing Act;

WHEREAS it is expedient to approve this regulation number 7 of the Québec Housing Corporation.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Municipal Affairs, that follow:

Regulation number 7 of the Québec Housing Corporation amending the regulation concerning the application of the Family Housing Act, is approved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL D'UNE
ASSEMBLÉE DE LA SOCIÉTÉ
D'HABITATION DU QUÉBEC

Assemblée du 24 septembre 1970

Résolution numéro 3325

Règlement numéro 7 — Modification au Règlement concernant l'application de la Loi de l'Habitation familiale.

ATTENDU QUE la Société peut faire des règlements pour déterminer les conditions auxquelles les avantages de la Loi de l'Habitation familiale sont accordées;

ATTENDU qu'il y a lieu de modifier le règlement concernant l'application de la Loi de l'Habitation familiale pour prévoir son application aux habitations en copropriété et faciliter l'approbation d'unités unifamiliales, bifamiliales, en rangée et autres;

EN CONSÉQUENCE, il est résolu qu'un règlement portant le numéro 7, soit adopté; et qu'il soit statué et décrété par ce règlement ce qui suit:

1. Le paragraphe *b*) de l'article 2 de la Section II dudit règlement est remplacé par le suivant:

« *b*) l'expression « habitation nouvelle » s'applique:

i. à une maison d'habitation unifamiliale ou bifamiliale isolée ou jumelée, dont la construction a été commencée après le premier juin 1966;

ii. à une habitation en rangée commencée après le premier juin 1966, préalablement approuvée conformément aux règlements alors en vigueur;

iii. aux habitations comprises dans un projet de cinq unités d'habitation ou plus commencé après le deux mai 1970;

iv. aux habitations en copropriété construites après le quinze janvier 1948. »

2. Le dernier alinéa de l'article 3 de la Section III dudit règlement est remplacé par le suivant:

« Les dispositions concernant l'éligibilité s'appliquent à toutes les maisons dont la construction a été commencée après le trente septembre 1967 et aux habitations en copropriété. »

3. Le paragraphe *c*) de l'article 5 de la Section IV dudit règlement est remplacé par le suivant:

« La somme des prêts ainsi obtenus ne doit pas excéder \$14,000 pour les maisons unifamiliales isolées, jumelées, en rangée ou en copropriété, et \$20,000 pour les maisons bifamiliales isolées ou jumelées. »

4. Le paragraphe *d*) de l'article 5 de la Section IV dudit règlement est remplacé par le suivant:

« Le coût de construction ou le prix d'acquisition de la nouvelle habitation, y compris le coût du terrain ou autres améliorations, ne doit pas dépasser \$17,000 pour les maisons unifamiliales, isolées, jumelées, en rangée ou en copropriété, et \$25,000 pour les maisons bifamiliales isolées ou jumelées. »

5. L'article 8 de la Section V dudit règlement modifié par le règlement numéro 3 du 17 février 1968, est remplacé par le suivant:

« 8. Pour toute construction commencée après le deuxième jour de mai mil neuf cent soixante-dix, le terrain, la construction, les matériaux, les plans et la localisation de toute habitation nouvelle doivent être acceptables à la Société. »

6. L'article 10 de la Section V dudit règlement, modifié par le règlement numéro 3 du 17 février 1968 et par le règlement numéro 6 du 2 mai 1970,

EXTRACT FROM THE MINUTES OF
A MEETING OF THE QUÉBEC
HOUSING CORPORATION

Meeting of September 24, 1970

Resolution number 3325

Regulation number 7 — Amendments to the regulation concerning the application of the Family Housing Act.

WHEREAS the Corporation may make regulations to determine the conditions upon which the advantages of the Family Housing Act are granted;

WHEREAS it is expedient to amend the regulation concerning the application of the Family Housing Act to provide for its application to joint ownership dwellings and facilitate the approval of one family, two family dwelling units, in rows and otherwise;

THEREFORE, it is resolved that a regulation bearing number 7 be adopted; and that the following be statuted and decreed by this regulation:

1. Paragraph *b*) of article 2 of section II of the said regulation is replaced by the following:

“(b) the expression “new dwelling” applies:

i. to a one family or two family isolated or duplex dwelling, the construction of which was started after the first day of June, 1966;

ii. to a dwelling in rows started after the first day of June, 1966, approved beforehand in conformity with the regulations at that time in force;

iii. to dwellings included in a five dwelling or more housing project unit started after the second day of May, 1970;

iv. to joint ownership dwellings built after the fifteenth day of January, 1948.”

2. The last paragraph of article 3 of Section III of the said regulation is replaced by the following:

“The provisions concerning admissibility apply to all houses the construction of which was started after the thirtieth day of September, 1967, and to joint ownership dwellings.”

3. Paragraph *c*) of article 5 of Section IV of the said regulation is replaced by the following:

“The sum of the loans thus obtained must not exceed \$14,000 for one family isolated, duplex houses, in rows or joint ownership houses, and \$20,000 for two family isolated or duplex houses.”

4. Paragraph *d*) of article 5 of Section IV of the said regulation is replaced by the following:

“The cost of construction or the acquisition price of the new dwelling, including the cost of the land and other improvements, must not pass \$17,000 for one family, isolated, duplex, houses, in rows or joint ownership houses, and \$25,000 for two family isolated or duplex houses.”

5. Article 8 of Section V of the said regulation amended by regulation number 3 of February 17, 1968, is replaced by the following:

“8. For any constructions started after the second day of May, one thousand nine hundred and seventy, the lands, constructions, materials, projects and localities of all new dwellings must be acceptable to the Corporation.”

6. Article 10 of Section V of the said regulation amended by regulation number 3 of February 17, 1968 and by regulation number 6 of May 2, 1970,

est de nouveau modifié en abrogeant le premier et le dernier alinéa.

7. Ledit règlement est modifié en insérant, après l'article 10, la section suivante:

SECTION Va

Dispositions concernant l'habitation en copropriété.

10 a) Tout projet d'habitation en copropriété mis en chantier depuis le deux mai 1970, doit pour rendre les acquéreurs éligibles aux bénéfices de la Loi:

1. être au préalable approuvé par la Société d'habitation du Québec;

2. ne comprendre aucun logement au sous-sol pour fin de vente;

3. compter, pour 50% des logements au moins deux (2) chambres à coucher fermées. Les logements à une seule pièce ou ne comprenant qu'une seule chambre à coucher fermée ne rendent pas les propriétaires éligibles aux bénéfices de la Loi.

Toutefois, la Société d'habitation du Québec peut reconnaître certaines personnes éligibles aux bénéfices de la Loi demeurant dans un appartement d'une seule pièce ou ne comprenant qu'une seule chambre à coucher fermée dans des cas tels que personnes âgées, veuves.

10 b) Les habitations en copropriété construites entre le quinze janvier 1948 et le deux mai 1970, doivent satisfaire à toutes les conditions déterminées à l'article 10 a). Toutefois, un tel projet, quoique comportant un ou des logements au sous-sol pour fin de vente, peut être accepté et les propriétaires éligibles aux bénéfices de la Loi, sauf ceux des logements au sous-sol.

10 c) L'éligibilité de tout bénéficiaire devra être vérifiée et établie à tous les cinq ans et son éligibilité devra rencontrer les conditions alors en vigueur sous peine de déchéance.

Daté le 16 octobre 1970.

Certifié copie conforme.

37393-0

Le secrétaire,
CONRAD DELISLE.

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 4168

Québec, le 11 novembre 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'adoption du règlement numéro cinq (5) de la Commission de Police du Québec relatif aux uniformes et insignes qui peuvent être portés par les policiers municipaux.

ATTENDU QUE la Commission de Police du Québec peut, par règlement, déterminer les caractéristiques des uniformes et insignes qui peuvent être portés par les policiers municipaux suivant l'alinéa c de l'article 17 de la Loi de Police (chapitre 17 des lois de 1968);

ATTENDU QU'il est opportun de déterminer les caractéristiques des uniformes et insignes qui peuvent être portés par les policiers municipaux;

ATTENDU QUE les règlements de la Commission de Police sont subordonnés à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre de la Justice:

QUE sous l'autorité de l'article 18 de la Loi de Police, le règlement numéro cinq (5) relatif aux uniformes et insignes qui peuvent être portés par

is again amended by abrogating the first and last paragraphs.

7. The said regulation is amended by adding after article 10, the following section:

SECTION Va

Provisions concerning joint ownership dwellings.

10(a) All joint ownership housing projects lay out since the second day of May, 1970, must, to render the purchasers admissible for the benefits of the Act:

1. beforehand be approved by the Québec Housing Corporation;

2. not include an apartment in the basement for selling purposes;

3. include, for 50% of the apartments at least two (2) closed bedrooms. Single room apartments or apartments including a single closed bedroom do not render the proprietors admissible for the benefits of the Act.

However, the Québec Housing Corporation may acknowledge the admissibility of certain people for the benefits of the Act, residing in a single room apartment or including a single closed bedroom, in such cases as for the aged and widows.

10(b) Joint ownership dwellings built between the fifteenth day of January, 1948 and the second day of May, 1970, must answer to all the conditions decided upon in article 10 (a). However, such a project, although it may include one or several apartments in the basement for selling purposes, may be accepted and the proprietors admissible for the benefits of the Act, save those residing in the basement apartments.

10(c) The admissibility of any beneficiary shall be verified and established every five years and his admissibility shall have to meet the conditions then in force under pain of forfeiture.

Dated on October 16, 1970.

Certified true copy.

37393

CONRAD DELISLE,
Secretary.

Order in Council Executive Council Chamber

Number 4168

Québec, November 11, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the passing of by-law number five (5) of the Québec Police Commission relating to the uniforms and badges which may be worn by municipal policemen.

WHEREAS the Québec Police Commission may, by by-law, determine the characteristics of the uniforms and badges which may be worn by municipal policemen in accordance with paragraph c of section 17 of the Police Act (chapter 17 of the statutes of 1968);

WHEREAS it is expedient to determine the characteristics of the uniforms and badges which may be worn by municipal policemen;

WHEREAS the by-laws of the Police Commission are subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT under the authority of section 18 of the Police Act, by-law number five (5) relating to the uniforms and badges which may be worn

les policiers municipaux soit adopté et entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement numéro 5

RELATIF AUX UNIFORMES DES CORPS DE POLICE
MUNICIPAUX

La Commission de Police du Québec, en exécution des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi de Police, décrète ce qui suit:

1° Le présent règlement est connu sous le nom de « Règlement numéro 5 » relatif aux uniformes des corps de police municipaux.

2° Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:

a) Corps de police municipal:

Tout corps de police établi par une ou plusieurs corporations municipales ou par le Conseil d'une communauté urbaine ou régionale.

b) Officier:

Tous les membres d'un corps de police ayant le grade de lieutenant ou un grade supérieur à celui de lieutenant.

c) Sous-officier:

Tous les membres d'un corps de police qui ont un grade autre que celui attribué aux officiers.

d) Constable:

Tout membre d'un corps de police n'ayant aucun grade particulier mais ne comprenant pas l'aspirant-policier et le cadet.

e) Aspirant-policier:

Tout membre d'un corps de police municipal qui n'a pas encore complété sa période d'entraînement et de probation.

f) Cadet:

Toute personne qui n'a pas encore complété sa période d'entraînement et de probation dans un corps de police et qui n'a pas atteint l'âge prescrit par les règlements de la Commission de Police du Québec pour devenir constable dans un corps de police municipal.

g) Uniforme:

La tenue vestimentaire des membres d'un corps de police.

h) Insigne de corps:

Les insignes servant à identifier un corps de police.

i) BNQ:

Le Bureau de Normalisation du Québec du ministère de l'Industrie et du Commerce.

3° Les officiers, sous-officiers et policiers de sexe masculin doivent, selon le cas, revêtir, dans l'exercice de leurs fonctions, l'uniforme réglementaire ci-après décrit à moins qu'il ne s'agisse de l'accomplissement d'un travail dans une section spécialisée mentionnée à l'article 6 du présent règlement.

De plus, le directeur d'un corps de police, selon qu'il le jugera à propos, pourra décréter que l'exercice de certaines fonctions ou l'accomplissement de certaines tâches par les membres d'un corps de police se fera sans le port de l'uniforme.

by municipal policemen be passed and come into force on the day of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

By-law number 5

RELATING TO THE UNIFORMS OF THE MUNICIPAL
POLICE FORCES

The Québec Police Commission, in the carrying out of the powers conferred upon it by the Police Act, enacts as follows:

1. This by-law is known as "By-law number 5" relating to the uniforms of municipal police forces.

2. In this by-law, unless the context indicates a different meaning, the following expressions and words mean:

(a) Municipal Police Force:

Any police force established by one or more municipal corporations or by the Council of an urban or regional community.

(b) Officer:

All the members of a police force having the rank of lieutenant or a higher rank than that of lieutenant.

(c) Junior officer:

All the members of a police force who have a rank other than that assigned to officers.

(d) Constable:

Any member of a police force who has no particular rank but not including a police candidate and a cadet.

(e) Police candidate:

Any member of a municipal police force who has not yet completed his training and probation period.

(f) Cadet:

Any person who has not yet completed his training and probation period in a police force and who has not reached the age prescribed by the regulations of the Québec Police Commission to become a constable in a municipal police force.

(g) Uniform:

The dress uniform of the members of any police force.

(h) Badges of the police forces:

The badges used to identify a police force.

(i) BNQ:

The Québec Normalization Bureau of the Department of Industry and Commerce.

3. The officers, junior officers and policemen of the masculine sex must, as the case may be, wear, in the performance of their duties, the regulation uniform hereinafter described except when they do work in a specialized section mentioned in section 6 of this by-law.

Moreover, the Director of a police force, as he sees fit, may order that the performance of certain duties or the carrying out of certain tasks by the members of a police force will be done without wearing the uniform.

4° L'uniforme réglementaire pour les membres des corps de police est le suivant:

A) LA TUNIQUE:

a) Pour les officiers:

La tunique est munie de deux poches de poitrine extérieures et de deux poches soufflet de chaque côté en bas de la ceinture, le tout tel que plus amplement décrit dans la spécification numéro 7411-145 du BNQ, et doit être fabriquée conformément à ladite spécification numéro 7411-145 du BNQ et tel qu'il appert aux dessins numéros 1, 2, 3 et 4 de ladite spécification.

b) Pour les sous-officiers, constables, aspirants-policiers et cadets:

La tunique est munie de deux poches de poitrine extérieures et de deux poches latérales en bas de la ceinture et munie de plis soufflet de chaque côté du dos, le tout tel que plus amplement décrit dans la spécification numéro 7411-146 du BNQ, et doit être fabriquée conformément à ladite spécification numéro 7411-146 du BNQ et tel qu'il appert aux dessins numéros 1, 2, 3 et 4 de ladite spécification.

B) LE PANTALON:

a) Pour les officiers:

Le pantalon doit être fabriqué conformément à la spécification numéro 7411-125 du BNQ et tel qu'il appert au dessin numéro 1 de ladite spécification.

b) Pour les sous-officiers, constables, aspirants-policiers et cadets:

Le pantalon muni d'un liséré bleu « Québec » à la couture extérieure de chaque côté du pantalon doit être fabriqué conformément à la spécification numéro 7411-126 du BNQ et tel qu'il appert au dessin numéro 1 accompagnant ladite spécification.

La couleur du liséré sera conforme à la spécification numéro 9901-901 du BNQ.

C) TISSU:

a) Pour la saison chaude:

La tunique facultative et le pantalon obligatoire pour tous les membres d'un corps de police sont fabriqués d'un tissu tropical de fibres de laine et de polyester, le tout tel que plus amplement décrit à la spécification numéro 7045-571 du BNQ.

b) Pour la saison froide:

La tunique et le pantalon pour tous les membres d'un corps de police sont confectionnés d'un tissu croisé en serge de fibres polyester et de laine, le tout tel que plus amplement décrit à la spécification numéro 7045-550 du BNQ.

c) Couleur des tissus:

Les tissus doivent être de couleur bleu marin conforme à l'échantillon émis par le BNQ.

d) Uniforme pour la saison chaude:

Le pantalon fabriqué du tissu tropical ci-haut décrit fait partie de l'uniforme réglementaire pour la saison chaude et est obligatoire pour tous les membres d'un corps de police, mais la tunique fabriquée du tissu tropical ci-haut décrit pour la saison chaude est facultative dans chaque corps de police.

4. The regulation uniform for the members of the police forces shall be the following:

(A) THE TUNIC:

(a) For officers:

The tunic has two outside chest pockets and two gusset pockets on each side below the belt, the whole as more fully described in specification number 7411-145 of the BNQ, and must be made in accordance with the said specification number 7411-145 of the BNQ and as it appears in designs numbers 1, 2, 3 and 4 of the said specification.

(b) For junior officers, constables, police candidates and cadets:

The tunic has two outside breast pockets and two side pockets below the belt with gusset pleats on each side of the back, the whole as more fully described in specification number 7411-146 of the BNQ, and must be made in accordance with the said specification number 7411-146 of the BNQ and as it appears in designs numbers 1, 2, 3 and 4 of the said specification.

(B) TROUSERS:

(a) For officers:

The trousers must be made in accordance with specification number 7411-125 of the BNQ and as it appears in design number 1 of the said specification.

(b) For junior officers, constables, police candidates and cadets:

The trousers with a "Québec" blue strip on the outside seam of each side of the trousers must be made in accordance with specification number 7411-126 of the BNQ and as it appears in design number 1 accompanying the said specification.

The colour of the strip is in accordance with specification number 9901-901 of the BNQ.

(C) FABRIC:

(a) For the summer season:

The optional tunic and the compulsory trousers for all members of a police force are made of tropical fabric consisting of wool and polyester fibre, the whole as is more fully described in specification number 7045-571 of the BNQ.

(b) For the winter season:

The tunic and trousers for all members of a police force are made of twilled serge fabric consisting of polyester and wool fibre, the whole as is more fully described in specification number 7045-550 of the BNQ.

(c) Colour of fabric:

The fabric must be navy blue in colour in accordance with the sample furnished by the BNQ.

(d) Uniform for the summer season:

The trousers made of the tropical fabric above described forms part of the regulation uniform for the summer season and is compulsory for all members of a police force, but the tunic made of the tropical fabric above described is optional for the summer season for each police force.

D) BOUCLE POUR CEINTURE DE TUNIQUE FABRIQUÉE DE TISSU POUR TOUS LES MEMBRES D'UN CORPS DE POLICE:

La boucle doit être de forme rectangulaire et être munie de deux ardillons et avoir un fini brillant de couleur jaune semblable à celui des boutons de la tunique, le tout tel que plus amplement décrit dans la spécification numéro 7940-810 du BNQ.

E) CEINTURE DE CUIR:

Deux ceintures de cuir noir font partie de l'uniforme réglementaire pour tous les membres d'un corps de police.

L'une d'une largeur de un pouce et trois-quarts ($1\frac{3}{4}$) est utilisée pour porter le pantalon alors qu'un membre d'un corps de police porte la tunique.

L'autre d'une largeur de deux pouces et un quart ($2\frac{1}{4}$) est utilisée pour porter le pantalon et y suspendre les accessoires lorsqu'un membre d'un corps de police ne porte pas la tunique.

Lorsqu'un membre d'un corps de police porte la tunique, cette ceinture plus large est portée à l'extérieur de la tunique pour y suspendre les accessoires.

Les boucles de ces ceintures sont fabriquées conformément à la spécification numéro 7940-815 du BNQ.

Ces ceintures sont fabriquées suivant la spécification numéro 7453-105 du BNQ.

F) KÉPI D'ÉTÉ:

a) *Pour tous les membres d'un corps de police:*

Le képi d'été muni d'une visière est fabriqué d'un tissu de base bleu et la couronne est bordée d'une nervure bleue, le tout conformément à la spécification numéro 7456-101 du BNQ et tel qu'il appert aux dessins numéros 1, 2, 3, 4 et 5 de ladite spécification.

G) KÉPI D'HIVER:

a) *Pour tous les membres d'un corps de police:*

Le képi d'hiver muni d'une visière est fabriqué d'un tissu de base bleu et la couronne est bordée d'une nervure bleue, le tout conformément à la spécification numéro 7456-102 du BNQ et tel qu'il appert aux dessins numéros 1, 2, 3, 4 et 5 de ladite spécification.

H) CHEMISE:

Pour tous les membres du corps de police, la chemise est fabriquée d'un tissu de couleur bleue conforme à la spécification numéro 7031-272 du BNQ.

Cette chemise munie de deux poches de poitrine doit être fabriquée conformément à la spécification numéro 7455-116 du BNQ et tel qu'il appert aux dessins numéros 1, 2, 3, 4 et 5 de ladite spécification.

I) CRAVATE:

La cravate à noeud tout fait est nouée de façon permanente et doit être fabriquée conformément à la spécification numéro 7454-104 du BNQ et tel qu'il appert au dessin numéro 1 accompagnant ladite spécification.

Cette cravate est de couleur bleue et fabriquée du tissu décrit à ladite spécification.

Des échantillons du tissu sont conservés au BNQ.

(D) BUCKLE FOR TUNIC BELT MADE OF A MATERIAL FOR ALL MEMBERS OF A POLICE FORCE:

The buckle must be rectangular in shape and be provided with two catches and have a shiny yellow finish similar to that of the tunic buttons, the whole as is more fully described in specification number 7940-810 of the BNQ.

(E) LEATHER BELT:

Two black leather belts form part of the regulation uniform for all members of a police force.

One having a width of one and three-quarter inches ($1\frac{3}{4}$) is used to support the trousers when a member of a police force wears the tunic.

The other having a width of two and one-quarter ($2\frac{1}{4}$) inches is used to support the trousers and to suspend the accessories thereof when a member of a police force does not wear the tunic.

When a member of a police force wears the tunic, such larger belt is worn over the tunic to suspend the accessories thereof.

The buckles of such belts are made in accordance with specification number 7940-815 of the BNQ.

Such belts are made in accordance with specification number 7453-105 of the BNQ.

(F) SUMMER KEPÍ:

(a) *For all members of a police force:*

The summer kepi provided with a visor is made of basic blue fabric and the crown is bordered with blue braiding, the whole in accordance with specification number 7456-101 of the BNQ and as it appears in designs numbers 1, 2, 3, 4 and 5 of the said specification.

(G) WINTER KEPÍ:

(a) *For all members of a police force:*

The winter kepi provided with a visor is made of basic blue fabric and the crown is bordered with blue braiding, the whole in accordance with specification number 7456-102 of the BNQ and as it appears in designs numbers 1, 2, 3, 4 and 5 of the said specification.

(H) SHIRT:

For all members of a police force, the shirt is made of a blue coloured fabric in accordance with specification number 7031-272 of the BNQ.

Such shirt provided with two breast pockets must be made in accordance with specification number 7455-116 of the BNQ and as it appears in designs numbers 1, 2, 3, 4 and 5 of the said specification.

(I) NECKTIE:

The necktie with a permanent knot must be made in accordance with specification number 7454-104 of the BNQ and as it appears in design number 1 accompanying the said specification.

Such necktie is blue in colour and made with the fabric described in the said specification.

Samples of the fabric are kept at the BNQ.

J) PALETOT:**A. Paletot trois saisons:***a) Pour les officiers:*

Le paletot est fait d'un tissu de base de couleur bleue, de coupe semi-ajustée, fabriqué conformément à la spécification numéro 7412-215 du BNQ.

b) Pour les sous-officiers, constables, aspirants-policiers et cadets:

Le paletot fait d'un tissu de base bleu marin imperméable est muni d'une doublure en piqué amovible et doit être fabriqué conformément à la spécification numéro 7412-145 du BNQ.

B. Paletot saison chaude:*a) Pour les officiers:*

Le paletot fait d'un tissu de base en gabardine bleu marin, de coupe ample, doit être fabriqué conformément à la spécification numéro 7412-145 du BNQ.

b) Pour les sous-officiers, constables, aspirants-policiers et cadets:

Le paletot imperméable est réversible et offre d'un côté une surface imperméable de couleur noire et de l'autre une surface imperméable de couleur orange fluorescent, et doit être fabriqué conformément à la spécification numéro 7413-171 du BNQ.

C. Pour le plus grand confort des officiers engagés dans l'opération, ces derniers pourront, suivant ce qui sera décidé par le directeur de chaque corps de police, revêtir, selon la saison, les paletots ci-haut décrits pour les sous-officiers, constables, aspirants-policiers et cadets.

K) LES BOUTONS:

Les boutons de diverses grandeur utilisés sur la tunique, les paletots trois saisons et le képi doivent être fabriqués conformément à la spécification numéro 7940-235 du BNQ et tel qu'il appert au dessin numéro 1 accompagnant ladite spécification.

Chaque bouton porte en relief la fleur de lys (pointillés et avec nervure) et ainsi que le mot « Québec » au centre, et le mot « Police » est inscrit au bas du bouton et centré, le tout tel qu'il appert au dessin numéro 1 de la spécification numéro 7940-235 du BNQ.

L) SOULIER:

Le soulier est fabriqué de cuir de veau (veal skin) de première qualité présentant un fini lisse et brillant de couleur noire, le tout conformément à la spécification numéro 7511-126 du BNQ et tel qu'il appert aux dessins numéros 1, 2 et 3 de ladite spécification.

M) BOTINE:

La bottine est fabriquée de cuir de veau (veal skin) de première qualité présentant un fini lisse et brillant de couleur noire, le tout conformément à la spécification numéro 7511-220 du BNQ et tel qu'il appert aux dessins numéros 1, 2 et 3 de ladite spécification.

N) CHAUSSETTE:*a) Pour la saison chaude:*

Ce vêtement est fabriqué d'un tissu irrétrécissable de couleur noire, le tout tel que plus amplement décrit à la spécification numéro 7451-311 du BNQ.

(J) OVERCOAT;**A. Three season overcoat:***(a) For officers:*

The overcoat is made of basic blue fabric, with a semi-fitted cut in accordance with specification number 7412-215 of the BNQ.

(b) For junior officers, constables, police candidates and cadets:

The overcoat made of waterproof basic navy blue fabric has a removable quilted lining and must be made in accordance with specification number 7412-145 of the BNQ.

B. Summer season coat:*(a) For officers:*

The coat made of basic navy blue gabardine fabric with a loose cut, must be made in accordance with specification number 7412-145 of the BNQ.

(b) For junior officers, constables, police candidates and cadets:

The waterproof coat is reversible and has black waterproof fabric on one side and fluorescent orange fabric on the other, and must be made in accordance with specification number 7413-171 of the BNQ.

C. For the greater comfort of the officers on duty, they may, depending on what may be decided by the director of each police force, wear, according to season, the above-described overcoats or coats of the junior officers, constables, police candidates and cadets.

(K) BUTTONS:

The buttons of various sizes used on tunics, three season overcoats and kepis must be made in accordance with specification number 7940-235 of the BNQ as it appears in design number accompanying the said specification.

Each button has in relief a "fleur-de-lys" (stippled with nervure) and the word "Québec" in the center and the word "Police" centered in the lower part, the whole as it appears in design number 1 of specification number 7940-235 of the BNQ.

(L) SHOES:

The shoes are made of first quality veal skin with a smooth and glossy black finish, the whole in accordance with specification number 7511-126 of the BNQ and as it appears in designs numbers 1, 2 and 3 of the said specification.

(M) BOOTS:

The boots are made of first quality veal skin with a smooth and glossy black finish the whole in accordance with specification number 7511-220 of the BNQ and as it appears in designs numbers 1, 2 and 3 of the said specification.

(N) SOCKS:*(a) For the summer season:*

This article of clothing is made of unshrinkable black fabric, the whole as is more fully described in specification number 7451-311 of the BNQ.

b) Pour les saisons froides:

Ce vêtement est fabriqué d'un tissu irrétrécissable de couleur noire, le tout tel que plus amplement décrit à la spécification numéro 7451-315 du BNQ.

O) FOULARD POUR SAISONS FROIDES:

Le foulard est fabriqué de laine de teinte bleu marin conformément à la spécification numéro 7454-221 du BNQ et au dessin numéro 1 de ladite spécification.

P) ACCESSOIRES:

Les accessoires ci-bas décrits font partie de l'uniforme réglementaire des officiers, sous-officiers et policiers et doivent, selon le cas, rencontrer les exigences minimales suivantes, mais le mode de fabrication est laissé à la discrétion de chaque corps de police.

A. Gants:

a) Gants demi-saison:

Ce gant est fabriqué de cuir noir de qualité et muni de boutons pressoirs.

b) Gants d'hiver:

Ce gant est fabriqué de cuir noir de qualité et muni de boutons pressoirs et fourré.

B. Mitaine:

Les mitaines sont fabriquées de cuir noir et doublées de fourrure de mouton ou d'un autre produit analogue.

C. Caoutchouc:

Les caoutchoucs demi-saison sont fabriqués de caoutchouc et nylon de teinte noire et munis d'une languette à l'arrière.

D. Couvre-chaussure:

Les couvre-chaussures sont fabriqués de caoutchouc ou d'un autre produit analogue de teinte noire et munis d'une fermeture éclair.

E. Botte fourrée:

La botte fourrée doit être de teinte noire munie d'une fermeture éclair et d'une languette à l'arrière.

F. Gilet:

Le gilet est fabriqué de laine de teinte bleu marin.

G. Couvre-képi:

Le couvre-képi doit être réversible et offrir d'un côté une surface imperméable de couleur noire et de l'autre une surface imperméable de couleur orange fluorescent. Il doit être fabriqué de façon à recouvrir complètement la couronne sans cependant empiéter sur la bande; il doit adhérer à la couronne et ne pas être trop ample.

H. Gant de nylon:

Ce gant est fabriqué de nylon de teinte blanche. Le port du gant blanc de nylon est facultatif et sera déterminé par le directeur de chaque corps de police.

Q) INSIGNES DE CORPS:

Les insignes pour identifier un corps de police sont les suivants:

A. Insigne cousu aux manches:

a) Pour tous les membres du corps de police:

L'insigne se compose à la partie supérieure d'un demi-cercle de deux pouces et un-quart ($2\frac{1}{4}$) de rayon et à la partie inférieure, d'une pointe dont la hauteur est de un pouce (1").

(b) For the winter season:

This article of clothing is made of unshrinkable black fabric, the whole as is more fully described in specification number 7451-315 of the BNQ.

(O) SCARF FOR THE WINTER SEASON:

The scarf is made of navy blue wool in accordance with specification number 7454-221 of the BNQ and design number 1 of the said specification.

(P) ACCESSORIES:

The accessories hereinafter described form part of the regulation uniform of officers, junior officers and policemen and must, as the case may be, meet the following minimum requirements — but the type of manufacture is left to the discretion of each police force.

A. Gloves:

(a) Mid-season gloves:

These gloves are made of black leather of good quality with snap-fasteners.

(b) Winter gloves:

These gloves are made of black leather of good quality with snap-fasteners and fur lining.

B. Mittens:

The mittens are made of black leather and are lined with sheepskin or any similar material.

C. Rubbers:

Mid-season rubbers are made of black rubber and nylon with a tongue at the back.

D. Overshoes:

The overshoes are made of rubber or any similar black material with a zipper.

E. Fur-lined boots:

The fur-lined boots must be black with a zipper and tongue at the back.

F. Sweater:

The sweater is made of navy blue wool.

G. Kepi-cover:

The kepi-cover must be reversible and have a black waterproof surface on one side and a fluorescent orange surface on the other. It must be made so as to cover all of the crown without however overlapping on the band; it must adhere to the crown and not be too loose.

H. Nylon gloves:

These gloves are made of white nylon. The wearing of white nylon gloves is optional and will be determined by the director of each police force.

(Q) BADGES OF THE POLICE FORCE:

Police forces are identified by the following badges:

A. Badges sewn to sleeves:

(a) For all members of a police force:

The badge consists in its upper portion of a semicircle with a radius of two and one-quarter inches ($2\frac{1}{4}$ ") and in its lower portion of a piece one inch (1") high.

L'insigne doit porter en relief l'identification officielle du Québec (l'emblème à fleur de lys avec le mot « Québec » au centre), le mot « Police » au bas, ainsi que le nom de la ville ou de la municipalité ou du corps de police en arc de cercle au haut.

Un insigne doit être cousu sur chaque manche de la tunique, du paletot et de la chemise, à la hauteur de l'épaule.

Cet insigne est fabriqué suivant la spécification numéro 7940-223 du BNQ et tel qu'il appert au dessin numéro 1 accompagnant ladite spécification.

b) Pour les cadets et aspirants-policiers:

Les cadets et les aspirants-policiers porteront un insigne sur lequel apparaîtra, selon le cas, le mot « cadet » ou le mot « aspirant ».

Cet insigne sera fabriqué du même tissu et sera de la même couleur que l'insigne de corps décrit au paragraphe précédent et sera d'une longueur de trois pouces (3") et d'une largeur de un pouce (1").

Les lettres brodées seront de un-seizième de pouce (1/16") de largeur et de trois-huitième de pouce (3/8") de hauteur et un listel de un-seizième de pouce (1/16") de largeur sera brodé autour de l'insigne, le tout tel que plus amplement décrit à la spécification numéro 7940-223 du BNQ et aux dessins numéros 2 et 3 accompagnant ladite spécification.

Cet insigne doit être cousu sur chaque manche de la tunique, du paletot et de la chemise à un pouce (1") au-dessous de l'insigne de corps décrit au paragraphe précédent.

B. Insigne de képi:

Le képi est muni d'un insigne d'identification du corps de police ou de la municipalité concernée, et les insignes de képi actuellement en usage pourront continuer à être utilisés. Cependant, les dimensions recommandées pour l'insigne de képi sont de deux pouces et trois-quarts (2 3/4") par deux pouces et un-quart (2 1/4"), et toute municipalité ou corps de police désirant adopter un nouvel insigne de képi devra soumettre son projet à l'approbation de la Commission.

5° Pièces additionnelles:

Toute autre pièce d'uniforme non décrite au présent règlement, pouvant être jugée utile ou nécessaire par le directeur d'un corps de police et qui n'est pas incompatible avec les dispositions du présent règlement, pourra être portée par les membres d'un corps de police, à la condition que le port d'une telle pièce soit autorisé dans chaque cas par la Commission de Police.

6° Sections ou escouades spécialisées:

L'uniforme pour les membres des sections ou escouades spécialisées telles, escouade de ski, escouade canine, escouade à cheval, motocycliste, motoneige, circulation ou autres, est laissé à la discrétion de chaque corps de police.

7° L'uniforme décrit au présent règlement est réservé à l'usage exclusif des membres d'un corps de police établi par une ou plusieurs corporations municipales ou par le Conseil d'une Communauté urbaine ou régionale.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, la Commission pourra, sur demande du Conseil de l'Institut de Police du Québec, permettre que l'uniforme décrit au présent règlement soit, en tout ou en partie, porté par les membres du corps professoral de l'Institut, le tout sujet aux conditions qui pourraient être déterminées par la Commission.

The badge must have in relief the official identification of the Province of Québec (the fleur-de-lys emblem with the word "Québec" in the center), the word "Police" in the lower part and the name of the town, municipality or police force in a semi circle in the upper part.

A badge must be sewn on each sleeve of the tunic, overcoat, coat and shirt, at shoulder-level.

Such badge is made in accordance with specification number 7940-223 of the BNQ and as it appears on design number 1 accompanying the said specification.

(b) For cadets and police candidates:

Cadets and police candidates will wear a badge on which the word "cadet" or "candidate", as the case may be, will appear.

Such badge will be made of the same fabric and color as the police force badge described in the preceding paragraph and will be three inches (3") long and one inch (1") wide.

The embroidered letters will be one-sixteenth of an inch (1/16") wide and three-eighths of an inch (3/8") high, and a one sixteenth of an inch (1/16") listed will be embroidered around the badge, the whole as is more fully described in specification number 7940-223 of the BNQ and in designs numbers 2 and 3 accompanying of the said specification.

Such badge must be sewn on each sleeve of the tunic, overcoat, coat and shirt one inch (1") under the police force badge described in the preceding paragraph.

B. Kept badges:

The kepi has an identification badge of the police force or municipality concerned and the kepi badges now used may continue to be used. However, the size recommended for the kepi badge is two and three-quarters inches (2 3/4") by two and one-quarter inches (2 1/4") and any municipality or police force wishing to adopt a new kepi badge must submit its proposed badge for the approval of the Commission.

5. Additional articles:

Any other article of the uniform not described in these by-laws that may be deemed useful or necessary by the director of a police force and which is not inconsistent with the provisions of these regulations, may be worn by the members of a police force provided that the wearing of such article is authorized in each case by the Police Commission.

6. Specialized sections or squads:

The uniform for the members of the specialized sections or squads such as the ski, canine, mounted, motorcycle, snowmobile, traffic or other squads may be left to the discretion of each police force.

7. The uniform described in these by-laws is reserved for the exclusive use of the members of any police force established by one or more municipal corporations or by the council of any urban or regional community.

Notwithstanding the provisions of the preceding paragraph, the Commission may, at the request of the council of the Québec Police Institute, allow any uniform described in these by-law to be worn, in whole or in part, by the members of the teaching staff of the institute, the whole subject to such conditions as are determined by the Commission.

8° Le présent règlement entrera en vigueur trois ans après sa publication dans la *Gazette officielle* et d'ici là, il sera loisible aux divers corps de police de prendre avantage des dispositions du présent règlement au fur et à mesure qu'ils auront des renouvellements d'uniformes à faire.

37426-o

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 4314

Québec, le 18 novembre 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réduction du montant de la rente et du coût des travaux requis payables par Gamache Exploration & Mining Co. Ltd.

ATTENDU QUE la compagnie Gamache Exploration & Mining Co. Ltd. détient quinze (15) permis de recherche pour le pétrole et le gaz naturel, soit les permis portant les numéros 415 à 429 inclusivement émis le 26 mars 1970;

ATTENDU qu'en vertu de l'alinéa « e » de l'article 268 de la Loi des mines (13-14 Elizabeth II, chapitre 34), le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer les conditions des permis de recherche suivant l'article 144 de cette loi;

ATTENDU qu'en vertu dudit article 144, une société constituée en vertu des lois de la province peut faire réduire jusqu'à concurrence de 75% pour la première année et de 50% pour toute année subséquente le montant de la rente et le coût des travaux requis si elle détient au moins cinq (5) permis contigus d'une superficie globale d'au moins 250,000 acres dans les districts électoraux de Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Bonaventure et des Îles de la Madeleine, l'Île d'Anticosti, le territoire d'Abitibi et le Nouveau-Québec;

ATTENDU QUE les permis de recherche précités couvrent une superficie totale de 838,000 acres sur l'Île d'Anticosti.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QUE conformément à l'article 144 de la Loi des mines (13-14 Elizabeth II, chapitre 34), le montant de la rente et le coût des travaux requis soient réduits jusqu'à concurrence de 75% pour la première année et de 50% pour toute année subséquente pour les permis de recherche 415 à 429 inclusivement accordés à Gamache Exploration & Mining Co. Ltd. et couvrant une superficie de 838,000 acres;

QUE ce règlement ait force de loi à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

37427-o

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 4328

Québec, le 18 novembre 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des corrections à l'arrêté en conseil numéro 3921 du 28 octobre 1970 — Modifications au décret relatif à l'industrie du bois ouvré dans la région de Québec.

8. These by-laws shall come into force three years after their publication in the *Québec Official Gazette* and until such time the various police forces may benefit from the provisions of these by-laws to the extent that they will have to renew their uniforms.

37426-o

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 4314

Québec, November 18, 1970.

Present: the Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the reduction in the amount of the rental and the cost of the required work payable by the Gamache Exploration Mining Co. Ltd.

WHEREAS the Gamache Exploration & Mining Co. Ltd. holds fifteen (15) exploration licences for petroleum and natural gas, that is licences bearing numbers 415 to 429 inclusively issued March 26, 1970;

WHEREAS pursuant to paragraph "e" of section 268 of the Mining Act (13-14 Elizabeth II, chapter 34), the Lieutenant-Governor in Council may prescribe conditions respecting exploration licences pursuant to section 144 of this Act;

WHEREAS pursuant to the said section 144, a company incorporated under the laws of the Province may have reduced to the extent of 75% for the first year and 50% for each subsequent year the amount of the rental and the cost of the required work if it holds at least five (5) contiguous licences of a total area of at least 250,000 acres in the electoral districts of Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé-North, Gaspé-South, Bonaventure and the Magdalen Islands, the Island of Anticosti, the territory of Abitibi and New Québec;

WHEREAS the aforementioned exploration licences cover a total area of 838,000 acres on the Island of Anticosti.

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Minister of Natural Resources:

THAT, in accordance with section 144 of the Mining Act (13-14 Elizabeth II, chapter 34), the amount of the rent and the cost of the work required be reduced to the extent of 75% for the first year and 50% for each subsequent year for exploration licences 415 to 429 inclusively granted to the Gamache Exploration & Mining Co. Ltd. and covering an area of 838,000 acres;

THAT this by-law carry force of law from and after the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

37427

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 4328

Québec, November 18, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING corrections to Decree No. 3921 of October 28, 1970, respecting the Woodworking Industry in the Québec region.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE l'arrêté en conseil numéro 3921 du 28 octobre 1970, concernant des modifications au décret numéro 2684 du 28 septembre 1967 et modifications, relatif à l'industrie du bois ouvré dans la région de Québec, soit corrigé de la façon suivante:

1° Le mot « Montmagny » apparaissant à la fin de l'article II (Champ d'application) doit se lire « Montmorency ».

2° Le paragraphe 9.01 de l'article IX (Jours fériés chômés et payés) doit se lire de la façon suivante:

« 9.01 Tout salarié doit recevoir une indemnité égale à une (1) journée de salaire au taux de salaire minimum du présent décret pour les jours fériés suivants: Le premier jour de l'An, le 2 janvier, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour de Noël et le 26 décembre. »

Le greffier du Conseil exécutif,
37478-o JULIEN CHOUINARD.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT Decree No. 3921 of October 28, 1970, concerning amendments to decree No. 2684 of September 28, 1967, and amendments, respecting the Woodworking Industry in the Québec region, be corrected as follows:

1. "Montmagny", at the end of section II (Territorial Jurisdiction) should read "Montmorency".

2° Subsection 9.01 of Section IX (General holidays with pay) should read as follows:

"9.01 Every employee is entitled to one (1) full day's pay, at the present decree's minimum rate, for each of the following general holidays: New Year's Day, January 2nd, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Christmas Day and December 26th."

JULIEN CHOUINARD,
37478-o *Clerk of the Executive Council.*

Compagnies dissoutes

The Recreation and Parks Association of Québec

L'Association de la Récréation et des Parcs du Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « The Recreation and Parks Association of Québec — L'Association de la Récréation et des Parcs du Québec », constituée en corporation le 10 août 1965, à compter du 30 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
37391-o ROCH RIOUX. 2464-65

Association of Food Merchants of Montreal Inc.

Association des Marchands d'Alimentation de Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Association of Food Merchants of Montreal Inc.— Association des Marchands d'Alimentation de Montréal inc. », constituée en corporation le 20 novembre 1967, à compter du 30 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
37391-o ROCH RIOUX. 4761-67

Car Rentals of Québec Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Car Rentals of Québec Ltd. », constituée en corporation le 23 octobre 1963, à compter du 30 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
37391-o ROCH RIOUX. 4852-63

Classy Belt Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

Companies Dissolved

The Recreation and Parks Association of Québec

L'Association de la Récréation et des Parcs du Québec

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "The Recreation and Parks Association of Québec — L'Association de la Récréation et des Parcs du Québec", incorporated on August 10, 1965, on and from November 30, 1970.

ROCH RIOUX,
37391 *Director of the Companies Branch.* 2464-65

Association of Food Merchants of Montreal Inc.

Association des Marchands d'Alimentation de Montréal inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Association of Food Merchants of Montreal Inc.— Association des Marchands d'Alimentation de Montréal inc.", incorporated on November 20, 1967, on and from November 30, 1970.

ROCH RIOUX,
37391 *Director of the Companies Branch.* 4761-67

Car Rentals of Québec Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Car Rentals of Québec Ltd.", incorporated on October 23, 1963, on and from November 30, 1970.

ROCH RIOUX,
37391 *Director of the Companies Branch.* 4852-63

Classy Belt Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions,

de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Classy Belt Inc. », constituée en corporation le 11 octobre 1957, à compter du 30 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37391-0 13263-57

The Commuters Shop Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « The Commuters Shop Inc. », constituée en corporation le 11 août 1961, à compter du 30 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37391-0 13979-61

Crescent Land Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Crescent Land Corp. », constituée en corporation le 23 décembre 1959, à compter du 30 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37391-0 16983-59

Genstar Holdings Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Genstar Holdings Limited », constituée en corporation le 21 octobre 1963, à compter du 30 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37391-0 4069-63

La Vigie

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « La Vigie », constituée en corporation le 6 mars 1959, à compter du 30 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37391-0 11416-59

Les Loisirs de la Vallée de l'Or inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Loisirs de la Vallée de l'Or inc. », constituée en corporation le 20 août 1962, à compter du 30 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37391-0 13440-62

Marwill Realities Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Marwill Realities Inc. », constituée en corporation le 1er juin 1959, à compter du 30 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37391-0 13338-59

Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Classy Belt Inc.", incorporated on October 11, 1957, on and from November 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37391 13263-57

The Commuters Shop Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "The Commuters Shop Inc.", incorporated on August 11, 1961, on and from November 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37391 13979-61

Crescent Land Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Crescent Land Corp.", incorporated on December 23, 1959, on and from November 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37391 16983-59

Genstar Holdings Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Genstar Holdings Limited", incorporated on October 21, 1963, on and from November 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37391 4069-63

La Vigie

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "La Vigie", incorporated on March 6, 1959, on and from November 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37391 11416-59

Les Loisirs de la Vallée de l'Or inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Loisirs de la Vallée de l'Or inc.", incorporated on August 20, 1962, on and from November 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37391 13440-62

Marwill Realities Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Marwill Realities Inc.", incorporated on June 1, 1959, on and from November 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37391 13338-59

Modern Planning Mills Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Modern Planning Mills Inc. », constituée en corporation le 5 décembre 1960, à compter du 30 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37391-o 15336-60

Mountain Holdings Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Mountain Holdings Ltd. », constituée en corporation le 22 avril 1960, à compter du 30 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37391-o 11743-60

Plage La Liberté inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Plage La Liberté inc. », constituée en corporation le 23 avril 1963, à compter du 30 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37391-o 1795-63

Ramapti inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Ramapti inc. », constituée en corporation le 19 novembre 1965, à compter du 30 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37391-o 5112-65

S. Savoie, limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « S. Savoie, limitée », constituée en corporation le 23 décembre 1953, à compter du 30 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37391-o 51634-53

Sherbrooke Demolition Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Sherbrooke Demolition Inc. », constituée en corporation le 12 novembre 1969, à compter du 30 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37391-o 5389-59

Vivian Fashions Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Vivian Fashions Inc. », constituée

Modern Planning Mills Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Modern Planning Mills Inc.", incorporated on December 5, 1960, on and from November 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37391 15336-60

Mountain Holdings Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Mountain Holdings Ltd.", incorporated on April 22, 1960, on and from November 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37391 11743-60

Plage La Liberté inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Plage La Liberté inc.", incorporated on April 23, 1963, on and from November 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37391 1795-63

Ramapti inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Ramapti inc.", incorporated on November 19, 1965, on and from November 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37391 5112-65

S. Savoie, limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "S. Savoie, limitée", incorporated on December 23, 1953, on and from November 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37391 51634-53

Sherbrooke Demolition Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Sherbrooke Demolition Inc.", incorporated on November 12, 1969, on and from November 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37391 5389-69

Vivian Fashions Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Vivian

en corporation le 3 février 1947, à compter du 30 novembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

37391-0

1855-47

Fashions Inc.", incorporated on February 3, 1947, on and from November 30, 1970.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

37391

1855-47

Avis divers

Succession Hyman Burdman

Avis est donné que Dame Tillie Moscovitch, veuve de feu Hyman Burdman, en son vivant, marchand; Abraham Jacob Rosenstein, avocat et conseil de Reine; et Sam Sheiner, exécutif, tous de la ville de Montréal, ont accepté sous bénéfice d'inventaire, la succession dudit feu Hyman Burdman par acte d'acceptation sous bénéfice d'inventaire passé devant Earl Kruger, notaire, pratiquant en la ville de Montréal, à 1010 ouest Ste-Catherine, chambre 340, le quinzième jour d'octobre, mil neuf cent soixante-dix, et enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal, le vingtième jour d'octobre, mil neuf cent soixante-dix, sous le numéro 2237033.

Montréal, ce vingt-septième jour d'octobre, mil neuf cent soixante-dix.

(Signé): TILLIE MOSCOVITCH BURDMAN,
ABRAHAM JACOB ROSENSTEIN,
SAM SHEINER.

37395-0

Chambre des notaires du Québec

CODE D'ÉTHIQUE PROFESSIONNELLE
DE LA
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC

Préambule

Venant du grec « ethikos », mœurs, l'éthique est définie comme étant la science de la morale ou l'art de diriger la conduite reconnue dans certains domaines de l'activité humaine.

L'éthique est distincte de l'étiquette qui ne touche qu'aux formes extérieures du comportement ou des manières; l'éthique professionnelle touche à la moralité même de l'acte professionnel.

La Loi du notariat et les règlements de la Chambre fixent les cadres juridiques de l'exercice de la profession; le code d'éthique professionnelle vient définir les responsabilités morales du notaire.

Le code d'éthique est donc nécessaire pour sensibiliser et guider le notaire à l'égard de ses devoirs moraux. Il supplée au silence et aux impressions de notre Loi et de nos règlements en fournissant aux autorités de la Chambre le guide et les normes qui peuvent être utiles en matière disciplinaire.

Il est impossible de formuler en un code d'éthique professionnelle une série de règles qui précisent tous les devoirs du notaire dans tous les aspects de sa vie professionnelle.

Le code d'éthique doit être considéré comme un guide de principe et non comme une codification exhaustive de toutes les règles d'éthique, ni comme une négation de l'existence d'autres règles tout aussi impératives, quoique passées sous silence.

Le notaire, en sa double qualité de praticien de droit et d'officier public, a des devoirs envers la société et le client, envers l'État et envers ses confrères.

Miscellaneous Notices

Estate of Hyman Burdman

Notice is hereby given that Dame Tillie Moscovitch, widow of the late Hyman Burdman, in his lifetime, merchant; Abraham Jacob Rosenstein, advocate and Queen's Counsel; and Sam Sheiner, executive, all of the city of Montreal, have accepted under benefit of inventory, the estate and succession of the late Hyman Burdman by a deed of acceptance under benefit of inventory, executed before Earl Kruger, notary, practising in the city and district of Montreal, at 1010 St. Catherine Street West, room 340, on the fifteenth day of October nineteen hundred and seventy, and registered at the registry office for the registration division of Montreal, on the twentieth day of October, nineteen hundred and seventy, under the number 2237033.

Montreal, this twenty-seventh day of October, nineteen hundred and seventy.

(Signed): TILLIE MOSCOVITCH BURDMAN,
ABRAHAM JACOB ROSENSTEIN,
SAM SHEINER.

37395-0

Board of Notaries of the Province of Québec

CODE OF PROFESSIONAL ETHICS
OF THE
BOARD OF NOTARIES OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Preface

Deriving as it does from the Greek "ethikos" or customs the word "ethics" is defined as the science of morals and the rules of conduct recognized in limited phases of human life. Note the distinction from "etiquette", which is limited to the exterior form of behaviour irrespective of the morality of the professional act itself.

Observe also that the Notarial Code and the By-laws of the Board of Notaries pertain only to the legal limits of the Notary's profession, and do not seek to define the Notary's moral responsibility.

Accordingly, a Code of Ethics is needed to keep the Notary alive to his moral responsibilities as a Notary, to guide him in his conduct towards others, to fill in the gaps in our Notarial Code and in our By-Laws, and to furnish to the authorities of the Board adequate standards in disciplinary matters.

While such a Code of Professional Ethics may necessarily fall short of defining all the duties of a Notary in every aspect of his dual capacity of public officer and law practitioner, it could state the rules to guide him in his relations with clients, with society and with his Colleagues.

CHAPITRE PREMIER

CHAPTER ONE

Devoirs envers la société et le client

1. Le notaire a le devoir de fournir loyalement et consciencieusement les services professionnels que lui imposent la Loi du notariat, les règlements de la Chambre, les traditions et les usages professionnels. Il a le devoir de consacrer ses connaissances, son expérience et son labeur à l'exercice de sa profession et de la pratiquer avec un désintéressement, une délicatesse et un dévouement qui imposent le respect et l'estime.

Il ne doit pas obéir à des préoccupations d'ordre étrangères à la juste rémunération de ses services.

2. Nanti d'une mission de confiance, le notaire ne saurait restreindre son rôle à celui que lui confèrent ses prérogatives de droit sur les actes authentiques; il lui faut être aussi le conseiller désintéressé des parties. Il incombe au notaire, dans l'exercice de sa profession de faire connaître à toutes les parties la nature visible au point de vue juridique et fiscal.

Il importe encore au notaire de s'assurer des faits essentiels et d'indiquer les formalités nécessaires pour que la validité et l'efficacité de l'acte ou de la convention soient pleinement atteintes.

Ce devoir ne revêt pas, cependant, dans tous les cas, un même caractère impérieux, et son intensité, toute relative, reste proportionnelle au besoin de conseils de chaque client.

Selon les circonstances, l'âge, l'instruction, l'expérience des parties seront alors des critères dénués d'absolutisme mais dignes de considération.

3. Le notaire doit être en mesure de réparer tout dommage qu'il pourrait causer dans l'exercice de sa profession.

Le notaire qui entreprend des affaires étrangères à l'exercice de sa profession ou y participe, doit le faire avec prudence de façon à ne pas compromettre sa solvabilité personnelle et à conserver son indépendance professionnelle.

4. La langue d'un acte est déterminée par les parties; en cas de désaccord, l'acte sera rédigé dans la langue de la partie qui a le choix du notaire.

5. Le notaire, dans l'exercice de sa profession, doit s'abstenir de faire des avances de fonds à ses clients, sauf sous forme de déboursés ordinaires.

6. Le notaire ne peut, pour des fins indues à sa connaissance, agir comme prête-nom.

7. Le notaire, dans l'exercice de sa profession, ne peut se constituer, à quelque titre que ce soit, garant ou caution d'un client.

8. Le notaire doit disposer, pour les fins indiquées, des sommes qui lui sont confiées dans l'exercice de sa profession. S'il lui est impossible d'en disposer dans un délai raisonnable, il doit en informer les intéressés.

9. Le notaire ne peut utiliser comme emprunt personnel les deniers qui lui sont confiés pour placement.

Tout emprunt obtenu par un notaire d'un client autre qu'une corporation doit être constaté par acte notarié signé par toutes les parties intéressées.

10. Le notaire ne peut placer à son profit, soit en son nom personnel, soit par personne interposée, des fonds reçus en fiducie. Le dépôt en banque ou dans une caisse d'épargne ne constitue pas un placement au sens du présent article.

The Notary's Duties to society and to his clients

1. The first duty of a Notary is to provide with competence and integrity the professional services which his education and training have qualified him to render to Society, and which Society is entitled to expect of him. He must devote his talents exclusively to his profession, recognizing always that his duty to give independent and disinterested advice transcends the qualities of honesty and impartiality.

2. In a profession where he is bound to acquire so much confidential information, a Notary can not limit his practice to his legal prerogative of executing authentic deeds, but must exercise discreetly his role of disinterested adviser to the parties.

It is the Notary's duty to make known to all the parties the precise nature of the deeds he has drafted, as well as their normal foreseeable consequences, juridical and financial. It is the Notary's duty to ascertain the facts essential to a transaction and to see that the formalities necessary to achieve the validity and effectiveness of the agreements are fulfilled.

This duty increases in proportion to the need of the parties for professional advice to protect them, this need depending upon the age, the education, and the experience of the parties, but the criteria cannot be absolute and will vary according to the circumstances.

3. The Notary must always be sufficiently strong financially to make good any harm he may cause to others in failing to carry out his duties.

The Notary who engages in matters foreign to the practice of his profession, must do so with care and prudence so as not to endanger his personal solvency nor his professional independence.

4. The choice of language in a Deed is left to the parties, and in case of disagreement, preference is given to the party who has the right to choose the Notary.

5. A Notary must not advance money to his clients, except for normal disbursements relating to his profession.

6. A Notary must not lend his name to others for improper purposes.

7. A Notary must not in any capacity whatever act as guarantor of the obligations of his client.

8. A Notary must distribute promptly to the parties entitled to receive them all sums of money entrusted to him in the practice of his profession, and if it is impossible for him to do so within a reasonable time he must inform the persons concerned.

9. A Notary must not treat as a personal loan sums of money entrusted to him for investment or other purposes. Any loan obtained by a Notary from a person other than a Corporation, must be evidenced by a Notarial Deed signed by all the interested parties.

10. A Notary must not invest for his own benefit, either in his own name or in the name of another, funds which he has received in trust.

11. Le notaire ne peut utiliser, pour ses fins personnelles, des valeurs dont il a la garde.

12. Le notaire est tenu d'exercer, en toute affaire qui lui est confiée, une diligence raisonnable.

Il ne peut donc retenir aucune affaire indûment, sous prétexte de manque de temps ou de personnel ou d'autres causes dépendant de sa propre initiative.

13. Le notaire n'a pas le droit de garder indûment un dossier ou un document appartenant à un client.

14. Le notaire ne doit exercer aucune pression indue ni pratiquer aucune manœuvre dolosive ou autres pour inciter quiconque à signer un acte ou autre document.

15. Le notaire doit refuser de prêter ses services professionnels pour des transactions notoirement abusives ou de nature mercantiliste.

CHAPITRE DEUXIÈME

Devoirs envers l'État

10. Le notaire a le devoir d'assurer le respect des lois et des institutions.

Il doit refuser de conférer l'authenticité à des actes illégaux ou frauduleux.

Il doit aussi s'abstenir d'être conseiller ou complice, directement ou indirectement, des fraudes fiscales ou de fausses représentations et éviter tout acte qui pourrait porter atteinte à la sécurité de l'État.

CHAPITRE TROISIÈME

Devoirs envers ses confrères

17. Le notaire doit avoir un sens profond de la solidarité professionnelle.

Il doit maintenir à l'égard de ses confrères une attitude empreinte de courtoisie et marquée de bonne foi.

S'il ne partage pas une opinion de son confrère il doit tout de même la respecter et, s'il y a lieu, en discuter avec lui.

18. Le notaire doit éviter toute cause de différends avec ses confrères. Au cas où une difficulté surgit entre notaires, soit à propos de leur association professionnelle ou du contrat d'engagement qui peut les lier, soit à l'occasion d'une opération ou d'un acte juridique posé pour un client, les notaires concernés doivent tenter de régler leur différend à l'amiable et, de toute façon, ils ne doivent pas intenter une action en justice ou faire une réclamation quelconque sans avoir, au préalable, référé ce différend au Président de la Chambre des Notaires.

19. Le notaire ne doit surprendre la bonne foi de ses confrères ou se rendre coupable d'abus de confiance ou de procédé déloyal dans ses rapports professionnels avec ses confrères.

Quand deux notaires sont au dossier, représentant des intérêts adverses, l'un et l'autre doivent s'efforcer d'accommoder leur confrère dans la mesure où les intérêts du client n'en souffriront pas.

Il ne doit pas entreprendre quelque négociation ou compromis directement avec la partie représentée par l'autre notaire, sans prévenir ce confrère.

20. Le notaire doit collaborer avec ses confrères et éviter toute concurrence déloyale à leur égard.

Il doit, sur demande d'un confrère dûment autorisé par le notaire, remettre les dossiers et documents appartenant à ce client.

11. A Notary must not use for his own profit securities of which he has the custody.

12. A Notary must execute with reasonable dispatch all matters that are entrusted to him, and must organize his office efficiently so that his clients' business will not be retarded under the pretext of lack of time, or shortage of clerical help, or other causes reflecting upon the efficiency of his office.

13. A Notary must not retain for any undue length of time files or documents belonging to clients.

14. A Notary must not exert pressure nor use any fraudulent means to compel anyone to sign a deed or document.

15. A Notary must refuse to lend his professional services to any transaction of a notoriously improper or sordid nature.

CHAPTER TWO

Duties to the state

10. It is a Notary's duty to uphold law and order.

He must refuse to give the character of authenticity to illegal or fraudulent acts.

He must refrain from giving counsel directly or indirectly to those who would fraudulently avoid the payment of taxes, or commit, acts which would endanger the security of the State.

CHAPTER THREE

Duties to his colleagues

17. A Notary must have a sense of profound professional solidarity.

His attitude to his Colleagues must be one of utmost courtesy and integrity.

He must respect the opinions of his Colleagues. If he does not agree with them, he must state his own position directly to his Colleagues without criticizing them or demeaning them in front of their clients.

18. He must avoid disputes with his Colleagues. In the case of disagreement between Colleagues, whether in a matter relating to their practice together as partners, or in the carrying out of a juridical act required by a client, the Notaries concerned must endeavour to settle their differences amicably, and must never take action before the Courts without first referring the dispute to the President of the Board of Notaries.

19. A Notary must never abuse the good faith of his Colleagues, nor betray their trust in him, nor be unfair in his dealings with them.

When two Notaries are involved in the same transaction, but representing opposing interests, each must try to accommodate the other so that the clients' interests will not suffer.

A Notary must not negotiate directly with the client of another Notary without his Colleague's permission.

20. A Notary must co-operate with his Colleagues, so as not to compete unfairly with them. He must when requested by a Colleague return the files and documents belonging to the Client of his Colleague.

21. En plus d'observer le règlement du tarif notarial, le notaire doit s'abstenir de critiquer les comptes d'honoraires de ses confrères.

Si après vérification d'un compte, il le juge exorbitant, il doit conseiller au client de le soumettre au secrétariat de la Chambre des Notaires pour obtenir une opinion ou, le cas échéant, une conciliation ou un arbitrage.

Le notaire doit éviter de fixer d'avance, par téléphone ou autrement, le coût de ses honoraires, alors qu'il ne connaît pas tous les éléments nécessaires lui permettant d'établir ses honoraires.
37429-o

Chambre des notaires du Québec

SUR PROPOSITION dûment appuyée, il est unanimement résolu que ce qui suit soit et est adopté comme règlement de la Chambre des Notaires:

I. La section IX comprenant les articles 105 et 106 des règlements de la Chambre sont abrogés et remplacés par ce qui suit:

SECTION IX

Comptabilité en fidéicommis

105. Le notaire doit tenir une comptabilité régulière des fonds, valeurs et autres biens qui lui sont confiés en fidéicommis.

105a. Le système de comptabilité en fidéicommis doit être en partie double, avec livre de caisse et grand livre; il doit aussi comprendre les livrets de reçus réglementaires, les états des dépôts et retraits bancaires, les chèques, registres et autres pièces justificatives ou de contrôle conformes aux règles et principes comptables généralement reconnus.

105b. Le Conseil peut enjoindre tout notaire d'apporter à son système de comptabilité tout changement qu'il juge à propos, s'il y a lieu, pour le rendre conforme aux exigences de la présente section.

105c. Tous les fonds, valeurs et autres biens ainsi confiés au notaire doivent être consignés et comptabilisés, incluant les deniers, les effets négociables payables au notaire ou au notaire en fidéicommis, ou endossés à son ordre ou à son ordre en fidéicommis, ou au porteur, de même que tous les effets et valeurs au porteur ou enregistrés au nom du notaire ou au nom du notaire en fidéicommis.

105d. Le notaire doit accuser réception des fonds, valeurs et autres biens qui lui sont ainsi confiés en fidéicommis en remettant au déposant un reçu officiel rédigé en la forme prescrite par la Chambre et indiquant la date du dépôt, le nom et l'adresse du déposant, la description de l'objet déposé, sa destination, le nom du notaire ou de l'étude notariale dépositaire, avec mention qu'il s'agit de fonds, valeurs ou autres biens reçus en fidéicommis et, comme tels, soumis aux dispositions de la Loi du Notariat et des règlements de la Chambre.

Ces repas doivent être reliés ou brochés en livrets et numérotés consécutivement en duplicata; le notaire doit conserver le duplicata de tout reçu qu'il émet ainsi.

105e. Une copie du règlement 105d, dans la forme prescrite par le Conseil, doit être affichée à un endroit bien en vue dans l'étude du notaire.

105f. Le notaire doit déposer les fonds qu'il reçoit ainsi dans un ou des comptes de dépôts en fidéicommis, ouverts dans une ou des banques à charte, banques d'épargne ou caisses populaires.

21. Not only must a Notary respect scrupulously the Notarial Tariff, but he must refrain from criticizing fees charged by other Notaries, even if he considers such fees to be excessive, counselling the complainants to seek from the Board of Notaries such redress to which they may be entitled.

The Notary must avoid fixing in advance by telephone or otherwise, the amount of the fees for a deed at a time when he does not know the full extent of the services which will be required.
37429-o

Board of Notaries of the Province of Québec

ON A MOTION duly seconded, it is unanimously resolved that the following be and is adopted as a by-law of the Board of Notaries:

I. Division IX comprising sections 105 and 106 of the by-laws are rescinded and replaced by the following:

SECTION IX

Trust accounting

105. Every Notary must keep adequate accounting records of the sums of money, securities and other property entrusted to him.

105a. The accounting records must be a double-entry system with a cash book and ledger, and must include a record of the receipts issued in accordance with the by-laws of the Board, a record of bank deposits and withdrawals, a record of cheques issued and other records and vouchers in conformity with recognized accounting principles.

105b. The Council may require a Notary to make such changes in his accounting system as are needed in the opinion of the Council to make such system conform with the requirements of this Section.

105c. All sums of money, securities and other property entrusted to the Notary must be recorded in his accounting system whether they be in the form of cash, negotiable instruments payable to the Notary, or to the Notary in trust, or endorsed to his order or endorsed to his order in trust, or to bearer, as well as all securities payable to bearer or registered in the name of the Notary or in the name of the Notary in trust.

105d. The Notary must acknowledge receipt of the sums of money, securities and other property entrusted to him by issuing to the depositor an official receipt on the form prescribed by the Board indicating the date of the deposit, the name and address of the depositor, the description of the deposit, its purpose, the name of the Notary or of the Notarial Firm receiving the deposit and mentioning that the sums of money, securities or other property so received are subject to the provisions of the Notarial Act and by by-laws of the Board.

These receipts must be bound or stapled in books and numbered consecutively in duplicate, the Notary being bound to retain the duplicate of all receipts so issued by him.

105e. A copy of by-law 105d in the form prescribed by the council must be posted in a place in the Notary's office where it may be easily seen.

105f. The Notary must deposit the sums he thus receives in a trust account, or trust accounts, in a Chartered Bank, a Saving Bank or a Credit Union.

105g. Dans les trente jours de l'ouverture de tout compte de dépôts en fidéicommiss, le notaire doit transmettre à l'institution dépositaire du compte en fidéicommiss et au secrétaire de la Chambre, sous son serment d'office et sur les formules prescrites et fournies par la Chambre, une déclaration du fidéicommiss ou trust.

105h. Le notaire ne peut déposer ou laisser ses fonds personnels dans son compte de dépôts en fidéicommiss. Quand il a droit de prélever ses honoraires sur des deniers qui lui ont été confiés en fidéicommiss, il doit effectuer ce prélèvement et en opérer le retrait dès que l'opération qui a donné lieu au dépôt est terminée.

105i. La comptabilité en fidéicommiss doit être tenue à jour régulièrement; le notaire doit concilier, au dernier jour de chaque mois, ses livres de caisse et grand livre et ses états des dépôts et retraits bancaires. Il doit aussi dresser la liste des comptes non fermés en indiquant à l'égard de chacun le nom ou le numéro et le solde.

105j. Le notaire doit tenir à la disposition de chacun de ses déposants un compte constant démontrant l'état actuel des recettes et déboursés de toute nature effectués pour chaque compte, ainsi que les pièces justificatives s'y rapportant. Ces livres et pièces comptables doivent être conservés pendant au moins dix années.

105k. Le notaire doit nommer un comptable agréé vérificateur de sa comptabilité en fidéicommiss; il doit aviser le secrétaire de la Chambre, sans délai, des noms, prénoms et adresse du vérificateur ainsi nommé de même que de son remplaçant le cas échéant.

En cas de défaut du notaire de se conformer à cette obligation, le Conseil peut, d'office, nommer un comptable agréé de son choix et le charger de procéder aux frais du notaire, à la vérification de sa comptabilité en fidéicommiss.

Le vérificateur ne peut être parent ou allié du notaire, en ligne directe, ou au degré de frère, oncle ou son neveu.

105l. Le vérificateur doit faire la revue générale des procédés comptables utilisés par le notaire au cours de l'année précédente, examiner et vérifier les recettes et déboursés ayant affecté le livre de caisse, le grand livre, les états des dépôts et retraits ainsi que les preuves à l'appui. Il devra également vérifier la conciliation des comptes en fidéicommiss des institutions dépositaires avec les livres du notaire ainsi que l'inventaire des fonds, valeurs et autres biens confiés au notaire par les déposants au 31 décembre précédent.

Le rapport du vérificateur du notaire doit être rédigé dans les termes de l'annexe à la présente section.

105m. Le notaire doit, chaque année, avant le 30 avril:

1. Faire procéder à la vérification de sa comptabilité en fidéicommiss, pour l'année se terminant le 31 décembre précédent.

2. Transmettre au secrétaire de la Chambre, sur les formules prescrites et fournies par la Chambre:

(a) Une autorisation domant le droit au Conseil, à ses officiers ou à toute autre personne que le Conseil pourra désigner, de requérir et d'obtenir du notaire ou de ses préposés, de son vérificateur, des institutions dépositaires de ses fonds en fidéicommiss, des déposants ou de toute autre personne, tous les renseignements et explications jugés nécessaires ou utiles et d'avoir accès, en tout temps, aux livres, comptes et pièces justificatives du notaire, relativement à sa comptabilité en fidéicommiss.

105g. Within thirty days after opening a trust account, the Notary must file with the institution concerned and with the Secretary of the Board, a Declaration of Trust under his oath of office on the form furnished by the Board.

105h. The Notary must not deposit his personal funds in a trust account. When he has the right to deduct his fees from the funds entrusted to him, he must make this deduction and withdrawal as soon as the transaction in question is completed.

105i. The trust accounts must always be kept up to date. On the last day of each month the Notary must balance his cash book and ledger with his bank deposits and withdrawals. He must also prepare a list of the ledger accounts which have not been closed, with reference to the name, the number and the amount.

105j. The Notary must keep available for each person who has deposited funds with him an account showing the current status of the receipts and disbursements as well as supporting vouchers. These accounts and vouchers must be retained by the Notary for at least ten years.

105k. Every Notary must name a Chartered Accountant to audit his trust funds, and must submit forthwith to the Secretary of the Board the full name and address of such auditor or his replacement.

If a Notary is in default to meet this obligation the Council may on its own appoint a Chartered Accountant of its choice and instruct him to proceed at such Notary's expense to audit such Notary's trust accounts.

The auditor must not be related or allied to the Notary in a direct line or within the degree of brother, uncle or nephew.

105l. The auditor must make a general review of the Notary's accounting procedures for the preceding year, examine and verify the receipts and disbursements according to the Cash Book, the Ledger, the bank statements of deposits and withdrawals and supporting vouchers and records. He must also check the bank reconciliations with the Notary's trust accounts, trial balances and list of securities and other property entrusted to the Notary to establish their position as of the preceding 31st December.

The Auditor's Report must conform with the wording of the Form which follows this section.

105m. Every Notary must each year before the 30th April:

1. Have the audit completed of his trust accounts for the year which ended on the preceding 31st December.

2. Submit to the Secretary of the Board on the forms prescribed and furnished by the Board:

(a) An authorization in favour of the Council, of its Officers and of any other person whom the Council may designate, to obtain from the Notary or from his staff, from his auditor, from his bankers, and from the persons who have made deposits with him or from any other person, all information and explanations deemed necessary or useful and to have access at any time to the books, accounts and records concerning his trust funds.

b) une déclaration, sous son serment d'office, attestant que tous les fonds, valeurs et autres biens qui lui ont été confiés en fidéicommis au cours de l'année précédente, ont été déposés, comptabilisés et utilisés conformément à la Loi du Notariat et aux règlements de la Chambre.

Cette déclaration doit indiquer le total des recettes et déboursés effectués au cours de chaque mois, la conciliation de tous ses comptes en fidéicommis au 31 décembre précédent, la liste (numéro et montant) des chèques en circulation et des comptes non fermés, également au 31 décembre précédent.

Une seule déclaration est suffisante pour tous les notaires qui opèrent en commun un ou des comptes en fidéicommis, pourvu que cette déclaration indique le nom de tous les notaires qui l'opèrent et qu'elle soit signée par chacun d'eux.

Le rapport du vérificateur doit être annexé à cette déclaration ou y être relié par un renvoi.

105u. Le notaire qui n'a reçu aucun dépôt en fidéicommis doit transmettre au secrétaire de la Chambre, aussi avant le 30 avril, une déclaration assermentée certifiant qu'au cours de l'année précédente qu'il n'a reçu en fidéicommis aucun fonds, valeur ou autre bien.

105o. Le secrétaire doit aviser de son défaut tout notaire qui ne se conforme pas aux dispositions relatives à la tenue de la comptabilité en fidéicommis; cet avis doit être écrit, indiquer le défaut et être transmis au notaire sous pli recommandé.

Les frais de cet avis sont de cinq dollars (\$5) plus les frais de port et de recommandation: ils sont à la charge du notaire en défaut.

Preuve de l'envoi de l'avis peut être faite par le serment du secrétaire ou de ses préposés.

105p. Le notaire qui, dans les trente jours de l'envoi de l'avis, n'a pas remédié au défaut, est passible d'une amende de cinquante dollars (\$50), recouvrable suivant les dispositions de la Loi du Notariat.

105q. Toute contravention aux règlements de la présente section est, en outre, passible des peines disciplinaires déterminées par la Loi du Notariat.

105r. La comptabilité en fidéicommis du notaire, ainsi que les états et pièces justificatives s'y rapportant sont sujets, en tout temps, à l'inspection de la Chambre ou de ses préposés.

106. Sous réserve des dispositions des articles 105 à 105r inclusivement ci-dessus, la comptabilité en fidéicommis du notaire, ainsi que les états et pièces justificatives s'y rapportant, sont assujettis au secret professionnel.

II. Lesdits règlements sont de plus modifiés en y ajoutant ce qui suit:

« 125a. Une demande d'indemnisation faite en vertu des dispositions de la présente Section peut être rejetée sur le seul motif que le requérant n'a pas exigé du notaire le reçu prévu à l'article 105d des Règlements de la Chambre. »

(b) A declaration under his oath of office attesting that all sums of money, securities and other property entrusted to him during the course of the preceding year ending on 31st December were deposited, recorded and accounted for in accordance with the Notarial Act and the By-laws of the Board.

This declaration must indicate the total of the amounts received and disbursed for each month, the conciliation if all his trust accounts as of the preceding 31st December, the list of the outstanding cheques (with reference to the number and amount) and a list of the open accounts as of the preceding 31st December.

A single Declaration is sufficient for Notaries who operate Trust Accounts together, provided that such Declaration indicates the name of all the Notaries who maintain the accounts together and is signed by all of them.

The Auditor's Report must be annexed to this Declaration or identified by reference.

105u. A Notary who has received no sums of money, securities or other property for deposit in trust, must file with the Secretary of the Board before the 30th April in each year a sworn Declaration to establish that during the course of the year ending on the preceding 31st December he received in trust no sums of money, no securities or other property.

105o. The Secretary of the Board must notify a Notary of his default to conform with the requirements relating to Trust Accounting; such notice must be in writing, must indicate the nature of the default, and must be sent to the Notary by registered mail.

The cost of such Notice is five dollars (\$5) in addition to postage and cost of registration, and these expenses are chargeable to the Notary in default.

Proof of the sending of such Notice may be made by the oath of the Secretary or his representative.

105p. A Notary who fails within thirty days of the sending of the Notice to make good the default is liable to a fine of fifty dollars (\$50), recoverable in accordance with the provisions of the Notarial Act.

105q. Any contravention of this Section moreover renders the Notary liable for disciplinary action under the Notarial Act.

105r. A Notary's Trust Fund Accounts and related statements, vouchers and other records must always be available for inspection by the Board or its representatives.

106. Subject to the provisions of Articles 105 to 105r inclusively, a Notary's Trust Fund Accounts and related statements, vouchers and other records are subject to the rules governing professional secrecy.

II. The said By-laws, moreover, are altered by adding the following:

“125a. A request for indemnification made in compliance with the present Division may be refused solely on the grounds that the claimant did not obtain from the notary the receipt contemplated in section 105d of the By-laws of the Board.”

ANNEXE

Modèle du Rapport du Vérificateur

J'ai fait un examen de la comptabilité en fidéicommis de Me., notaire, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 197... J'ai obtenu tous les renseignements et les

ANNEX

Specimen of Auditor's Report

I have examined the Trust Fund Accounting System of Mtre., Notary, for the financial year ending the 31st December 197... I have obtained all necessary information

explications demandés. Mon examen a comporté une revue générale des procédés comptables et les sondages des livres de comptabilité en fidéicommis et autres preuves à l'appui que j'ai considéré nécessaires dans les circonstances et eu égard aux dispositions relatives à la tenue de la comptabilité en fidéicommis en vertu de la Loi du Notariat et des règlements de la Chambre des notaires du Québec.

À mon avis, suivant les renseignements et les explications qu'il m'a donnés et d'après ce qu'indiquent ses livres de comptabilité en fidéicommis, M....., notaire, s'est conformé aux dispositions de la section IX des règlements de la Chambre des notaires du Québec.

(Signé)
comptable agréé.

37429-o

and explanations. My examination included a general review of his accounting procedures, and such sampling of his trust account books and other supporting documents which I considered necessary under the circumstances with regard to the requirements of the Notarial Act and the By-Laws of the Board of Notaries of Québec relating to Trust Accounting.

In my opinion, based upon the information and explanations which I have been given, and my examination of his trust fund accounting system Mtre....., Notary, has conformed with the requirements of Section IX of the By-Laws of the Board of Notaries of Québec.

(Signed)
Chartered Accountant.

37429-o

**Chartes —
demandes d'abandon de**

Le Club de golf Candiac (1967) ltée

Avis est donné par les présentes que « Le Club de golf Candiac (1967) ltée », une compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Candiac fera une requête au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, selon la Loi des compagnies.

Daté à Candiac, ce 4e jour de novembre 1970.

37397-o

Le secrétaire,
DAVID CECCHINI.

**La Corporation de l'École
d'Aide Sociale de Sherbrooke**

Avis est donné que « La Corporation de l'École d'Aide Sociale de Sherbrooke », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Sherbrooke, le 16 novembre 1970.

37398-o

Le président,
LUCIEN GIRARD, P.TRE.

Forrest Realities Limited

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Forrest Realities Limited », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, Québec, le 16e jour de novembre 1970.

37399-o

Les avocats du demandeur,
CERINI, JAMIESON, SALMON, FINDLAY,
WATSON, BROWN & SOUAID.

La Solov limitée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « La Solov limitée », qui a son siège social dans la ville de Montréal, province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 11e jour de novembre 1970.

37401

Le secrétaire,
MARY FINEBERG.

**Charters —
Applications for Surrender of**

Candiac Golf & Country Club (1967) Ltd.

Notice is hereby given that "Candiac Golf & Country Club (1967) Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Candiac, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Candiac, this 4th day of November, 1970.

37397

DAVID CECCHINI,
Secretary.

**La Corporation de l'École
d'Aide Sociale de Sherbrooke**

Notice is given that "La Corporation de l'École d'Aide Sociale de Sherbrooke", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Sherbrooke, November 16, 1970.

37398-o

LUCIEN GIRARD, P.TRE,
President.

Forrest Realities Limited

Notice is hereby given that "Forrest Realities Limited", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Montréal, Québec, this 16th day of November 1970.

37399-o

CERINI, JAMIESON, SALMON, FINDLAY,
WATSON, BROWN & SOUAID,
Attorneys for petitioner.

La Solov limitée

Notice is hereby given that "La Solov limitée", which has its head office in the city of Montréal province of Québec, will make application for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Companies Act.

Montreal, the 11th day of November, 1970.

37401-o

MARY FINEBERG,
Secretary.

Realty Appraisals Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Realty Appraisals Ltd. », une corporation incorporée sous la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Valois, district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Valois, Québec, ce 26^e jour d'octobre 1970.

37400-o

Le secrétaire,
J. ROGER BIDER.

Les Viandes de choix Amel Itée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Les Viandes de choix Amel Itée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Drummondville, ce 17^e jour de novembre 1970.

37402-o

Le procureur de la compagnie,
ROGER PARENTEAU, *avocat.*

J. A. Blais & Fils Itée

Avis est donné que la compagnie « J. A. Blais & Fils Itée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province, la permission d'abandonner sa charte.

37432-o

Le procureur de la compagnie,
ME LUCIEN MOREAU, C.R.

Patrice Corriveau Oxygen Inc.

Avis est par la présente donné que « Patrice Corriveau Oxygen Inc. », une compagnie constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et dont le bureau principal est situé dans Montmagny, dans le district de Montmagny, province de Québec, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Montmagny, ce 23^e jour d'octobre 1970.

37433-o

Le secrétaire-trésorier,
ROGER ST-GERMAIN.

Direct Supply Co. Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Direct Supply Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans le village de Ayer's Cliff, Québec, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Sherbrooke, Québec, le 19^e jour de novembre 1970.

37434

Le secrétaire,
HARRY E. GRUNDY.

Landlac Realty Corp. Ltd.

La compagnie « Landlac Realty Corp. Ltd. », ayant son siège social en les ville et district de Montréal, province de Québec, donne avis qu'elle demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, 3 novembre 1970.

37435

Le secrétaire,
SANDRA FARBER.

Realty Appraisals Ltd.

Notice is hereby given that "Realty Appraisals Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Valois, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Valois, Québec, this 26th day of October 1970.

37400-o

J. ROGER BIDER,
Secretary.

Les Viandes de choix Amel Itée

Notice is hereby given that "Les Viandes de choix Amel Itée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Drummondville, this 17th day of November, 1970.

37402-o

ROGER PARENTEAU, *advocate.*
Attorney for the company.

J. A. Blais & Fils Itée

Notice is given that "J. A. Blais & Fils Itée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province for leave to surrender its charter.

37432

ME LUCIEN MOREAU, C.R.,
Attorney for the Company.

Patrice Corriveau Oxygen Inc.

Notice is hereby given that "Patrice Corriveau Oxygen Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in Montmagny, in the district of Montmagny, Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montmagny, this 23rd day of October, 1970.

37433-o

ROGER ST-GERMAIN,
Secretary-Treasurer.

Direct Supply Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Direct Supply Co. Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the village of Ayer's Cliff, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Sherbrooke, Québec, this 19th day of November, 1970.

37434-o

HARRY E. GRUNDY,
Secretary.

Landlac Realty Corp. Ltd.

Notice is hereby given that "Landlac Realty Corp. Ltd.", which has its head office in the city and district of Montreal, Province of Québec, will make application for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Companies Act.

Montreal, November 3, 1970.

37435-o

SANDRA FARBER,
Secretary.

Sydney Monk Sales Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Sydney Monk Sales Ltd. », une corporation incorporée en vertu des dispositions de la Loi des compagnies et ayant son bureau chef à Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 18 novembre 1970.

Le procureur de la compagnie,
HENRY BALLON NEVARD.

37436-o

Vincent Frères Itée

Avis est donné que la compagnie « Vincent Frères Itée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
LEBLANC, BARNARD, LEBLANC,
ALLAIRE, BÉDARD, FOURNIER,
RODRIGUE & DUDEMAINE.

37437-o

Lac Ouareau Development Co. Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Lac Ouareau Development Co. Ltd. », une corporation incorporée en vertu des dispositions de la Loi des compagnies et ayant son bureau chef à Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 19 novembre 1970.

Le procureur de la compagnie,
HENRY BALLON NEVARD.

37483-o

Motel Metro Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Motel Metro Ltd. », incorporée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social dans la cité de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, de la province de Québec, d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 20^e jour de novembre 1970.

Le secrétaire,
JONATHAN J. ROBINSON.

37484

Teresa Realty Corp.

Avis est par les présentes donné que « Teresa Realty Corp. », une corporation incorporée en vertu des dispositions de la Loi des compagnies et ayant son bureau chef à Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 19^e jour de novembre 1970.

Le procureur de la compagnie,
HENRY BALLON NEVARD.

37485-o

Restaurant le campeur inc.

Avis est donné que la compagnie « Restaurant le campeur inc. » demandera au ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Ste-Foy, P.Q., le vingt-quatre novembre mil neuf cent soixante-dix (1970).

Le procureur de la compagnie,
RÉMY G. GIROUX, notaire.

37506-o

Sydney Monk Sales Ltd.

Notice is hereby given that "Sydney Monk Sales Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, November 18, 1970.

HENRY BALLON NEVARD,
Attorney for the Company.

37436-o

Vincent Frères Itée

Notice is given that "Vincent Frères Itée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

LEBLANC, BARNARD, LEBLANC,
ALLAIRE, BÉDARD, FOURNIER,
RODRIGUE & DUDEMAINE,
Attorneys for the Company.

37437

Lac Ouareau Development Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Lac Ouareau Development Co. Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, November 19, 1970.

HENRY BALLON NEVARD,
Attorney for the Company.

37483-o

Motel Metro Ltd.

Notice is hereby given that "Motel Metro Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 20th day of November 1970.

JONATHAN J. ROBINSON,
Secretary.

37484-o

Teresa Realty Corp.

Notice is hereby given that "Teresa Realty Corp.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, this 19th day of November 1970.

HENRY BALLON NEVARD,
Attorney for the company.

37485-o

Restaurant le campeur inc.

Notice is hereby given that the company "Restaurant le campeur inc." will apply for leave to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives permission to surrender its charter.

St. Foy, P.Q., November twenty-fourth, one thousand nine hundred and seventy (1970).

RÉMY G. GIROUX, notary,
Attorney for the company.

37506

Winford Investment Corp.

Avis est donné que « Winford Investment Corp. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 6e jour d'octobre 1970.

37486-o *Le procureur de la compagnie,*
LESLIE I. NOTKIN.

Les Immeubles d'Assises Itée

Avis est donné que la compagnie « Les Immeubles d'Assises Itée » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

St-Foy, P.Q., le vingt-quatre novembre mil neuf cent soixante-dix (1970).

37507-o *Le procureur de la compagnie,*
RÉMY-G. GIROUX, notaire.

Winford Investment Corp.

Notice is hereby given that "Winford Investment Corp.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 6th day of October 1970.

37486-o *LESLIE I. NOTKIN,*
Attorney for the company.

Les Immeubles d'Assises Itée

Notice is hereby given that the company "Les Immeubles d'Assises Itée" will apply for leave to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to surrender its charter.

St. Foy, November twenty-fourth, one thousand nine hundred and seventy (1970)

37507 *RÉMY-G. GIROUX, Notary,*
Attorney for the company.

**Divers
Compagnies****Beaudin Nobert inc.**

La compagnie « Beaudin Nobert inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

37403-o *Le secrétaire,*
J. LALONDE.
826-68

Candiac Development Corporation

La compagnie « Candiac Development Corporation » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 13 à 11.

37404 *Le secrétaire-trésorier,*
O. STANLEY.
10108-55

Candiac Nurseries Ltd.

La compagnie « Candiac Nurseries Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 5.

37405 *Le secrétaire-trésorier,*
O. STANLEY.
10107-55

**Corporation du Centre
Berthelet-St-Vallier inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 10 novembre 1970, il a approuvé le règlement numéro 1 de la « Corporation du Centre Berthelet-St-Vallier inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

37406-o *Le directeur du service des compagnies,*
ROCH RIOUX.
373-67

Double-E Electric Inc.

La compagnie « Double-E Electric Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

37407 *Le secrétaire,*
ELEANOR EPSTEIN.
422-68

**Miscellaneous
Companies****Beaudin Nobert inc.**

Notice is given that "Beaudin Nobert inc." changed the number of its directors from 3 to 5.

37403 *J. LALONDE,*
Secretary.
826-68

Candiac Development Corporation

Notice is given that "Candiac Development Corporation" has changed the number of its directors from 13 to 11.

37404-o *O. STANLEY,*
Secretary-Treasurer.
10108-55

Candiac Nurseries Ltd.

Notice is given that "Candiac Nurseries Ltd." has changed the number of its directors from 7 to 5.

37405-o *O. STANLEY,*
Secretary-Treasurer.
10107-55

**Corporation du Centre
Berthelet-St-Vallier inc.**

Notice is hereby given by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives that on November 10, 1970 he approved by-law number 1 of the "Corporation du Centre Berthelet-St-Vallier inc.", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

37406 *ROCH RIOUX,*
Director of the Companies Branch.
373-67

Double-E Electric Inc.

Notice is given that "Double-E Electric Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

37407-o *ELEANOR EPSTEIN,*
Secretary.
422-68

Foyer Dorval

La corporation « Foyer Dorval » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

La secrétaire,
 GEORGETTE BOUTIN, F.D.L.S.
 37408-o 164-70

Hôpital St-Lambert (Convalescents)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 6 novembre 1970, il a approuvé le règlement numéro XIX amendé de la corporation « Hôpital St-Lambert (Convalescents) », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37409-o 11117-59

Service des Loisirs St-Vincent-de-Paul de Montréal

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 12 juin 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Service des Loisirs St-Vincent-de-Paul de Montréal », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37410-o 13716-1961

Camping Fontainebleau inc.

La compagnie « Camping Fontainebleau inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
 ROBERT BERTHIAUME.
 37410-o 2876-68

Centre de Loisirs Ste-Jeanne d'Arc (Sherbrooke) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement de la corporation « Centre Paroissial Ste-Jeanne d'Arc », constituée par lettres patentes en date du 6e jour de juin 1963, changeant son nom en celui de « Centre de Loisirs Ste-Jeanne d'Arc (Sherbrooke) inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37441-o 9-63

La Corporation de la Villa Dion

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 31 août 1970, il a approuvé les règlements généraux numéros 1 et 2 de « La Corporation de la Villa Dion », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 37442-o 2955-68

Eastern Canada Packaging Limited

Avis est donné que la compagnie « Eastern Canada Packaging Limited » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
 GILLES PROVENCHER.
 37443 3324-65

Foyer Dorval

Notice is given that "Foyer Dorval" has changed the number of its directors for 3 to 6.

GEORGETTE BOUTIN, F.D.L.S.,
Secretary.
 37408 164-70

Hôpital St-Lambert (Convalescents)

Notice is hereby given by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives that on November 6, 1970 he approved the amended by-law number XIX of the corporation "Hôpital St-Lambert (Convalescents)", and such, pursuant to section 6 of the Order in Council number 288 adopted on January 31, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
 37409 11117-59

Service des Loisirs St-Vincent-de-Paul de Montréal

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on June 12, 1970, he approved the general by-laws of "Service des Loisirs St-Vincent-de-Paul de Montréal", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
 37410 13716-1961

Camping Fontainebleau inc.

Notice is given that "Camping Fontainebleau inc." has changed the number of its directors from 3 to 5.

ROBERT BERTHIAUME,
Secretary.
 37410 2876-68

Centre de Loisirs Ste-Jeanne d'Arc (Sherbrooke) inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law of the corporation "Centre Paroissial Ste-Jeanne d'Arc", incorporated by letters patent dated the 6th day of June, 1963, changing its name into that of "Centre de Loisirs Ste-Jeanne d'Arc (Sherbrooke) inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
 37441-o 9-63

La Corporation de la Villa Dion

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has on August 31, 1970, approved general by-laws numbers 1 and 2 of "La Corporation de la Villa Dion", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
 37442 2955-68

Eastern Canada Packaging Limited

Notice is given that "Eastern Canada Packaging Limited" changed the number of its directors from 3 to 4.

GILLES PROVENCHER,
Secretary.
 37443-o 3324-65

**Fédération Nationale des Auberges
de Jeunesse du Québec inc.
National Federation of Québec
Youth Hostels Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 11 novembre 1970, il a approuvé le règlement numéro 1 de la « Fédération Nationale des Auberges de Jeunesse du Québec inc.— National Federation of Québec Youth Hostels Inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37444-o 663-70

Hull Cemetery Company

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 3 novembre 1970, il a approuvé les amendements aux règlements numéros 1, 5, 7, 10 et 14 de la corporation « Hull Cemetery Company », et ce, en vertu de l'article 6 de la Loi des compagnies de cimetières, chapitre 307, Statuts refondus du Québec, 1964.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives.*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37445-o 17-1899

Lafortune & Gagné limitée

La compagnie « Lafortune & Gagné limitée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
JOHN McEACHRAN.

37446 3617-48

Loren Construction Co. Ltd.

La compagnie « Loren Construction Co. Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
MME S. STIPELMAN.

37447-o 12172-57

Martin Draperies Inc.

Avis est donné que la compagnie « Martin Draperies Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire-trésorier,
STEVEN HYMAN.

37448 3654-64

Molson (Québec) limitée

La compagnie « Molson (Québec) limitée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire,
R. DE FOUGEROLLES.

37449 4926-47

Georges Painchaud inc.

La compagnie « Georges Painchaud inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
JOHN McEACHRAN.

37450 7159-53

**Fédération Nationale des Auberges
de Jeunesse du Québec inc.
National Federation of Québec
Youth Hostels Inc.**

Notice is hereby given by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives that on November 11, 1970, he approved by-law No. 1 of the "Fédération Nationale des Auberges de Jeunesse du Québec inc.— National Federation of Québec Youth Hostels Inc.", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37444 663-70

Hull Cemetery Company

Notice is given by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives that on November 3, 1970 he approved the amendments to regulations numbers 1, 5, 7 10 and 14 of the corporation "Hull Cemetery Company", and such, pursuant to section 6 of the Cemetery Companies Act, Chapter 307, Revised Statutes of Québec, 1964.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37445 17-1899

Lafortune & Gagné limitée

Notice is given that "Lafortune & Gagné limitée" has changed the number of its directors from 5 to 3.

JOHN McEACHRAN,
Secretary.

37446-o 3617-48

Loren Construction Co. Ltd.

Notice is given that "Loren Construction Co. Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 3.

MRS. S. STIPELMAN,
Secretary.

37447-o 12172-57

Martin Draperies Inc.

Notice is given that "Martin Draperies Inc." changed the number of its directors from 3 to 5.

STEVEN HYMAN,
Secretary-Treasurer.

37448-o 3654-64

Molson (Québec) limitée

Notice is given that "Molson (Québec) limitée" has changed the number of its directors from 4 to 5.

R. DE FOUGEROLLES,
Secretary.

37449-o 4926-47

Georges Painchaud inc.

Notice is given that "Georges Painchaud inc." has changed the number of its directors from 5 to 3.

JOHN McEACHRAN,
Secretary.

37450-o 7159-53

St. Georges's School of Montreal, Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 16 novembre 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « St. Georges's School of Montreal, Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

37451-0 1133-30

Seroc inc.

La compagnie « Seroc inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 11 à 5.

Le secrétaire,
JEAN-PAUL DUPRÉ.

37452-0 2664-42

Sorecom inc.

La compagnie « Sorecom inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le président,
SOUCY D. GAGNÉ.

37453-0 3440-69

V.D. General Metal Works Ltd.

La compagnie « V.D. General Metal Works Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
FIORAVENTE DIMARCO.

37454-0 15248-59

Wally Trading Company Limited

La compagnie « Wally Trading Company Limited » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
NICK WALVIS.

37455 10056-55

Bravo Investment Inc.

La compagnie « Bravo Investment Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
HENRY MANSFELD.

37487-0 2444-66

Centre de Loisirs Coeur Immaculé de Marie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 8 octobre 1970, il a approuvé les règlements généraux numéro 1 à 41 de la corporation « Centre de Loisirs Coeur Immaculé de Marie inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

37488-0 510-70

Monique Neckwear Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Monique Neckwear Mfg. Co. Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le président,
F. M. KABRITA.

37492 11222-58

St. Georges's School of Montreal, Inc.

Notice is hereby given by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives that on November 16, 1970 he approved the general by-laws of the "St. Georges's School of Montreal, Inc." corporation and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

37451 1133-30

Seroc inc.

Notice is given that "Seroc inc." has changed the number of its directors from 11 to 5.

JEAN-PAUL DUPRÉ,
Secretary.

37452-0 2664-42

Sorecom inc.

"Sorecom inc." gives notice that it changed the number of its directors from 5 to 3.

SOUCY D. GAGNÉ,
President.

37453 3440-69

V.D. General Metal Works Ltd.

"V.D. General Metal Works Ltd." gives notice that it changed the number of its directors from 3 to 4.

FIORAVENTE DIMARCO,
Secretary.

37454 15248-59

Wally Trading Company Limited

Notice is given that "Wally Trading Company Limited" has changed the number of its directors from 3 to 4.

NICK WALVIS,
Secretary.

37455-0 10056-55

Bravo Investment Inc.

Notice is given that "Bravo Investment Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

HENRY MANSFELD,
Secretary.

37487-0 2444-66

Centre de Loisirs Coeur Immaculé de Marie inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on October 8, 1970, he approved general by-laws number 1 to 41 of "Centre de Loisirs Coeur Immaculé de Marie inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

37488 510-70

Monique Neckwear Mfg. Co. Ltd.

Notice is given that "Monique Neckwear Mfg. Co. Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 3.

F. M. KABRITA,
President.

37492-0 11222-58

**Couillard Entreprises
(Division Construction) inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 6, de la compagnie « Immeubles Bois Verdure inc. », constituée par lettres patentes en date du 10^e jour de novembre 1965, changeant son nom en celui de « Couillard Entreprises (Division Construction) inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37489-o 4635-65

Les Galeries du Cap Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro « AA », de la compagnie « Centre d'Achats Clairevue-St-Bruno Itée », constituée par lettres patentes en date du 11^e jour de février 1970, changeant son nom en celui de « Les Galeries du Cap Itée ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37490-o 648-70

Hôpital St-Joseph de Trois-Rivières

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 16 novembre 1970, il a approuvé le règlement général numéro 5 de la corporation « Hôpital St-Joseph de Trois-Rivières », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37491-o 297-60

Montreal Camera Club

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 13 novembre 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Montreal Camera Club », et ce, en vertu de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.*
37493-o 1099-92

Québec-Ontario Freightways Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la « Société de Gestion Jerry inc.—Jerry Holdings Inc. », constituée par lettres patentes en date du 3^e jour de septembre 1970, changeant son nom en celui de « Québec-Ontario Freightways Inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
37494-o 3725-70

Le Régional Itée

La compagnie « Le Régional Itée », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 11.

*Le secrétaire,
JEAN COUTU.*
37495-o 4643-66

**Couillard Entreprises
(Division Construction) inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 6, of the company "Immeubles Bois Verdure inc.", incorporated by letters patent dated the 10th day of November 1965, changing its name into that of "Couillard Entreprises (Division Construction) inc."

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37489-o 4635-65

Les Galeries du Cap Itée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. "AA", of the company "Centre d'Achats Clairvue-St-Bruno Itée", incorporated by letters patent dated the 11th day of February 1970, changing its name into that of "Les Galeries du Cap Itée".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37490-o 648-70

Hôpital St-Joseph de Trois-Rivières

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on November 16, 1970, he approved general by-law number 5 of "Hôpital St-Joseph de Trois-Rivières", and such, pursuant to Section 6 of Order in Council number 288 adopted on January 31, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37491 297-60

Montreal Camera Club

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on November 13, 1970, he approved the general by-laws of "Montreal Camera Club", and such, pursuant to section 8 of the Amusement Clubs Act and section 225 of the Companies Act.

*ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.*
37493 1099-92

Québec-Ontario Freightways Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 3, of the "Société de Gestion Jerry inc.—Jerry Holdings Inc.", incorporated by letters patent dated the 3rd day of September 1970, changing its name into that of "Québec-Ontario Freightways Inc."

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
37494-o 3725-70

Le Régional Itée

Notice is given that "Le Régional Itée", has changed the number of its directors from 3 to 11.

*JEAN COUTU,
Secretary.*
37495 4643-66

La Scie Chapais inc.

La compagnie « La Scie Chapais inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
PIERRE LARIVIÈRE.

37496-o 1394-69

La Scie Chapais inc.

Notice is given by the company "La Scie Chapais inc.", that it has changed the number of its directors from 3 to 5.

PIERRE LARIVIÈRE,
Secretary.

37496 1394-69

V.D.O. Productions Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « A », de la compagnie « Les Productions Ciné-Mont-Royal limitée — Cine-Mont-Royal Productions Limited », constituée par lettres patentes en date du 12e jour d'avril 1967, changeant son nom en celui de « V.D.O. Productions Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37497-o 1615-67

V.D.O. Productions Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "A", of the company "Les Productions Ciné-Mont-Royal limitée — Cine-Mont-Royal Productions Limited", incorporated by letters patent dated the 12th day of April 1967, changing its name into that of "V.D.O. Productions Inc."

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37497-o 1615-67

Whitlock Golf & Country Club

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 23 octobre 1970, il a approuvé les amendements aux règlements de la corporation « Whitlock Golf & Country Club », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37498-o 4483-63

Whitlock Golf & Country Club

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on October 23, 1970, approved the amendments to the by-laws of "Whitlock Golf & Country Club", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37498 4483-63

**L'Association des parents des élèves
du Conservatoire de musique de
Trois-Rivières**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 12 novembre 1970, il a approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de « L'Association des parents des élèves du Conservatoire de musique de Trois-Rivières », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37508-o 1766-70

**L'Association des parents des élèves
du Conservatoire de musique de
Trois-Rivières**

Notice is hereby given by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives that on November 12, 1970 he approved by-law number 1 (general by-laws) of "L'Association des parents des élèves du Conservatoire de musique de Trois-Rivières", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37508 1766-70

Clinique Roy-Rousseau

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 17 novembre 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Clinique Roy-Rousseau », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37509-o 3719-63

Clinique Roy-Rousseau

Notice is hereby given by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives that on November 17, 1970 he approved the general by-laws of the "Clinique Roy-Rousseau" corporation, and such, pursuant to section 6 of the Order in Council number 288 adopted January 31, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37509 3719-63

**DBM Industries Limited
Les Industries DBM limitée**

Avis est donné que la compagnie « DBM Industries Limited — Les Industries DBM limitée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire-trésorier,
ITALO CAROLI.

37511 508-68

**DBM Industries Limited
Les Industries DBM limitée**

Notice is given that "DBM Industries Limited — Les Industries DBM limitée", has changed the number of its directors from 3 to 5.

ITALO CAROLI,
Secretary-Treasurer.

37511-o 508-68

Construction Modique Lachenaie Itée

La compagnie « Construction Modique Lachenaie Itée », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
FRANCINE BEAUSOLEIL.

37510-o 1425-70

Construction Modique Lachenaie Itée

Notice is given that "Construction Modique Lachenaie Itée", changed the number of its directors from 3 to 5.

FRANCINE BEAUSOLEIL,
Secretary.

37510 1425-70

Hôpital Saint-Joseph de Thetford Mines

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 17 novembre 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Hôpital Saint-Joseph de Thetford Mines », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37512-o 4653-63

Hôpital Saint-Joseph de Thetford Mines

Notice is hereby given by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives that on November 17, 1970 he approved general by-laws of the "Hôpital Saint-Joseph de Thetford Mines", and such, pursuant to section 6 of Order in Council 288 of January 31, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37512 4653-63

Sièges sociaux**Head Offices****Bibliothèque centrale de prêt de la Mauricie**

Avis est donné que la compagnie « Bibliothèque centrale de prêt de la Mauricie » (antérieurement « Service des bibliothèques de la Mauricie »), constituée en corporation en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies le 27 septembre 1961, a transporté son siège social de Édifice Centre Culturel, Place de l'Hôtel de Ville, Trois-Rivières, à 3125 rue Girard.

Trois-Rivières, le 1er août 1970.

Le secrétaire,
CHARLES ED. GAGNON.

37412-o 14827-61

Bibliothèque centrale de prêt de la Mauricie

Notice is given that "Bibliothèque centrale de prêt de la Mauricie" (formerly "Service des bibliothèques de la Mauricie"), incorporated under Part III of the Companies Act on September 27, 1961, has moved its head office from Édifice Centre Culturel, City Hall Place, Trois-Rivières, to 3125 Girard Street.

Trois-Rivières, August 1st, 1970.

CHARLES ED. GAGNON,
Secretary.

37412 14827-61

Brasserie Place Crémazie Inc.

Avis est, par les présentes donné que la compagnie « Brasserie Place Crémazie inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies (Québec) par lettres patentes émises le 26 mars 1970 et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au 8629, boul. St-Laurent.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 30e jour d'octobre 1970.

Le président,
DONAT LEMIRE.

37413-o 1438-70

Brasserie Place Crémazie Inc.

Notice is hereby given that "Brasserie Place Crémazie inc.", incorporated under Part I of the Companies Act (Québec) by letters patent dated March 26, 1970 and having its head office in Montreal has established its office at number 8629 St-Lawrence Blvd.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 30th day of October 1970.

DONAT LEMIRE,
President.

37413-o 1438-70

Importations Narbonne inc.

Avis est donné que la compagnie « Importations Narbonne inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 29 septembre 1970, et ayant son siège social à Laval, province de Québec, a établi son bureau au numéro 110, de la 5ième Rue.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 9 octobre 1970.

(Seeau)

Le président,
RAYMOND LAGARDE.

37415-o 3877-70

Importations Narbonne inc.

Notice is given that the company "Importations Narbonne inc.", incorporated under Part I of the Companies Act on September 29, 1970, and having its head office at Laval, province of Québec, has established its office at number 110 5th Street.

From and after the date of the publication of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, October 9, 1970.

(Seal)

RAYMOND LAGARDE,
President.

37415 3877-70

Club des loisirs-danse Le Marquis inc.

Avis est donné que la corporation « Club des loisirs-danse Le Marquis inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies, en date du 15 juin 1970, et ayant son siège social en la ville de Tracy, a établi son bureau au no 2635, de la rue Laplume.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Daté à Tracy, le 1er jour de septembre, 1970.

Le président,
GILLES LAROUCHE.

37414-o 464-70

Institut Yvonne Gallico inc.

La compagnie « Institut Yvonne Gallico inc. », donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 2435, rue Lucerne, ville Mont-Royal, au numéro 2400, rue Fulton, Montréal.

Le secrétaire,
ANDRÉ HAMEL.

37416-o 4112-67

Inter-Canada Construction Itée

La compagnie « Inter-Canada Construction Itée », donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 6260, 43e Avenue, Montréal au numéro 11501, boulevard Lacordaire, Montréal-Nord.

Le secrétaire,
MME HÉLÈNE CHARBONNEAU.

37417-o 14942-62

Landreville Transport inc.

La compagnie « Landreville Transport inc. », donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 372, rue St-Joseph, Lanoraie-d'Autray au numéro 759, rang St-Isidore, St-Ignace-de-Loyola.

Le secrétaire,
LUCIE VALOIS.

37418-o 14729-61

Mylbec Corporation

Avis est donné que la compagnie « Mylbec Corporation », constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 février 1970, et ayant son siège social à Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au numéro 50, Place Crémazie, suite 1008, l'a transporté au numéro 415 est, boulevard St-Joseph.

Donné à Montréal, ce 14e jour de novembre 1970.

(Scellé)

Le secrétaire,
ANDRÉ PAQUIN.

37419-o 972-70

Pont Viau Employment Services Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Pont Viau Employment Services Ltd. » constituée par lettres patentes datées du 2 octobre 1970, et ayant son siège social à Laval, P.Q., a établi son bureau principal au 999, boul. Saint-Martin.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, P.Q., ce 14e jour d'octobre 1970.

Le président,
F. A. CHEFTECHI.

37420-o 4319-70

Club des loisirs-danse Le Marquis inc.

Notice is hereby given that "Club des loisirs-danse Le Marquis inc.", incorporated by letters patent under the provisions of the third part of the Companies Act, on the 15th day of June 1970, and having its head office in the town of Tracy, has established its office at 2635 Laplume Street.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the corporation as being the head office of the corporation.

Dated at Tracy, this first day of September, 1970.

GILLES LAROUCHE,
President.

37414-o 464-70

Institut Yvonne Gallico inc.

Notice is given that "Institut Yvonne Gallico inc.", has changed its head office from number 2435 Lucerne Street, town of Mont-Royal, to number 2400 Fulton Street, Montreal.

ANDRÉ HAMEL,
Secretary.

37416 4112-67

Inter-Canada Construction Itée

Notice is given that "Inter-Canada Construction Itée", has changed its head office from number 6260, 43rd Avenue, Montreal, to 11501 Lacordaire Boulevard, Montreal-North.

MRS. HÉLÈNE CHARBONNEAU,
Secretary.

37417 14942-62

Landreville Transport inc.

Notice is given by the company "Landreville Transport inc.", that it has changed its head office from 372 St. Joseph Street, Lanoraie-d'Autray to number 759 St. Isidore range, St-Ignace-de-Loyola.

LUCIE VALOIS,
Secretary.

37418 14729-61

Mylbec Corporation

Notice is hereby given that "Mylbec Corporation", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated February 27, 1970, and having its head office in Montreal, has moved its head office from 50 Place Crémazie, suite 1008, Montreal, to 415 St-Joseph Boulevard East, Montreal.

Given at Montreal, this 14th day of November, 1970.

(Seal)

ANDRÉ PAQUIN,
Secretary.

37419-o 972-70

Pont Viau Employment Services Ltd.

Notice is hereby given "Pont Viau Employment Services Ltd." incorporated by letters patent dated October 2, 1970 and having its head office in Laval, P.Q., has established its head office at 999 St. Martin Boulevard.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., this 14th day of October, 1970.

F. A. CHEFTECHI,
President.

37420-o 4319-70

Produits de Beauté Marie-Laure inc.

Avis est donné que la compagnie « Produits de Beauté Marie-Laure inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 août 1970, et ayant son siège social à Ville d'Anjou, a établi son bureau au 6351, boul. Joseph Renaud.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Ville d'Anjou, le 15 octobre 1970.

Le président,
RENÉ LEMAITRE.

37421-o

3677-70

Produits de Beauté Marie-Laure inc.

Notice is given that "Produits de Beauté Marie-Laure inc.", incorporated by letters patent dated the 17th day of August, 1970, and having its head office at Ville d'Anjou, has established its office at 6351 Joseph Renaud Boulevard.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Ville d'Anjou, October 15, 1970.

RENÉ LEMAITRE,
President.

37421

3677-70

Universal Factory Outlet Co. Ltd.

La compagnie « Universal Factory Outlet Co. Ltd. » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 160 est, rue St-Viateur, bureau 105, Montréal, à 4153, rue Amiens, Montréal-Nord.

Le secrétaire,
WILLIAM COOPER.

37422

3069-67

Universal Factory Outlet Co. Ltd.

Notice is given that "Universal Factory Outlet Co. Ltd." has transferred its head office from 160, St. Viateur Street East, Suite 105, Montreal to 4153 Amiens Street, Montreal North.

WILLIAM COOPER,
Secretary.

37422-o

3069-67

Zahava Enterprises Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Zahava Enterprises Ltd. » a transféré son siège social du 175, rue Deguire, Saint-Laurent, au 4460 ouest, rue Sainte-Catherine, Westmount.

Le secrétaire-trésorier,
JOHN WILKS.

37423

3419-70

Zahava Enterprises Ltd.

Notice is given that "Zahava Enterprises Ltd." transferred its head office from 175 Deguire Street, Saint-Laurent, to 4460 St. Catherine Street West, Westmount.

JOHN WILKS,
Secretary-Treasurer.

37423-o

3419-70

**World Wide Special Attractions Ltd.
Attractions spéciales mondiales Itée**

Avis est par les présentes donné que la compagnie « World Wide Special Attractions Ltd.—Attractions spéciales mondiales Itée », constituée en vertu de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 21 février 1967 et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au 5800, avenue Monkland, bureau 5, Montréal 261, Québec.

Montréal, le 12 novembre 1970.

(Seau)

Le président,
HARRY H. COHEN.

37438

475-67

**World Wide Special Attractions Ltd.
Attractions spéciales mondiales Itée**

Notice is hereby given that "World Wide Special Attractions Ltd.—Attractions Spéciales Mondiales Itée", incorporated under the Companies Act of Québec by letters patent dated February 21, 1967, and having its head office in Montreal, has established its office at 5800 Monkland Avenue, suite 5, Montreal 261, Québec.

Montreal, November 12, 1970.

(Seal)

HARRY H. COHEN,
President.

37438-o

475-67

**The Big "O" Plastics (Québec) Limited
Les Plastiques Grands « O » (Québec) limitée**

Avis est donné que la compagnie « The Big "O" Plastics (Québec) Limited — Les Plastiques Grands « O » (Québec) limitée » a transféré son siège social de Salaberry-de-Valleyfield, dans le district de Beauharnois, à Côteau du Lac, dans les districts de Montréal et Beauharnois.

Le secrétaire-trésorier,
F. GRANT KIME.

37439

1416-70

**The Big "O" Plastics (Québec) Limited
Les Plastiques Grands « O » (Québec) limitée**

Notice is given that "The Big "O" Plastics (Québec) Limited — Les Plastiques Grands « O » (Québec) limitée" has transferred its head office from Salaberry-de-Valleyfield, in the district of Beauharnois, to Côteau du Lac, in the districts of Montreal and Beauharnois.

F. GRANT KIME,
Secretary-Treasurer.

37439-o

1416-70

Martin Draperies Inc.

Avis est donné que la compagnie « Martin Draperies Inc. » a transféré son siège social du 4449, rue Wellington, Verdun, au 475 ouest, Port-Royal, Montréal 357.

Le secrétaire-trésorier,
STEVEN HYMAN.

37448

3654-64

Martin Draperies Inc.

Notice is given that "Martin Draperies Inc." transferred its head office from 4449 Wellington Street, Verdun to 475 Port Royal West, Montreal 357.

STEVEN HYMAN,
Secretary-Treasurer.

37448-o

3654-64

Ateliers 52 Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Ateliers 52 Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies (Québec), par lettres patentes émises le 26 juillet 1962, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au numéro 6, Place Duchastel, Montréal, 153.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 3e jour de septembre 1970.

La secrétaire,
PIERRETTE L. BEAUVAIS.
 37456-o 13170-62

Ateliers 52 Inc.

Notice is hereby given that "Ateliers 52 Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act (Québec) by letters patent dated July 26, 1962, and having its head office in Montreal has established its office at number 6, Place Duchastel, Montréal 153.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 3rd day of September, 1970.

PIERRETTE L. BEAUVAIS,
Secretary.
 37456-o 13170-62

**Prêts Champlain Itée
 Champlain Loans Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Prêts Champlain Itée — Champlain Loans Ltd. » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 6 mai 1970, et ayant son siège social dans la ville de Québec, a établi son bureau au numéro 700, de la rue St-Jean.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 20e jour de mai 1970.

NICOLE MORISSETTE.
 37457-o 1982-70

**Prêts Champlain Itée
 Champlain Loans Ltd.**

Notice is given that "Prêts Champlain Itée — Champlain Loans Ltd." incorporated under Part I of the Companies Act, on May 6, 1970, and having its head office in the city of Québec, has established its office at 700 St. John Street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Québec, this 20th day of May, 1970.

NICOLE MORISSETTE.
 37457 1982-70

Étienne Cournoyer inc.

Avis est, par les présentes donné que la compagnie « Étienne Cournoyer inc. » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes émises le 30 mai 1970, et ayant son siège social à Yamaska-Est, a établi son bureau au 137, rue Centrale.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Yamaska, ce 10e jour de novembre 1970.

Le président,
M. ÉTIENNE COURNOYER.
 37458-o 2390-70

Étienne Cournoyer inc.

Notice is hereby given that "Étienne Cournoyer inc." incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated May 30, 1970, and having its head office in Yamaska-East, has established its office at number, 137 Centrale Street.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Yamaska, this 10th day of November, 1970.

M. ÉTIENNE COURNOYER,
President.
 37458-o 2390-70

Les Entreprises Jean Doyon Itée

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Jean Doyon Itée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 12 juin 1970 et ayant son siège social dans la ville de Sainte-Foy, a établi son bureau au numéro 825, de la rue Paradis.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Sainte-Foy, ce 15e jour de juin 1970.

Le secrétaire,
JOS. H. DOYON.
 37459-o 2594-70

Les Entreprises Jean Doyon Itée

Notice is given that "Les Entreprises Jean Doyon Itée" incorporated under Part I of the Companies Act on June 12, 1970, and having its head office in the city of St. Foy, has established its office at 825 Paradis Street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in St. Foy, this 15th day of June, 1970.

JOS. H. DOYON,
Secretary.
 37459 2594-70

Lavoie Datsun inc.

La compagnie « Lavoie Datsun inc. », donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 259, boulevard d'Anjou, Châteauguay, au numéro 555, boulevard St-Jean-Baptiste (Rte 4), Ste-Martine, comté de Châteauguay.

Le secrétaire,
CLAUDETTE V. LAVOIE.
 37461-o 2625-70

Lavoie Datsun inc.

Notice is hereby given by the company "Lavoie Datsun inc.", that it has changed its head office from 259 d'Anjou boulevard, Châteauguay, to 555 St. John the Baptist Boulevard (Route 4), Ste-Martine, county of Châteauguay.

CLAUDETTE V. LAVOIE,
Secretary.
 37461 2625-70

**La Fondation des amis de Ste-Anne
The Foundation of the Friends of Ste. Anne**

Avis est donné que la corporation « La Fondation des amis de Ste-Anne — The Foundation of the Friends of Ste. Anne » constituée par lettres patentes datées du 30 septembre 1970, et ayant son siège social dans Montréal, P.Q., a établi son bureau principal à Suite 700, The Royal Bank Building, Place Ville Marie.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, P.Q., ce 5^e jour d'octobre 1970.

(Sceau)

Le président,
DAVID C. GAUSIE.

37460-o

3145-70

M.C.I. Management Ltd.

Avis est donné que la compagnie « M.C.I. Management Ltd. », incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies le 4 septembre 1969 et ayant son siège social à Montréal, l'a transporté de 1010, rue Ste-Catherine Ouest, à 1255, rue Université.

Le secrétaire,
STANLEY CLAMEN.

37462-o

4220-69

Maison Nadeau limitée

La compagnie « Maison Nadeau limitée », constituée en corporation, en vertu des lettres patentes en date du 14 janvier 1947 et ayant son siège social dans la cité de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 7120, rue des Érables, l'a transporté au numéro 1259, rue Berri, suite 200.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 21^e jour de septembre 1970.

Le secrétaire,
GASTON NADEAU.

37463-o

1538-47

Gilles Martin, Éliane Martin inc.

Avis est donné que la compagnie « Gilles Martin, Éliane Martin inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 11 mai 1970, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau principal au 3100, Tour de la Bourse, Place Victoria.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, le 11 mai 1970.

(Sceau)

Le président,
GILLES MARTIN.

37464-o

2028-70

Molson Sept-Iles Itée

Avis est donné que la compagnie « Molson Sept-Iles Itée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 26 novembre 1968, a transporté son siège social de 250, rue Arnaud, Sept-Iles, à 115, Mgr Blanche.

(Sceau)

Le secrétaire,
ROBERT DE FOUGEROLLES.

37467-o

5606-68

**La Fondation des amis de Ste-Anne
The Foundation of the Friends of Ste. Anne**

Notice is hereby given that "La Fondation des amis de Ste-Anne — The Foundation of the Friends of Ste. Anne" incorporated by letters patent dated September 30, 1970, and having its head office in Montreal, P.Q., has established its head office at Suite 700, The Royal Bank Building, Place Ville Marie.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the corporation as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., this 5th day of October, 1970.

(Seal)

DAVID C. GAUSIE,
President.

37460-o

3145-70

M.C.I. Management Ltd.

Notice is hereby given that "M.C.I. Management Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act on September 4, 1969 and having its head office in Montreal, has transferred it from 1010 St. Catherine Street West, to 1255 University Street.

STANLEY CLAMEN,
Secretary.

37462-o

4220-69

Maison Nadeau limitée

Notice is given that "Maison Nadeau limitée", incorporated by letters patent dated January 14, 1947 and having its head office in the city of Montreal until to-day at 7120 des Érables Street, has established its head office at 1259 Berri Street, room 200.

From and after the date of the présent notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 21st day of September, 1970.

GASTON NADEAU,
Secretary.

37463-o

1538-47

Gilles Martin, Éliane Martin inc.

Notice is hereby given that "Gilles Martin, Éliane Martin inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated May 11, 1970, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 3100 Stock Exchange Building, Victoria Square.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, May 11, 1970.

(Seal)

GILLES MARTIN,
President.

37464-o

2028-70

Molson Sept-Iles Itée

Notice is hereby given that "Molson Sept-Iles Itée", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated November 26, 1968, has moved its head office from 250 Arnaud Street, Sept-Iles, to 115 Mgr Blanche.

(Seal)

ROBERT DE FOUGEROLLES,
Secretary.

37467-o

5606-68

Métallisation du Nord inc.

Avis est donné que la compagnie « Métallisation du Nord inc. », constituée en corporation en date du 6e jour de mai 1970, et ayant son siège social dans la ville de Chibougamau, a établi son bureau au numéro 878, Quartier Industriel.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Chibougamau, ce 4e jour de novembre 1970.

PHILIPPE LESSARD.

37465-o 1942-70

Métallisation du Nord inc.

Notice is given that "Métallisation du Nord inc.", incorporated on the 6th day of May, 1970 and having its head office in the town of Chibougamau, has established its office at 878 Quartier Industriel.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Chibougamau, this 4th day of November, 1970.

PHILIPPE LESSARD.

37465 1942-70

**Molina fer ornemental Itée
Molina Ornamental Iron Ltd.**

Avis est par la présente donné que la compagnie « Molina fer ornemental Itée — Molina Ornamental Iron Ltd. », incorporée suivant la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes émises en date du 23 juillet 1962, a déménagé son siège social du 8140, rue Lafrenai, à St-Léonard, au 8275, rue Lafrenai, à St-Léonard, district de Montréal.

Montréal, le 9 novembre 1970.

(Seau)

Le secrétaire,
THÉRÈSE LARUFFA.

37466-o 1312-62

**Molina fer ornemental Itée
Molina Ornamental Iron Ltd.**

Notice is hereby given that "Molina fer ornemental Itée — Molina Ornamental Iron Ltd." incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent issued on July 23, 1962, has moved its head office from 8140 Lafrenai Street, in St. Léonard, to 8275 Lafrenai Street, in St. Léonard, district of Montreal.

Montreal, November 9, 1970.

(Seal)

THÉRÈSE LARUFFA,
Secretary.

37466-o 1312-62

Mortgage Consultants Inc.

Avis est donné que la compagnie « Mortgage Consultants Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 19e jour de juillet 1961, et ayant son siège à 1010 ouest, rue Ste-Cathérine dans la ville de Montréal, district de Montréal, a transporté son bureau au numéro 1255, rue University, dans la ville de Montréal, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 22e jour de juin, 1970.

Le secrétaire,
ETHEL PREHOGAN.

37468-o 13361-61

Mortgage Consultants Inc.

Notice is hereby given that "Mortgage Consultants Inc.", incorporated by letters patent on the 19th day of July, 1961, and having its head office at 1010 St. Catherine Street West in the city of Montreal, district of Montreal, has moved its office to 1255 University Street in the city of Montreal, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 22nd day of June, 1970.

ETHEL PREHOGAN,
Secretary.

37468-o 13361-61

Réalisations Mont-Chatel inc.

Avis est donné que la compagnie « Réalisations Mont-Chatel inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la loi des compagnies en date du 24 octobre 1969 et ayant son siège social dans la ville de Sainte-Foy, a établi son bureau au numéro 825, de la rue Paradis.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Sainte-Foy, ce 15e jour de juin 1970.

Le secrétaire,
JOS. H. DOYON.

37469-o 5160-69

Réalisations Mont-Chatel inc.

Notice is given that "Réalisations Mont-Chatel inc.", incorporated under Part I of the Companies Act on October 24, 1969 and having its head office in the city of St. Foy, has established its office at 825 Paradis Street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in St. Foy, this 15th day of June, 1970.

JOS. H. DOYON,
Secretary.

37469 5160-69

**Les Soeurs de l'Assomption
de la Sainte-Vierge,
Province de Notre-Dame de Lourdes**

La corporation « Les Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge, Province de Notre-Dame de Lourdes » donne avis qu'elle a changé son siège social de Nicolet au numéro 1635 rue Fradet, Drummondville Sud.

La secrétaire,
GERMAINE PAQUIN, S.A.S.V.

37470-o 10650-61

**Les Soeurs de l'Assomption
de la Sainte-Vierge,
Province de Notre-Dame de Lourdes**

Notice is given that "Les Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge, Province de Notre-Dame de Lourdes" has changed its head office from Nicolet to number 1635 Fradet Street, Drummondville South.

GERMAINE PAQUIN, S.A.S.V.,
Secretary.

37470 10650-61

Sorecom inc.

Avis est donné que la compagnie « Sorecom inc. », constituée en corporation sous la première partie de la Loi des compagnies, en date du 10 juillet 1969 et ayant son siège social dans la ville de Montréal, province de Québec, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro civique 3540, rue Joliette, Montréal, Québec, l'a transporté au numéro civique 110 ouest, Crémazie Montréal, Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 5^e jour d'octobre 1970.

(Seeau)
37471-o

ROGER DUBUC.
3440-69

Sorecom inc.

Notice is given that "Sorecom inc." incorporated under Part I of the Companies Act, on July 10, 1969, and having its head office in the city of Montreal, Province of Québec, where it had its office situated until today to Civic number 3540 Joliette Street, Montreal, Québec, has transferred it to civic number 110 Crémazie West, Montreal, Québec.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this 5th day of October, 1970.

(Seal)
37471

ROGER LEDUC.
3440-69

Incos Limited

La compagnie « Incos Limited » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 1485-A rue Latour, St-Hubert à 300, Canal Bank, section #16, Ville St-Pierre.

Le secrétaire,
THÉO SANGESSER.
2719-65

37499

Incos Limited

Notice is given that "Incos Limited" has transferred its head office from 1485-A Labour Street, St. Hubert to 300 Canal Bank, Section #16, Ville St. Pierre.

THÉO SANGESSER,
Secretary.
2719-65

37499-o

Le Meuble Villageois inc.

La compagnie « Le Meuble Villageois inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 6635, rue Papineau, Brossard à Saint-Benoit Labre, comté de Beauce.

Le secrétaire,
CLERMONT POULIN.
1584-69

37500-o

Le Meuble Villageois inc.

Notice is given that "Le Meuble Villageois inc." has changed its head office from 6635 Papineau Street, Brossard to Saint-Benoit Labre, county of Beauce.

CLERMONT POULIN,
Secretary.
1584-69

37500

La Scie Chapais inc.

La compagnie « La Scie Chapais inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Thetford-Mines à Chapais, comté d'Abitibi, C.P. 188.

Le secrétaire,
JEAN-LOUIS MAHEU.
1394-69

37501-o

La Scie Chapais inc.

Notice is given that "La Scie Chapais inc." has moved its head office from Thetford Mines to Chapais, county of Abitibi, C.P. 188.

JEAN-LOUIS MAHEU,
Secretary.
1394-69

37501

Ventes pour taxes**Ville de St-Bruno de Montarville**

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, trésorier et assistant-greffier de la ville de St-Bruno de Montarville, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère public, à l'Hôtel de Ville de la ville de St-Bruno de Montarville, 1585, rue Montarville, le LUNDI, le VINGT ET UNIÈME jour de DÉCEMBRE, 1970, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et répartition, avec intérêt plus les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payées avant la vente.

La Commission municipale de Québec, par décision en date du 22 octobre 1970, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550, tel qu'amendé par 24, George V, chapitre 33, section 3.

Sales for Taxes**Town of St-Bruno de Montarville**

Public notice is hereby given by the undersigned, Treasurer and Assistant Town-Clerk of the Town of St-Bruno de Montarville, that the hereinafter described immovables will be sold by public auction, at the Town Hall of the Town of St-Bruno de Montarville, 1585 Montarville Street, on MONDAY, TWENTY-FIRST day of DECEMBER, 1970, at TEN o'clock in the forenoon to satisfy the payment of the municipal and school taxes plus the costs which shall subsequently be incurred unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Québec Municipal Commission by a decision dated October 22, 1970, has authorized and abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of the article 550 of Cities and Towns Act, as amended by 24, George V, chapter 33, section 3.

Noms des Propriétaires Name of Proprietors	Cadastre	Subdivision
M.-Mr. et-and Mme-Mrs. Henrik Freund.....	91.....	87.
M.-Mr. et-and Mme-Mrs. Henrik Freund.....	91.....	129.
Ferez Haur.....	126.....	31.
Mt-Bruno Realities Inc.....	P131.....	
<p>Cette partie du lot originaire cent trente et un du cadastre officiel de la paroisse de St-Bruno, bornée en front cent cinq pieds et trente-sept centièmes (105.37) pieds, sur le boulevard Clairevue; borné à l'est sur la rue De Carillon; borné au nord par le lot 492-81-2-1, appartenant à Jean-Guy Lessard; d'une superficie de mille cent soixante-deux pieds carrés et sept centièmes (1,662.07) pieds carrés.</p> <p>This part of original lot number one hundred thirty-one (P131) of the cadastre of the parish of St-Bruno, bounded in front one hundred five feet and thirty-seven hundredth (105.37) feet, on Clairevue Boulevard; bounded on the east on De Carillon street; bounded on the north by lot number 492-81-2-1, belonging to Mr. Jean-Guy Lessard; having a total area of one thousand six hundred and sixty-two square feet and seven hundredth (1,662.07) square feet.</p>		
Jules Mangin.....	131.....	243-21.
<p>Avec bâtisse portant numéro civique 1784 rue Verdun. With building bearing civic number 1784 Verdun Street.</p>		
Benoît Comtois.....	172.....	1-1.
Maurice Massicotte.....	172.....	1-10.
Richard M. Blais.....	221.....	83.
Z & Z Inc.....	231.....	13.
Claud A. Akkaoui.....	314.....	8-2-2.
<p>Avec bâtisse portant numéro civique 1975 Place Nightingale. With building bearing civic number 1975 Nightingale Place.</p>		
Claud A. Akkaoui.....	314.....	9.
<p>Avec bâtisse portant numéro civique 1975 Place Nightingale. With building bearing civic number 1975 Nightingale Place.</p>		
Daniel F. Adler.....	492.....	149.
Mme-Mrs. Anna Schubert.....	492.....	150.
Mme-Mrs. Alzbeta Emmer.....	492.....	151.

Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Bruno maintenant Ville de St-Bruno de Montarville et situés dans ladite ville, le bureau d'enregistrement de la ville est situé au 201 Place Charles LeMoyne, Longueuil.

Ladite vente sera en outre faite avec tous les droits de subrogation, toutes les servitudes actives ou passives apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

Donné en la Ville de St-Bruno de Montarville, ce 9e jour du mois de novembre, 1970.

Le trésorier et l'assistant-greffier,
37324-47-2-o J. P. R. Boissy.

The above immoveables are all on the plan and book of reference of the parish of St-Bruno now Town of St-Bruno de Montarville and situated in the said town, the registration office of the said town is situated at 201 Place Charles LeMoyne, Longueuil.

The said sale will be made with all subrogation rights, and all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said properties.

Given at the Town of St-Bruno de Montarville, this 9th day of November, 1970.

J. P. R. Boissy,
37324-47-2-o Treasurer and Assistant Town-Clerk.

Cité de Ste-Thérèse

Avis est par le présent donné par le soussigné, Charles-Édouard Desjardins, greffier de la cité de Sainte-Thérèse, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère en la salle municipale de l'Hôtel de Ville, de la cité de Ste-Thérèse, 38 ouest, rue Blainville, LUNDI, le DIX-HUITIÈME jour de JANVIER 1971, à DEUX heures de l'après-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêts et les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente. Toutefois, seront exclus de la vente des immeubles sur lesquels les taxes municipales devenues exigibles, le ou avant le 31 décembre 1969 auront été payées avant le moment de la vente.

La Commission municipale de Québec, par une décision en date du 14 octobre 1970, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux d'immeubles à être vendus par la Cité pour non-paiement de taxes. d'ici le 28 février 1971, à condition que ladite énumération abrégée ne s'applique qu'aux numéros cadastraux d'immeubles qui sont consécutifs et qui appartiennent au même propriétaire, le tout conformément aux dispositions de l'article 550 de la Loi des cités et ville (S.R.Q. 1964, chapitre 193).

City of Ste-Thérèse

Notice is hereby given by the undersigned, Charles-Édouard Desjardins, City-Clerk of the city of Ste. Thérèse, that the immovable properties hereunder described will be sold by public auction in the Municipal Hall of the city of Ste. Thérèse, 38 Blainville Street West, on MONDAY, the EIGHTEENTH day of JANUARY, 1971, at TWO o'clock in the afternoon to satisfy, the payment of the municipal and school taxes with interest, plus the cost which have been or may incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before sale. However the immovables on which the taxes exigible on or before December 31, 1969, shall be paid before the time of the sale, shall be excluded from the sale.

The Québec Municipal Commission by a decision dated October 14, 1970, has authorized an abridged enumeration of the cadastral lots numbers to be sold by the aforesaid City for taxes before February 28, 1971, on condition that the said abridged enumeration applied itself only to the cadastral lot numbers of immovables which are consecutive and are belonging to the same owner, according to the provisions of article 550 of the Towns and Cities Act (S.R.Q. 1964, chapter 193).

Noms Names	Adresse Address	Cadastre
Lebeau, Paul-Émile	437, Blainville Est, Ste-Thérèse	234-4, -5 (P).
Lebeau, Paul-Émile	437, Blainville Est, Ste-Thérèse	234-12 (P).
Merceure, André	46, Côte St-Louis, Ste-Thérèse	541-141, 547-1 (P). 546-168.
Degongre, Jean	104, Desjardins Est, Ste-Thérèse	61-62, 61-63 (P) 61-64.
Gagnon, Alfred	4, rue Hogue, Ste-Thérèse	267-25, -26 (P).
Charron, Léopold	516, Boul. Du Côteau, Ste-Thérèse	554-393 (P).
Charron, Léopold	516, Boul. Du Côteau, Ste-Thérèse	554-392 (P).
Les Habitations Denco	1047, Val Martin, Chomedey, Laval	550-118, 548-106 (P).
"	"	548-107.
"	"	548-108.
"	"	548-109, 546-134.
"	"	550-116.
"	"	550-117, 548-100.
"	"	548-101.
"	"	548-102.
"	"	548-103.
"	"	550-165, 551-511.
"	"	550-164, 551-510.
"	"	550-163, 551-509.
"	"	550-162, 551-508.
"	"	550-161, 551-507.
"	"	550-160, 551-506.
"	"	550-159, 551-505.
"	"	551-504, 550-158.
"	"	551-503.
"	"	551-370, 550-114.
"	"	550-115.
"	"	550-148, -149.
"	"	548-153, -154.
"	"	550-150, -151.
"	"	548-155, -156.
"	"	550-152, 548-157.
"	"	550-153, 548-158.
"	"	550-154, 548-159.
"	"	550-155, 548-160.
"	"	551-480, 550-156.
"	"	551-481, 550-157.
"	"	551-482, -483.
Filiatrault, Nolan	50 ouest, Blainville, Ste-Thérèse	115-250 (V).
Matte, Marcel	7781, St-Denis, Montréal	244 (V).
Goller, Mme Fernand	33, rue St-Louis, Ste-Thérèse	P27 (V).

Désignation: Un emplacement situé rue St-Louis, en la cité de Sainte-Thérèse, connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro vingt-sept (Ptie 27) aux plan et livre de renvoi officiel du village de Ste-Thérèse de Blainville, et contenu dans les bornes suivantes: En avant vers le nord-est, par la rue St-Louis, en arrière vers le sud-ouest, par la propriété de M. Herménégilde Thibault, représentant Dame Veuve Guillaume Thibault; d'un côté vers le nord-ouest par la propriété de Dame A. Debien, représentant M. J.-A. Perron; et de l'autre côté vers le sud-est, par la propriété de M. J. O'Reilly, représentant Dame Veuve Léger Jérôme.

Designation: A lot situated in front of St-Louis Street in the city of Sainte-Thérèse known and designated as being a part of the original lot number twenty-seven (Pt 27) of the official cadastre of the parish of Ste. Thérèse de Blainville and included in the following boundaries: in front to the northeast, by St-Louis Street, in the back line to the southwest, by the property of Mr. Herménégilde Thibault representing Mrs. Guillaume Thibault, widow; on one side to the northwest, by the property of Mrs. A. Debien, representing Mr. J.-A. Perron and on the other side to the southeast by the property of Mr. J. O'Reilly, representing Mrs. Léger Jérôme, widow.

Jacques Denault Inc.	1070, rue Tessier, Chomedey, Laval	551-554 (P).
"	"	551-553.
"	"	551-552.
"	"	551-555, 553-520.
"	"	551-556, 553-521.
"	"	551-557, 553-522.
"	"	551-558, 553-523.
"	"	551-560, 553-525.
"	"	551-561, 553-526.
"	"	553-515, -516.
"	"	553-517.
"	"	553-518.
"	"	553-519, -531.
"	"	551-528.
"	"	551-527.
"	"	551-525.
"	"	551-524.
"	"	551-523.
"	"	551-522.
"	"	551-521.
"	"	551-520.
"	"	551-519.
"	"	551-518.
"	"	551-517.
"	"	551-516.
"	"	551-512, -513.
"	"	553-535, -536.
"	"	553-537.
"	"	553-538.
"	"	551-542, -543.
"	"	551-544.
"	"	551-546.
"	"	551-547, -548.
"	"	551-550, -551.

Noms Names	Adresse Address	Cadastre
Jacques Denault Inc.....	1070, rue Tessier, Chomedey, Laval....	
"	"	553-466.
"	"	553-464.
"	"	551-316.
"	"	553-528.
"	"	553-533, -534.
Lachance, Fernand.....	124, 36e Rue, St-Georges Est, comté de Beauce.....	67-179 (P).
Lachance, Madeleine.....	263, 4e Rue, Laval des Rapides.....	67-180 (P).
Lachance, Emmanuel.....	263, 4e Rue, Laval des Rapides.....	67-181 (P).

Les immeubles ci-haut mentionnés désignés par la lettre (P) sont du cadastre de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville et ceux désignés par la lettre (V) sont du cadastre du Village Inc. de Ste-Thérèse de Blainville, division d'enregistrement de Terrebonne, et situés dans la cité de Ste-Thérèse.

Ladite vente sera en outre faite avec tous les droits de subrogation, toutes les servitudes actives ou passives apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

Donné en la cité de Ste-Thérèse, ce 10 novembre 1970.

Le greffier de la cité,

CHARLES-ÉDOUARD DESJARDINS.

37322-47-2-o

The above mentioned immovables designated by the letter (P) are from the official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de Blainville and the ones designated by the letter (V) are of the official cadastre of the Village Inc. of Ste. Thérèse de Blainville, Terrebonne, registration division and situated in the city of Ste. Thérèse.

The said sale will be made with all subrogation rights, and all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said immovables.

Given in the city of Ste. Thérèse, this November, 10, 1970.

CHARLES-ÉDOUARD DESJARDINS,

City Clerk.

37322-47-2-o

Changement de nom — Loi du Demandes

Change of name — Act Applications

Peter Lichtig

Avis est par les présentes donné que le soussigné, Peter Lichtig, étudiant, demeurant à 2040 rue Barclay, en la ville et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Peter Light.

Montréal.

Le pétitionnaire,

PETER LICHTIG.

37325-47-2-o

Peter Lichtig

Notice is hereby given that the undersigned, Peter Lichtig, student, residing at 2040 Barclay Avenue, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council in order to obtain a decree to change his name to Peter Light.

Montreal.

PETER LICHTIG,

Petitioner.

37325-47-2-o

William Nikolof

William Nikolof, serveur, résidant et domicilié au 895 Dollard, Outremont, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de William Nichols.

Montréal, le 11 novembre 1970.

Le procureur du requérant,

ME GAÉTAN LAGARDE.

37326-47-2-o

William Nikolof

William Nikolof, waiter, residing and domiciled at 895 Dollard Avenue, Outremont, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the province of Québec for an order changing his name into that of William Nichols.

Montreal, October 19, 1970.

ME GAÉTAN E. LAGARDE,

Attorney for the petitioner.

37326-47-2-o

Harold Hyman Rosovitch

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la Loi du changement de nom Harold Hyman Rosovitch, vendeur, du 4855, chemin de la Reine Marie, dans la ville et le district de Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour lui et son épouse, Claire Chaya Freida Goodman Rosovitch, un décret changeant leurs noms en Harold Hyman Ross et Claire Freida Goodman Ross respectivement.

Montréal, le 12 novembre 1970.

Les procureurs du requérant,

MOSCOVITCH, HOFFMAN
& MARCHAND.

37396-48-2

Harold Hyman Rosovitch

Notice is hereby given pursuant to The Change of Name Act that Harold Hyman Rosovitch, salesman, of 4855 Queen Mary Road, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council on his own behalf and on behalf of his wife, Claire Chaya Freida Goodman Rosovitch for an order changing their names to Harold Hyman Ross and Claire Freida Goodman Ross respectively.

Montreal, November 12, 1970.

MOSCOVITCH, HOFFMAN
& MARCHAND,

Attorneys for the Applicant.

37396-48-2-o

Kuo Yen Yee

Avis est donné que Kuo Yen Yee, résidant et domicilié au 2391 Côte Vertu, app. 4, en la cité de St-Laurent, district de Montréal, présentera au ministre de la Justice une requête en vue de changer son nom pour celui de Harry Seto.

Montréal, le 19 octobre 1970.

37430-48-2-o *Le procureur du requérant,*
JACQUES RICHARD, avocat.

Albert Joseph Bensoussan

Avis est par les présentes donné que Albert Joseph Bensoussan, résidant au 1429, rue Stanley, appartement 103, dans la ville et le district de Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil d'émettre un décret changeant son nom en celui de Georges Besson, ledit nom devant servir à toutes fins légales.

37431-48-2 *Le procureur du requérant,*
GORDON ZELMAN.

Kuo Yen Yee

Notice is given that Kuo Yen Yee, domiciled at 2391 Côte Vertu, Apt. 4, in the city of St-Laurent, district of Montreal, will present a petition to the Minister of Justice to have his name changed to Harry Seto.

Montreal, October 19, 1970.

37430-48-2-o *JACQUES RICHARD, advocate,*
Attorney for the petitioner.

Albert Joseph Bensoussan

Notice is hereby given that Albert Joseph Bensoussan, residing at 1429 Stanley Street, Apartment 103, city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of an order changing his name to that of Georges Besson the said name to serve for all legal purposes.

37431-48-2-o *GORDON ZELMAN,*
Attorney for the petitioner.

Compagnies étrangères
Permis
Batesville International Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Batesville International Corporation », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 55, d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 55, d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391 88-70

Stanray Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Stanray Corporation » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignation dans les procédures contre la compagnie, est M. H. S. Cooper, de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 155, boulevard Montpellier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37391 93-70

Extra-Provincial Companies
License
Batesville International Corporation

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Batesville International Corporation" has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is C.T. Corporation System (Canada), Ltd., of 55 d'Auteuil, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37391-o 88-70

Stanray Corporation

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Stanray Corporation", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. H. S. Cooper, of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 155 Montpellier Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37391-o 93-70

Commission de Géographie
de Québec
Péninsule d'Ungava

Avis est par les présentes donné qu'à une séance de la Commission de Géographie, il a été résolu de donner le nom de « Péninsule d'Ungava », au lobe nord-ouest du territoire du Nouveau-Québec. La péninsule d'Ungava est délimitée au sud par la rivière aux Feuilles, au nord par le détroit d'Hudson, à l'est et à l'ouest par les baies d'Ungava et d'Hudson.

Québec Geographical
Commission
Péninsule d'Ungava

Notice is hereby given that, at a meeting of the Geographical Commission, a resolution was passed to give the name of "Péninsule d'Ungava", to the northwestern lobe of the territoire du Nouveau-Québec. The Péninsule d'Ungava is bounded on the south by Rivière aux Feuilles, on the north by the détroit d'Hudson, on the east and on the west by the Baie d'Ungava and the Baie d'Hudson.

Cette décision a reçu l'approbation du ministre des Terres et Forêts en conformité avec le chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 16 novembre 1970.

Le secrétaire,
JEAN POIRIER.

37394-0

Mont Raoul-Blanchard

Avis est par les présentes donné qu'à une séance de la Commission de Géographie, il a été résolu de donner le nom de « Mont Raoul-Blanchard », à une entité orographique du comté de Montmorency dont le centre en coordonnées géographiques est situé à 47° 19' de latitude nord et à 70° 50' de longitude ouest.

Cette décision a reçu l'approbation du ministre des Terres et Forêts conformément au chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 16 novembre 1970.

Le secrétaire,
JEAN POIRIER.

37394-0

Jacques-Rousseau

Avis est par les présentes donné qu'à une séance de la Commission de Géographie, il a été résolu de donner le nom de « Jacques-Rousseau », à une entité orographique du territoire du Nouveau-Québec et dont le centre en coordonnées géographiques est situé à 59° 17' de latitude nord et 64° 34' de longitude ouest.

Cette décision a reçu l'approbation du ministre des Terres et Forêts conformément au chapitre 100 des Statuts refondus du Québec, 1964.

Québec, le 16 novembre 1970.

Le secrétaire,
JEAN POIRIER.

37394-0

The said decision was approved by the Minister of Lands and Forests, in accordance with chapter 100 of the Revised Statutes of Québec, 1964.

Québec, November 16, 1970.

JEAN POIRIER,
Secretary.

37394

Mont Raoul-Blanchard

Notice is hereby given that, at a meeting of the Geographical Commission, a resolution was passed to give the name of "Mont Raoul-Blanchard", to an orographic entity of the county of Montmorency, the centre of which in geographic co-ordinates is situated in latitude 47° 19' north and in the longitude of 70° 50' west.

The said decision was approved by the Minister of Lands and Forests, in accordance with chapter 100 of the Revised Statutes of Québec, 1964.

Québec, November 16, 1970.

JEAN POIRIER,
Secretary.

37394

Jacques-Rousseau

Notice is hereby given that, at a meeting of the Geographical Commission, a resolution was passed to give the name of "Jacques-Rousseau", to an orographic entity of the territoire du Nouveau-Québec, the centre of which, in geographic co-ordinates, is situated in the latitude 59° 17' north and in the longitude 64° 34' west.

The said decision was approved by the Minister of Lands and Forests, in accordance with chapter 100 of the Revised Statutes of Québec, 1964.

Québec, November 16, 1970.

JEAN POIRIER,
Secretary.

37394

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

Cité de Lafèche

City of Lafèche

Avis public est par les présentes donné que la « Cité de Lafèche » s'adressera à l'Assemblée Nationale de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte sur les matières suivantes:

pour autoriser le conseil de la cité à modifier par règlements les clauses de taxation des règlements nos 59, 65, 84, 112, 115, 129, 130, 137, 167 et 220, tels règlements, avant d'entrer en vigueur et devenir exécutoires, devant être approuvés par les propriétaires d'immeubles concernés, conformément aux dispositions de l'article 593 de la Loi des cités et villes, par le ministre des Affaires municipales et la Commission municipale de Québec;

pour ratifier la vente intervenue le 14 juin 1968 entre la Cité de Lafèche et M. Lionel Payeur, par contrat passé devant le notaire Marcel Héral, sous le numéro 1760 de ses minutes et enregistré sous le numéro 300026 le 21 juin 1968 au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Chambly;

et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 4 novembre 1970.

Les procureurs de la Cité de Lafèche,
LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
37270-46-4-0 MAILLOUX & BEAUREGARD.

Public notice is hereby given that the "City of Lafèche" will apply to the National Assembly of Québec at its present session, for the adoption of an Act amending its charter, for the following purposes:

to authorize the council of the City of Lafèche to pass by-laws modifying taxation clauses of by-laws nos. 59, 65, 84, 112, 115, 129, 130, 137, 167 et 220, said by-laws, before coming into force, shall be approved by the owners of taxable immoveables concerned, according to article 593 of the Cities and Towns Act, by the Minister of Municipal Affairs and by the Québec Municipal Commission;

to ratify the deed of sale passed between the City of Lafèche and Mr. Lionel Payeur, on the 14th of June 1968, before notary Marcel Héral, under No. 1760 of his minutes and registered under No. 300026 on the 21st of June 1968 at the Registry Office of the Registry Office of Chambly.

and for all other purposes.

Montreal, November 4th, 1970.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,
MAILLOUX & BEAUREGARD,
37270-46-4-0 Attorneys for the City of Lafèche.

Ville de Québec

Nous donnons avis public complémentaire que la Ville de Québec s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, à sa présente session, pour demander des amendements additionnels à sa charte, le chapitre 95 des lois de 1929, et notamment pour modifier certaines dispositions concernant le territoire de la municipalité de la paroisse du Sacré-Coeur de Jésus; pour augmenter la contribution de certaines personnes aux dépenses encourues pour l'administration du commissariat des incendies; pour modifier la juridiction du comité exécutif concernant certains virements de fonds ou de crédits; pour modifier les dispositions concernant la vente à l'encan de certains biens mobiliers non réclamés; pour modifier les dispositions concernant la taxation des terres en culture; concernant l'intérêt payable à la suite d'un jugement du Bureau de Revision; pour demander l'autorisation d'imposer une taxe spéciale sur certaines enseignes; pour demander l'autorisation d'adopter un budget spécial; pour modifier les dispositions concernant certains crédits que le Conseil peut voter dans son budget annuel; pour augmenter le pouvoir d'emprunt annuel pour les pavages permanents, et les dépenses d'immobilisation; pour demander l'autorisation d'emprunter annuellement une somme de \$100,000 pour effectuer des études en vue de l'aménagement du territoire; pour augmenter ses pouvoirs de réglementation concernant la pollution par le bruit; pour diminuer les privilèges accordés à certaines personnes concernant le paiement du coût de l'enlèvement de la neige; pour modifier les dispositions concernant les infractions à ses règlements; pour augmenter ses pouvoirs de réglementation concernant les enseignes; pour augmenter les pénalités dans les cas de pollution de son bassin d'alimentation d'eau potable; pour modifier certains privilèges accordés à certaines institutions concernant la taxe de l'eau; pour modifier les dispositions concernant la procédure à suivre dans le cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et au stationnement et pour demander le pouvoir d'hausser le maximum de la pénalité à \$25.00; pour réglementer l'abattage et la plantation des arbres et arbustes dans un arrondissement historique; pour demander l'autorisation d'accorder une commutation de taxes à l'Hôtel qui sera érigé sur les subdivisions 119 à 148 du lot 4437 du cadastre quartier Montcalm; pour obtenir l'autorisation d'emprunter \$2,500,000 pour la construction de fondeuses à neige et l'acquisition des immeubles requis à cette fin, \$2,500,000 pour la construction d'arénas et pour fins de loisirs, \$1,000,000 pour la construction de piscines, \$500,000 pour la construction de voies d'accès souterraines au stationnement d'Youville; pour extensionner les pouvoirs d'expropriation sur certains lots en dehors de son territoire, pour l'aménagement des berges de la rivière St-Charles; pour demander la ratification des règlements No 1855 de la Ville de Québec et No 461 de la Ville de Neufchâtel concernant la fusion des territoires de la Ville de Québec et de la Ville de Neufchâtel; et tous autres amendements qu'elle jugera nécessaires ou utiles pour la bonne administration de ses affaires et pour l'intérêt de ses citoyens.

Québec, le 2 novembre 1970.

Les procureurs de la Ville de Québec,
PELLETIER, GODBOUT,
37163-45-4-0 BROCHU & SIMARD.

City of Québec

We are giving further public notice that the City of Québec will apply to the Québec National Assembly, at its present session, for new amendments to its charter (Chapter 95 of the Statutes of 1929), and, particularly: to modify certain provisions respecting the territory of the municipality of the parish of Sacré-Coeur de Jésus; to increase the contribution of certain persons towards the expenses incurred by the administration of the Fire Commissioner's Office; to change the Executive Committee's jurisdiction over certain transfers of funds or of estimates; to amend the provisions concerning the auction sale of certain unclaimed immovables; to amend taxation on farm land; interest payable following a judgment of the Revision Bureau; to request permission to levy a special tax on certain signs; to request permission to adopt a special budget; to amend the provisions respecting credits which may be voted by the Council in its annual budget; to increase the annual borrowing potential to cover permanent pavements and immobilization costs; to request permission to borrow each year a sum of \$100,000 for research on territory planning; to increase its powers of control over noise pollution; to restrict the privileges granted to certain persons for the payment of the snow removal costs; to amend the provisions respecting infringements of its regulations; to increase its powers of control over signs; to increase fines imposed in cases of pollution of its drinking water reservoir; to amend certain privileges on water taxes granted to certain institutions; to amend the procedure to be followed in cases of infringement of municipal traffic and parking regulations, and to be authorized to increase to \$25 the maximum fine; to set rules for the cutting down and the planting of trees and shrubs in historical sites; to ask permission to grant a tax commutation in favour of the hotel to be erected on subdivisions 119 to 148 of lot 4437 of the Montcalm Ward cadastre; to obtain permission to borrow \$2,500,000 to build snowmelting plants and to purchase the immovables requested for this purpose, \$2,500,000 to build arenas and to provide for leisure activities, \$1,000,000 to build swimming pools, \$500,000 to build underground access roads to the Youville parking lot; to extend expropriation powers to certain lots bordering its territory, for the landscaping of the St. Charles River banks; to request approval of By-law No. 1855 of the City of Québec and By-law No. 461 of the town of Neufchâtel respecting the amalgamation of the City of Québec with that of the Town of Neufchâtel; and for any other amendments deemed necessary or expedient to the good administration of its affairs and in the best interests, of its citizens.

Québec, November 2, 1970.

PELLETIER, GODBOUT,
BROCHU & SIMARD,
37163-45-4 Attorneys for the City of Québec.

Succession Benny Sadovnik

Avis est par les présentes donné que Nathan Feifer, homme d'affaires et Hubert Feifer, architecte, s'adresseront à l'Assemblée Nationale du Québec, à sa présente session, afin d'obtenir l'adoption d'une loi pour:

Confirmer, malgré les dernières volontés et testament de feu Benny Sadovnik, le titre de propriétaire transféré à Nathan Feifer et Herbert Feifer en vertu d'un jugement de la Cour supérieure du district de Montréal, no 781 875, daté du 11 décembre 1969 et enregistré dans la division d'enregistrement du district de Montréal sous le numéro 2186933, et rendu contre Dame Sarah Sadovnik Beck, Dame Helen Sadovnik Spungin et Harry Abramovitch, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Benny Sadovnik, lequel jugement déclare Nathan Feifer et Herbert Feifer les propriétaires de cet immeuble à savoir:

Les lots portant les numéros un et deux de la subdivision du lot originaire cent cinquante-trois (153-1-2) et la partie nord-est du lot originaire numéro cent cinquante-quatre (154) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Centre de la Ville de Montréal, avec la bâtisse dessus construite, portant les numéros 53 à 57 ouest, de la rue Saint-Jacques.

Montréal, le 3 novembre 1970.

Les procureur des requérants,
37213-46-4-o AWADA, GAREAU & FEIFER.

Estate of Benny Sadovnik

Notice is hereby given that Nathan Feifer, Business Executive and Herbert Feifer, Architect, will apply to the National Assembly of Québec, at its present session to obtain the adoption of an act so as:

To confirm, notwithstanding the last will and testament of the late Benny Sadovnik, the title of ownership transferred to Nathan Feifer and Herbert Feifer in virtue of a judgment of the Superior Court, district of Montreal, under number 781 875 dated December 11, 1969 and registered in the registration division of the district of Montreal under number 2186933, and rendered against Dame Sarah Sadovnik Beck, Dame Helen Sadovnik Spungin, and Harry Abramovitch, in their quality of sole testamentary executors of the late Benny Sadovnik, which judgment declared Nathan Feifer and Herbert Feifer absolute owners of that immoveable property namely:

Lots numbers one and two of the subdivision of original lot one hundred and fifty-three (153-1-2) and the northeasterly part of original lot number one hundred and fifty-four (154) of the official plan and book of reference for the Centre Ward of the City of Montreal, with a building thereon erected bearing numbers 53 to 57 St. James Street West.

Montreal, November 3, 1970.

AWADA, GAREAU & FEIFER,
37213-46-4-o *Attorneys for petitioners.*

Ministère des Richesses naturelles

Department of Natural Resources

Avis de révocation de concession minière

Conformément aux articles 206 (a), 207 et 208 de la Loi des mines (S.Q. 1965, chapitre 34) permettant au lieutenant-gouverneur en conseil de révoquer les concessions minières dont les lettres patentes ont été délivrées avant le 1er juillet 1911 lorsqu'aucune exploitation minière n'a été faite dans les dix (10) années précédant la première publication des présentes, avis est présentement donné au propriétaire de la concession minière ci-dessous mentionnée, qu'après un délai de 90 jours de la dernière publication des présentes, le ministre des Richesses naturelles en recommandera au lieutenant-gouverneur en conseil la révocation:

La concession minière numéro sept (7), superficière et souterraine pour métaux supérieurs, émise le 19 mars 1908 sur le lot dix-sept (17), (138 acres) et sur la partie nord du lot dix-huit (18), (88 acres) de l'augmentation (Gore) du canton de Templeton, district électoral de Papineau, province de Québec.

Québec, 6 novembre 1970.

Le sous-ministre,
37353-47-2-o P.-E. AUGER.

Notice of Revocation of Mining Concession

Pursuant to Sections 206 (a), 207 and 208 of the Mining Act (S.Q. 1965, chapter 34) entitling the Lieutenant-Governor in Council to revoke mining concessions for which letters patent were issued before July 1st, 1911, where no mining operations have been carried on during the ten (10) years preceding the first publication of the presents, notice is hereby given to the owner of the hereunder mining concession that, 90 days after the last publication of this notice, the Minister of Natural Resources will recommend to the Lieutenant-Governor in Council the revocation:

The mining concession number seven (7), surface and underground for superior metals, issued on the 19th day of March 1908, on the lot seventeen (17), (138 acres), and on the North part of lot eighteen (18), (88 acres) of Gore of Templeton township, electoral district of Papineau, Province of Québec.

Québec, November 6, 1970.

P.-E. AUGER,
37353-47-2-o *Deputy-Minister.*

Révocation de concessions minières

Revocation of mining concessions

Prenez avis que les concessions minières ci-après énumérées patentées après le premier juillet 1911, ont été révoquées le 28 juillet 1970 par décret du ministre des Richesses naturelles pour défaut de paiement de la taxe annuelle prévue par l'article 119 de la Loi des mines, (Lois du Québec 1965, 1ère session, chapitre 34), savoir:

1° La concession minière numéro 52, couvrant la partie nord-ouest des lots seize et dix-sept

Notice is hereby given that the following concessions for those letters patent were issued after July 1, 1911, have been revoked on July 28, 1970, by the Minister of Natural Resources, because the annual tax provided by Section 119 of the Mining Act (Q.S. 1965, 1st session, chap. 34) had not been paid, to wit:

1. Mining concession number 52, covering the north-west part of lots sixteen (16) and seventeen

(parties des lots de cadastre numéros 16A, 16B, 17A, 17B et 17C) rang un (I) du canton de Wotton, district électoral de Wolfe, émise le 25 avril 1910 et patentée le 26 septembre 1916, (200 acres);

2^o La concession minière numéro 167, couvrant les blocs dix (10), onze (11) et quatorze (14) du canton de Beauchastel, district électoral de Rouyn-Noranda, émise le 5 juin 1925 et patentée le 14 juillet 1927, (61 acres);

3^o La concession minière numéro 255, couvrant les blocs douze (12), treize (13) et cent cinquante-deux (152) du canton de Beauchastel, district électoral de Rouyn-Noranda, émise le 15 juillet 1931 et patentée le 24 mai 1944, (89 acres);

4^o La concession minière numéro 256, couvrant les blocs cent cinquante-trois (153) à cent cinquante-six (156) du canton de Beauchastel, district électoral de Rouyn-Noranda, émise le 15 juillet 1931 et patentée le 24 mai 1944, (599 acres);

5^o La concession minière numéro 319, couvrant le bloc dix-sept (17) du canton de Bousquet, district électoral de Rouyn-Noranda, émise le 12 juillet 1941 et patentée le 10 février 1942, (994.3 acres);

6^o La concession minière numéro 347, couvrant le lot vingt-cinq (25) rang six (VI), du canton de Joannes, district électoral de Rouyn-Noranda, émise le 16 septembre 1946, (100 acres);

7^o La concession minière numéro 353, couvrant le lot vingt-quatre (24) du rang six (VI), du canton de Joannes, district électoral de Rouyn-Noranda, émise le 3 mars 1947, (100 acres).

Cette révocation a été faite en vertu de l'article 202 de ladite Loi des mines.

Québec, le 16 novembre 1970.

Le sous-ministre,
P.-E. AUGER.

37427-o

(17), (parts of the lots of cadastre numbers 16A, 16B, 17A, 17B and 17C) range one (I) of Wotton township, electoral district of Wolfe, issued on April 25, 1910 and patented on September 26, 1916 (200 acres);

2. Mining concession number 167, covering blocks ten (10), eleven (11) and fourteen (14) of Beauchastel township, electoral district of Rouyn-Noranda, issued on June 5, 1925 and patented on July 14, 1927, (61 acres);

3. Mining concession number 255, covering blocks twelve (12), thirteen (13) and one hundred and fifty-two (152) of Beauchastel township, electoral district of Rouyn-Noranda, issued on July 15, 1931 and patented on May 24, 1944, (89 acres);

4. Mining concession number 256, covering blocks one hundred and fifty-three (153) to one hundred and fifty-six (156) of Beauchastel township, electoral district of Rouyn-Noranda, issued on July 15, 1931 and patented on May 24, 1944, (599 acres);

5. Mining concession number 319, covering block seventeen (17) of Bousquet township, electoral district of Rouyn-Noranda, issued on July 12, 1941 and patented on February 10, 1942, (994.3 acres);

6. Mining concession number 347, covering lot twenty-five (25) range six (VI), of Joannes township, electoral district of Rouyn-Noranda, issued on September 6, 1946, (100 acres);

7. Mining concession 353, covering lot twenty-four (24) of range six (VI) of Joannes township, electoral district of Rouyn-Noranda, issued on March 3, 1947, (100 acres).

This revocation has been made according to Section 202 of the Mining Act.

Québec, November 16, 1970.

P.-E. AUGER,
Deputy Minister.

37427-o

Nomination

Avis est donné que, par arrêté en conseil numéro 3504, en date du 17 septembre 1970, il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

M. André Chaloux, avocat et membre du Barreau du Québec, de Montréal: conseil en loi de la Reine.

Québec, le 18 novembre 1970.

LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-procureur général adjoint.

37426-o

Appointment

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council was pleased, by Order in Council 3504 of September 17, 1970 and by Commission under the Great Seal of the Province, to appoint:

Mr. André Chaloux, advocate and member of the Bar of the Province of Québec; of Montreal: Queen's Counsel, learned in the law.

Québec, November 18, 1970.

LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Assistant Deputy Attorney General.

37426

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

Avis d'approbation de constitution et règlements

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Chapitre 143, S.Q. 1964, modifiée par le chapitre 49, S.Q. 1969), que la constitution et règlements du Comité paritaire des Photographes de la région de Trois-Rivières, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 654-E du 27 juin 1956, modifiés par l'arrêté en conseil numéro 1196-D du 2 août 1960, ont été abrogés par l'arrêté en conseil numéro 4327 du 18 novembre 1970.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 28 novembre 1970. 37478-o

Department of Labour and Manpower

Notice of Approval of Constitution and Regulations

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (S.Q. 1964, chapter 143, amended by S.Q. 1969, chapter 49), the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the constitution and regulations of the Parity Committee of Photographers of the region of Trois-Rivières, approved by Order in Council number 654-E of June 27, 1956, amended by Order in Council number 1196-D of August 2, 1960, have been abrogated by Order in Council number 4327 of November 18, 1970.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, November 28, 1970. 37478-o

Avis divers

Miscellaneous Notice

La cité de Montréal

The City of Montreal

Avis de rachat

Notice of Redemption

Aux détenteurs des obligations payables en monnaie canadienne de l'émission désignée « Obligations 5¼% à fonds d'amortissement pour travaux publics, échéant le 1er janvier 1978 » de la Cité de Montréal, province de Québec, Canada.

To the holders of Debentures payable in Canadian Currency of the issue designated "5¼% Sinking Fund Debentures for Public Works, due January 1, 1978" of the City of Montreal, Province of Québec, Canada.

AVIS PUBLIC EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que la Ville de Montréal a l'intention de racheter et rachètera POUR FINS D'AMORTISSEMENT le 1er janvier 1971, conformément aux dispositions du contrat obligataire en date du 15 décembre 1957, les obligations suivantes payables en monnaie légale du Canada de l'émission ci-dessus mentionnée échéant le 1er janvier 1978 énumérées ci-dessous, à 100% de leur valeur nominale plus les intérêts courus à la date de rachat, à savoir:

PUBLIC NOTICE IS HEREBY GIVEN that the City of Montreal intends to and will redeem FOR SINKING FUND PURPOSES on January 1, 1971, pursuant to the provisions of the debenture contract dated December 15, 1967, the following debentures payable in lawful money of Canada of the above-mentioned issue due on January 1, 1978, listed below at 100% of the face value thereof plus accrued interest to the redemption date, namely:

Numéros des obligations à coupons portant le préfixe A, rachetables le 1er janvier 1971:

Numbers of the Coupon Debentures bearing the prefix A, redeemable on January 1, 1971:

212552	212553	212562	212567	212571	212591	212608	212613	212614	212622	212628
212640	212642	212698	212798	212815	212817	212902	212908	212911	212918	212921
212922	212924	212931	212932	212935	212948	212951	212973	212981	212998	213003
213004	213014	213016	213021	213138	213140	213141	213149	213153	213158	213181
213187	213239	213240	213244	213268	213359	213364	213381	213418	213419	213422
213423	213429	213431	213435	213439	213440	213446	213447	213448	213449	213456
213458	213465	213466	213467	213474	213479	213480	213482	213654	213983	213984
214051	214053	214072	214100	214111	214112	214113	214114	214126	214127	214130
214132	214133	214135	214136	214201	214202	214210	214211	214223	214225	214226
214227	214241	214244	214245	214246	214248	214249	214266	214268	214269	214306
214313	214433	214443	214444	214445	214446	214447	214448	214458	214465	214466
214472	214474	214476	215197	215198	215201	215203	215210	215215	215220	215224
215260	215262	215265	215266	215268	215272	215274	215474	215478	215489	215502
215522	215557	215683	215687	215689	215695	215722	215735	215737	215767	215769
215824	215825	215827	215829	215832	215836	215838	215853	215855	215859	215863
215877	215951	215958	216023	216024	216025	216027	216028	216049	216070	216078
216091	216098	216099	216108	216165	216168	216508	216522	216610	216614	216634
216636	216637	216674	216822	216912	216913	216922	216925	216933	216937	216951
216953	217022	217023	217030	217032	217046	217061	217078	217086	217088	217091
217898	218708	218720	218733	218734	218753	218902	218923	218924	218925	218926
218927	218928	218929	218930	218932	218938	218940	218976	218982	218988	219003
219004	219023	219024	219030	219031	219047	219051	219064	219075	219094	219095
219538	219674	219675	219744	219763	219815	219825	219826	219827	219832	219833
219839	219849	219864	219865	219873	219876	219877	219878	219885	219887	219907
219923	219941	220138	220145	220148	220149	220153	220154	221204	221225	221231
221232	221389	221392	221393	221394	221398	221399	221408	221410	221414	221416
221418	221421	221426	221428	221430	221431	221436	221437	221438	221467	221468
221469	221471	221610	221611	221612	221679	221689	221783	221784	221792	221803
221814	221819	221820	221821	221822	221823	221826	221836	221838	221841	221844
221845	221846	221851	221853	221856	221863	221872	221909	221911	221928	221949
221953	221957	221995	222031	222035	222041	222042	222043	222047	222059	222061
222064	222092	222094	222098	222152	222186	222254	222264	222274	222281	222282
222286	222289	222291	222298	222300	222303	222311	222316	222321	222327	222336
222341	222342	222343	222344	222697	222805	222811	222813	222828	222830	222831
222832	222833	222839	222856	222868	222927	222930	222940	222944	222954	222972
222975	222977	222982	222984	222992	222993	223011	223012	223013	223015	223032
223040	223041	223042	223072	223074	223076	223090	223092	223094	223102	223103
223105	223112	223114	223127	223159	223179	223183	223186	223192	223193	

Les obligations ainsi rappelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées, au choix de détenteur, en monnaie légale du Canada, au bureau principal de la Banque de Montréal, de la Banque Canadienne Nationale, de La Banque Royale du Canada ou de La Banque Provinciale du Canada, situé dans les villes de Montréal, Toronto, Halifax, Saint-John, N.B., Québec, Winnipeg ou Vancouver, Canada, sur présentation et remise desdites obligations avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er janvier 1971 attachés. Les Obligations enregis-

The debentures so called for redemption will become due and payable and will be paid, at the option of the holder, in lawful money of Canada, at the principal office of Bank of Montreal, National Canadian Bank, The Royal Bank of Canada or The Provincial Bank of Canada located in the cities of Montreal, Toronto, Halifax, Saint John, N.B., Québec, Winnipeg or Vancouver, Canada, upon presentation and surrender of the said Debentures with all interest coupons maturing after January 1, 1971 attached. Debentures registered as to principal must be

trées quant au principal devront être accom-
pagnées de transferts ou de procurations autorisant
tels transferts dûment signés en blanc.

À compter du et après le 1er janvier 1971,
l'intérêt sur les obligations ainsi rappelées pour
rachat cessera et les coupons d'intérêt échéant
subséquentement à cette date seront nuls.

Daté à Montréal, ce vingtième jour de novem-
bre 1970.

37482-o
Ville de Montréal,
ROGER BÉLANGER,
Directeur des finances.

accompanied by assignments or transfer powers
duly executed in blank.

From and after January 1, 1971, interest on
the debentures so called for redemption will
cease and interest coupons maturing subsequent
to that date will be void.

Dated at Montreal, this twentieth day of
November, 1970.

37482-o
City of Montreal,
ROGER BÉLANGER,
Director of Finance.

Associations coopératives

Association coopérative Garnier

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des institutions
financières, compagnies et coopératives a approu-
vé le règlement spécial adopté le 12 novembre
1970 de l'association coopérative « Syndicat Gar-
nier », dont le siège social est situé à St-Bernard,
dans le district électoral de Dorchester, changeant
son nom en celui de « Association coopérative
Garnier ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
37513-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Association coopérative d'habitation de Maniwaki

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que l'« Association coopérative
d'habitation de Maniwaki », dont le siège social
était situé à Maniwaki, dans le district électoral
de Gatineau, a été dissoute le 16 novembre 1970,
ce conformément aux dispositions de la Loi des
associations coopératives et de la Loi de la
liquidation des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
37514-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Cooperative Associations

Association coopérative Garnier

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives appro-
ved the special by-law adopted on November 12,
1970 by the co-operative association "Syndicat
Garnier", the head office of which is situated in
Saint-Bernard, in the electoral district of Dor-
chester, changing its name to that of "Association
coopérative Garnier".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
37513 Companies and Cooperatives.*

Association coopérative d'habitation de Maniwaki

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the "Association
coopérative d'habitation de Maniwaki", of
which the head office is situated at Maniwaki,
in the electoral district of Gatineau, was dissolved
November 16, 1970, in accordance with the
Winding-up Act.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
37514 Companies and Cooperatives.*

Liquidation — Loi de la

Les Entreprises La Tuque incorporées La Tuque Interprises Incorporated

Avis est donné que, lors d'une assemblée
générale des actionnaires de la compagnie « Les
Entreprises La Tuque incorporées — La Tuque
Enterprises Incorporated », tenue à La Tuque, le
16 décembre 1969, il a été résolu que les affaires
de ladite compagnie soient liquidées, et que
celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi de la
liquidation des compagnies, et que M. Émilien
Martel, c.a. a été nommé liquidateur.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
37391-o LS-PHILIPPE BOUCHARD. 11022-55

Hôtel Manoir des Cèdres inc.

Avis est donné que, lors d'une assemblée
générale spéciale des actionnaires de la compa-
gnie « Hôtel Manoir des Cèdres inc. », tenue à
St-Georges, le 22 août 1970, il a été résolu que

Winding up Act

Les Entreprises La Tuque incorporées La Tuque Interprises Incorporated

Notice is given that, at a special general
meeting of the shareholders of "Les Entreprises
La Tuque incorporées — La Tuque Enterprises
Incorporated", held at La Tuque on December
16, 1969, a resolution was passed stating that
the said company be wound up and that it be
dissolved, in accordance with the Winding-up
Act, and that Mr. Émilien Martel, c.a., was
appointed liquidator.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
37391 Companies and Cooperatives. 11022-55*

Hôtel Manoir des Cèdres inc.

Notice is given that at a special meeting of the
shareholders of "Hôtel Manoir des Cèdres inc.",
held at St-Georges, on August 22, 1970, it has
been resolved that the affairs of the company be

les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, et que Messieurs Ruel, Roy, Moreau & Associés, comptables agréés ont été nommés liquidateurs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37472-o

1545-66

liquidated and that it be dissolved, pursuant to the Winding-Up Act and that MM. Ruel, Roy, Moreau & Associés, chartered accountants have been named liquidators

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37472

1545-66

Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation

Department of Agriculture and Colonization

Société d'agriculture du comté de Lotbinière

Société d'agriculture du comté de Lotbinière

Avis est donné, par les présentes, que le ministre de l'Agriculture et de la Colonisation a approuvé la fusion des sociétés d'agriculture division « A » et « B » du comté de Lotbinière et que la nouvelle société d'agriculture a été constituée en corporation sous le nom de « Société d'agriculture du comté de Lotbinière », conformément à la Loi des sociétés d'agriculture (S.R.Q. 1964, chapitre 112).

Daté du bureau du ministre, le 23 novembre 1970.

Le sous-ministre de l'Agriculture et de la Colonisation,
ROMÉO LALANDE.

37522-o

ROMÉO LALANDE.

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture and Colonization approved the amalgamation of the agricultural societies of "A" and "B" divisions in the county of Lotbinière, and that the new agricultural society was incorporated under the name of "Société d'agriculture du comté de Lotbinière", in accordance with the Agricultural Societies Act (R.S.Q., 1964, chapter 112).

Dated in the Minister's office, on November 23, 1970.

ROMÉO LALANDE,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

37522

and Colonization.

Syndicat professionnel

Professional Syndicate

Syndicat des Enseignants de la Côte-Nord

Syndicat des Enseignants de la Côte-Nord

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates Act)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, donne avis que le 26 octobre 1970, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des Enseignants de la Côte-Nord », avec siège social situé à Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on October 26, 1970 authorized the incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des Enseignants de la Côte-Nord", with a head office situated at Hauterive, judicial district of Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37473-o

52-70

37473

52-70

Société coopérative agricole

Cooperative Agricultural Association

Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Épiphane

Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Épiphane

(Loi des sociétés coopératives agricoles)

(Cooperative Agricultural Associations Act)

Avis est donné que la « Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Épiphane », dont le siège social était situé à St-Épiphane, dans le district électoral de Rivière-du-Loup, a été dissoute le 6 novembre 1970, et ce conformément à la Loi des sociétés coopératives agricoles et à la Loi de la liquidation des compagnies.

Notice is given that "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Épiphane", the head office of which was situated at St-Épiphane, in the electoral district of Rivière-du-Loup, was dissolved on November 6, 1970, and such in conformity with the Cooperative Agricultural Associations Act and the Winding-Up Act.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37424-o

37424

Caisses d'épargne et de crédit**Savings and Credit Unions****Caisse d'entraide économique de St-Jean et Iberville**

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle du Québec* numéro 47 du 21 novembre 1970 à la page 6739, à la troisième ligne du texte français, nous aurions dû lire: « 29 septembre 1970 » au lieu de « 29 septembre 1790 ».

37382-x

Caisse d'entraide économique de St-Jean et Iberville

In the notice published in *Québec Official Gazette* number 47 of November 21, 1970, on page 6739, in the third line of the French text, one should have read: "September 29, 1970" instead of "September 29, 1790".

37382-x

Lettres patentes supplémentaires**Supplementary Letters Patent****Immeubles Bois Verdure inc.****Immeubles Bois Verdure inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21^e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Immeubles Bois Verdure inc. », 1^o subdivisant 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune; 2^o subdivisant 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune; 3^o convertissant 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune en 10,000 actions sans valeur au pair; 4^o réduisant son capital par l'annulation de 9,700 actions ordinaires sans valeur au pair; 5^o amendant les privilèges et restrictions et certaines dispositions de ses lettres patentes.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

37391-o

4635-65

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 21st day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Immeubles Bois Verdure inc." 1. subdividing 100 common shares of a par value of \$100 each into 10,000 common shares of a par value of \$1 each; 2. subdividing 300 preferred shares of a par value of \$100 each into 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each; 3. converting 10,000 common shares of a par value of \$1 each into 10,000 shares without par value; 4. reducing its capital by the annulment of 9,700 common shares without par value; 5. amending the privileges and restrictions and certain provisions of its letters patent.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

37391

4635-65

Ministère de la Voirie**Department of Roads***Avis**Notice*

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le Ministère de la Voirie.

The roads hereafter designated will no longer be maintained by the Department of Roads.

*Comté Abitibi-Ouest**County of Abitibi-West*

Dans le canton Duparquet, non organisé, comté Abitibi-ouest, l'ancienne route 63, vis-à-vis des lots 26, 27, 28, 29, 30, 31 et 32 du rang IX, sur une longueur de 5,783 pieds.

In the township of Duparquet, unorganized, county of Abitibi-West, former route 63, facing lots 26, 27, 28, 29, 30, 31 and 32 of range IX, a length of 5,783 feet.

Dans la municipalité de St-Jacques-de-Dupuy, comté Abitibi-ouest, l'ancien chemin des rangs VIII-IX du canton La Reine, vis-à-vis des lots 37 et 38, sur une longueur de 685 pieds.

In the municipality of St-Jacques-de-Dupuy, county of Abitibi-West, former road of ranges VIII-IX of the township of La Reine, facing lots 37 and 38, a length of 685 feet.

Dans la municipalité de Taschereau, comté Abitibi-ouest, l'ancienne route Taschereau-Laferté, vis-à-vis le lot 19, du rang II du canton Privat, sur une longueur de 550 pieds.

In the municipality of Taschereau, county of Abitibi-West, former Taschereau-Laferté Route, facing lot 19 of range II of the township of Privat, a length of 550 feet.

Dans la municipalité de Clermont canton, comté Abitibi-ouest, l'ancienne route 63, entre les lots 31 et 32, du rang X du canton Clermont, sur une longueur de 515 pieds.

In the municipality of Clermont Township, county of Abitibi-West, former route 63, between lots 31 and 32 of range X of the township of Clermont, a length of 515 feet.

Dans le canton Rousseau, non organisé, comté Abitibi-ouest, l'ancienne route 63, vis-à-vis du lot 31, rang I, sur une longueur de 510 pieds.

In the township of Rousseau, unorganized, county of Abitibi-West, former route 63, facing lot 31, range I, a length of 510 feet.

Dans la municipalité de Poularies, comté Abitibi-ouest, chemin de la mine Lyndhurst, entre les lots 35 et 36, rang I, canton Poularies, sur une longueur de 2,505 pieds.

In the municipality of Poularies, county of Abitibi-West, road of Lyndhurst Mine, between lots 35 and 36, range I, township of Poularies, a length of 2,505 feet.

Dans le canton Destor, non organisé, comté Abitibi-ouest, chemin de la mine Lyndhurst, vis-à-vis du lot 35, rang X, sur une longueur de 900 pieds.

Comté Témiscamingue

Dans la municipalité de St-Placide-de-Béarn, l'ancien chemin des rangs VI et VII, vis-à-vis des lots 61 et 62, rang IV, et les lots 4 et 5, rang IX, canton Fabre, sur une longueur de 2,358 pieds.

Comté Rouyn-Noranda

Dans le canton Dufresnoy, non organisé, trois parties de l'ancien chemin des rangs V et VI:

- 1° vis-à-vis les lots 43A et 44, rang est, sur une longueur de 1,005 pieds.
 - 2° vis-à-vis les lots 30, 31, 32 et 33, rang V, sur une longueur de 5,520 pieds.
 - 3° vis-à-vis les lots 34 et 35 des rangs V et VI, sur une longueur de 1,243 pieds.
- Dans le canton Cléricy, non organisé, l'ancien chemin des rangs V-VI, vis-à-vis des lots 32 et 33, rang VI, sur une longueur de 995 pieds.

Dans le canton Rouyn, non organisé, l'ancien chemin Rouyn-Granada, vis-à-vis le lot 14-A, rang VI et le lot 14 sud, rang III, sur le bloc minier no 191, sur une longueur de 3,140 pieds.

Dans le canton Dassérat, non organisé, l'ancienne route 59, vis-à-vis les lots 55, 56 et Bloc E, rangs II et III, sur une longueur de 1,646 pieds.

Dans le canton Beauchastel, non organisé, deux parties de l'ancienne route 59:

- 1° vis-à-vis une partie du bloc minier no 22, du bloc no 23 et partie du bloc M, sur une longueur de 1,811 pieds.
- 2° vis-à-vis une partie du Bloc minier V, les Blocs L, K, N, et les lots 23 et 24, rang V, sur une longueur de 8,375 pieds.

Québec, le 12 novembre 1970.

Le ministre de la Voirie,
BERNARD PINARD.

37428-0

In the township of Destor, unorganized, county of Abitibi-West, road of Lyndhurst Mine, facing lot 35, range X, a length of 900 feet.

County of Témiscamingue

In the municipality of St-Placide-de-Béarn, former road of ranges VI and VII, facing lots 61 and 62, range IV, and lots 4 and 5, range IX, township of Fabre, a length of 2,358 feet.

County of Rouyn-Noranda

In the township of Dufresnoy, unorganized, three parts of the former road of ranges V and VI:

- 1. facing lots 43A and 44, East Range, a length of 1,005 feet.
- 2. facing lots 30, 31, 32 and 33, range V, a length of 5,520 feet.
- 3. facing lots 34 and 35 of ranges V and VI, a length of 1,243 feet.

In the township of Cléricy, unorganized, the former road of ranges V-VI, facing lots 32 and 33 of range VI, a length of 995 feet.

In the township of Rouyn, unorganized, former road Rouyn-Granada, facing lot 14-A, range VI and lot 14 south, range III, on Mining Block No. 191, a length of 3,140 feet.

In the township of Dassérat, unorganized, former route 59, facing lots 55, 56 and Block E, ranges II and III, a length of 1,646 feet.

In the township of Beauchastel, unorganized, two parts of former route 59:

- 1. facing a part of Mining Block No. 22, Block No. 23 and part of Block M, a length of 1,811 feet.
- 2. facing a part of Mining Block V, Blocks L, K, N and lots 23 and 24, range V, a length of 8,375 feet.

Québec, November 12, 1970.

BERNARD PINARD,
Minister of Roads.

37428

**Régie des Marchés
Agricoles du Québec**

**Québec Agricultural
Marketing Board**

**Plan conjoint des producteurs
de lait du Québec**

**Québec Milk Producers'
Joint Plan**

*Avis de sanction de plan conjoint
de mise en marché*

*Notice of Sanction of the
Joint Marketing Plan*

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec, le plan conjoint des producteurs de lait du Québec a été approuvé par les producteurs intéressés et que la Régie des marchés agricoles du Québec en a ordonné la publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Notice is given that pursuant to the Québec Agricultural Marketing Act, the Québec Milk Producers' Joint Plan was approved by the interested producers and that the Québec Agricultural Marketing Board ordered its publication in the *Québec Official Gazette*.

I. Objet de plan

I. Purpose of the plan:

- 1. Obtenir pour l'ensemble des producteurs intéressés les conditions de mise en marché les plus avantageuses;
- 2. Ordonner et contrôler la production du produit visé pour obtenir un produit de qualité supérieure, satisfaire aux exigences et aux besoins du marché et éviter une surproduction;
- 3. Rechercher les moyens de réduire le coût de la mise en marché du produit visé, protéger le producteur contre la perte ou la détérioration de son produit en possession d'un tiers, abaisser le prix de revient et améliorer les conditions de production, accroître la qualité et augmenter la pro-

- 1. To obtain for all interested producers, the most advantageous marketing conditions;
- 2. To regulate and control the production of the contemplated product in order to obtain a product of higher quality, avoid overproduction and meet the requirements of the consumption market;
- 3. To try to find out the means to reduce the cost of the marketing of the contemplated product, to protect the producers against the loss or deterioration of its product in the hand of a third party; to lower cost price and improve the conditions of production; to improve the quality and

ductivité et appliquer les solutions jugées avantageuses pour l'ensemble des producteurs;

4. Prendre toute initiative ayant pour objet d'augmenter la consommation du produit visé;

5. Rationaliser le transport du produit visé;

6. Prendre toute mesure visant à faire partager par le producteur les frais de mise en marché, y compris l'écoulement des surplus de lait et des produits laitiers;

7. Coopérer avec tout organisme sur les plans provincial et national en vue de la mise en marché du produit visé.

II. Définitions:

Dans le présent plan conjoint, l'expression « mise en marché » signifie l'offre de vente, la vente, l'expédition pour fin de vente, le transport, l'achat et l'entreposage ainsi que la publicité et le financement des opérations ayant trait à l'écoulement du produit visé; les expressions « lait », « marchand de lait » et « fabrique » ont la même signification que celle indiquée dans la loi des produits laitiers et de leurs succédanés; l'expression « Fédération » signifie la Fédération des producteurs de lait du Québec, et l'expression « Régie » signifie la Régie des Marchés Agricoles du Québec.

III. Désignation:

Le plan conjoint est désigné sous le nom de « Plan conjoint des producteurs de lait du Québec ».

IV. Produit visé:

Le produit visé par ce plan est tout le lait provenant du troupeau d'un producteur intéressé, dans le sens donné à cette expression à la section V.

V. Conditions à remplir pour être un producteur intéressé:

Le producteur intéressé au sens du présent plan est toute personne admise par la Régie ou par un organisme chargé d'appliquer un plan conjoint comme fournisseur de lait à une usine de pasteurisation ou à un marché de lait nature dans la province de Québec.

VI. Extension juridique:

À compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, le plan est exécutoire. Tous les producteurs intéressés et, postérieurement au vote, tous les producteurs qui, au cours de la durée de l'application du plan, continuent à remplir ou répondent aux conditions qui confèrent la qualité de producteur intéressé, sont assujettis au plan.

VII. Réalisation du plan:

L'exécution et l'administration du plan sont fiées à la Fédération des producteurs de lait du Québec.

VIII. Agent de négociation et de vente:

La Fédération est l'agent de négociation et l'agent de vente pour l'exécution du plan.

IX. Devoirs, obligations et engagements du producteur:

increase the productivity and to apply the solutions deemed advantageous for all producers;

4. To take and participate in any initiative aiming at increasing the consumption of the contemplated product;

5. Rationalize the transportation of the contemplated product;

6. To take any measures aiming at having the producer to share the marketing costs, including the disposal of milk and milk products surpluses;

7. To co-operate with any organization on the national and provincial levels for the marketing of this product.

II. Definitions:

In the present joint plan, the word "marketing" means the offer to sell, the sale, the transportation, the purchase and the warehousing together with the advertising and the financing of the operations related to the disposal of the contemplated product; the words "milk", "milk dealer" and "factory" have the same meaning as the one indicated in the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act; the word "Federation" means the *Fédération des producteurs de lait du Québec*; the word "Board" means the Québec Agricultural Marketing Board.

III. Designation:

The joint plan shall be designated as: "Québec Milk Producers' Joint Plan".

IV. Contemplated product:

The contemplated product is all the milk issuing from the herd of an interested producer, in the sense given to this expression in section V hereafter.

V. Conditions required to be an interested producer:

Any person who is permitted by the Board or by an organization entrusted with the carrying out of a joint plan to act as a milk supplier to a pasteurization plant or to fluid milk market in the Province of Québec, is an interested producer.

VI. Legal extension:

From the date of its publication in the *Québec Official Gazette*, the joint plan is executory. It binds all interested producers and, subsequent to the votation, all producers who, during the course of its carrying out, continue to fulfil or meet the conditions, required to be qualified as interested producers.

VII. Carrying out of the plan:

The *Fédération des producteurs de lait du Québec* is entrusted with the carrying out and administration of the joint plan.

VIII. Negotiating and sales agent:

The negotiating and sales agent designated for the carrying out of the plan shall be the Federation.

IX. Duties, obligations and commitments of producers:

Le producteur doit:

1. Se conformer aux décisions et règlements adoptés par la Fédération dans l'exercice des pouvoirs dont elle est investie en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec;
2. Honorer toute convention et tout contrat faits par la Fédération ou son délégué dans l'exercice de ses pouvoirs et attributions;
3. Si la Fédération adopte un règlement à cette fin, se procurer un quota de production et de vente auprès de la Fédération et le respecter;
4. Se conformer aux normes de qualité établies par l'autorité compétente et la Fédération et se soumettre à toute inspection visant à vérifier la qualité du produit visé;
5. Payer les frais d'administration et de mise en oeuvre du plan selon le montant et les modalités que la Fédération établira;
6. Payer sa quote-part de toute somme due à un voiturier et à toute autre personne dont l'intervention a été requise pour la mise en marché du produit visé et dont les services sont retenus par la Fédération conformément aux modalités établies par elle, et autoriser tout marchand de lait ou toute personne qui touche le produit global d'une vente en commun, à prélever cette part et à en faire remise à la Fédération ou à toute personne désignée par elle;
7. Contribuer, selon les modalités établies par la Fédération, au coût de l'écoulement des surplus de lait et de produits laitiers attribuables aux producteurs visés;
8. Utiliser les contenants pour fins de livraison du produit visé répondant aux normes établies par la Fédération en conformité avec les lois en vigueur et les marquer conformément aux normes prescrites par la Fédération;
9. Fournir à la Fédération tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan.

X — *Devoirs de la Fédération en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente:*

Les devoirs de la Fédération sont:

1. Accomplir tout devoir et remplir toute obligation que la Loi des marchés agricoles du Québec, impose à un office de producteurs;
2. Orienter la production du produit visé selon les besoins des marchés et chercher à maintenir un sain équilibre entre l'offre et la demande du produit visé;
3. Viser à assurer la mise en marché d'un produit de qualité conforme aux règlements et aux normes d'inspection décrétés par l'autorité compétente, et
4. Maintenir une comptabilité selon les standards minima que peut exiger la Régie.

XI. *Pouvoirs et attributions de la Fédération en tant qu'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente:*

La Fédération peut:

1. Coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors de la province du produit visé et exercer à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération;
2. Exercer tout pouvoir et accomplir les devoirs qui résultent d'une délégation de l'un quelconque des pouvoirs remis par la Régie;
3. Contingenter la production et la vente du produit visé, fixer le temps et le lieu de sa mise

The producer must:

1. Conform with all decision and regulations adopted by the Federation, using the powers granted to the latter under the Québec Agricultural Marketing Act;
2. Honour any agreement and any contract made by the Federation or its delegate, in the exercise of its powers and attributions;
3. If the Federation has adopted a regulation to that effect, obtain from the same a production and marketing quota and abide by it;
4. Conform with the standards of quality established by the competent authority and the Federation and submit to any inspection intended to verify the quality of the contemplated product;
5. Defray the administration and implementation costs of the plan according to the amount and conditions that the Federation shall establish;
6. Pay its share of any sum due to a carrier and to any other person whose intervention is necessary and services retained by the Federation for the marketing of the contemplated product, according to the methods established by it, and authorize any milk dealer or any person receiving the lump sum resulting from the point marketing of the product to deduct this share and remit it to the Federation or to any person designated by it;
7. Share the cost of the disposal of milk and milk products surpluses due to the producers bound by the plan;
8. Use, for delivery purpose, containers which meet the standards established by the Federation, in accordance with laws in force, and mark them according to the labelling standards prescribed by the Federation;
9. Provide the Federation with any information deemed useful to the carrying out of the plan.

X. *Duties of the Federation in its capacity as a producers' board, and as a negotiating and selling agent:*

The duties of the Federation are:

1. to perform all duties and obligations imposed on a producers' board under the Québec Agricultural Marketing Act;
2. to direct production in accordance with the requirements of the markets, and try to maintain a judicious balance between supply and demand of the contemplated product;
3. to assure the marketing of a quality product in conformity with regulations and inspection standards decreed by the competent authority, and
4. to keep its books in conformity with the Board's requirements.

XI. *Powers and attributions of the Federation in its capacity as a producers' board and as a negotiating and selling agent:*

The Federation may:

1. Co-operate with similar bodies in Canada for the marketing outside the Province of Québec of the contemplated product and, for this purpose, exercise the powers and perform the duties resulting from any law from another jurisdiction providing for such a co-operation;
2. Exercise any power and perform duties resulting from the delegation of any one of the Board's powers;
3. Establish quota for production and sale, fix the time and place of marketing, prohibit mar-

en marché, prohiber la mise en marché hors du temps ou du lieu fixé ou en violation des quotas établis ou d'une norme imposée;

4. Retenir les services de voituriers et autres personnes dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit visé, et déterminer la part que chaque producteur doit supporter, ainsi que le mode de perception;

5. Arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan ainsi que le mode de perception de cette participation;

6. Affecter une partie de la contribution versée par les producteurs pour l'administration du plan à des fins de publicité du produit visé;

7. Pour réaliser l'un quelconque des aspects de la mise en marché du produit visé, et entre autres pour fin de publicité du lait et des produits laitiers, décréter avec l'approbation de la Régie et de l'assemblée générale des producteurs visés, une contribution spéciale de tous les producteurs ou d'un groupe déterminé de producteurs;

8. Déterminer les montants et les modalités de paiements d'une contribution des producteurs au coût de l'écoulement de leurs surplus de lait et de produits laitiers;

9. Statuer sur les conditions de production et de conservation du produit visé, sur sa qualité, sur le récipient qui le contient, sur les inscriptions ou indications requises sur le récipient;

10. Garantir les quantités et qualités requises par les marchands de lait et obliger le producteur à satisfaire à ces exigences;

11. Ordonner, organiser et surveiller la mise en vente en commun du produit visé de façon que les producteurs dont le produit est vendu pendant une période fixée et sur un marché désigné, reçoivent chacun sur le produit des ventes le même prix pour un produit identique de même quantité et d'égale qualité mais dont le prix de vente peut varier pour des causes étrangères à la valeur propre du produit et, à cette fin:

a) ordonner que soit déduite du produit des ventes la totalité ou une partie des frais d'exécution de surveillance et de vérification encourus au sujet de ces ventes;

b) prescrire les conditions dans lesquelles se feront la vente en commun, le paiement du prix de vente, la répartition du produit net des ventes entre les producteurs, la fixation provisoire avant la vente et la fixation définitive après la vente du prix à payer au producteur pour son produit, le paiement du prix ainsi fixé et le remboursement au marchand de lait, le cas échéant, de l'excédent du prix fixé sur le prix de vente;

c) obliger le marchand de lait à payer au producteur le prix fixé pour son produit et, le cas échéant, à verser à la Fédération ou à un agent de vente l'excédent du prix de vente sur le prix fixé; si le prix fixé excède le prix de vente, la Fédération ou agent de vente rembourse l'excédent au marchand de lait;

d) obliger le marchand de lait à verser le prix du produit visé à la Fédération ou à un agent de vente pour que la Fédération ou agent de vente fasse la répartition du produit net de vente conformément aux règlements alors en vigueur.

12. Signer tout contrat et par là, lier chaque producteur assujéti au plan, en déterminer la durée et les conditions de renouvellement;

keting outside the fixed time or place or in violation of the established quota or of a prescribed rule;

4. Retain the services of carriers, processors, warehousemen and of any other person whose intervention is necessary for the marketing of the product, to ensure payment of services rendered, and determine the share that each producer must pay, as well as the mode of collection;

5. Determine the financial contribution of each producer for the administration of the joint plan, as well as the means of collecting this contribution;

6. Utilize a part of the producers' contribution to the administration of the joint plan for advertising purposes of the contemplated product;

7. For the carrying out of any aspect of the marketing of the contemplated product and, among other things, for the advertising of milk and milk products, order with the approval of the Board and of the general meeting of the interested producers, a special contribution for all producers or for a specified group of producers;

8. Determine the amounts and the methods of payment of the contribution of the producers to the cost of the disposal of their milk and milk products surpluses;

9. Determine the conditions of production and preservation of the contemplated product, the quality, shape and composition thereof, the receptacle or package containing the same, the inscriptions or indications required on the product, receptacle or package;

10. Guarantee the quantities and the quality required by the buyers, and compel producers to meet these requirements;

11. Order, organize and supervise the joint marketing of the contemplated product, in order that the producers whose products are sold during a fixed period and on a designated market shall each receive from the proceeds of sale the same price for an identical product of the same quantity and equal quality but the sale price of which may vary for reasons unconnected with the real value of the product, and to this end:

(a) To order that there shall be deducted from the proceeds of sale the whole or part of the cost of carrying out, supervision and audit incurred with respect to such sales;

(b) To prescribe the conditions under which joint sales shall be made, the payment of the sale price, the sharing of the net proceeds of sales among producers, the provisional fixing prior to sale and the final fixing after sale of the price to be paid to the producer for his product, the payment of the price so fixed and the repayment to the milk dealer, should the case occur, of the excess of the fixed price over the sale price;

(c) To compel the milk dealer to pay to the producer the price fixed for his product and, should the occasion arise, to pay to the Federation or to a selling agent the excess of the sale price over the fixed price; if the fixed price exceeds the sale price, the Federation or the selling agent shall repay the excess to the milk dealer;

(d) To compel the milk dealer to pay the price of the contemplated product to the Federation or to a selling agent, so that the sharing of the net proceeds of sale be made according to regulations in force.

12. Sign any contract and, thereby, bind each producer subjected to the joint plan, and determine the duration and conditions for its renewal;

13. Établir un Comité de bonne entente pour étudier et solutionner les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan, en déterminer les règlements et la portée de ses décisions;

14. Obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan;

15. Faire toute enquête requise par les buts et objectifs du plan;

16. Négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi des marchés agricoles, toute condition de mise en marché, et spécialement:

a) le prix de vente du produit visé, y compris des prix différents selon diverses classes de lait établies selon son utilisation;

b) les conditions et modalités de paiement du prix du produit visé;

c) la rationalisation des circuits, les conditions, modalités et prix du transport, ou de tout autre service relatif à la mise en marché du produit visé;

d) les conditions de livraison;

e) la qualité, la quantité du produit visé;

f) la surveillance par un représentant de la Fédération, du poids, de la qualité et de la teneur en gras ou autre constituant du produit visé;

g) suivant la classification et l'utilisation du produit visé, les conditions de surveillance du paiement fait par le marchand de lait et de toute remise faite par toute personne qui touche le produit global d'une vente en commun;

h) les modes de retenue par le marchand de lait ou toute personne qui touche le produit global d'une vente en commun, de la contribution nécessaire au financement du plan ou d'une contribution spéciale et sa remise à la Fédération ainsi que de toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire et sa remise à la Fédération ou son délégué;

i) la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;

j) tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et des différends.

13. Establish a Good Will Committee to study and find solution to the producers' grievances with respect to the carrying out of the joint plan, determine the regulations of the Committee and the full implication of its decisions;

14. Obtain from the producers all information judged useful to carry out the joint plan effectively;

15. Make all inquiries of such a nature as to attain the ends set down in the joint plan;

16. Negotiate with any person bound to do so by the Québec Agricultural Marketing Act all the marketing conditions, and more specifically:

(a) The selling price of the contemplated product, including various prices for different classes of milk according to its utilization;

(b) The conditions and the methods of payment of the price of the contemplated product;

(c) The rationalization of the routes, the conditions, means and cost of transportation or of any service related to the marketing of the contemplated product;

(d) The delivery conditions;

(e) The quality, the quantity of the contemplated product;

(f) The supervision of the weight, the quality, the percentage of butterfat or any other constituent of the contemplated product;

(g) According to the classification and utilization of the contemplated product, the supervision conditions of the payment made by the milk dealer and of any remittance made by any person receiving the lump sum from the joint marketing of the product;

(h) The methods of withholding by the purchaser or by any person receiving the lump sum from the joint marketing of the product of the necessary contribution to finance the joint plan and its remittance to the Federation as well as of any sum required for the payment of services rendered by a middleman, and its remittance to the Federation or its delegate;

(i) The duration of agreements as well as the conditions for their renewal and those permitting the reopening of negotiations;

(j) The settlement and arbitration procedures relating to grievances and disputes both at the time of signing, and during the course of an agreement.

XII. Administration du plan conjoint:

1. Le plan conjoint est administré par la Fédération dont le Conseil d'Administration est présentement composé des personnes suivantes:

Lucien St-Pierre, cultivateur
R.R. 1, Rimouski

Jules-Henri Robichaud, cultivateur

St-Jean-Port-Joli

Comté de l'Islet

Marcel Mailloux, cultivateur

R.R. 4, Granby

Comté de Shefford

Roland Desjardins, cultivateur

Ste-Félicité, R.R. 1

Comté de Matane

André Rioux, cultivateur

Mont-Joli, R.R. 2

Comté de Rimouski

Lucien Williams, cultivateur

Saint-Cézaire

Comté de Rouville

XII. Administration of the joint plan:

1. The joint plan shall be administered by the Federation, whose Board of Directors is presently made up of the following persons:

Eugène Janelle, cultivateur

St-Cyrille de Wendover

Comté de Drummond

Roger Rousseau, cultivateur

Nicolet-Sud

Comté de Nicolet

Paul-Émile Gratton, cultivateur

Saint-Benoît

Comté des Deux-Montagnes

Henri Girard, cultivateur

655 Rivière Sud

St-Eustache

Comté des Deux-Montagnes

René Michon, cultivateur

Saint-Thomas d'Aquin

Comté de St-Hyacinthe

Grégoire Bessette, cultivateur

Mont-Grégoire

Comté d'Iberville

Réjean Grégoire, cultivateur
Napierville
Comté de Napierville
Robert Gélinas, cultivateur
Macamic
Comté d'Abitibi-Ouest
Paul A. Tardif, cultivateur
Saint-Nicolas
Comté de Lévis
Germain Rodrigue, cultivateur
Beauceville-Est
Comté de la Beauce
Léo Lachance, cultivateur
411 St-Germain, Rimouski
Comté de Rimouski
Jean-Maurice Coulombe, cultivateur
Shipshaw, R.R. 1
Comté de Dubuc

Guy Meilleur, cultivateur
St-Jovite, R.R. 2
Comté de Terrebonne
Dollard Courmoyer, cultivateur
Ste-Victoire
Comté de Richelieu
Serge Garneau, cultivateur
Black-Lake
Comté de Mégantic
Jos-Jules Bélanger, cultivateur
3e rang Est, Trois-Pistoles
Comté de Rimouski
Paul-André Tremblay, cultivateur
Ste-Barbe
Comté d'Huntingdon
Elphège Allard, cultivateur
Victoriaville, R.R. 2
Comté d'Arthabaska

2. Les administrateurs de la Fédération doivent être des producteurs intéressés au sens de la section V des présents;

3. Le mode de remplacement et d'élection ou de nomination des administrateurs subséquents est celui prévu par les règlements de la Fédération;

4. La Fédération doit convoquer et tenir, au moins une fois tous les ans, une assemblée générale de tous les producteurs assujettis au plan conjoint pour rendre compte de ses activités en tant qu'office, soumettre les comptes de l'exercice à l'approbation de l'assemblée et procéder à la nomination d'un vérificateur;

5. Sauf les cas où la Loi des marchés agricoles assujettit l'application d'un règlement à sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, la publication des règlements ayant rapport aux modalités d'exécution du plan et à l'exercice des pouvoirs de la Fédération, est faite dans les langues française et anglaise, par parution dans le journal « La Terre de Chez-Nous ».

Tout règlement ainsi publié entre en vigueur le quinzième jour suivant sa publication ou à la date ultérieure qui y est fixée.

6. Si la Fédération ne représente pas dans l'opinion de la Régie, la majorité des producteurs régis par le plan, la Régie peut décréter, après audition des parties intéressées, qu'un office de producteurs est chargé, à une date fixée, de l'exécution et de l'administration du plan.

Cet Office de producteurs est composé d'administrateurs élus par les producteurs intéressés au cours d'une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin par la Régie.

L'Office de producteurs, et ses administrateurs, auront les pouvoirs, devoirs et attributions qui sont octroyés à la Fédération en vertu des présents; et les biens et obligations de la Fédération qu'elle a obtenus à titre d'administrateur du plan conjoint, seront transférés à cet Office de producteurs de la façon prescrite par la Régie.

Si la Fédération peut démontrer par la suite, à la satisfaction de la Régie, qu'elle représente de nouveau la majorité absolue des producteurs intéressés, la Régie pourra, en suivant la même procédure que ci-dessus, lui confier l'administration et l'exécution du plan. L'Office des producteurs sera alors aboli.

XIII. Mode de financement:

L'administration et la mise en oeuvre du plan sont financés par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan selon le mode déterminé par la Fédération.

2. The administrators of the Federation must be interested producers with the meaning of Section V of these presents;

3. The method of nominating and of electing or replacing subsequent administrators shall be that provided for in the Federation's regulations;

4. The Federation must convene and hold, at least once a year, a general meeting of all the producers subjected to the joint plan to render, as a producers' Board, an account of its activities, submit financial reports for approval and proceed to the nomination of an auditor;

5. Should the application of a Board's regulation be subjected to its publication in the *Québec Official Gazette*, the regulations related to the modalities of the carrying out of the joint plan and the exercise of the Federation's powers shall be published in French and English in "La Terre de Chez-Nous".

Every regulation thus published in "La Terre de Chez-Nous" shall come into force on the fifteenth day after publication or on such later date as may be fixed therein.

6. If the Federation does not, in the opinion of the Board, represent the majority of the producers bound by the joint plan, the Board can decree, after hearing the parties concerned, that a Producers' Board shall be entrusted, at a given date, with the carrying out and administration of the joint plan.

This Producers' Board shall be made up of administrators elected by the interested producers at a special general meeting convened to this end by the Board.

The Producers' Board and its administrators shall have the rights, duties and attributions granted to the Federation under these presents, and the assets and obligations of the Federation which it obtained as administrator of the joint plan will be transferred to this Producers' Board in the manner prescribed by the Board.

If, afterwards, the Federation can prove to the satisfaction of the Board that it again represents the absolute majority of the interested producers the said Board may, by following the procedure outlined above, entrust the Federation with the administration and carrying out of the joint plan. The Producers' Board shall then be abolished.

XIII. Financing:

The administration and carrying out of the joint plan shall be financed through a contribution which must be paid by all producers bound by the joint plan, according to the method selected by the Federation.

Le montant de cette contribution est déterminé par la Fédération au moyen d'un règlement qui doit être approuvé par l'assemblée générale des producteurs et par la Régie avant d'entrer en vigueur. Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par un tel règlement, la contribution est de trois cents et demi (0.035) le cent (100) livres de lait livré à un marchand de lait.

Les contributions versées à la Fédération en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec, doivent servir à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan.

XIV. Comité consultatif:

1. Afin de permettre aux divers secteurs intéressés de faire des recommandations aux organismes chargés de la commercialisation du produit visé, un comité consultatif sera formé dans les deux mois de la mise en vigueur du plan.

2. Ce comité sera composé de sept membres, dont l'un sera président.

3. Dans le délai fixé à l'article 1, la Fédération désignera trois membres; l'Association des industriels laitiers de la province de Québec Inc., l'Association des laiteries de Montréal Inc. et l'Association des consommateurs du Canada (section Québec) nommeront chacune un membre. La Régie nommera un membre, et désignera le président ainsi que le secrétaire du comité. À défaut par l'un ou l'autre de ces groupements de nommer leurs représentants dans le délai précité, la Régie pourra les désigner.

4. Les membres du comité seront nommés pour une période de deux ans, et leur mandat pourra être renouvelé.

5. Si un membre ne peut plus remplir ses fonctions pendant la durée de son mandat, le groupe qui l'avait nommé pourra désigner un remplaçant pour terminer le mandat ou, à défaut, il pourra être nommé par la Régie.

6. La comité pourra adresser des recommandations à la Fédération, aux acheteurs et autres personnes intéressées, sur tout problème connexe à la mise en marché. Il pourra également donner son avis sur les projets de règlements et de décisions que la Fédération et ses agents considèrent dans l'exécution du plan.

La Régie pourra demander l'opinion du comité avant d'approuver un règlement ou une décision qui lui sera soumise par la Fédération.

7. Dès qu'il aura été formé, le comité devra adopter des règlements de régie interne qui devront être approuvés par la Régie avant d'entrer en vigueur.

8. La composition du comité, quant au nombre de ses membres et aux groupements qui peuvent y être représentés, pourra être modifiée par la Régie sur demande à cette fin par la majorité des membres du comité. Le nombre des membres nommés par la Fédération devra cependant être toujours égal à celui des membres nommés par les autres secteurs intéressés.

XV. Règle d'interprétation:

En cas de différence entre le texte français et le texte anglais, du plan ou d'un règlement, le texte français prévaut.

Montréal, ce 24 novembre 1970.

Le secrétaire,
ME GILLES LE BLANC.

37480-0

The amount of this contribution shall be determined by the Federation, by means of a regulation which must be approved by the general meeting of the producers and by the Board before coming into force. Until it is amended by such a regulation, the contribution is of three and one half cents (0.035¢) per one hundred (100) pounds of milk delivered to a milk dealer.

Contributions paid to the Federation under the Québec Agricultural Marketing Act must serve to defray the expenses incurred in the administration and implementation of the joint plan.

XIV. Consulting committee:

1. In order to allow different groups of interested people to make recommendation to the organizations entrusted with the marketing of the contemplated product, an advisory committee shall be formed within two months after the plan has come into force.

2. Said committee shall be composed of seven members, one of whom shall be the president.

3. Within the delay fixed in article 1, the Federation shall appoint three members; each one of the Québec Milk Dealers' Association Inc., The Montreal Dairies' Association Inc. and The Canadian Consumers' Association (Québec branch) shall appoint one member. The Board shall appoint one member and also the president and the secretary of the committee. Should anyone of these groups fail to appoint its representatives within the above mentioned delay, the Board shall appoint them.

4. The members of the committee shall be in office for a period of two years and their mandate will be renewable.

5. If, during his mandate, a member ceases to fulfil his duties, the group which had appointed him may replace to continue his mandate, or if it fails to do so, such member may be replaced by the Board.

6. The committee will be allowed to make recommendations to the Federation, to the milk dealers and to interested persons on any problem related to the marketing. It will also be allowed to give its opinion on the intended regulations and decisions which The Federation and its agents may consider during the carrying out of the plan.

The Board will be allowed to ask for the opinion of the committee before approving a regulation or a decision which will be submitted by the Federation.

7. As soon as it is formed, the committee shall pass internal rules and regulations which shall be approved by the Board before coming into force.

8. Upon request by the majority of the members of the committee, the Board will be allowed to modify the number of members composing the same and the groups which can be represented on it. However, the number of members appointed by the Federation shall always be equal to the number of members appointed by the other interested groups of people.

XV. Interpretation:

In the case of discrepancy or inconsistency between the French and English text in the present joint plan or in a regulation, the French text shall prevail.

Montreal, this November 24, 1970.

ME GILLES LE BLANC,
Secretary

37480-0

**Ministère des Terres et Forêts
Cadastre**

**Department of Lands and Forests
Cadastre**

Avis

Concernant la mise à jour partielle du cadastre dans les paroisses de Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent de Paul, Sainte-Rose et du village de Sainte-Rose faisant partie de la division d'enregistrement de Laval.

Les propriétaires concernés par les travaux de mise à jour du cadastre dans les paroisses de Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent de Paul, Sainte-Rose et du Village de Sainte-Rose, faisant partie de la division d'enregistrement de Laval, qui ne se sont pas présentés à l'examen, en séance publique des documents relatifs aux subdivisions de certains lots faisant partie des entités cadastrales mentionnées plus haut et qui, par la suite, n'ont pas signé la requête prévue au paragraphe de la section 3, chapitre 104 des lois 1930-1931, sont invités, s'il y a lieu, à me faire valoir par écrit ou verbalement les motifs qu'ils allèguent à l'encontre de cette requête. Ces motifs devront être exposés pendant la période se terminant le 31 décembre 1970.

Par la suite, si je considère que je peux donner suite à la requête, avec ou sans modification, après avoir, s'il y a lieu, examiné les motifs exposés de part et d'autre ou entendu les parties intéressées qui auront comparu devant moi, je pourrai permettre qu'un plan et un livre de renvoi de la subdivision de ce terrain ou partie de terrain soient faits, pourvu que les formalités prévues aux paragraphes 1a, 1b, 1c et 1d de la section 4, chapitre 104 des lois 1930-1931 soient observées.

Québec, le 30 octobre 1970.

Le ministre des Terres et forêts,
37123-45-4-o KEVIN DRUMMOND.

Canton Ascot

Cadastre officiel du canton Ascot, municipalité de Ascot-Nord*, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que le lot 23D-82 du rang 7 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 novembre 1970.

Le sous-ministre,
37479-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Beauport

Cadastre officiel de la paroisse de Beauport, municipalité de la ville de Beauport, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 1556 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 octobre 1970.

Le sous-ministre,
37479-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Beauport

Cadastre officiel de la paroisse de Beauport, municipalité de la ville de Beauport, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 944, 944-A, 945 à 947 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 octobre 1970.

Le sous-ministre,
37479-o FERNAND BOUTIN.

Notice

Concerning the partial updating of the cadastre in the parishes of Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent de Paul, Sainte-Rose and Sainte-Rose village forming part of the Laval registration division

Those landowners affected by the updating of the cadastre in the parishes of Sainte-Dorothée, Saint-François de Sales, Saint-Martin, Saint-Vincent de Paul, Sainte-Rose and Sainte-Rose village forming part of the Laval registration division, and who failed to attend the open meeting at which the study of documents relating to the subdivisions of certain lots forming part of the above-mentioned cadastral entities and who, later, failed to sign the petition set forth in the paragraph of Section 3, Chapter 104 of the Statutes of 1930-31, are called upon, if need be, to state either verbally or in writing the reasons they advance against the petition. These reasons must be set forth prior to December 31, 1970.

If, subsequently, I consider that I can grant the petition, with or without amendment, after having examined the reasons, if there are any, advanced on the one side or the other, or heard the interested parties who have appeared before me, I may permit a plan and book of reference of the subdivision of such property or portion of property to be made, provided that the formalities appearing in paragraphs 1a, 1b, 1c and 1d of Section 4, Chapter 104 of the Statutes of 1930-31 be observed.

Québec, October 30, 1970.

KEVIN DRUMMOND,
37123-45-4 Minister of Lands and Forests.

Township of Ascot

Official cadastre of township of Ascot, municipality of Ascot-Nord*, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lot 23D-82 of range 7 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, November 9, 1970.

37479-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of Beauport

Official cadastre of the parish of Beauport, municipality of the town of Beauport, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lot 1556 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 22, 1970.

37479-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of Beauport

Official cadastre of the parish of Beauport, municipality of the town of Beauport, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 944, 944-A, 945 to 947 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 22, 1970.

37479-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Canton de Hull

Cadastre officiel du canton de Hull, municipalité de Touraine*, division d'enregistrement de Gatineau.

Avis est par la présente donné que les lots 8-B-1 à 8-B-5 du rang XII sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 4 novembre 1970.

37479-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Canton de Isle-Dieu

Cadastre officiel du canton de Isle-Dieu, division d'enregistrement d'Abitibi.

Avis est par la présente donné que le bloc « A » du rang 11 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 30 octobre 1970.

37479-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Canton de Monts

Cadastre officiel du canton de Monts, division d'enregistrement de Saguenay.

Avis est par la présente donné que les lots 18 et 19 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 19 octobre 1970.

37479-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette

Cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipalité de la ville de Neufchâtel, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 1171-24 à 1171-29, 1172-25 à 1172-28, 1174-43 et 1174-44 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 11 novembre 1970.

37479-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette

Cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipalité de la ville de Neufchâtel, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 1594 est ajouté et que les lots 546 et 547 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 28 octobre 1970.

37479-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Antoine de Longueuil

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, municipalité de la ville de Longueuil, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que le lot 96-347 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 28 octobre 1970.

37479-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Dunstan du Lac Beauport

Cadastre officiel de la paroisse de St-Dunstan du Lac Beauport, municipalité de la paroisse de

Township of Hull

Official cadastre of township of Hull, municipality of Touraine*, registration division of Gatineau.

Notice is hereby given that lots 8-B-1 to 8-B-5 of range XII are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, November 4, 1970.

37479-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Township of Isle-Dieu

Official cadastre of township of Isle-Dieu, registration division of Abitibi.

Notice is hereby given that a block "A" of range 11 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 30, 1970.

37479-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Township of Monts

Official cadastre of township of Monts, registration division of Saguenay.

Notice is hereby given that lots 18 and 19 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 19, 1970.

37479-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette

Official cadastre of the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipality of the town of Neufchâtel, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 1171-24 to 1171-29, 1172-25 to 1172-28, 1174-43 and 1174-44 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, November 11, 1970.

37479-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette

Official cadastre of the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipality of the town of Neufchâtel, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lot 1594 is added and that lots 546 and 547 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 28, 1970.

37479-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of St-Antoine de Longueuil

Official cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil, municipality of the town of Longueuil, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lot 96-347 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 28, 1970.

37479-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of St-Dunstan du Lac Beauport

Official cadastre of the parish of St-Dunstan du Lac Beauport, municipality of the parish of

St-Dunstan du Lac Beauport, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 88-18 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 novembre 1970.

37479-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Hubert

Cadastre officiel de la paroisse de St-Hubert, municipalité de la ville de St-Hubert, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 175-126 et 175-127 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 novembre 1970.

37479-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Thérèse de Blainville

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, municipalité de la ville de Blainville, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que la partie restante des lots 727-2, 727-10, 727-11 et 728-6 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 novembre 1970.

37479-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Canton de Warwick (révisé)

Cadastre officiel du canton de Warwick (révisé), municipalité de la ville de Warwick, division d'enregistrement d'Arthabaska.

Avis est par la présente donné que la partie restante du lot 45-28 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 octobre 1970.

37479-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

St-Dunstan du Lac Beauport, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lot 88-18 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, November 10, 1970.

37479-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of St-Hubert

Official cadastre of the parish of St-Hubert, municipality of the town of St-Hubert, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 175-126 and 175-127 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, November 9, 1970.

37479-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of Ste-Thérèse de Blainville

Official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, municipality of the town of Blainville, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that a remaining part of lots 727-2, 727-10, 727-11 and 728-6 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, November 6, 1970.

37479-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Township of Warwick (revised)

Official cadastre of township of Warwick (revised), municipality of the town of Warwick, registration division of Arthabaska.

Notice is hereby given that a remaining part of lot 45-28 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 16, 1970.

37479-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Soumissions — Demandes de

Tenders — Requests for

**Ville de Murdochville
Comté de Gaspé-Nord**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gabriel Bernard, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, Murdochville, comté de Gaspé-Nord, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mardi, le 15 décembre 1970, pour l'achat de \$105,000 d'obligations de la ville de Murdochville, comté de Gaspé-Nord, datées du 1er janvier 1971 et remboursables par séries du 1er janvier 1972 au 1er janvier 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1971.

**Town of Murdochville
County of Gaspé-North**

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gabriel Bernard, Secretary-Treasurer, Town Hall, Murdochville, county of Gaspé-North, P.Q., until 7:30 p.m., on Tuesday, December 15, 1970, for the purchase of an issue of \$105,000 of bonds for the town of Murdochville, county of Gaspé-North, dated January 1, 1971 and redeemable serially from January 1, 1972 to January 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from January 1, 1971.

Tableau d'amortissement — \$105,000 — 12 ans

Année	Capital
1er janvier 1972.....	\$ 5,000
1er janvier 1973.....	5,500
1er janvier 1974.....	6,000
1er janvier 1975.....	6,500
1er janvier 1976.....	7,000
1er janvier 1977.....	8,000
1er janvier 1978.....	9,000
1er janvier 1979.....	9,500
1er janvier 1980.....	10,500
1er janvier 1981.....	11,500
1er janvier 1982.....	12,500
1er janvier 1983.....	14,000

Table of redemption — \$105,000 — 12 years

Year	Capital
January 1, 1972.....	\$ 5,000
January 1, 1973.....	5,500
January 1, 1974.....	6,000
January 1, 1975.....	6,500
January 1, 1976.....	7,000
January 1, 1977.....	8,000
January 1, 1978.....	9,000
January 1, 1979.....	9,500
January 1, 1980.....	10,500
January 1, 1981.....	11,500
January 1, 1982.....	12,500
January 1, 1983.....	14,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Murdochville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement No 97 — \$105,000 — aqueduc, égouts, etc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 15 décembre 1970, à 7.30 heures du soir, Hôtel de ville, Murdochville, comté de Gaspé-Nord, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Murdochville (Comté de Gaspé-Nord), ce 20 novembre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
GABRIEL BERNARD.

Hôtel de ville,
Murdochville (Comté de Gaspé-Nord), P.Q.
Téléphone: 784-2536, code 418. 37474-0

Cité de Verdun
Comté de Verdun

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné monsieur J. N. Lefebvre, greffier, Hôtel de ville, 4555, ave Verdun, Verdun, comté de Verdun, P.Q., jusqu'à 12 heures (midi), lundi, le 14 décembre 1970, pour l'achat de \$4,070,000 d'obligations de la cité de Verdun, comté de Verdun, datées du 1er janvier 1971 et remboursables par série du 1er janvier 1972 au 1er janvier 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortis-

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short-term bonds shall not be taken into consideration. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Murdochville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to by-law No. 97 — \$105,000 — aqueduct, sewers, etc.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, December 15, 1970, at 7:30 p.m., at the Town Hall, Murdochville, county of Gaspé-North, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Murdochville (County of Gaspé-North), November 20, 1970.

GABRIEL BERNARD,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
Murdochville (County of Gaspé-North), P.Q.
Telephone: 784-2536, code 418. 37474

Cité de Verdun
County of Verdun

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mr. J. N. Lefebvre, clerk, City Hall, 4555 Verdun Avenue, Verdun, county of Verdun, P.Q., until 12:00 noon, on Monday, December 14, 1970, for the purchase of an issue of \$4,070,000 of bonds for the city of Verdun, county of Verdun, dated January 1, 1971 and redeemable serially from January 1, 1972 to January 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations,

sements annuels entiers, tels que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1971.

Tableau d'amortissement — \$4,070,000 — 20 ans

Année	Capital
1er janvier 1972.....	\$ 22,000
1er janvier 1973.....	24,000
1er janvier 1974.....	27,000
1er janvier 1975.....	29,000
1er janvier 1976.....	32,000
1er janvier 1977.....	35,000
1er janvier 1978.....	37,000
1er janvier 1979.....	42,000
1er janvier 1980.....	46,000
1er janvier 1981.....	50,000
1er janvier 1982.....	55,000
1er janvier 1983.....	60,000
1er janvier 1984.....	66,000
1er janvier 1985.....	71,000
1er janvier 1986.....	78,000
1er janvier 1987.....	86,000
1er janvier 1988.....	95,000
1er janvier 1989.....	103,000
1er janvier 1990.....	113,000
1er janvier 1991.....	2,999,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$111,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er janvier 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er janvier 1991 au montant de \$2,999,000 comprend un solde de \$2,875,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant commesuit:

Année	Capital
1er janvier 1992.....	\$136,000
1er janvier 1993.....	149,000
1er janvier 1994.....	163,000
1er janvier 1995.....	178,000
1er janvier 1996.....	195,000
1er janvier 1997.....	213,000
1er janvier 1998.....	234,000
1er janvier 1999.....	256,000
1er janvier 2000.....	281,000
1er janvier 2001.....	307,000
1er janvier 2002.....	49,000
1er janvier 2003.....	54,000
1er janvier 2004.....	59,000
1er janvier 2005.....	64,000
1er janvier 2006.....	70,000
1er janvier 2007.....	77,000
1er janvier 2008.....	85,000

as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from January 1, 1971.

Table of redemption — \$4,070,000 — 20 years

Year	Capital
January 1, 1972.....	\$ 22,000
January 1, 1973.....	24,000
January 1, 1974.....	27,000
January 1, 1975.....	29,000
January 1, 1976.....	32,000
January 1, 1977.....	35,000
January 1, 1978.....	37,000
January 1, 1979.....	42,000
January 1, 1980.....	46,000
January 1, 1981.....	50,000
January 1, 1982.....	55,000
January 1, 1983.....	60,000
January 1, 1984.....	66,000
January 1, 1985.....	71,000
January 1, 1986.....	78,000
January 1, 1987.....	86,000
January 1, 1988.....	95,000
January 1, 1989.....	103,000
January 1, 1990.....	113,000
January 1, 1991.....	2,999,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried over to the tenth year.

2. One to 15-year serial bonds with the balance carried over to the fifteenth year.

3. One to 10-year serial bonds with the balance as 20-year term bonds.

4. One to 10-year serial bonds with the balance carried over 10-year for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, for the latter modality, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$111,000, and if greater than the latter amount, the said part must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity of January 1, 2011 of the renewable part hereafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of January 1, 1991 in the amount of \$2,999,000 includes a balance of \$2,875,000 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	Capital
January 1, 1992.....	\$136,000
January 1, 1993.....	149,000
January 1, 1994.....	163,000
January 1, 1995.....	178,000
January 1, 1996.....	195,000
January 1, 1997.....	213,000
January 1, 1998.....	234,000
January 1, 1999.....	256,000
January 1, 2000.....	281,000
January 1, 2001.....	307,000
January 1, 2002.....	49,000
January 1, 2003.....	54,000
January 1, 2004.....	59,000
January 1, 2005.....	64,000
January 1, 2006.....	70,000
January 1, 2007.....	77,000
January 1, 2008.....	85,000

1er janvier 2009.....	\$ 93,000
1er janvier 2010.....	101,000
1er janvier 2011.....	111,000

January 1, 2009.....	\$ 93,000
January 1, 2010.....	101,000
January 1, 2011.....	111,000

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$2,999,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er janvier de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

The said bonds will not be redeemable by anticipation save if they were issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than \$2,999,000, and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, on January 1st of each year for the amount required to amortize the issue in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement no 817 — \$4,070,000 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage, services récréatifs et communautaires.

The said bonds will be issued pursuant to by-law No. 817 — \$4,070,000 — aqueduct, sewers, roads, lighting, recreational and community services.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 14 décembre 1970, à 12 heures (midi), Hôtel de ville, 4555, ave Verdun, Verdun, comté de Verdun, P.Q.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, December 14, 1970, at 12:00 (noon), at the City Hall, 4555 Verdun Avenue, Verdun, county of Verdun, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Verdun (Comté de Verdun), ce 18 novembre 1970.

Verdun (County of Verdun), November 18, 1970.

Le greffier,
J. N. LEFEBVRE,

J. N. LEFEBVRE,
Clerk.

Hôtel de ville, 4555, ave Verdun,
Verdun, (Verdun), P.Q.
Téléphone: 769-2701, code 514. 37475-0

City Hall, 4555 Verdun Avenue,
Verdun, (Verdun), P.Q.
Telephone: 769-2701, code 514. 37475

Ville de La Prairie
Comté de Napierville-Laprairie

Town of La Prairie
County of Napierville-Laprairie

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné monsieur Léopold Péladeau, greffier, Hôtel de ville, 600, boulevard Ste-Élizabeth, La Prairie, comté de Napierville-Laprairie, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mardi, le 15 décembre 1970, pour l'achat de \$457,000 d'obligations de la ville de La Prairie, comté de Napierville-Laprairie, datées du 1er janvier 1971 et remboursables en série du 1er janvier 1972 au 1er janvier 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Mr. Léopold Péladeau, Town Clerk, Town Hall, 600 Sainte-Élizabeth Boulevard, La Prairie, county of Napierville-Laprairie, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Tuesday, December 15, 1970, for the purchase of a bond issue of \$457,000, bonds of the town of La Prairie, county of Napierville-Laprairie, dated January 1, 1971, and redeemable serially from January 1, 1972 to January 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the table of redemption on this notice.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1971.

For adjudication only, interest will be calculated as from January 1, 1971.

Tableau d'amortissement — \$457,000 — 20 ans

Année	Capital
1er janvier 1972.....	\$16,000
1er janvier 1973.....	18,000
1er janvier 1974.....	18,000
1er janvier 1975.....	18,000
1er janvier 1976.....	18,000
1er janvier 1977.....	21,000

Table of redemption — \$457,000 — 20 years

Year	Capital
January 1, 1972.....	\$16,000
January 1, 1973.....	18,000
January 1, 1974.....	18,000
January 1, 1975.....	18,000
January 1, 1976.....	18,000
January 1, 1977.....	21,000

1er janvier 1978.....	\$21,000	January 1, 1978.....	\$21,000
1er janvier 1979.....	21,000	January 1, 1979.....	21,000
1er janvier 1980.....	21,000	January 1, 1980.....	21,000
1er janvier 1981.....	21,000	January 1, 1981.....	21,000
1er janvier 1982.....	24,000	January 1, 1982.....	24,000
1er janvier 1983.....	25,000	January 1, 1983.....	25,000
1er janvier 1984.....	25,000	January 1, 1984.....	25,000
1er janvier 1985.....	25,000	January 1, 1985.....	25,000
1er janvier 1986.....	25,000	January 1, 1986.....	25,000
1er janvier 1987.....	28,000	January 1, 1987.....	28,000
1er janvier 1988.....	28,000	January 1, 1988.....	28,000
1er janvier 1989.....	28,000	January 1, 1989.....	28,000
1er janvier 1990.....	28,000	January 1, 1990.....	28,000
1er janvier 1991.....	28,000	January 1, 1991.....	28,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$28,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er janvier 1991.

Pendant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Prairie.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$28,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er janvier de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 325 — \$8,000 — aqueduc, égouts; 364 — \$21,000 — aqueduc, égouts; 367 (369) — \$165,000 — aqueduc, égouts, 372 — \$100,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité, etc.; 375 — \$40,000 — aqueduc, égouts; 388 — \$123,000 — aqueduc, égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, le 15 décembre 1970, à 8.30 heures du soir, Hôtel de ville, 600 boulevard Ste-Élisabeth, La Prairie, comté de Napierville-Laprairie, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried over to the tenth year.

2. One to 15-year serial bonds with the balance carried over to the fifteenth year.

3. One to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed term bonds.

4. One to 10-year serial bonds with the balance carried over to 10 years for one part and as 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of the latter term, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$28,000, and if greater to the latter amount, said part must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, the 1st of January 1991 maturity being excluded.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par in La Prairie.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation, except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$28,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on January 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 325 — \$8,000 — aqueduct, sewers; 364 — \$21,000 — aqueduct, sewers; 367 (369) — \$165,000 — aqueduct, sewers; 372 — \$100,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity, etc.; 375 — \$40,000 — aqueduct, sewers; 388 — \$123,000 — aqueduct, sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on December 15, 1970, at 8:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 600 Sainte-Élisabeth Boulevard, La Prairie, county of Napierville-Laprairie, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

La Prairie (Comté de Napierville-Laprairie),
ce 20 novembre 1970.

Le greffier,
LÉOPOLD PÉLADEAU.

Hôtel de ville, 600, boulevard Ste-Élizabeth,
La Prairie, (Napierville-Laprairie), P.Q.,
Téléphone: 659-1947, code 514. 37502-0

Cité de Sept-Iles
Comté de Duplessis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Georges Bélanger, greffier, Hôtel de Ville, 546, rue Dequen, Sept-Iles, comté de Duplessis, P.Q., jusqu'à 2 heures de l'après-midi, lundi, le 14 décembre 1970, pour l'achat de \$186,000 d'obligations de la cité de Sept-Iles, comté de Duplessis, datées du 1er janvier 1971 et remboursables par séries du 1er janvier 1972 au 1er janvier 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1971.

Tableau d'amortissement — \$186,000 — 20 ans

Année	Capital
1er janvier 1972	\$ 5,000
1er janvier 1973	5,500
1er janvier 1974	6,000
1er janvier 1975	6,500
1er janvier 1976	7,500
1er janvier 1977	8,500
1er janvier 1978	9,500
1er janvier 1979	10,500
1er janvier 1980	12,000
1er janvier 1981	13,000
1er janvier 1982	14,500
1er janvier 1983	15,500
1er janvier 1984	17,000
1er janvier 1985	19,000
1er janvier 1986	20,000
1er janvier 1987	2,500
1er janvier 1988	3,000
1er janvier 1989	3,000
1er janvier 1990	3,500
1er janvier 1991	4,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$4,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er janvier 1991.

La Prairie (County of Napierville-Laprairie),
November 20, 1970.

LÉOPOLD PÉLADEAU,
Clerk.

Town Hall, 600 Ste-Élizabeth Boulevard,
La Prairie, (Napierville-Laprairie), P.Q.,
Telephone: 659-1947, code 514. 37502

City of Sept-Iles
County of Duplessis

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Georges Bélanger, Clerk, City Hall, 546 Dequen Street, Spet-Iles, county of Duplessis, P.Q., until 2:00 o'clock p.m., on Monday, December 14, 1970, for the purchase of an issue of \$186,000 of bonds for the city of Sept-Iles, county of Duplessis, dated January 1, 1971 and redeemable serially from January 1, 1972 to January 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown in the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from January 1, 1971.

Table of redemption — \$186,000 — 20 years

Year	Capital
January 1, 1972	\$ 5,000
January 1, 1973	5,500
January 1, 1974	6,000
January 1, 1975	6,500
January 1, 1976	7,500
January 1, 1977	8,500
January 1, 1978	9,500
January 1, 1979	10,500
January 1, 1980	12,000
January 1, 1981	13,000
January 1, 1982	14,500
January 1, 1983	15,500
January 1, 1984	17,000
January 1, 1985	19,000
January 1, 1986	20,000
January 1, 1987	2,500
January 1, 1988	3,000
January 1, 1989	3,000
January 1, 1990	3,500
January 1, 1991	4,000

Moreover, only the following terms and conditions shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried over to the tenth year.
2. One to 15-year serial bonds with the balance carried over to the fifteenth year.
3. One to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. One to 10-year serial bonds with the balance carried over as 10-year bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, for the latter modality, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$4,000, and if greater than the latter amount, the said part must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of maturities appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity of January 1, 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sept-Îles.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$4,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1^{er} janvier de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 310 — \$36,000 — aqueduc, égouts; 311 — \$150,000 — fonds de roulement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 14 décembre 1970, à 2 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, 546, rue Dequen, Sept-Îles, comté de Duplessis, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sept-Îles (Comté de Duplessis), ce 23 novembre 1970.

Le greffier,
GEORGES BÉLANGER.

Hôtel de Ville, 546, rue Dequen,
Sept-Îles (Comté de Duplessis), P.Q.
Téléphone: 962-2525, code 418. 37504-0

**Les Commissaires d'écoles pour la
municipalité de la ville de Rimouski**
Comté de Rimouski

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné André A. Ross, secrétaire-trésorier, École Secondaire Langevin, 99 ouest, rue St-Jean-Baptiste, Rimouski, comté de Rimouski, P.Q., jusqu'à 5 heures de l'après-midi, mercredi, le 16 décembre 1970, pour l'achat de \$145,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Rimouski, comté de Rimouski, datées du 1^{er} janvier 1971 et remboursables par séries du 1^{er} janvier 1972 au 1^{er} janvier 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½% payable semi-annuellement les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1^{er} janvier 1971.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sept-Îles.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation save if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$4,000, and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, on January 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 310 — \$36,000 — aqueduct, sewers; 311 — \$150,000 — working capital.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, December 14, 1970, at 2:00 o'clock p.m., at the City Hall, 546 Dequen Street, Sept-Îles, county of Duplessis, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sept-Îles (County of Duplessis), November 23, 1970.

GEORGES BÉLANGER,
Clerk.

City Hall, 546 Dequen Street,
Sept-Îles (County of Duplessis), P.Q.
Telephone: 962-2525, code 418. 37504

**The School Commissioners for the
Municipality of the Town of Rimouski**
County of Rimouski

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned André A. Ross, Secretary-Treasurer, Langevin High School, 99 St-Jean-Baptiste Street West, Rimouski, county of Rimouski, P.Q., up to 5:00 o'clock p.m., Wednesday, December 16, 1970, for the purchase of \$145,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of the town of Rimouski, county of Rimouski, dated January 1, 1971 and redeemable serially from January 1, 1972 to January 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1, 1971.

Tableau d'amortissement — \$145,000 — 10 ans

Année	Capital
1er janvier 1972.....	\$ 9,500
1er janvier 1973.....	10,000
1er janvier 1974.....	11,000
1er janvier 1975.....	12,500
1er janvier 1976.....	13,500
1er janvier 1977.....	14,500
1er janvier 1978.....	16,000
1er janvier 1979.....	17,500
1er janvier 1980.....	19,500
1er janvier 1981.....	21,000

Table of redemption — \$145,000 — 10 years

Year	Capital
January 1, 1972.....	\$ 9,500
January 1, 1973.....	10,000
January 1, 1974.....	11,000
January 1, 1975.....	12,500
January 1, 1976.....	13,500
January 1, 1977.....	14,500
January 1, 1978.....	16,000
January 1, 1979.....	17,500
January 1, 1980.....	19,500
January 1, 1981.....	21,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rimouski.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution d'emprunt datée du 28 septembre 1970 — \$145,000 — dépenses en immobilisations 1969-70.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 16 décembre 1970, à 5 heures de l'après-midi, École Secondaire Langevin, 99 ouest, rue St-Jean-Baptiste, Rimouski, comté de Rimouski, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rimouski (Comté de Rimouski), ce 23 novembre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
ANDRÉ A. ROSS.

École Secondaire Langevin,
99 ouest, rue St-Jean-Baptiste,
Rimouski (Rimouski), P.Q.
Téléphone: 724-4492, code 418. 37523-0

Ville de Roxboro
Comté de Robert Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné V. P. Gray, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 13, Centre commercial, Roxboro, comté de Robert Baldwin, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir mercredi, le 16 décembre 1970, pour l'achat de \$146,000 d'obligations de la ville de Roxboro, comté de Robert Baldwin, datées du 1er janvier 1970 et remboursables par séries du 1er janvier 1972 au 1er janvier 1991 inclusivement avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute

Attention is called to the fact that tenders are requested for bonds redeemable according to the above-mentioned table only, and that any offer which might be made for short-term bonds will not be considered. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rimouski.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto, Ontario.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the loan resolution dated September 28, 1970 — \$145,000 — expenditures of capital assets 1969-70.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, December 16, 1970 of 5:00 p.m., Langevin High School, 99 St-Jean-Baptiste Street West, Rimouski, county of Rimouski, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Rimouski (County of Rimouski), dated November 23, 1970.

ANDRÉ A. ROSS,
Secretary-Treasurer.

Langevin High School,
99 St-Jean-Baptiste Street West,
Rimouski (Rimouski), P.Q.
Telephone: 724-4492, code 418. 37523

Town of Roxboro
County of Robert Baldwin

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, V. P. Gray, secretary-treasurer, Town Hall, 13 Commercial Centre, Roxboro, county of Robert Baldwin, P.Q. up to 8:00 p.m., Wednesday, December 16, 1970, for the purchase of a bond issue of \$146,000, bonds of the town of Roxboro, county of Robert Baldwin, dated January 1, 1971 and redeemable serially from January 1, 1972 to January 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue;

l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1^{er} janvier 1971.

Tableau d'amortissement — \$146,000 — 20 ans

Année	Capital
1 ^{er} janvier 1972	\$ 3,000
1 ^{er} janvier 1973	3,500
1 ^{er} janvier 1974	3,500
1 ^{er} janvier 1975	3,500
1 ^{er} janvier 1976	4,000
1 ^{er} janvier 1977	4,500
1 ^{er} janvier 1978	5,500
1 ^{er} janvier 1979	5,500
1 ^{er} janvier 1980	6,000
1 ^{er} janvier 1981	6,000
1 ^{er} janvier 1982	6,500
1 ^{er} janvier 1983	7,000
1 ^{er} janvier 1984	8,000
1 ^{er} janvier 1985	9,000
1 ^{er} janvier 1986	9,500
1 ^{er} janvier 1987	10,500
1 ^{er} janvier 1988	11,000
1 ^{er} janvier 1989	12,000
1 ^{er} janvier 1990	13,000
1 ^{er} janvier 1991	14,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en séries 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en séries 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$14,500 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1^{er} janvier 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Roxboro.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$14,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1^{er} janvier de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from January, 1, 1971.

Table of redemption — \$146,000 — 20 years

Year	Capital
January 1, 1972	\$ 3,000
January 1, 1973	3,500
January 1, 1974	3,500
January 1, 1975	3,500
January 1, 1976	4,000
January 1, 1977	4,500
January 1, 1978	5,500
January 1, 1979	5,500
January 1, 1980	6,000
January 1, 1981	6,000
January 1, 1982	6,500
January 1, 1983	7,000
January 1, 1984	8,000
January 1, 1985	9,000
January 1, 1986	9,500
January 1, 1987	10,500
January 1, 1988	11,000
January 1, 1989	12,000
January 1, 1990	13,000
January 1, 1991	14,500

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Bonds maturing serially in 1 to 10 years with the balance brought forward to the tenth year.

2. Bonds maturing serially in 1 to 15 years with the balance brought forward to the fifteenth year.

3. Bonds maturing serially in 1 to 10 years with the balance as a 20-year fixed term.

4. Bonds maturing serially in 1 to 10 years with the balance brought forward to 10 years in part and the other part as a 20-year fixed term.

However, where the last terms and conditions are concerned, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$14,500, and if greater than the latter amount, said part must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity date of January 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Roxboro.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$14,500 and this surplus alone will be redeemable by anticipation, at par, on January 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 210 — \$90,100 — aqueduc, égouts, voirie; 214 — \$28,500 — construction d'une bibliothèque municipale; 221 — \$9,500 — services récréatifs et communautaires; 226 — \$13,800 — amélioration du parc; 261 — \$4,100 — achat de machinerie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 16 décembre 1970, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 13, Centre commercial, Roxboro, comté de Robert Baldwin, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Roxboro (Comté de Robert Baldwin), ce 23 novembre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
V. P. GRAY.

Hôtel de ville,
13, Centre commercial,
Roxboro (Comté de Robert Baldwin, P.Q.)
Téléphone: 684-0555, code 514. 37524-0

Village de Verchères
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Philippe Collette, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Bureau du secrétaire-trésorier, 1, rue St-Louis, case postale 250, Verchères, Village, comté de Verchères, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle de comté, 611, Marie-Victorin, Verchères Village, comté de Verchères, P.Q., mardi, le 15 décembre 1970, pour l'achat de \$62,000 d'obligations du village de Verchères, comté de Verchères, datées du 1er janvier 1971 et remboursables par série du 1er janvier 1972 au 1er janvier 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1971.

Tableau d'amortissement — \$62,000 — 20 ans

Année	Capital
1er janvier 1972	\$1,000
1er janvier 1973	1,000
1er janvier 1974	1,500
1er janvier 1975	1,500
1er janvier 1976	1,500
1er janvier 1977	2,000
1er janvier 1978	2,000
1er janvier 1979	2,000
1er janvier 1980	2,500
1er janvier 1981	2,500
1er janvier 1982	3,000
1er janvier 1983	3,000
1er janvier 1984	3,500
1er janvier 1985	3,500
1er janvier 1986	4,000
1er janvier 1987	4,500
1er janvier 1988	5,000

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 210 — \$90,100 — aqueduct, sewers, roads; 214 — \$28,500 — building of a municipal library; 221 — \$9,500 recreational and community services; 226 — \$13,800 — improvement of the park; 261 — \$4,100 — purchase of machinery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Wednesday, December 16, 1970, at 8:00 p.m., Town Hall, 13 Commercial Centre, Roxboro, county of Robert Baldwin, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Roxboro (County of Robert Baldwin), November 23, 1970.

V. P. GRAY,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
13 Commercial Centre,
Roxboro (County of Robert Baldwin), P.Q.
Telephone: 684-0555, code 514. 37524

Village of Verchères
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Philippe Collette, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock p.m., at the office of the Secretary-Treasurer, 1 St. Louis Street, Post Office Box 250, village of Verchère, county of Verchères, P.Q., and after until 8:00 o'clock p.m., at the County Hall, 611 Marie-Victorin, village of Verchères, county of Verchères, P.Q., on Tuesday, December 15, 1970, for the purchase of an issue of \$62,000 of bonds for the village of Verchères, county of Verchères, dated January 1, 1971 and redeemable serially from January 1, 1972 to January 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from January 1, 1971.

Table of redemption — \$62,000 — 20 years

Year	Capital
January 1, 1972	\$1,000
January 1, 1973	1,000
January 1, 1974	1,500
January 1, 1975	1,500
January 1, 1976	1,500
January 1, 1977	2,000
January 1, 1978	2,000
January 1, 1979	2,000
January 1, 1980	2,500
January 1, 1981	2,500
January 1, 1982	3,000
January 1, 1983	3,000
January 1, 1984	3,500
January 1, 1985	3,500
January 1, 1986	4,000
January 1, 1987	4,500
January 1, 1988	5,000

1er janvier 1989.....	\$5,500
1er janvier 1990.....	6,000
1er janvier 1991.....	6,500

January 1, 1989.....	\$5,500
January 1, 1990.....	6,000
January 1, 1991.....	6,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$6,500 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans la présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er janvier 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Verchères.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$6,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er janvier de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement suivant: 158 — \$62,000 — aqueduc, égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 15 décembre 1970, à 8 heures du soir, Salle de comté, 611, Marie Victorin, Verchères Village, comté de Verchères, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Verchères (Comté de Verchères), ce 23 novembre 1970.

Le secrétaire-trésorier,

PHILIPPE COLETTE,

Bureau du secrétaire-trésorier, 1, rue St-Louis,
Case postale 250, Verchères, village,
Comté de Verchères, P.Q.,
Téléphone: 583-3564, code 514. 37525-0

Ville de Chapais
Comté d'Abitibi-Est

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried over to the tenth year.
2. One to 15-year serial bonds with the balance carried over to the fifteenth year.
3. One to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. One to 10-year serial bonds with the balance carried over as 10-year bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the latter terms and conditions, 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$6,500, and if greater than the latter amount, the said part must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity of January 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Verchères.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$6,500 and this surplus only shall be redeemable by anticipation, at par, on January 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-law: 158 — \$62,000 — aqueduct, sewers.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, December 15, 1970, at 8:00 o'clock p.m., at the County Hall, 611 Marie Victorin, village of Verchères, county of Verchères, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Verchères (County of Verchères), November 23, 1970.

PHILIPPE COLETTE,

Secretary-Treasurer.

Office of the Secretary-Treasurer, 1, St. Louis
Street, Post Office Box 250, Verchères, Village,
County of Verchères, P.Q.
Telephone: 583-3564, code 514. 37525

Town of Chapais
County of Abitibi-East

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned,

reçues par la soussignée Madame Thérèse Touzin, assistante-secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, case postale 38, Chapais, comté d'Abitibi-Est, P.Q., jusqu'à 5.30 heures de l'après-midi, lundi, le 14 décembre 1970, pour l'achat de \$298,500 d'obligations de la ville de Chapais, comté d'Abitibi-Est, datées du 1er janvier 1971 et remboursables par série du 1er janvier 1972 au 1er janvier 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1971.

Tableau d'amortissement — \$298,500 — 20 ans

Année	Capital
1er janvier 1972.....	\$15,500
1er janvier 1973.....	17,500
1er janvier 1974.....	18,500
1er janvier 1975.....	19,000
1er janvier 1976.....	20,500
1er janvier 1977.....	22,000
1er janvier 1978.....	23,500
1er janvier 1979.....	25,500
1er janvier 1980.....	27,000
1er janvier 1981.....	28,500
1er janvier 1982.....	8,500
1er janvier 1983.....	9,000
1er janvier 1984.....	9,500
1er janvier 1985.....	10,500
1er janvier 1986.....	11,500
1er janvier 1987.....	6,000
1er janvier 1988.....	6,000
1er janvier 1989.....	6,500
1er janvier 1990.....	6,500
1er janvier 1991.....	7,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$7,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er janvier 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chibougamau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Mrs. Thérèse Touzin, Assistant Secretary-Treasurer, Town Hall, Post Office Box 38, Chapais, county of Abitibi-East, P.Q., until 5:30 o'clock p.m., Monday, December 14, 1970, for the purchase of a bond issue of \$298,500, bonds of the town of Chapais, county of Abitibi-East, dated January 1, 1971 and redeemable serially from January 1, 1972 to January 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from January 1, 1971.

Table of redemption — \$298,500 — 20 years

Year	Capital
January 1, 1972.....	\$15,500
January 1, 1973.....	17,500
January 1, 1974.....	18,500
January 1, 1975.....	19,000
January 1, 1976.....	20,500
January 1, 1977.....	22,000
January 1, 1978.....	23,500
January 1, 1979.....	25,500
January 1, 1980.....	27,000
January 1, 1981.....	28,500
January 1, 1982.....	8,500
January 1, 1983.....	9,000
January 1, 1984.....	9,500
January 1, 1985.....	10,500
January 1, 1986.....	11,500
January 1, 1987.....	6,000
January 1, 1988.....	6,000
January 1, 1989.....	6,500
January 1, 1990.....	6,500
January 1, 1991.....	7,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried over to the tenth year.

2. One to 15-year serial bonds with the balance carried over to the fifteenth year.

3. One to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One to 10-year serial bonds with the balance carried over to ten years for one part, and as 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of the latter method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$7,000, and if greater than the latter amount, said part must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, the January 1, 1991 maturity being excluded.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chibougamau.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$7,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er janvier de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 39 — \$147,500 — renouvellement, d'emprunt; 114 — \$55,000 — fonds de roulement; 115 — \$85,000 — aqueduc, égouts, voirie; 122 — \$11,000 — frais de refinancement.

Les soumissions seront-ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 14 décembre 1970, à 5.30 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, case postale 38, Chapais, comté d'Abitibi-Est, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chapais (Comté d'Abitibi-Est), ce 20 novembre 1970.

L'assistante-secrétaire-trésorier,
MADAME THÉRÈSE TOUZIN.

Hôtel de Ville, Case postale 38,
Chapais (Comté d'Abitibi-Est), P.Q.
Téléphone: 775-2512, code 819. 37515-0

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$7,000, and the surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on January 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 39 — \$147,500 — loan renewal; 114 — \$55,000 — working capital; 115 — \$85,000 — aqueduct, sewers, roads; 122 — \$11,000 — refinancing costs.

Tenders will be opened at a meeting of the council to be held Monday, December 14, 1970, at 5:30 o'clock p.m., at the Town Hall, Post Office Box 38, Chapais, county of Abitibi-East, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Chapais (County of Abitibi-East), November 20, 1970.

MRS. THÉRÈSE TOUZIN,
Assistant Secretary-Treasurer.

Town Hall, Post Office Box 38,
Chapais (County of Abitibi-East), P.Q.
Telephone: 775-2512, code 819. 37515

Régie de l'électricité et du gaz

Avis public

Revision des dispositions du code G40, actuellement en vigueur, relatives aux installations de gaz canalisés

La Régie projette d'adopter un code concernant les installations de gaz canalisés en remplacement des dispositions du code G-40, actuellement en vigueur, relatives à ces mêmes installations.

La Régie invite tout manufacturier, distributeur, organisme ou corps public intéressés à prendre connaissance du projet de ce code et à signifier au soussigné, d'ici le 10 décembre 1970, leur intention de soumettre des représentations qui doivent se limiter aux seules divergences entre le projet de ce code et le code de l'Association Canadienne de Normalisation CSA B149-1966 « Installation Code for Gas Burning Appliances and Equipment. »

Les intéressés peuvent obtenir immédiatement copie du projet de ce code, moyennant \$10 la copie, à l'adresse suivante:

Le Secrétaire,
Régie de l'Électricité et du Gaz,
2100 rue Drummond,
Montréal 107, P.Q.

Le 25 novembre 1970. 37505-0

Electricity and Gas Board

Public Notice

Revision of the provisions of Code G-40, presently in force, in respect of installations for gas distributed through piping systems.

The Board proposes adopting a Code governing installations for gas distributed through piping systems, replacing the provisions of Code G-40 presently in force, in respect of said installations.

The Board extends an invitation to every interested manufacturer, distributor, organization or public body to consult the draft of this Code and to notify the undersigned, by December 10, 1970, of their intention to submit representations, which shall be confined to the differences between the draft of said Code and Standard B149-1966 "Installation Code for Gas Burning Appliances and Equipment" of the Canadian Standards Association.

Interested parties may obtain immediately copies of the draft of this Code, at a charge of \$10 per copy, at the following address:

The Secretary
Electricity and Gas Board
2100 Drummond Street
Montreal 107, P.Q.

November 25, 1970. 37505-0

Examen des Agronomes

Agronomists Examination

ASPIRANTS À L'ÉTUDE DE L'AGRONOMIE — CANDIDATES TO THE STUDY OF AGRICULTURE

Tableau contenant les noms, prénoms, âge et domicile des aspirants à l'étude de l'agronomie ainsi que le nom de la dernière institution où ils ont étudié

Table containing the names, surnames, age and residence of candidates to the study of agriculture and also the name of the last institution where they have studied

Noms et prénoms Names and surnames	Age	Domicile Residence	Institutions
Allaire, Jacques	20	Rang 2, St-David de Falardeau, comté de Dubuc.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
April, Gaston	39	21, avenue Ste-Geneviève, Québec.	Faculté d'Agriculture Université Montréal.
Blackburn, René	21	3855, boul. St-Jean-Baptiste, Bagotville, comté de Dubuc.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Bouchard, Carol	21	992, rue Simard, St-Ambroise, comté de Dubuc.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Catchon, Claude	24	81, de Provence, Courville, Québec 5.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Clark, D. Wayne	24	Brownbury, Québec	Faculté d'Agriculture Université McGill.
Cloutier, Denis	21	St-Odilon, comté de Dorchester	Séminaire St-Georges de Beauce.
Cochaux, Pierre S.A.	39	St-Gilles, comté de Lotbinière	Faculté d'Agriculture Université McGill.
Dallaire, Pierre	22	62, boul. Rivière du Moulin, Chicoutimi.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Foisy, Léon	23	R.R. 1, Abercorn, comté de Brôme.	Séminaire de St-Augustin.
Forget, Jacques	24	Saint-Jacques, comté de Montcalm.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Girard, Conrad	22	Saint-Vallier, comté de Bellechasse.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Gosselin, Guy	20	Boul. Campagna, St-Henri, comté de Lévis.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Groandin, Julien	22	6808, rue Sulaberry, Lac Mégantic	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Landry, Maurice	19	Saint-André, comté de Kamouraska	École Normale Notre-Dame de Foy.
Lapointe, Raynald	18	153, rang 6, Jonquière	CEGEP de Jonquière.
Larouche, Laurent	21	2870, boul. St-Anicet, Bagotville, comté de Dubuc.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Leeours, Lise	20	795, 3e rue, Iberville	CEGEP St-Jean sur Richelieu.
Ly, Hui-Chau	24	4465, 1ère avenue, Charlesbourg	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Mamarbachi, Guy	25	Université Laval, Ch. 6707, Pavillon Parent.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Moisan, Jean-Pierre	20	198, Ste-Famille, Kénogami	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Moreau-Poitras, Suzanne	22	1397, rue Marie-Victorin, St-Nicolas, comté de Lévis	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Pomerleau, Jacques	19	St-Méthode de Frontenac	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Pichette, Prime	20	40, boul. 15, St-Tite des Caps, comté de Montmorency.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Rocheon, André	20	2565, Des Hospitalières, Québec 6	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Roy, Marcel	24	380, St-Désiré, Black Lake	Faculté d'Agriculture Université Laval.
St-Arnaud, Hilaire	21	1100, rue Principale, Ste-Anne de la Pérade.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
St-Jacques, Dominique	18	2662, Mont-Joli, Ste-Foy	CEGEP de Ste-Foy.
Simard, Hélène	19	471, rue Victoria, Bagotville	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Tremblay, Laval-G.	19	R.R. No 10, Larouche, comté de Lapointe.	Faculté d'Agriculture Université Laval.
Verge, Robert	18	1379, avenue Maguire, Sillery, Québec 6.	Petit Séminaire de Québec.

Montréal 357, le 20 novembre 1970 — Montreal 357, November 20, 1970.

Le secrétaire général de La Corporation des Agronomes de la province de Québec,

THÉODORE MONGEAU, Agronome,

Secretary General of La Corporation des Agronomes de la province de Québec.

7481-48-2-o

Ventes par Shérifs

Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

ABITIBI

Fieri Facias

Fieri Facias

Province de Québec — District d'Abitibi
 Cour Supérieure, No 15,898. **BANQUE CANADIENNE**
NATIONALE, corporation
 légalement constituée,

Province of Québec — District of Abitibi
 Superior Court, No. 15,898. **BANK CANADIAN NA-**
TIONAL, a corporation
 legally constituted, and hav-

ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* PAUL GINGRAS, domicilié au 95 rue Allard, Val d'Or, P.Q., défendeur.

« Deux emplacements situés à Bourlamaque, maintenant Val d'Or, connus et désignés comme étant les lots numéros trente-trois et trente-quatre (33 et 34) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Bourlamaque, avec la résidence y érigée et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement au Palais de Justice d'Amos, le TREIZIÈME jour de JANVIER 1971, à QUATORZE heures et TRENTE.

Bureau du Shérif, Amos, le 19 novembre 1970.

Le shérif,
LAVAL GOULET,
37527-0

ing its head office in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* PAUL GINGRAS, domiciled at 95 Allard Street, Val d'Or, P.Q., defendant.

"Two emplacements situated in Bourlamaque, now Val d'Or, known and designated as being lots numbers thirty-three and thirty-four (33 and 34) on official plan and book of reference for the town of Bourlamaque, with the dwelling house thereon erected and dependencies."

To be sold at the Registry Office at the Court House, of Amos, the THIRTEENTH day of JANUARY, 1971, at TWO THIRTY o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Amos, November 19, 1970.

LAVAL GOULET,
Sheriff,
37527

BEAUHARNOIS

District de Beauharnois

Cour Supérieure, { ERIC McCARTNEY, élee-
No 11168. { tricien, de la cité de
No 10039. { Cornwall, province d'Ontario,
et y résidant au 607, rue Prescod, et DAME RUBY JEAN McCARTNEY, ménagère, de la ville de Ormstown, dans le district de Beauharnois, épouse commune en biens de Willis Bott, journalier du même endroit, ce dernier parti des présentes aux fins d'autoriser son épouse, et DAME GRACE McCARTNEY, ménagère, de la cité de Cornwall, province d'Ontario, et y résidant au 103, Fennel Crescent, épouse séparée de biens de Gerald Long, du même endroit, demandeurs, *vs* EVERETT WILLIAM McCARTNEY, du 1410, rue James, de la cité de Cornwall, province d'Ontario, défendeur et DAVID WILFRID McCARTNEY, du 42 Castlebor Road, de la ville de Toronto, province d'Ontario, et DAME LAURA McCARTNEY, de la cité de Cornwall, province d'Ontario, y résidant au 115, Fennel Crescent, épouse séparée de biens de Jack MacDonald, du même endroit, et DAME MAJORIE ELLA McCARTNEY, de la cité de Cornwall, province d'Ontario, y résidant au 1410, rue James, épouse séparée de biens de Colin Ducasse, mis en cause.

Les lots numéros un A et un B et un D (1-A-1-B-1-D) dans le sixième rang du canton de Hinchinbrooke comprenant partie 1-A 5 acres, partie 1-B 46 acres, partie 1-D 54 acres le tout formant une superficie de 105 acres bornés au sud par ce qui reste du lot 1-D et 1-B au nord par ce qui reste du lot 1-D et le lot 1-C, à l'ouest par le numéro 2-A et à l'est par la ligne de division entre le comté d'Huntingdon et celui de Châteauguay, avec bâtisses y érigées.

Le lot numéro deux B (2-B) dans ledit sixième rang dudit canton de Hinchinbrooke comprenant 100 acres borné au sud par le chemin public à l'ouest par le chemin public, à l'est par le lot 2-A tous desdits rang et canton, avec bâtisses y érigées.

Lesdits lots 1-A, 1-B, 1-D, 2-B tous faisant partie de la succession de feu William James McCartney et de la succession de feu Dame Jean Hamilton Tannahill, sa première épouse.

Pour être vendu séparément au bureau d'enregistrement de la division de Huntingdon, à Hun-

BEAUHARNOIS

District of Beauharnois

Superior Court, { ERIC McCARTNEY, elec-
No. 11168. { trician, of the city of
No. 10039. { Cornwall, province of Ontario,
and residing there at 607 Prescod Street, and DAME RUBY JEAN McCARTNEY, housewife, of the town of Ormstown, in the district of Beauharnois, wife common as to property of Willis Bott, labourer of the same place, the latter forms part of the presents for the purpose of authorizing his wife, and DAME GRACE McCARTNEY, housewife, of the city of Cornwall, province of Ontario, and residing there at 103 Fennel Crescent, wife separate as to property of Gerald Long, of the same place, plaintiffs, *vs* EVERETT WILLIAM McCARTNEY, of 1410 James Street, of the city of Cornwall, province of Ontario, defendant, and DAVID WILFRID McCARTNEY, of 42 Castlebor Road, of the city of Toronto, province of Ontario, and DAME LAURA McCARTNEY, of the city of Cornwall, province of Ontario, and residing there at 115 Fennel Crescent, wife separate as to property of Jack MacDonald, of the same place, and DAME MAJORIE ELLA McCARTNEY, of the city of Cornwall, province of Ontario, and residing there at 1410 James Street, wife separate as to property of Colin Ducasse, mis en cause.

Lots numbers one A and one B and one D (1-A, 1-B, 1-D) in the sixth range of the township of Hinchinbrooke comprising part 1-A 5 acres, part 1-B 46 acres, part 1-D 54 acres, the whole comprising an area of 105 acres bounded in the south by what remains of lot 1-D and 1-B in the north by what remains of lot 1-D and lot 1-C, in the west by number 2-A and in the east by the boundary line between the county of Huntingdon and that of Châteauguay, with the buildings thereon erected.

Lot number two B (2-B) in the said sixth range of the said township of Hinchinbrooke comprising 100 acres bounded in the south by the public road, in the west by the public road, in the east by lot 2-A, all the said range and township, with the buildings thereon erected.

The said lots 1-A, 1-B, 1-D and 2-B comprising part of the estate of William James McCartney, deceased, and the estate of Dame Jean Hamilton Tannahill, deceased, his first wife.

To be sold separately at the registration office of the Division of Huntingdon, at Huntingdon, the

tington, le TRENTIÈME jour de DÉCEMBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi et DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,

Bureau du Shérif, J. LUCIEN PRIMEAU, Office Sheriff, Salaberry de Valleyfield, this 18th day of November 1970. 37476-o

LABELLE

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 750-510. { CHARTER CREDIT CORPORATION, demanderesse, vs LÉO-PAUL SABOURIN, résidant et domicilié à 572, rue Du Portage, Mont-Laurier, comté de Labelle, Québec, défendeur.

« Le lot de terre numéro quinze cent cinquante et un (1551) au cadastre officiel de la ville de Mont-Laurier, tel que le tout se trouve actuellement, avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement au palais de justice à Mont-Laurier, comté et district de Labelle, LUNDI, le ONZIÈME jour de JANVIER 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le shérif intérimaire, Mont-Laurier, ROLAND MATTE, ce 17 novembre 1970. 37425-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 777-000. { ARMAND GAGNON, comptable, en sa qualité de syndic, demeurant et domicilié au numéro 804 Tour de la Bourse, Place Victoria, des cité et district de Montréal, demandeur, vs NUNZIO TROMBINO, demeurant et domicilié au 12,798 rue Louis Veillot, Montréal-Nord, défendeur.

Designation

« Un emplacement ayant front sur la rue Louis Veillot, en la cité de Montréal-Nord, connu et désigné comme étant le lot numéro trente de la subdivision du lot originaire numéro onze (11-30) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, mesurant trente-cinq pieds (35') de largeur sur cent quarante-cinq pieds et trois dixièmes de pied (145.3') de profondeur dans sa ligne nord-ouest, et cent quarante-six pieds et trois dixièmes de pied (146.3') de profondeur dans sa ligne sud-est et contenant en superficie cinq mille cent trois pieds carrés (5,103') mesure anglaise. »

Avec une maison de deux étages y érigée portant le numéro civique 12,798 de la rue Louis Veillot, dont le mur latéral sud-est est mitoyen avec l'emplacement voisin.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec tous droits y inhérents sans exception, ni réserve.»

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le VINGT-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le shérif adjoint, Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN, Montréal, le 16 novembre 1970. 37519-o

THIRTIETH day of DECEMBER, 1970, at TEN a.m. and at TEN-THIRTY a.m.

J. LUCIEN PRIMEAU,
Assistant Sheriff.

Office Sheriff, Salaberry de Valleyfield, this 18th day of November, 1970. 37476

LABELLE

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 750-510. { CHARTER CREDIT CORPORATION, plaintiff, vs LÉO-PAUL SABOURIN, residing and domiciled at 572 Du Portage Street, Mont-Laurier, county of Lavelle, Québec, defendant.

“A lot of land number fifteen hundred and fifty-one (1551) on the official cadastre of the town of Mont-Laurier, as the whole subsists at present, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.”

To be sold at the registration office at the Court House at Mont-Laurier, county and district of Labelle, MONDAY, the ELEVENTH day of JANUARY, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, ROLAND MATTE, Mont-Laurier, Acting Sheriff. November 17, 1970. 37425

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 777-000. { ARMAND GAGNON, accountant, in his capacity as trustee residing and domiciled at 804 Stock Exchange Tower, Victoria Square, in the city and district of Montreal, plaintiff, vs NUNZIO TROMBINO, residing and domiciled at 12,798 Louis Veillot Street, Montreal North, defendant.

Designation

“An emplacement fronting on Louis Veillot Street, in the city of Montreal North, known and designated as being lot number thirty of the subdivision of original lot number eleven (11-30) on the official plan and in the book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, measuring thirty-five feet (35') in width by one hundred and forty-five feet and three tenths of a foot (145.3') in depth on its northwest line, and one hundred and forty-six feet and three tenths of a foot (146.3') in depth on its southeast line and containing in area five thousand one hundred and three square feet (5,103') English measure.”

With a two-storey house erected thereon bearing civic number 12,798 Louis Veillot Street, the lateral southeast wall of which is common to the neighbouring emplacement.

As the whole is presently found, with the rights related thereto without exception nor reservation.

To be sold at the Office of the Prothonotary, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of DECEMBER, 1970, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN, Superior Court, Assistant Sheriff. Montreal, November 16, 1970. 37519

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Québec

No 16276. { **C**OMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DE QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires à 225 Est, Grande-Allée, à Québec, P.Q., demanderesse, *vs* JOLY BUNGALOW LIMITÉE, corps politique et incorporé ayant son siège social à Ste-Rose de Laval, 47 rue Archambault, Ste-Rose de Laval, ville de Laval, défenderesse.

Désignation

Un emplacement situé en la ville de Laval (Auteuil) se décrivant comme suit: un terrain vacant comme étant le lot numéro cent vingt-huit de la subdivision officielle du lot numéro originaire quarante (40-128) au cadastre de la paroisse de Ste-Rose: un emplacement vacant connu comme étant une partie du lot numéro quarante (Plie 40) du cadastre de la paroisse Ste-Rose, tel emplacement ayant front à la 9^e Avenue, Parc des Érables. Mesurant quatre cent trente pieds (430') de façade, par la profondeur dudit emplacement et contenant en superficie cinquante sept mille quatre cent douze pieds carrés et cinq dixièmes de pied carré (57,412.5') le tout à la mesure anglaise et plus ou moins. Tel emplacement étant borné vers le nord, par des parties du lot 40, vers le sud par d'autres parties du lot 40, vers l'ouest par la 9^e Avenue, et vers l'est par la ligne.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Laval, 155 Boulevard Je Me Souviens, en la cité de Laval, le VINGT-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 16 novembre 1970. 37518-0

Fieri Facias de Terris

Cour Provinciale — District de Montréal

No 288-546. { **R**ONALD NEWMAN, contracteur, de la cité de Côte St-Luc, district de Montréal, et faisant affaire sous le nom et style de « Ron Aluminium Co. » à 7925 Kingsley Road, demandeur, *vs* MARCEL ARCHAMBAULT, de St-Constant, district de Montréal, et résidant au 126 rue St-Jacques, défendeur.

« Qu'un certain emplacement sur la rue St-Jacques de la cité de St-Constant, division d'enregistrement de Laprairie, connu et désigné comme la subdivision cent vingt-six (126) du lot originaire numéro deux cent quarante-sept (247) dans le plan et livre officiel de références de la paroisse de St-Constant et avec l'immeuble dessus construit portant le numéro 126, rue St-Jacques. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laprairie, 214 St-Ignace, en la ville de Laprairie, le TRENTIÈME jour de DÉCEMBRE 1970, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 18 novembre 1970. 37520-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 557-078. { **L**ES PLACEMENTS AUDAX INC., corps politique légalement constitué et ayant place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse; *vs* MARCEL GOETHALS, domi-

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Québec

No. 16276. { **Q**UÉBEC WORKMEN'S COMPENSATION COMMISSION body politic and incorporate, having its principal place of business at 225 Grande-Allée East, Québec, P.Q., plaintiff, *vs* JOLY BUNGALOW LIMITED, body politic and incorporate, having its head office at Ste-Rose de Laval, 47 Archambault Street, Ste-Rose de Laval, town of Laval, defendant.

Designation

A site in the town of Laval (Auteuil) described as follows: a vacant lot number one hundred and twenty-eight of the official subdivision of the original lot number forty (40-128) on the cadastre of the parish of Ste-Rose: a vacant site known as being part of lot number forty (Pl 40) on the cadastre of Ste-Rose parish, such a site fronting on the 9th Avenue, des Érables Park. Measuring four hundred and thirty feet (430') in front, by the depth of the said site and comprising an area of fifty-seven thousand four hundred and twelve square feet and five-tenths (57,412.5') the whole English measurement more or less. This site is bounded towards the north by parts of lot 40, towards the south by other parts of lot 40, towards the west by 9th Avenue, and towards the east by the line.

To be sold at the Registration Office of Laval, 155 Je Me Souviens Boulevard, in the city of Laval, the TWENTY-NINTH day of DECEMBER, 1970, at ELEVEN o'clock a.m.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, November 16, 1970. 37518

Fieri Facias de Terris

Provincial Court — District of Montréal

No. 288-546. { **R**ONALD NEWMAN, contractor, of the city of Côte St-Luc, district of Montréal, and doing business under the name and style of « Ron Aluminium Co. », at 7925 Kingsley Road, plaintiff, *vs* MARCEL ARCHAMBAULT, of Saint-Constant, district of Montréal, and residing at 126 Saint-Jacques Street, defendant.

« A certain emplacement on Saint-Jacques Street, in the city of Saint-Constant, Registration Division of Laprairie, known and designated as being subdivision one hundred and twenty-six (126) of original lot number two hundred and forty-seven (247) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Constant and with the immovable thereon erected, bearing number 126 Saint-Jacques Street. »

To be sold at the Registry Office in the county of Laprairie, 214 Saint-Ignace, in the town of Laprairie, on the THIRTIETH day of DECEMBER, 1970, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, November 18, 1970. 37520

Fieri Facias de Terris

Superior Court—District of Montréal

No. 557-078. { **L**ES PLACEMENTS AUDAX INC., body politic legally incorporated and having its head office in the city and district of Montréal, plaintiff; *versus* MARCEL GOETHALS, domi-

cilié et résidant à Rivière-des-Prairies, district de Montréal, défendeur.

« Un certain emplacement connu et désigné comme étant la subdivision trente-trois du lot originaire quatre-vingt-treize (93-33) et la subdivision deux cent un du lot originaire quatre-vingt-huit (88-201) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent de Paul, avec bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 956 rue Étienne-Parent à Laval. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 boulevard Je Me Souviens, en la cité de Laval, le TRENTEIÈME jour de DÉCEMBRE 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Cour Supérieure, Montréal, 18 novembre 1970. *Le shérif adjoint, PAUL ST-MARTIN.* 37521-0

ciled and residing at Rivière-des-Prairies, district of Montreal, defendant.

"A certain emplacement known and designated as being subdivision thirty-three of original lot ninety-three (93-33) and subdivision two hundred and one of original lot eighty-eight (88-201) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Vincent de Paul, with building thereon erected bearing civic number 956 Étienne-Parent Street, in Laval."

To be sold at the Registry Office of the county of Laval, 155 Je Me Souviens Boulevard, in the city of Laval, on the THIRTYETH day of DECEMBER, 1970, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Superior Court, Montreal, November 18, 1970. *PAUL ST-MARTIN, Assistant Sheriff.* 37521

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: **SHELL CANADA LTD**, Cour Provinciale, No 38-211. **ment constitué, ayant une place d'affaires dans les cité et district de Québec, vs ROMÉO THIBAUT**, domicilié et résidant à 925, 8e Avenue, app. 1, Québec, district de Québec.

« Le lot 411-51 du cadastre officiel de la municipalité de Charlesbourg, de figure irrégulière, borné au sud-est par le lot No 411-A (rue) au sud-ouest par le lot No 411-52, vers l'ouest par un tributaire de la rivière du Berger, au nord-est par le lot No 411-45, mesurant 50 pieds au sud-est, 80 pieds au sud-ouest, 86 pieds au nord-est, contenant en superficie 4,250 pieds carrés, mesure anglaise, avec circonstances et dépendances.

Le lot 411-42 du cadastre officiel de la municipalité de Charlesbourg, borné au sud-est par le lot No 411-A (rue), au sud-ouest par le lot No 411-45, au nord-ouest par le lot No 411-60, au nord-est le lot No 411-41, mesurant 50 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, contenant en superficie 5,000 pieds, mesure anglaise avec circonstances et dépendances.

Le lot 411-45 du cadastre officiel de la municipalité de Charlesbourg, borné au sud-est par le lot No 411-A (rue), vers l'ouest par un tributaire gauche de la rivière du Berger, au nord-est par le lot No 411-51, mesurant 50 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur au nord-est et 86 pieds au sud-ouest, contenant en superficie 4,740 pieds, mesure anglaise, avec circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, avenue Chauveau, Québec, le TRENTEIÈME jour de DÉCEMBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Québec, le 24 novembre 1970. *Le shérif adjoint, RAYMOND HAINS.* 37517-0

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: **ELZÉAR VERREAULT** Cour Supérieure, No 4818. **LTÉE, corps politique et incorporé légalement constitué ayant une place d'affaires à 3725 St-Henri, Québec, district de Québec, vs Mme SIMONE F. LAGACÉ, épouse séparée de biens de M. Lagacé, faisant affaires sous la raison sociale de « Développement Montmorency Enr. », à C.P. 40, Beauport, Québec, district de Québec.**

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: **SHELL CANADA LTD**, Provincial Court, No. 38-211. **body politic legally constituted, having a place of business in the city and district of Québec, vs ROMÉO THIBAUT**, domiciled and residing at 925, 8th Avenue, Apt. 1, Québec, district of Québec.

"Lot No. 411-51 of the official cadastre of the municipality of Charlesbourg, of irregular dimensions, bounded in the southeast by lot No. 411-A (street), in the southwest by lot No. 411-52, towards the west by a tributary of the du Berger river, in the northeast by lot No. 411-45, measuring 50 feet in the southeast, 80 feet in the southwest, 86 feet in the northeast, comprising an area of 4,250 square feet, English measure, with circumstances and dependencies.

Lot No 411-42 on the official cadastre of the municipality of Charlesbourg, bounded in the southeast by lot No. 411-A (street) in, the southwest by lot No. 411-45, in the northwest by lot No. 411-60, in the northeast by lot No. 411-41, measuring 50 feet wide by 100 feet deep, comprising an area of 5,000 feet, English measure, with circumstances and dependencies.

Lot No. 411-45 on the official cadastre of the municipality of Charlesbourg, bounded in the southeast by lot No. 411-A (street), towards the west by a left tributary of the du Berger river, in the northeast by lot No. 411-51, measuring 50 feet wide by 100 feet deep in the northeast and 86 feet in the southwest, comprising an area of 4,740 feet, English measure, with circumstances and dependencies."

To be sold at the Registration Office of Québec, Chauveau Avenue, Québec, the THIRTYETH day of DECEMBER, 1970, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, Québec, November 24, 1970. *RAYMOND HAINS, Assistant Sheriff.* 37517

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: **ELZÉAR VERREAULT** Superior Court, No 4818. **LTÉE, body politic and corporate legally incorporated, having a place of business at 3725 St-Henri, Québec, district of Québec, vs Mrs. SIMONE F. LAGACÉ, wife separate as to property of Mr. Lagacé, carrying on business under the name of « Développement Montmorency Enr. », at P.O. Box 40, Beauport, Québec, district of Québec.**

« Le lot 814-38 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, de figure rectangulaire; borné vers le nord-est par le lot No 814-39, par le sud-est par une partie non-subdivisée du lot No 814, vers le sud-ouest par le lot No 814-37 et vers le nord-ouest par le Chemin Ste-Thérèse. Mesurant soixante-sept pieds (67') en front sur le chemin Ste-Thérèse par cent huit pieds et dix pouces (108'10") de profondeur au nord-est. Contenant en superficie sept mille deux cent quatre-vingt-douze pieds carrés (7,292 p.c.) mesures anglaises.

Le lot 814-39 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, de figure rectangulaire; borné vers le nord-est par le lot No 814-40, par le sud-est par une partie non-subdivisée du lot No 814, vers le sud-ouest par le lot No 814-38 et vers le nord-ouest par le Chemin Ste-Thérèse. Mesurant soixante-sept pieds (67') de largeur en front sur le Chemin Ste-Thérèse par cent huit pieds et dix pouces (108'10") de profondeur au nord-est. Contenant en superficie sept mille deux cent quatre-vingt-douze pieds carrés (7,292 p.c.) mesures anglaises.

Le lot 814-40 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, de figure rectangulaire; borné vers le nord-est et le sud-est par une partie non-subdivisée du lot No 814, vers le sud-ouest par le lot No 814-39 et vers le nord-ouest par le Chemin Ste-Thérèse. Mesurant soixante-sept pieds (67') de largeur en front sur le Chemin Ste-Thérèse par cent huit pieds et dix pouces (108'10") de profondeur au nord-est. Contenant en superficie sept mille deux cent quatre-vingt-douze pieds carrés (7,292 p.c.) mesures anglaises.

Le lot 814-44 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, de figure irrégulière; borné vers le nord-est par le lot No 814-45, vers le sud-est par le lot No 814-47 (Rue), vers le sud-ouest par le lot No 814-43 et vers le nord-ouest par les lots 814-41 et 814-42. Mesurant huit pieds et un pouce (8'1") plus soixante-trois pieds et huit pouces (63'8") en front au sud-est sur la rue portant le No 814-47, soixante-onze pieds (71') de largeur en arrière au nord-ouest, sur une profondeur au sud-ouest de cent un pieds et quatre pouces (101'4") et au nord-est de cent sept pieds et quatre pouces (107'4"). Contenant en superficie sept mille quatre cents pieds carrés (7,400 p.c.) mesures anglaises.

Le lot 814-45 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, de figure irrégulière; borné vers le nord-est par le lot No 814-46 vers le sud-est par le lot No 814-47 (Rue), vers le sud-ouest par le lot No 814-44, vers le nord-ouest par le lot No 814-41 et vers le nord par une partie non-subdivisée du lot No 814. Mesurant soixante-quatorze pieds et neuf pouces (74'9") en front au sud-est sur la rue portant le No 814-47, sept pieds et six pouces (7'6") de largeur en arrière au nord-ouest plus soixante-douze pieds et quatre pouces (72'4"), sur une profondeur au sud-ouest de cent sept pieds et quatre pouces (107'4") et au nord-est quatre-vingt-huit pieds (88'). Contenant en superficie sept mille deux cents pieds carrés (7,200 p.c.) mesures anglaises. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, avenue Chauveau, Québec, le TRENTEIÈME jour de DÉCEMBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,

Québec, le 24 novembre 1970.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

37503-0

"Lot 814-38 of the official cadastre of the parish of Beauport, of a rectangular figure: bounded on the northeast by lot No. 814-39, southeast by an unsubdivided part of lot No. 814, on the southwest by lot No. 814-37 and on the northwest by Ste-Thérèse Road. Measuring sixty-seven feet (67') in front on Ste-Thérèse Road by one hundred and eight feet and ten inches (108'10") in depth on the northeast. Containing in area seven thousand two hundred and ninety-two square feet (7,292 sq.ft.) English measure.

Lot 814-39 of the official cadastre of the parish of Beauport, of a rectangular figure: bounded on the northeast by lot No. 814-40, southeast by an unsubdivided part of lot No. 814, on the southwest by lot No. 814-38 and on the northwest by Ste-Thérèse Road. Measuring sixty-seven feet (67') in width in front on Ste-Thérèse Road by one hundred and eight feet and ten inches (108'10") in depth on the northeast. Containing in area seven thousand two hundred and ninety-two square feet (7,292 sq.ft.) English measure.

Lot 814-40 of the official cadastre of the parish of Beauport, of a rectangular figure: bounded on the northeast and southeast by an unsubdivided part of lot No. 814, on the southwest by lot No. 814-39 and on the northwest by Ste-Thérèse Road. Measuring sixty-seven feet (67') in width in front on Ste-Thérèse Road by one hundred and eight feet and ten inches (108'10") in depth on the northeast. Containing in area seven thousand two hundred and ninety-two square feet (7,292 sq.ft.) English measure.

Lot 814-44 of the official cadastre of the parish of Beauport, of an irregular figure: bounded on the northeast by lot No. 814-45, on the southeast by lot No. 814-47 (Street), on the southwest by lot No. 814-43 and on the northwest by lots 814-41 and 814-42. Measuring eight feet and one inch (8'1") plus sixty-three feet and eight inches (63'8") in front on the southeast on the street bearing No. 814-47, seventy-one feet (71') in width in the rear on the northwest, by a depth on the southwest of one hundred and one feet and four inches (101'4") and on the northeast one hundred and seven feet and four inches (107'4"). Containing in area seven thousand four hundred square feet (7,400 sq.ft.) English measure.

Lot 814-45 of the official cadastre of the parish of Beauport, of an irregular figure; bounded on the northeast by lot No. 814-46, on the southeast by lot No. 814-47 (Street), on the southwest by lot No. 814-44, on the northwest by lot No. 814-41 and on the north by an unsubdivided part of lot No. 814. Measuring seventy-four feet and nine inches (74'9") in front on the southeast on the street bearing No. 814-47, seven feet and six inches (7'6") in width in the rear on the northwest plus seventy-two feet and four inches (72'4"), by a depth on the southwest of one hundred and seven feet and four inches (107'4") and on the northeast eighty-eight feet (88'). Containing in area seven thousand two hundred square feet (7,200 sq.ft.) English measure."

To be sold at the Québec Registry Office, Chauveau Avenue, Québec, on the THIRTIETH day of DECEMBER, 1970, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office,

Québec, November 24, 1970.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

37503

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: **REDISCO CANADA LTD.**, corps politique et incorporé légalement constitué, ayant une place d'affaires à Québec, district de Québec, contre **GEORGES COVA**, domicilié et résidant à 2782 Ville-Marie, Ste-Foy, district de Québec.

Le lot 393-83 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foy, de figure irrégulière borné au nord-ouest par le lot 393-75, au nord-est par le lot 393-84, au sud-est par le lot 393-87 (rue) et au sud-ouest par le lot 393-82; mesurant soixante-dix pieds et cinq dixièmes (70'.5) au nord-ouest, quatre-vingt-onze pieds et quatre dixièmes (91'.4) au nord-est, soixante-dix pieds et six dixièmes (70'.6) au sud-est et quatre-vingt-quatre pieds (94') au sud-ouest.

Contenant en superficie six mille cinq cent trente pieds carrés, mesure anglaise (6,530 p.c.), avec circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, Avenue Chauveau, Québec, le **TRENTIÈME** jour de **DÉCEMBRE** 1970, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,

RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif, Québec, le 24 novembre 1970. 37516-0

S A G U E N A Y

De Terris

Canada — Province de Québec
District de Québec & Saguenay

Cour Supérieure, No 4523. **LA CAISSE POPULAIRE DE ST-ROMUALD D'ETCHEMIN** société régie par la loi des Caisses d'Épargne et de crédit, ayant son siège social à St-Romuald, district de Québec, demanderesse, *vs* **MME GERMAIN BOILY**, domiciliée à 1345 rue Commerciale, St-Romuald, district de Québec, défenderesse.

« Un emplacement situé à Baie St-Paul, avec bâtisses dessus construites, mesurant quatre-vingt-seize pieds de largeur en front et à la profondeur, sur cent vingt-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, désigné comme étant composé d'une partie du lot numéro neuf cent trente-six (Ptie 936) au cadastre officiel de la paroisse de la Baie St-Paul, borné en front vers le nord par le chemin public, actuellement la rue Ste-Anne, en profondeur vers le sud et à l'ouest par le terrain de Chs. Benj. Simard sur ledit lot 936 et à l'est par le terrain restant à la venderesse sur le même lot 936. Tel que délimité. »

Pour être vendu au bureau du registraire à Baie St-Paul, comté de Charlevoix, **VENDREDI**, le **NEUVIÈME** jour du mois de **JANVIER** 1971, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,

BERTRAND SAVARD.

Bureau du Shérif, La Malbaie, le 19 novembre 1970. 37477-0

T E R R E B O N N E

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Terrebonne

No 62,310. **DAME GERTRUDE BUECHEL**, célibataire majeure, domiciliée à ville de Laval, district de Montréal, demanderesse; *vs* **WILLIAM MARTIN**, domicilié autrefois à Lachute, district

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: **REDISCO CANADA LTD.**, body politic and legally incorporated, having a place of business in Québec, district of Québec, *versus* **GEORGES COVA**, domiciled and residing at 2782, Ville-Marie, St. Foy, district of Québec.

Lot 393-83 on the official cadastre of the parish of St. Foy, of irregular figure, bounded on the north-west by lot 393-75, on the north-east by lot 393-84, on the south-east by lot 393-87 (street) and on the south-west by lot 393-82; measuring seventy feet and five tenths of a foot (70'.5) on the north-west, ninety-one feet and four tenths of a foot (91'.4) on the north-east, seventy feet and six tenths of a foot (70'.6) on the southeast and ninety-four feet (94'), on the south-west.

Having a surface area of six thousand five hundred and thirty square feet, English measure (6,530 sq. ft.) with circumstances and dependencies.

To be sold at the Québec Registry Office, Chauveau Avenue, Québec, on the **THIRTIETH** day of **DECEMBER**, 1970, at **TEN** o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,

Assistant Sheriff.

Sheriff's Office, Québec, November 24, 1970. 37516

S A G U E N A Y

De Terris

Canada — Province de Québec
District of Québec & Saguenay

Superior Court, No. 4523. **LA CAISSE POPULAIRE DE ST-ROMUALD D'ETCHEMIN**, a company governed by the Savings and Credit Unions Act, having its head office at St-Romuald, district of Québec, plaintiff, *vs* **MRS. GERMAIN BOILY**, domiciled at 1345 Commercial Street, St-Romuald, district of Québec, defendant.

« A lot situated at Bay St. Paul, with the buildings thereon constructed, measuring ninety-six feet wide in front and in depth, by one hundred and twenty-five feet deep, English measure, designated as being part of lot number nine hundred and thirty-six (Part 936) on the official cadastre of Bay St. Paul parish, bounded in front towards the north by the public road, at present St. Anne street, in depth towards the south and the west by the land belonging to Chs. Benj. Simard on the said lot 936 and towards the east by the land belonging to the woman selling on the same lot 936. As demarcated. »

To be sold at the office of the registrar at Bay St. Paul, Charlevoix County, **FRIDAY**, the **NINTH** day of the month of **JANUARY**, 1971, at **TEN** a.m.

BERTRAND SAVARD,

Assistant Sheriff.

Sheriff's Office, La Malbaie, November 19, 1970. 37477

T E R R E B O N N E

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Terrebonne

No. 62,310. **DAME GERTRUDE BUECHEL**, spinster of the full age of majority, domiciled in the town of Laval, district of Montreal, plaintiff; *vs* **WILLIAM MARTIN**, formerly domiciled in

de Terrebonne, et maintenant à Ville LaSalle, district de Montréal, défendeur.

Lachute district of Terrebonne, and now in town of LaSalle, district of Montreal, defendant.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et en la possession du défendeur, savoir:

« Ce certain emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, comme formant partie du lot numéro deux cent trente-deux (ptie 232), mesurant quatre-vingt-six pieds de profondeur sur une largeur de quatre-vingt-douze pieds et trente-trois centièmes; borné au nord par le chemin principal, au sud par la plantation du gouvernement, à l'est par une propriété appartenant à James Mair et à l'ouest par une propriété appartenant à Mme Alex Doig, sans aucune bâtisse dessus érigée, avec un droit de passage le long de la ligne séparative sur le côté nord du chemin public, de la propriété du vendeur et celle de Dame M. Eleanor Wood; ledit droit de passage est présentement accordé afin d'atteindre la grève de la rivière du Nord.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes y attachées et dont l'acheteur se déclare satisfait. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, situé à 430 rue Grâce, Lachute, JEUDI, le SEPTIÈME jour de JANVIER 1971 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le shérif intérimaire,
Bureau du Shérif, GABRIELLE FOURNELLE.
St-Jérôme, le 20 novembre 1970. 37528-0

Notice of sale

The hereinafter designated immovable and in the possession of the defendant, to wit:

"That certain emplacement known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Jérusalem d'Argenteuil as forming part of the lot number two hundred and thirty-two (pt. 232) measuring eighty-six feet in depth by a width on ninety-two feet and thirty-three hundredths; bounded north by the Main Road, south by the Government plantation, east by a property belonging to James Mair and west by a property belonging to Mrs. Alex Doig, without any building thereon erected, with a right of way along the division line on the north side of the public highway of the property of the vendor and that of Dame M. Eleanor Wood; the said right of way is hereby granted in order to reach the shore of North River.

As the whole now subsists with all the servitudes which may be attached whereto and wherewith the purchaser declares himself to be content."

To be sold at the registry office for the county of Argenteuil situated at 430 Grâce Street, Lachute, THURSDAY, the SEVENTH day of JANUARY, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

GABRIELLE FOURNELLE,
Sheriff's Office, *Acting Sheriff.*
St. Jérôme, November 20, 1970. 37528

INDEX No 48

ARRÊTÉS EN CONSEIL

- | | |
|--|------|
| 4168 — Commission de Police du Québec, adoption du règlement numéro cinq (5) relatif aux uniformes qui peuvent être portés par les policiers municipaux. | 6856 |
| 4168 — Québec Police Commission, passing of by-law number five (5) relating to the uniforms and badges which may be worn by municipal policemen. | 6856 |
| 4217 — Habitation familiale (S.R.Q. 1964, Chapitre 110 et amendements), modification au règlement adopté. | 6854 |
| 4217 — Family Housing (R.S.Q. 1964, Chapter 110 and amendments), amendment to the regulation adopted. | 6854 |
| 4314 — Réduction du montant de la rente et du coût des travaux requis payables par Gamache Exploration & Mining Co. Ltd. | 6863 |
| 4314 — Reduction in the amount of the rental and the cost of the required work payable by the Gamache Exploration & Mining Co. Ltd. | 6863 |
| 4328 — Bois ouvré, Québec (<i>Modifications au décret</i>) (<i>Corrections à l'Arrêté en conseil 3921 du 28 octobre 1970</i>) | 6863 |
| 4328 — Wrought Wood, Québec (<i>Amendments to the decree</i>) (<i>Corrections to the Order in Council 3921 of October 28, 1970</i>) | 6863 |

ORDERS IN COUNCIL

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES

- | | |
|---|------|
| Association coopérative Garnier (<i>Nom-Name ch.</i>) | 6898 |
| Association coopérative d'habitation de Maniwaki (<i>Dissolution</i>) | 6898 |

COOPERATIVE ASSOCIATIONS

AVIS DIVERS

- | | |
|--|------|
| Board of Notaries of the Province of Québec (<i>Code of Professional Ethics</i>) | 6867 |
| Board of Notaries of the Province of Québec (<i>Trust Accounting</i>) | 6870 |
| Chambre des notaires du Québec (<i>Code d'éthique professionnel</i>) | 6867 |
| Chambre des notaires du Québec (<i>Comptabilité en fidéicommiss</i>) | 6870 |
| Estate of Hyman Burdman (<i>Benefit of inventory</i>) | 6867 |
| Montréal, ville-city (<i>Rachat d'obligations-Redemption of bonds</i>) | 6897 |
| Succession Hyman Burdman (<i>Bénéfice d'inventaire</i>) | 6867 |

MISCELLANEOUS NOTICES

CHANGEMENT DE NOM — Loi du

CHANGE OF NAME ACT

Demandes:

Applications:

Bensoussan, Albert Joseph.....	6892
Lichtig, Peter.....	6891
Nikolof, William.....	6891
Rosovitch, Harold Hyman.....	6891
Yee, Kuo Yan.....	6892

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT SAVINGS AND CREDIT UNIONS

Caisse d'entraide économique de St-Jean et Iberville (<i>correction</i>).....	6900
---	------

COMMISSION De Géographie COMMISSION Geographical Commission

Jacques-Rousseau.....	6893
Mont Raoul-Blanchard.....	6893
Péninsule d'Ungava.....	6892

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES

<i>Permis:</i>	<i>Licenses:</i>
Batesville International Corporation...	6892
Stamray Corporation.....	6892

COMPAGNIES — LOI DES COMPANIES ACT

Demandes d'abandon Applications for de charte Surrender of Charter

Blais (J. A.) & Fils ltée.....	6874
Candiac Golf & Country Club (1967) Ltd.....	6873
Club de golf Candiac (1967) ltée.....	6873
Corriveau (Patrice) Oxygen Inc.....	6874
Corporation de l'école d'aide sociale de Sherbrooke (La).....	6873
Direct Supply Co. Ltd.....	6874
Forrest Realities Limited.....	6873
Immeubles d'Assises ltée (Les).....	6876
Lac Ouareau Development Co. Ltd.....	6875
Landiac Realty Corp. Ltd.....	6874
Motel Metro Ltd.....	6875
Realty Appraisals Ltd.....	6874
Restaurant le campeur inc.....	6875
Solov limitée (La).....	6873
Sydney Monk Sales Ltd.....	6875
Teresa Realty Corp.....	6875
Viandes de choix Amel ltée (Les).....	6874
Vincent Frères ltée.....	6875
Winford Investment Corp.....	6876

Dissoutes Dissolved

Association de la récréation et des parcs du Québec (L').....	6864
Association des marchands d'alimentation de Montréal inc.....	6864
Association of Food Merchants of Montreal Inc.....	6864
Car Rentals of Québec Ltd.....	6864
Classy Belt Inc.....	6864
Commuters Shop Inc. (The).....	6865
Crescent Land Corp.....	6865
Genstar Holdings Limited.....	6865
La Vigie.....	6865
Loisirs de la vallée de l'or inc. (Les).....	6865
Marwill Realities Inc.....	6865
Modern Planning Mills Inc.....	6866
Mountain Holdings Ltd.....	6866
Plage La Liberté inc.....	6866
Ramapti inc.....	6866
Recreation and Parks Association of Québec (The).....	6864
Savoie (S.), limitée.....	6866

Sherbrooke Demolition Inc.....	6866
Vivian Fashions Inc.....	6866

Divers Miscellaneous

Association des parents des élèves du Conservatoire de musique de Trois-Rivières (L') (<i>Règl.-By-laws</i>).....	6881
Beaudin Nohert inc. (<i>Dir.</i>).....	6876
Bravo Investment Inc. (<i>Dir.</i>).....	6879
Camping Fontainebleau inc. (<i>Dir.</i>)....	6877
Candiac Development Corporation (<i>Dir.</i>).....	6876
Candiac Nurseries Ltd. (<i>Dir.</i>).....	6876
Centre de loilirs Coeur Immaculé de Marie inc. (<i>Règl.-By-laws</i>).....	6879
Centre de loisirs Ste-Jeanne d'Arc (Sherbrooke) inc. (<i>Nom-Name ch.</i>)....	6877
Clinique Roy-Rousseau (<i>Règl.-By-laws</i>)	6881
Construction modique Lachenaie ltée (<i>Dir.</i>).....	6882
Corporation du centre Berthelet-St-Valier inc. (<i>Règl.-By-laws</i>).....	6876
Corporation de la villa Dion (La).....	6877
Couillard Entreprises (Division Construction) inc. (<i>Nom-Name ch.</i>).....	6880
DBM Industries Limited (<i>Dir.</i>).....	6881
Double-E Electric Inc. (<i>Dir.</i>).....	6876
Eastern Canada Packaging Limited (<i>Dir.</i>).....	6877
Fédération nationale des auberges de jeunesse du Québec inc. (<i>Règl.</i>).....	6878
Foyer Dorval (<i>Dir.</i>).....	6877
Galleries du Cap ltée (Les) (<i>Nom-Name ch.</i>).....	6880
Hôpital St-Joseph de Thetford Mines (<i>Règl.-By-laws</i>).....	6882
Hôpital St-Joseph de Trois-Rivières (<i>Règl.-By-laws</i>).....	6880
Hôpital St-Lambert (Convalescents) (<i>Règl.-By-laws</i>).....	6877
Hull Cemetery Company (<i>Règl.-By-laws</i>).....	6878
Industries DBM limitée (<i>Dir.</i>).....	6881
Lafortune & Gagné limitée (<i>Dir.</i>)....	6878
Loren Construction Co. Ltd. (<i>Dir.</i>)....	6878
Martin Draperies Inc. (<i>Dir.</i>).....	6878
Molson (Québec) limitée (<i>Dir.</i>).....	6878
Monique Neckwear Mfg. Co. Ltd. (<i>Dir.</i>)	6879
Montreal Camera Club (<i>Règl.-By-laws</i>)..	6880
National Federation of Québec Youth Hostels Inc. (<i>By-laws</i>).....	6878
Painchaud (Georges) inc. (<i>Dir.</i>).....	6878
Québec-Ontario Freightways Inc. (<i>Nom-Name ch.</i>).....	6880
Régional ltée (Le) (<i>Dir.</i>).....	6880
St. Georges's School of Montreal, Inc. (<i>Règl.-By-laws</i>).....	6879
Scie Chapais inc. (La) (<i>Dir.</i>).....	6881
Seroc inc. (<i>Dir.</i>).....	6879
Service des loisirs St-Vincent-de-Paul de Montréal (<i>Règl.-By-laws</i>).....	6877
Sorecom inc. (<i>Dir.</i>).....	6879
V.D. General Metal Works Ltd. (<i>Dir.</i>)..	6879
V.D.O. Productions Inc. (<i>Nom-Name ch.</i>).....	6881
Wally Trading Company Limited (<i>Dir.</i>)	6879
Whitlock Golf & Country Club (<i>Règl.-By-laws</i>).....	6881

Lettres patentes

Letters Patent

A P A Jonquière limitée	6792	Corporation des maîtres-démolisseurs du Québec inc. (La)	6809
A.R. Cafétéria inc.	6792	Corporation du Festival d'automne de Rimouski inc. (La)	6809
Académie Normand Hudon inc. (L') ..	6793	Corriveau (L. G.) inc.	6810
Advertising Agency Ltd.	6813	Crofton Realties Inc.	6810
Aéroport du comté de Lévis ltée.	6793	D.T.S. inc.	6810
Alma Varieties Inc.	6793	Dallaire Records Distributions Ltd.	6812
Appartements Plein Ciel ltée (Les) ...	6794	David-Florence Holdings Ltd.	6811
Aquarius Restaurant Bar Salon Inc.	6842	Deb - Jay Importers Ltd.	6811
Arsene's Service Stations Ltd.	6794	Dec (Lilly) Creations Ltd.	6811
Association d'entraide de Ste-Anne de Beupré inc.	6794	Delag Trading Limited.	6812
Association des marchands de la place Levasseur inc. (L')	6795	Delux Gold Jewelry Mfg. Co. Ltd.	6812
Association des scouts de l'Immaculée-Conception de Granby inc. (L')	6798	Distributions de disques Dallaire ltée (Les)	6812
Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Barelay.	6819	Duvernay Iron Works Inc.	6813
Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Central Park.	6795	Edstar Textiles Inc.	6813
Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Bedford.	6797	Elizabeth (Jane) Fashion.	6813
Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Lachine Rapids.	6796	Elsona Realties Inc.	6814
Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Russell.	6796	Entreprises Éloi inc. (Les).	6814
Association (Hellénique) des parents Grecs-Orthodoxes de l'école Sinclair Laird.	6796	Entreprises Paul Leblanc inc. (Les).	6814
Association des Psychotechniciens du Québec.	6797	Entreprises Rodrigue Baillargeon inc. (Les)	6815
Aubertin Industries Inc.	6824	Fédération sportive et culturelle du Bâton Rouge inc.	6815
Auteuil sport inc.	6798	Ferme Mathieu inc.	6815
Autos Paul Audet ltée.	6798	Ferminox inc.	6816
Auxiliaires de l'hôpital du Haut-Richelieu inc. (Les)	6799	Ferraro Barber Shops Inc.	6845
Bargelletti Ltd.	6799	Fiber Glass T.M. (1970) Inc.	6816
Béliveau (J. C.) ltée.	6800	Fibre de verre T.M. (1970) inc.	6816
Berk (Michael) Inc.	6800	Forest Auto Body Inc.	6817
Bernier (Ernest) inc.	6800	G.H.P. inc.	6817
Bolduc (Édouard) inc.	6801	Garage B. Turgeon inc.	6817
Boulangerie d'Asbestos inc. (La)	6801	Gestion Lafaille ltée.	6818
Boutique V-21-S inc.	6801	Globensky Sports Marine Inc.	6818
Braebrook Cleaners (Kirkland) Inc.	6802	Grafimax inc.	6818
Budget Fuels Inc.	6821	Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Barelay School.	6819
C.A.I., Comité d'accueil aux Immigrants inc.	6802	Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Bedford School.	6797
Canadian Tiron Chemical Corporation.	6802	Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Central Park School.	6795
Centre de gestion polyvalent du Québec (C.G.P.Q.) ltée.	6803	Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Lachine Rapids School.	6796
Centre des loisirs de Scotstown	6803	Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Russell School.	6796
Chauret (Léo) construction inc.	6803	Greek Orthodox (Hellenic) Association of Parents of Sinclair Laird School.	6796
Chiffonnerie L.G. ltée (La)	6804	Grimard (J. Y.) & associés inc.	6819
Cie d'entretien J.K. ltée (La)	6825	Hallmark Knits Ltd.	6819
Ciné-parc des 4 Chemins inc.	6804	Hébert & Légaré inc.	6820
Club d'aviation Vénus inc.	6804	Hellenic Social Development Corp. (Montreal)	6820
Club de golf de Murdochville inc.	6805	Hôtel Motel Amico inc.	6820
Club Moto-Neige Franquelin inc.	6805	Hôtel-Motel La Brinde, inc.	6821
Club moto-neige les Multicolores de St-Césaire inc (Le)	6806	Huard (Pierre) ltée.	6821
Club social de Richmond	6806	Huiles Budget inc.	6821
Club social de Ste-Marie inc.	6806	Immeubles G.G.B. inc. (Les)	6822
Commerce Delag limitée.	6812	Immeubles Hudon ltée (Les)	6822
Compagnie de gestion de la Matapédia ltée (La)	6807	Immeubles Otis inc. (Les)	6822
Complex Chemicals (Eastern) Ltd.	6807	Importations Narbonne inc.	6823
Conciergerie Paul inc. (La)	6807	Imprimerie Lasalle inc.	6823
Conseil d'habitation économique Beaufort ltée.	6808	Industrial Gear Mfg. Inc.	6823
Conseil Québécois de l'Environnement inc.	6808	Industries Aubertin inc. (Les)	6824
Construction Val des Arbres ltée.	6808	Institut des jambes du Québec inc.	6824
		Investissements Monte Carlo inc. (Les).	6824
		Investisio inc.	6825
		J.K. Maintenance Co. Ltd.	6825
		James - Alton's Industries Limited.	6826
		Jeunac inc.	6826
		Lachine Rapide Junior (1970) Ltd.	6826
		Lapointe (J. R.) et fils inc.	6827
		Lasalle Printing Inc.	6823
		Lefebvre & Mercure inc.	6827
		Léger, Collin & associés inc.	6827
		Lemieux Automotive & Hardware Inc.	6828

Lettres patentes <i>(suite)</i>	Letters Patent <i>(continued)</i>
Leonard Laboratories Inc.	6828
Lévis County Airport Ltd.	6793
Linmar Inc.	6828
Litho Sommet ltée.	6850
Lobd Investments Inc.	6829
Lorjan Inc.	6829
Marc-Orel Joaillier Inc.	6829
Marsan (A.) inc.	6830
Merceire du Juste Milieu inc.	6830
Metro Trucking Ltd.	6830
Memerie Laurier inc. (La)	6831
Montreal Analytical Services Ltd.	6831
Montreal Courier Service Inc.	6831
Montreal Furniture Showroom Inc.	6832
Montreal Furniture Traders Ltd.	6832
Murdochville Golf Club Inc.	6805
Nadon & frère inc.	6833
Network for Developing Organizations (RDO) Inc.	6841
Normandin (Yves) inc.	6833
O.F.I. limitée.	6833
Oré Imports Inc.	6834
Pacific Construction Ltd.	6834
Papeterie Rapide limitée.	6834
Parent (Gaudias) inc.	6834
Perrons Métropolitains inc. (Les)	6835
Phoenix Trading Co. Ltd.	6835
Phototèque des Cantons de l'Est inc.	6836
Placements Lobd inc. (Les)	6829
Placements J.-C. Milo inc.	6836
Placements R.Y.P.Y.N. inc. (Les)	6836
Placements St-Malachie inc.	6837
Placements S.G.R. inc. (Les)	6837
Poeti (Pierre) inc.	6837
Poliplastic Granby Ltd.	6838
Poliplastic Granby ltée.	6838
Polly Prim Cleaners & Shirt Launderers Inc.	6838
Pont Viau Employment Services Ltd.	6838
Pranx Pants Inc.	6839
Preski inc.	6839
Prêts Dico inc.	6839
Process Piping Specialties Inc.	6840
Productions Zercam limitée (Les)	6853
Produits alimentaires La Belle Frite inc. (Les)	6840
Produits chimiques Complexes (de l'Est) ltée (Les)	6807
Publicité & photos couleurs Montréal inc.	6840
Q.A.N. Investments Inc.	6841
Québec Council on Environment Inc.	6808
Québec Corporation of Master-Demo- lishers Inc.	6809
R.P.B. Holdings Inc.	6841
R.Y.P.Y.N. Investments Inc.	6836
Red Flare Sport and Cultural Federa- tion Inc. (The)	6815
Réseau de développement d'organisa- tions (RDO) inc.	6841
Restaurant Bar Salon Le Verseau inc.	6842
Restaurant Château du Québec inc.	6842
Richmond Social Club.	6806
Ro Blo (St-Sulpice) inc.	6843
Ronlin Corporation (The)	6843
Ruscito (G.) Painting Inc.	6843
Ryter Enterprises Ltd.	6843
S.T.P.A. Inc.	6844
St-Gelais & fils ltée.	6844
Salons de barbier Ferraro inc.	6845
Sampson Investments Limited.	6845
Santa Helena Mining Limited.	6845
Schwab (Roland) inc.	6845
Scotstown Recreation Center.	6803

Senneterre Fly-In Camps Inc.	6846
Service central de distribution (Mont- réal) inc.	6846
Service de courrier Montréal inc.	6831
Service de soins à domicile de Rimouski inc.	6846
Sherbrooke excavation inc.	6847
Silcan Mines Ltd.	6847
Simply Pants Knits Inc.	6847
Simulec inc.	6848
Sofiad inc.	6848
Somonin inc.	6848
Source St-Hilaire inc.	6849
Speedee-Snak Inc.	6849
Stackpool Enterprises Limited.	6850
Summit Litho Ltd.	6850
Talva inc.	6850
Tapis Québécois inc.	6851
Trivil inc.	6851
Turf Master Corporation Inc.	6851
Turgeon (Bernard) inc.	6852
Tynevale Construction Inc.	6852
Unitronics Limited.	6852
Variétés Alma inc.	6793
Von Glasow Corporation.	6853
Yamada (M.) Enterprises Ltd.	6853
Zercam Productions Limited.	6853

Lettres patentes supplémentaires **Letters Patent supplementary**

Centre Paroissial Ste-Jeanne d'Arc.	6854
Immeubles Bois Verdure inc.	6900

Sièges sociaux **Head Offices**

Ateliers 52 Inc.	6885
Attractions spéciales mondiales ltée.	6884
Bibliothèque centrale de prêt de la Mauricie.	6882
Big "O" Plastics (Québec) Limited (The)	6884
Brasserie place Crémazie inc.	6882
Champlain Loans Ltd.	6885
Club des loisirs-danse Le Marquis inc.	6883
Cournoyer (Étienne) inc.	6885
Entreprises Jean Doyon ltée (Les)	6885
Fondation des amis de Ste-Anne (La) ..	6886
Foundation of the Friends of Ste. Anne (The)	6886
Importations Narbonne inc.	6882
Incos Limited.	6888
Institut Yvonne Gallico inc.	6883
Inter-Canada construction ltée.	6883
Landreville Transport inc.	6883
Lavoie Datsun inc.	6885
M.C.I. Management Ltd.	6886
Maison Nadeau limitée.	6886
Martin Draperies Inc.	6889
Martin (Gilles), Martin (Éliane) inc.	6886
Meuble villageois inc (Le)	6888
Métallisation du Nord inc.	6887
Molina fer ornemental ltée.	6887
Molina Ornamental Iron Ltd.	6887
Molson Sept-Iles ltée.	6886
Mortgage Consultants Inc.	6887
Mylbec Corporation.	6883
Plastique Grand « O » limitée (Les)	6884
Pont Viau Employment Services Ltd.	6883
Prêts Champlain ltée.	6885
Produits de beauté Marie-Laure inc.	6884
Réalisations Mont-Chatel inc.	6887
Scie Chapais inc. (La)	6888
Sœurs de l'Assomption de la Ste-Vierge, province de Notre-Dame de Lourdes (Les)	6887
Sorecom inc.	6888
Universal Factory Outlet Co. Ltd.	6884

Sièges sociaux (suite)	Head Offices (continued)	Régie de l'Électricité et du Gaz	Electricity and Gas Board
World Wide Special Attractions Ltd.	6884	Gas distributed through piping Systems (Code G-40)	6922
Zahava Enterprises Ltd.	6884	Installations de gaz canalisées (Code G-40)	6922
DEMANDES À LA LÉGISLATURE	APPLICATIONS TO LEGISLATURE	Régie des marchés agricoles du Québec	Québec Agricultural Marketing Board
Estate of Benny Sadovnik	6895	Milk Producers of Québec (Joint Plan)	6901
Lafèche, cité-city	6893	Producteurs de lait du Québec (Plan con- joint)	6901
Québec, ville-city	6894	Société coopérative agricole	Cooperative Agricultural Association
Succession Benny Sadovnik	6895	Société coopérative agricole de beurrerie de St-Épiphanie (Dissolution)	6899
EXAMENS	EXAMINATIONS	SOUSSIONS — demandes de	TENDERS — Requests for
des Agronomes	Agronomists	Chapais, ville-town	6920
Province, (Admission à la pratique-Ad- mission to the practice)	6923	La Prairie, ville-town	6913
LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la	WINDING-UP ACT	Murdochville, ville-town	6910
Entreprises La Tuque incorporée (Les)	6898	Rimouski, c.s.-s.e.	6916
Hôtel manoir des cèdres inc.	6898	Roxboro, ville-town	6917
La Tuque Enterprises Incorporated	6898	Sept-Iles, cité-city	6915
MINISTÈRES	DEPARTMENTS	Verchères, village	6919
Agriculture et colonisation	Agriculture and Colonization	Verdun, cité-city	6911
Société d'agriculture du comté de Lot- binière (Fusion-Amalgamation)	6899	SYNDICAT PROFESSIONNEL	PROFESSIONAL SYNDICATE
Richesses naturelles	Natural Resources	Syndicat des enseignants de la Côte Nord (Const.-inc.)	6899
Révocation de concession minière	6895	VENTES	SALES
Révocation de concessions minières	6895	Par Shérifs	By Sheriffs
Revocation of Mining Concession	6895	Abitibi	Abitibi
Revocation of mining concessions	6895	Bank Canadian National vs Gingras	6923
Terres et forêts	Lands and Forests	Banque Canadienne Nationale vs Gin- gras	6923
Cadastre:		Beauharnois	Beauharnois
Ascot, canton-township	6908	McCartney vs McCartney et al	6924
Beauport, par.	6908	Labelle	Labelle
Beauport, par.	6908	Charter Credit Corporation vs Sabourin	6925
Hull, canton-township	6909	Montréal	Montreal
Isle-Dieu, canton-township	6909	Commission des accidents de travail du Québec vs Joly Bungalow Itée	6926
Mise à jour partielle du cadastre dans les paroisses de Ste-Dorothée, St-François de Sales, St-Martin, St-Vincent de Paul, Ste-Rose et village de Ste-Rose Monts, canton-township	6908 6909	Gagnon vs Trombino	6925
Partial updating of the cadastre in the parishes of Ste-Dorothée, St-François de Sales, St-Martin, St-Vincent de Paul, Ste-Rose and Ste-Rose village	6908	Newman vs Archambault	6926
St-Ambroise de la Jeune Lorette, par.	6909	Placements Audax inc. (Les) vs Goethals Québec Women's Compensation Com- mission vs Joly Bungalow Itée	6926 6926
St-Ambroise de la Jeune Lorette, par.	6909	Québec	Québec
St-Antoine de Longueuil, par.	6909	Redisco Canada Ltd. vs Cova	6929
St-Dunstan du Lac Beauport, par.	6909	Shell Canada Ltd. vs Thibault	6927
St-Hubert, par.	6910	Verreault (Elzéar) Itée vs Lagacé et al	6927
St-Thérèse de Blainville, par.	6910	Saguenay	Saguenay
Warwick, canton-township (Rev.)	6910	Caisse populaire de St-Romuald d'Et- chemin (La) vs Boily	6929
Travail et de la Main-d'oeuvre	Labour and Manpower	Terrebonne	Terrebonne
Industrie ou métiers de:	Industry or Trades of:	Buechel vs Martin	6929
Photographes, Trois-Rivières (Abroga- tion)	6896	Taxes	Taxes
Photographiers, Trois-Rivières, (Abro- gation)	6896	St-Bruno de Montarville, ville-town	6888
Voirie	Roads	St-Thérèse, cité-city	6889
Entretien de routes discontinué	6900		
Maintenance of roads discontinued	6900		
NOMINATION	APPOINTMENT		
Chaloux, André, conseil en loi de la Reine-Queen's Counsel learned in the law	6896		

